
U d'/ of Ottawa
39003000092220

LE
SOCIALISME CONTEMPORAIN

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

LE
SOCIALISME CONTEMPORAIN

HISTOIRE DU SOCIALISME ET DE L'ANARCHISME

PAR

L'abbé WINTERER

QUATRIÈME ÉDITION

CONTINUÉE JUSQU'A L'ANNÉE 1901



PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

RUE BONAPARTE, 90

1901



AVANT-PROPOS

DE LA DEUXIÈME ÉDITION.

Nous avons commencé nos études sur le socialisme contemporain en 1878[1], à une époque où des hommes politiques célèbres disaient : « Il n'y a pas de question sociale. » Nous avons dû continuer ces études en 1882[2], en 1884[3] et en 1890[4]. Notre premier volume : *Le Socialisme contemporain,* et le dernier : *Le Socialisme international,* sont complètement épuisés. On nous a demandé de réunir en un seul volume les études déjà publiées et de les continuer jusqu'à l'année 1894. Nous livrons aujourd'hui ce travail au public, sous la forme d'une seconde édition, entièrement refondue.

1. *Le Socialisme contemporain.*
2. *Trois années de l'histoire du socialisme contemporain.*
3. *Le Danger social.*
4. *Le Socialisme international.*

Dans cette seconde édition, le premier livre fait connaître l'origine et la doctrine du socialisme collectiviste et de l'anarchisme. La théorie collectiviste est exposée ensuite et suivie d'observations critiques. La doctrine collectiviste est aussi examinée dans ses rapports avec la religion, la famille et l'État.

Le deuxième livre offre l'histoire générale du socialisme collectiviste et de l'anarchisme. Un premier chapitre passe en revue les causes du rapide développement du socialisme. Un deuxième chapitre esquisse l'histoire de l'Internationale, qui a propagé le socialisme collectiviste. Un troisième chapitre montre le socialisme international dans la période des congrès internationaux et de la fête internationale du 1er mai; il rend compte des congrès internationaux de Gand, de Paris, de Bruxelles et de Zurich; il accorde une attention spéciale au congrès international le plus important, à celui de Paris. Un quatrième chapitre retrace l'histoire générale de l'anarchisme et de ses formidables exploits.

L'histoire générale du socialisme collectiviste et de l'anarchisme ne suffirait pas. Il était indispensable de faire voir le socialisme et l'anarchisme à l'œuvre dans les divers pays, au milieu des con-

ditions favorables ou défavorables qu'ils rencontrèrent. En conséquence, le troisième livre présente successivement, d'après l'ordre alphabétique, l'histoire du socialisme collectiviste, suivie le plus souvent de celle de l'anarchisme, en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, en Belgique, en Danemark, en Espagne et en Portugal, en France, en Hollande, en Italie, en Pologne, en Roumanie, en Serbie et en Bulgarie, en Russie, en Suède et en Norvège, en Suisse.

L'histoire du développement du socialisme collectiviste et de l'anarchisme dans les États-Unis de l'Amérique se trouve intimement liée à l'histoire du socialisme et de l'anarchisme en Europe; dans notre travail, la première suit immédiatement la seconde.

Dans l'histoire spéciale du socialisme et de l'anarchisme nous avons dû réserver, nos lecteurs le comprennent, une part plus étendue au socialisme de l'Allemagne, ainsi qu'au socialisme collectiviste et anarchiste de la France et au nihilisme russe.

Le simple exposé du plan de notre travail peut donner une idée de la tâche difficile que nous avons assumée. Nous avons fait parler les faits, en nous imposant partout la plus grande réserve. Ce n'est pas notre faute si nous avons dû tracer

le plus triste tableau qu'il soit possible de produire.

Pour ne pas nous exposer à être injuste envers le socialisme, nous avons eu soin de consulter ses publications officielles et ses organes reconnus. Nous avons cité spécialement les organes officiels du socialisme allemand, l'ancien *Vorwaerts*, le *Sozialdemokrat* et le nouveau *Vorwaerts*.

Notre guide jusqu'à l'année 1874 a été M. Rodolphe Meyer, qui a recueilli une quantité étonnante de documents [1]. L'histoire du socialisme par M. Eugène Jaeger, qui s'arrête à l'année 1872, nous a été très utile, ainsi que les publications de M. Oscar Testut sur l'Internationale en France.

Pourquoi ne le dirions-nous pas? Nous avons eu l'âme remplie de tristesse en parcourant les nombreux documents qui nous ont servi; un malaise indéfinissable nous a saisi dans cette atmosphère d'athéisme et de haine sociale.

Nous avons dominé ce sentiment parce que nous voulions servir la plus grande cause moderne, la cause sociale.

Corrigeant un jour, à la tribune parlementaire, la déclaration du socialiste Bebel : « Les ultramontains sont nos ennemis mortels, » nous disions :

1. *Der Emancipationskampf des vierten Stände*s, von R. Meyer. Berlin, 1874.

« Nous ne sommes les ennemis mortels de personne, mais nous sommes les ennemis mortels des doctrines socialistes. » Nous nous sommes efforcé, dans notre travail, de ne pas oublier cette maxime, que nous avons nous-même émise.

L. Winterer,

Député d'Alsace-Lorraine
au Parlement allemand.

Mulhouse, le 26 décembre 1893.

AVANT-PROPOS

DE LA QUATRIÈME ÉDITION

Une quatrième édition de notre histoire du socialisme contemporain est devenue nécessaire. Plus de vingt-deux ans séparent cette quatrième édition de la première (1). Après ces vingt-deux ans, nos considérations sur la situation sociale restent en général les mêmes. Nous constatons volontiers que de la part de la législation et de l'association libre, des efforts sérieux pour améliorer les conditions de vie de l'ouvrier et de la famille ouvrière ont été tentés presque dans tous les pays, surtout en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, en Belgique, en France, en Hollande et en Suisse. La Russie elle-même a introduit des mesures de

(1) La troisième édition fut publiée en 1894.

protection ouvrière. Mais ni le socialisme ni l'anarchisme n'ont désarmé. Nous désirions vivement nous tromper dans les appréhensions exprimées dans les premières éditions de notre livre; nous sommes forcé de reconnaître aujourd'hui que ces appréhensions n'étaient que trop fondées. Le développement du socialisme et les crimes de l'anarchisme ont dépassé nos prévisions. Nous sommes réduit à ne pouvoir modifier en rien ce que nous avons écrit à ce sujet.

Dans un APPENDICE qui terminera cette quatrième édition, nous jetterons un coup d'œil rapide sur le mouvement du socialisme et de l'anarchisme dans les divers pays de l'Europe et dans l'Amérique du Nord pendant les six dernières années.

Nous laisserons encore parler les faits et les chiffres; leur langage sera mieux compris.

L. WINTERER,

Député d'Alsace-Lorraine
au parlement allemand.

Mulhouse le 1er février 1901.

UNE

APPRÉCIATION DE CLAUDIO JANNET

Claudio Jannet, l'éminent économiste, que la mort a enlevé trop tôt à la France catholique, a consacré à notre histoire du *socialisme contemporain* les lignes suivantes dans la *Revue catholique des institutions et du droit* (juin 1894).

« M. Winterer a fondu ensemble ses publications antérieures dans un volume remarquablement écrit et composé avec une méthode parfaite, c'est l'histoire complète et rigoureusement documentée du socialisme depuis les temps historiques jusqu'à nos jours ; nous disons depuis les temps historiques car M. Winterer ne s'occupe pas des anciens utopistes ni même des premiers socialistes de ce siècle qui n'ont eu aucune importance pratique. Il part de Lassalle et de Karl Marx et suit depuis lors pas

à pas le développement parallèle du collectivisme et de l'anarchisme d'abord dans l'ensemble du monde, puis dans chaque pays en particulier, y compris l'Amérique. Grâce à cet ordre si simple, le lecteur peut facilement retrouver le nom, la date, l'événement qu'il cherche; cet historique est conduit jusqu'à la fin de 1893 : l'attentat de Vaillant y est mentionné à sa date.

« Nous n'hésitons pas à dire que l'ouvrage de M. Winterer est l'histoire la plus complète du socialisme que nous possédons : c'est en même temps la plus sûre. L'auteur avec son solide bon sens ne se paie jamais de mots et il juge à leur vrai point de vue toutes les manifestations socialistes : du reste la controverse n'existe presque pas dans son volume : les faits y occupent toute la place. Ils parlent, il est vrai, suffisamment d'eux-mêmes. »

LE SOCIALISME CONTEMPORAIN

LIVRE PREMIER

EXPOSITION DE L'ORIGINE ET DE LA DOCTRINE DU SOCIALISME CONTEMPORAIN

CHAPITRE PREMIER.

ORIGINE DU SOCIALISME COLLECTIVISTE ET DU SOCIALISME ANARCHISTE.

Quelques institutions socialistes ou communistes isolées, quelques erreurs socialistes de sectaires qui n'ont fait que passer, des théories socialistes ou communistes exposées dans un traité philosophique ou dans un roman, enfin la conspiration communiste de Babœuf pendant la grande Révolution, voilà à peu près tout ce que nous rencontrons avant notre siècle en fait de socialisme.

L'élan de charité qui porta les premiers chrétiens à déposer ce qu'ils possédaient aux pieds des apôtres,

pour soulager leurs frères, n'a rien de commun avec les doctrines socialistes.

Le socialisme organisé, tel que nous le voyons sous nos yeux, appartient à notre siècle. Il est l'ombre de sa civilisation, il est à la fois la conséquence de son état moral et de son système économique.

Le socialisme contemporain ne veut pas seulement modifier l'organisation économique actuelle; il veut le renversement complet de la société, pour établir sur ses ruines je ne sais quoi qu'il n'est pas parvenu à définir. Pour qu'un tel système pût se produire, il fallait avant tout qu'il se trouvât des hommes qui ne croyaient pas à une base sociale établie par Dieu. Il fallait aussi que ces hommes fussent persuadés que la transformation rêvée par eux est possible aux seules forces humaines. Il fallait enfin qu'il fût possible de trouver une armée à mettre au service du système.

Notre siècle vint offrir ces conditions. D'une part, il tenta de bonne heure de chasser Dieu de la société; d'autre part, les transformations matérielles vraiment prodigieuses opérées par les inventions modernes amenèrent beaucoup d'hommes à ne plus douter de rien; comme les géants de la Fable, ils ne reculèrent plus devant le projet d'escalader le ciel. La plus grande difficulté consistait pour eux à trouver l'armée qu'on devait mener à l'assaut de l'édifice social. Cette armée, la production capitaliste ou l'industrie moderne se chargea de la former; c'était l'armée du prolétariat, d'un prolétariat mécontent et fatalement condamné à augmenter sans cesse.

Les théories communistes, socialistes et anarchistes se succédèrent depuis le premier quart de ce siècle en France et en Angleterre, en même temps que de nombreux essais pratiques furent tentés en Amérique.

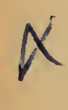
C'est surtout en France que nous trouvons les pionniers du socialisme et de l'anarchisme. Il suffit de nommer Saint-Simon, Fourier, Cabet, Louis Blanc, Proudhon, Pierre Leroux. La Révolution avait préparé le terrain. Déjà en 1847 Parisis, le grand évêque de Langres, écrivait : « Le communisme est vivant dans les entrailles de la France; chaque jour on sent qu'il se développe, qu'il passe de l'obscurité des théories dans la région des faits [1]. »

La presse s'est occupée récemment avec quelque étonnement d'un essai pratique de socialisme collectiviste qu'un jeune socialiste français allait tenter en Amérique. Si notre temps n'oubliait pas si vite, on se serait rappelé que de nombreux essais communistes et socialistes ont été faits dans l'Amérique du Nord depuis 1825. Semler [2] en énumère plus de quarante, qui ont tous fini par échouer.

Dans les théories antisociales qui parurent successivement en France, un observateur attentif pouvait entrevoir les deux systèmes de révolution sociale, en face desquels nous nous trouvons aujourd'hui : le système moins violent et plus dangereux que nous appelons le

1. *Cas de conscience.*
2. *Histoire du socialisme et du communisme dans l'Amérique du Nord.* Leipzig, 1880.

socialisme, et le système plus violent que nous appelons l'*anarchisme.*



C'est Karl Marx qui trouva la formule du socialisme actuel. L'ami et le collaborateur de Marx, Frédéric Engels, dit à son sujet : « Nous devons à Marx deux grandes découvertes : il nous a donné la conception synthétique de l'histoire au point de vue matérialiste et il a dévoilé le mystère de la production capitaliste, en rendant compte de la *plus-value.* Grâce à ces deux découvertes le socialisme est devenu une science[1]. »

Frédéric Engels confirme dans ces paroles ce que nous avons dit : pour concevoir le système socialiste, il fallait écarter Dieu de l'histoire et de la société. Nous rendrons compte au chapitre suivant de la théorie de la *plus-value.*

Le système marxiste tend à remplacer la *propriété privée* par la *propriété collective;* il veut, selon le langage de Marx, transformer le *capital privé* en *capital collectif.* « L'alpha et l'oméga du socialisme, dit avec raison le docteur Schæfflé, c'est la transformation du capital privé, soumis à la loi de la concurrence, en un capital collectif unique[2]. » Le socialisme marxiste est appelé avec raison le *collectivisme.*

Marx ne se contenta pas d'exposer sa théorie : il songea, dès le commencement, à grouper les partisans de cette théorie et à les organiser. Déjà, en 1847, dans

1. *Die Entwiklung des Socialismus von der Utopie zur Wissenschaft.*
2. *De la Quintessence du socialisme.*

son *Manifeste du parti communiste,* il jeta au prolétariat ouvrier le cri de ralliement, que le socialisme collectiviste a conservé : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le socialisme de Marx, on le voit, a toujours été et est resté international. Marx, qui passa une grande partie de sa vie en exil, appartenait à la révolution cosmopolite, et imprima à son système le caractère de cette révolution.

On a appelé quelquefois Karl Marx le *juif allemand.* Il n'était pas juif. Il naquit à Trèves, le 2 mai 1818, de parents juifs qui s'étaient convertis au protestantisme. Son père occupait une position élevée dans l'administration des mines. Karl Marx étudia avec succès le droit. Il se maria en 1843 avec la sœur de M. de Westphalen, qui devint plus tard ministre, et il paraissait destiné à une brillante carrière administrative ; mais il préféra se vouer à l'économie politique, à la question ouvrière, à la Révolution. Il embrassa la cause du prolétariat ouvrier, parce qu'il voyait dans ce prolétariat l'armée dont son système avait besoin. Expulsé successivement de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, il s'établit enfin à Londres, d'où il dirigea jusqu'à sa mort le mouvement collectiviste. En 1864, il publia le premier volume de son fameux livre *Le Capital,* qui est un réquisitoire implacable contre la production capitaliste et qui fait époque dans l'histoire du socialisme moderne.

Intelligence puissante, observateur sagace, organisateur habile, Marx sut exercer sur son parti un grand

ascendant, auquel on ne pouvait se soustraire impunément. Sa réplique était violente. Il avait un dédain haineux pour tout ce qui se faisait en dehors de lui. Sa ténacité était celle du révolutionnaire pénétré d'une jalousie sombre contre la société bourgeoise. Son athéisme était farouche.

Karl Marx mourut à Londres, le 14 mars 1883, à l'âge de soixante-cinq ans. Voici quelques-unes des paroles qui furent prononcées sur sa tombe :

« Le plus grand penseur de notre temps, dit son ancien collaborateur, Frédéric Engels, a cessé de penser le 14 mars, vers trois heures du soir... La perte que vient de faire le prolétariat d'Europe et d'Amérique, en même temps que la science historique, est incalculable... »

Le révolutionnaire russe P. Lawroff dit à son tour : « Je salue une dernière fois, au nom des socialistes russes, le maître le plus éminent parmi les socialistes modernes. L'une des plus puissantes intelligences n'est plus; l'un des plus énergiques adversaires des exploiteurs du prolétariat a cessé de vivre... La langue russe fut la première à posséder une traduction du *Capital,* de cet évangile du socialisme contemporain. Les étudiants des universités russes furent les premiers à entendre une interprétation sympathique des théories du grand penseur. »

L'association parisienne *Le Parti des ouvriers français* fit exprimer par son secrétaire Lépine la douleur que lui causait la perte du penseur qui, *par son analyse de la production capitaliste, créa le socialisme*

scientifique et produisit le mouvement révolutionnaire moderne.

Jose Mesa y Leompart pleura, au nom du *Parti des ouvriers espagnols, le grand socialiste, le maître à tous.*

Le député socialiste allemand Liebknecht ne voulut se laisser dépasser par personne en admiration et en impiété.

« La science, dit-il, est la libératrice de l'humanité.

« La science naturelle nous délivre de Dieu.

« La science sociale, à laquelle Marx a initié le peuple, tue le capitalisme et avec lui les idoles et les maîtres de la terre.

« La science n'est pas allemande. Elle ne connaît pas de frontière; surtout elle ne connaît pas la barrière de la nationalité. L'auteur du *Capital* devait naturellement devenir le créateur de l'association internationale des ouvriers.

« Avant Marx le socialisme n'était qu'une secte ou une école. Par Marx il est devenu un parti, un parti qui lutte, un parti qu'on ne pourra vaincre...

« Marx n'appartient pas aux seuls Allemands, il appartient au prolétariat universel... »

Ces citations, empruntées à l'organe officiel du socialisme allemand [1], nous montrent quelle place Karl Marx occupait dans la direction du socialisme contemporain. Il était et il est encore considéré comme le prophète de ce socialisme. Son livre *Le Capital,* ses autres écrits et ses lettres jouissent d'une espèce d'au-

1. *Der Sozialdemokrat,* 22 mars 1883.

torité dogmatique auprès de ceux qui répudient toute autre autorité.

La presse abuse étrangement du terme d'*anarchiste;* elle l'applique indistinctement à tous les mouvements violents et à tous les attentats qui ont un caractère social. Elle semble ignorer que l'anarchisme socialiste est un système qui a son dogme défini et ses adeptes bien distincts et déterminés.

Proudhon avait déjà enseigné une certaine *anarchie*, et il avait employé cette expression. Son anarchie n'était cependant pas la même que celle des anarchistes actuels. Elle consistait simplement dans l'absence ou la suppression du gouvernement, et elle exaltait la liberté absolue de l'individu. L'ordre résulterait, d'après Proudhon, pour ainsi dire de lui-même, du libre mouvement des individus, débarrassés des entraves que leur impose le système social existant. Une telle *anarchie* n'admettait pas la propriété collective et ne pouvait pas l'admettre.

L'*anarchisme* actuel veut une anarchie socialiste. Il supprime, comme Proudhon, l'État ou le gouvernement; il n'admet pas, en conséquence, la propriété collective de l'État. Il diffère de l'*anarchie* de Proudhon en ce qu'il n'exalte pas l'individu comme elle, et en ce qu'il admet une propriété collective autre que celle de l'État, une propriété collective entre les mains de groupes qui se forment librement.

Il est facile de voir ce qui distingue le socialisme anarchiste du socialisme collectiviste. Pour celui-ci, l'État ou la société socialisée est l'unique propriétaire,

qui absorbe à peu près tout. Pour celui-là, au contraire, l'État est le mal qui doit être supprimé.

La question de tactique ne sépare pas moins le socialisme anarchiste du socialisme collectiviste que la question de principe. Le socialisme collectiviste veut substituer l'État socialiste, l'État seul propriétaire, ou la société socialisée à l'État actuel; pour y arriver, il prétend employer les moyens que l'État actuel lui fournit, entre autres le suffrage universel. L'anarchisme, au contraire, repousse l'État actuel et tout ce qu'il offre : il condamne la société entière, il veut la combattre par tous les moyens, et il fait appel à la violence. Ses principaux alliés sont le pétrole et la dynamite; il dédaigne l'action politique et le suffrage universel, dont ses adeptes ne se servent exceptionnellement que comme d'une arme de circonstance.

L'anarchisme tient du nihilisme russe. C'est un Russe, Bakounine, qui l'a suscité dans son organisation présente, et qui lui a tracé sa méthode dans son *Catéchisme révolutionnaire.* Voici un extrait du premier chapitre de ce catéchisme, qui traite des devoirs du révolutionnaire envers lui-même.

« I. Le Révolutionnaire est revêtu d'un caractère sacré. Il n'a rien qui lui soit personnel, ni un intérêt, ni un sentiment, ni une propriété, ni même un nom. Tout en lui est absorbé par un objet unique, par une pensée unique, par une passion unique : la Révolution.

« II. Il a rompu absolument, au plus profond de son être, avec tout l'ordre civil actuel, avec tout le monde civilisé, avec les lois, les usages, la morale. Il en est

l'adversaire impitoyable ; il ne vit que pour les détruire.

« III. Le Révolutionnaire est plein de mépris pour le doctrinarisme et pour toute la science présente : il ne connaît bien qu'une seule science : la *destruction*. Il étudie la mécanique, la physique, la chimie, et peut-être la médecine ; mais *ce n'est que dans le but de détruire*. Il se livre pour le même motif à l'étude de la science vivante, c'est-à-dire à l'étude des hommes, de leur caractère, de leurs conditions sociales actuelles. Son désir sera toujours d'arriver le plus promptement et le plus sûrement possible à la destruction de ces ignobles conditions sociales.

« IV. Le Révolutionnaire méprise l'opinion publique. Il a le même mépris et la même haine pour la morale actuelle dans toutes ses manifestations. Pour lui, tout ce qui favorise le triomphe de la Révolution est légitime, et tout ce qui l'entrave est immoral et criminel[1]... »

Des événements récents n'ont que trop prouvé qu'il y a des hommes capables de mettre à exécution l'épouvantable enseignement du catéchisme anarchiste de Bakounine. Nous ne savons comment M. de Laveleye a pu rapprocher de cette rage infernale de destruction le dogme chrétien de la fin du monde et la première strophe du *Dies iræ*[2] :

Dies iræ, dies illa
Solvet sæclum in favilla.

1. Traduit de l'allemand. Le *Catéchisme révolutionnaire* était écrit en chiffres ; l'accusateur public en donna lecture le 8 juillet 1871, à l'occasion du procès Netchaïef.

2. *Le Socialisme contemporain*, p. 223.

Il a été mieux inspiré en demandant un terme de comparaison à l'*Enfer* de Dante. « Lorsque Dante descend les cercles de l'enfer, arrivé au plus profond de la « cité sans espérance », il s'y trouve face à face avec l'effroyable souverain des anges révoltés :

L'imperador del doloroso regno.

Ainsi, quand on pénètre jusqu'aux dernières couches du socialisme révolutionnaire, on y rencontre Bakounine. On ne peut aller au delà, car il est l'apôtre de la destruction universelle, de l'anarchisme absolu, ou, comme il a lui-même nommé sa doctrine, de « l'*amorphisme* ».

Bakounine n'est pas le seul écrivain anarchiste qui ait poussé la haine de la société jusqu'au délire. Nous verrons ce qu'ont écrit d'autres énergumènes et quels actes ont suivi leurs cris de haine.

On s'est demandé s'il y avait un lien de parenté entre le socialisme collectiviste et le socialisme anarchiste. C'est en affirmant cette parenté que les commissaires du gouvernement de l'empire d'Allemagne ont produit, pour justifier les rigueurs de la loi contre les socialistes, les excès de langage de la presse anarchiste. Il est hors de doute qu'il n'y a pas d'alliance positive entre les collectivistes et les anarchistes; ils se sont combattus depuis Marx et Bakounine jusqu'à Bebel et Most, et aujourd'hui la lutte est plus vive que jamais.

Mais, s'il n'y a pas d'alliance positive entre les deux camps, la parenté ne saurait être niée. Elle ressort

de ce fait que partout nous voyons l'anarchisme apparaître à côté du collectivisme : en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, en Suisse, en Amérique. La plupart des chefs de l'anarchisme ont combattu d'abord dans les rangs du collectivisme : Bakounine était d'abord l'allié de Marx dans l'Internationale, Most siégeait à côté de Bebel au parlement allemand.

Le collectivisme et l'anarchisme font l'un et l'autre la guerre à la société; ce ne sont, sur ce point, que les méthodes et les armes qui diffèrent. Le collectivisme veut conquérir, à l'aide du prolétariat, une majorité contre l'organisation sociale actuelle. L'anarchisme trouve que cette méthode est trop lente; il appelle à son secours, dans sa lutte contre la société, le pétrole et la dynamite; il étudie, selon les préceptes du catéchisme de Bakounine, les moyens de destruction. Nous avons dit un jour au parlement allemand que le choix entre le collectivisme et l'anarchisme dépendait du tempérament. Les natures ardentes ou violentes, nourries dans la haine de la société, sont plus facilement anarchistes; c'est pour ce motif que l'anarchisme a conquis très rapidement du terrain dans les pays méridionaux.

Qui était Bakounine? Sa vie est pleine de mystère comme son système.

Il fut accusé de ne pas obéir seulement à ses inspirations nihilistes, mais d'être encore un agent secret du panslavisme.

Michel Bakounine naquit en 1814. Une disgrâce ou

un insuccès au sortir de l'École d'artillerie de Saint-Pétersbourg fit de lui un mécontent. La vie des cercles de Moscou, la lecture de Hegel et de Proudhon, achevèrent ce que le mécontentement avait commencé. Nous voyons en Bakounine, partout où il parut, le révolutionnaire forcené et le panslaviste impénitent.

Il vint à Breslau, en Silésie, vers l'année 1848, et se fit recevoir membre du parti démocratique de cette ville. Dans le cours de la même année, il prit part au Congrès slave de Prague et publia, au nom de ce congrès, un manifeste panslaviste. Il ne tarda pas à être dénoncé comme agent russe par la *Nouvelle Gazette Rhénane,* rédigée par Karl Marx. Les démocrates de Breslau ayant pris fait et cause pour leur collègue, l'un d'eux demanda des explications à la *Nouvelle Gazette Rhénane;* il obtint la réponse suivante, qui n'est pas sans intérêt pour des lecteurs français : « Si vous voulez vous convaincre de la vérité de nos assertions, si vous nous demandez des preuves écrites, adressez-vous à Mme George Sand ; c'est elle qui nous a communiqué nos preuves. »

Les menées révolutionnaires de Bakounine le firent arrêter à Chemnitz; il fut condamné à mort en Saxe et en Autriche, mais la Russie le réclama. L'empereur Nicolas lui-même parut s'intéresser d'une manière spéciale à son sort. Il fut envoyé en Sibérie en 1856, non comme forçat, mais comme simple exilé. Le gouverneur de la Sibérie, le comte Murawieff, un cousin de Bakounine, témoigna tous les égards à l'exilé, lui permit de déployer une grande activité et le chargea même

d'une mission officielle qui devait le conduire jusqu'à l'extrême frontière. Arrivé à Nikolajefsk, Bakounine ne put perdre l'occasion qui lui était offerte : il s'embarqua pour le Japon, passa de là en Amérique, et parut enfin à Londres en 1861, pour aider Alexandre Herzen dans sa mission panslaviste et révolutionnaire. Dans un manifeste publié par l'organe de Herzen, le *Kolokol,* il déclara qu'il était décidé à consacrer sa vie entière à la lutte pour la liberté des Russes, des Polonais et de *tous les Slaves.* L'homme qui, en 1868, devait parler au nom de l'Internationale, prêchait, en 1862, la guerre des races!

Cette contradiction dans la vie de Bakounine, d'après Rodolphe Meyer[1], à qui nous empruntons les détails qui précèdent, n'était qu'apparente. Le furieux agitateur de la Ligue de la paix et de l'Internationale resta toujours panslaviste.

M. Rodolphe Meyer voit les idées du panslaviste jusque dans le socialisme anarchiste de Bakounine. Le collectivisme agraire, que Bakounine prêchait déjà à Berne, en 1868, au Congrès de la Ligue de la paix, n'est au fond que le communisme agraire de la commune rurale russe.

Quoique Bakounine entrât dans l'Internationale[2] et qu'il prît part à ses congrès, l'union entre l'auteur du Catéchisme révolutionnaire et Karl Marx ne pouvait être sincère. Sans cesse les dissidences se firent jour

1. *Der Emancipationskampf des vierten Standes*, p. 368.

2. Avant d'entrer dans l'Internationale, Bakounine était membre de la Ligue de la paix.

jusqu'à ce que la scission devînt complète au Congrès de La Haye, en 1872.

Déjà, en 1873, la *Fédération internationale du Jura* était fondée par Bakounine. Elle donna naissance à l'association internationale des *Anarchistes*, sous la forme d'une simple fédération de sections nationales, sans conseil général et sans direction centrale.

Ceux qui considèrent Bakounine comme un agent du panslavisme lui attribuent le plan infernal de troubler l'Occident de toute manière, d'y semer l'anarchie et la révolution. Lorsque l'anarchie et la révolution auraient épuisé l'Europe occidentale, l'heure du panslavisme serait venue : il sonnerait la charge sur toute la ligne, il marcherait à la conquête et à la transformation du monde.

Certes, l'auteur du Catéchisme révolutionnaire était capable de poursuivre un but aussi monstrueux. S'il n'a ni atteint ni poursuivi ce but, le mal qu'il a fait est toujours assez grand. Bakounine mourut en 1876, en léguant au monde l'anarchisme. Il passa les dernières années de sa vie en Suisse, dans une tranquille villa. Dans cette villa, à la vue des déchirements sociaux qui l'entouraient de toutes parts, l'agitateur russe put savourer à l'aise le fruit maudit de son œuvre révolutionnaire.

CHAPITRE II.

DOCTRINE DU SOCIALISME ANARCHISTE ET DU SOCIALISME COLLECTIVISTE.

I. — *Doctrine de l'anarchisme.*

Nous venons de définir l'anarchisme, en parlant de son origine.

L'anarchisme a une doctrine économique très vague. Il sait qu'il veut détruire l'ordre économique actuel, mais il ne sait pas bien ce qui devrait s'élever de soi-même sur les ruines qu'il est prêt à amonceler.

Quand l'ordre social actuel serait renversé, l'anarchisme croit que des groupes d'hommes se formeraient tout naturellement. Ces groupes seraient les propriétaires collectifs du sol.

Ces groupes s'organiseraient librement eux-mêmes et établiraient librement entre eux l'organisation qu'ils jugeraient convenable. Ils ne subiraient aucune espèce d'autorité.

Tout droit d'hérédité serait aboli.

Tous les enfants, depuis leur naissance, auraient les mêmes moyens d'entretien, d'éducation et d'instruction.

Tous arriveraient au même niveau social.

Les conditions du travail intellectuel et du travail manuel seraient autant que possible les mêmes pour tous.

Tel est le système social qu'exposa Bakounine au congrès de la Ligue de la paix qui siégea en 1868 à Berne.

Nous croyons, avec M. Rodolphe Meyer, que ce système est emprunté en partie à la constitution de la commune rurale russe, qui s'administre elle-même, où la propriété du sol est collective, où le droit d'hérédité n'existe pas pour la proprieté du sol, où le partage uniforme et périodique des lots de terre à cultiver nivelle autant que possible la situation des familles et amène une certaine uniformité dans l'éducation des enfants.

Il y a bien loin, cependant, de la commune russe régulièrement constituée au groupe anarchiste qui se formerait de lui-même, se constituerait de lui-même, se nivellerait de lui-même; il y a entre les deux toute la distance de la réalité au rêve.

Ajoutons que la commune rurale russe repose sur la triple base de la religion, de la famille et de l'autorité.

Cette triple base de la religion, de la famille et de l'autorité, le Catéchisme révolutionnaire de Bakounine le dit assez haut, l'anarchisme la nie d'une manière absolue et brutale.

Sous ce rapport, l'anarchisme diffère du collectivisme; il ne dit pas hypocritement, comme ce dernier, que pour lui la religion est affaire privée.

Une société composée de groupes anarchistes sans

lien déterminé, sans religion, sans famille, sans autorité, ne peut être rêvée que par la haine sociale arrivée au délire.

II. — *Doctrine du collectivisme marxiste.*

Qu'enseigne le collectivisme sur la propriété, la religion, la famille, l'État?

Nous nous efforcerons de saisir avec autant de précision que possible la doctrine du socialisme collectiviste; il est difficile de le faire, grâce aux évolutions diverses du collectivisme.

Le collectivisme n'a qu'un dogme bien défini, celui de la propriété collective du capital.

a. *Propriété.*

Marx appelle *capital* les instruments de travail ou les moyens de production, c'est-à-dire le sol, les carrières et les mines, les usines, les outils, les machines, le commerce. L'État ou la société doit avoir exclusivement la propriété collective de ce capital.

En d'autres termes, le système de Marx veut l'appropriation par l'État et la mise en œuvre par lui de tous les moyens de production.

Le collectivisme marxiste ne rejette pas entièrement la propriété des moyens de jouissance.

Comment Karl Marx est-il arrivé à ses conclusions? Comment a-t-il *créé*, selon le langage de ses partisans, le socialisme *scientifique?*

Il a analysé avec une incontestable supériorité d'intelligence et une grande érudition la production capitaliste; mais il est parti d'un principe économique faux, comme Spinosa était parti d'une fausse définition de la substance. Sa puissante dialectique n'a pu le conduire qu'à une erreur gigantesque.

Son livre *Le Capital*, aux formes hégéliennes, n'est que faiblement compris par les profanes. Il introduit une langue nouvelle pour un système nouveau. Il admet, comme base de son système, que le travail seul est la source de la valeur d'un objet. Il distingue deux sortes de valeurs dans un objet : la valeur d'*usage* et la valeur d'*échange*. Dans son système, c'est surtout de la valeur d'échange qu'il s'agit. Marx croit avoir trouvé la mesure absolue de cette valeur dans la quantité de travail humain nécessaire pour mettre un objet dans l'état où il se trouve au moment de l'échange. Selon lui, deux objets qui contiennent la même quantité de travail devraient avoir la même valeur d'échange.

Marx mesure la quantité de travail par la durée du travail. Un ouvrier produisant plus vite qu'un autre, il ne peut être question ici de la durée effective du travail de tel ou tel ouvrier en particulier. Marx envisage la collectivité des travailleurs, et il parle de la durée moyenne du travail nécessaire à la production des marchandises.

Si la valeur d'échange d'un objet se mesure par la quantité de travail qu'il a fallu pour le produire, il est facile de comprendre à quelles revendications la théorie de Marx autorise le travail, qu'il appelle *la*

substance qui crée la valeur (die werthbildende Substanz).

Vient maintenant la fameuse théorie de la *plus-value* (Mehrwerth), qui complète le système de Marx et que ses admirateurs ont appelée la *révélation du mystère du profit* (das Geheimniss der Plusmacherei).

Dans la production capitaliste, comment arrive-t-il que le travail, qui crée la valeur, ait les mains vides et que les capitalistes entassent trésor sur trésor?

Dans la production capitaliste, le salarié, l'homme du travail, ne possède pas les instruments de production; c'est le capitaliste qui les possède.

Le salarié s'adresse au capitaliste, et celui-ci achète, non pas le travail même que contient l'objet confectionné, mais la *puissance de travail* du salarié. Il emploie cette puissance de travail, et il s'approprie la valeur créée par elle.

Or, selon Marx, dans la valeur ainsi créée il y a plus que la valeur d'échange de la puissance de travail. D'après la loi qui règle actuellement les rapports économiques, la valeur d'échange de la puissance de travail équivaut aux frais d'entretien du salarié, soit à quatre francs. Six heures de travail suffiraient pour produire ces quatre francs. Cependant, au lieu de travailler seulement six heures, le salarié est employé pendant douze heures. A côté de la valeur produite par les premières six heures de travail, il y aura une seconde valeur produite par les autres six heures de travail. Cette seconde valeur est une *plus-value* ou un profit que le capitaliste s'attribue.

Marx ne s'arrête pas à mi-chemin. Il continue ses déductions. La plus-value devient capital à son tour; elle sert à créer d'autres valeurs et d'autres plus-values. Le capital se trouve ainsi indéfiniment augmenté.

Le patriarche du collectivisme ajoute que, d'autre part, la concurrence illimitée de la production capitaliste tend à développer sans cesse la grande industrie au détriment de la petite. Les richesses s'accumulent ainsi toujours davantage entre les mains d'un nombre d'hommes relativement petit, tandis que le chiffre des salariés grandit dans des proportions démesurées.

En d'autres termes, celui qui ne possède pas, le travailleur, est réduit à échanger ou à vendre son travail comme une marchandise. Le capitaliste achète ce travail pour l'exploiter; il ne paie pas l'équivalent exact du travail. Loin de là, il ne donne en compensation du travail qu'il achète que ce qui est strictement nécessaire à l'entretien du travailleur. Six heures de travail par jour suffiraient pour compenser les frais de l'entretien; mais le capitaliste demande au travailleur dix ou même douze heures de travail. Il prélève donc à son profit quatre ou même six heures de travail sur la journée de l'ouvrier. La valeur du travail ainsi prélevé ou le bénéfice vient s'ajouter au capital; il sert à son tour à acheter du travail, pour produire de nouveau une augmentation proportionnelle du capital. Le capital augmenté sans cesse dans une progression régulière finit par tout absorber. Tous les progrès qui devraient réduire les heures de travail nécessaires à l'entretien de la vie ne profitent, en réalité, qu'au capital. Le

travailleur, l'homme qui produit la valeur et la richesse, est forcé de se contenter d'une compensation insuffisante et précaire, d'un *salaire* humiliant que le capital tend à déprimer plutôt qu'à augmenter.

Telle est la théorie de Marx et du socialisme marxiste.

Marx, conséquemment à son principe que le travail seul produit la valeur, ne voit dans les opérations du capital que la plus injuste exploitation. Le capital, qui comme tel n'a droit à rien, finit par avoir tout. Le socialiste allemand partage la société en deux camps : celui des exploiteurs et celui des exploités. Comme il a étudié principalement l'industrie anglaise, il accumule dans son livre les chiffres et les statistiques que cette étude lui a fournis; il groupe habilement comme autant de témoins à charge contre le capital des faits nombreux, vrais ou faux, qu'il a recueillis [1]. Sous la plume indignée de Marx, ces témoins produisent contre le capital la plus grave accusation qui ait jamais été formulée.

La production par le capital n'est, d'après Marx, qu'une phase, une catégorie historique du développement social de l'humanité. Le système de la production par le capital doit faire place, dans un avenir plus

1. Frédéric Engels avait publié en 1845 la brochure : *Die Lage der arbeitenden Klassen in England*. Il y révélait les souffrances de la population ouvrière en Angleterre, et il annonçait à courte échéance la révolution sociale. Il vient de publier une seconde édition de la brochure; il y avoue que le sort de l'ouvrier anglais a été considérablement amélioré, — sans révolution violente.

ou moins prochain, à un système plus équitable, qui ne connaîtra plus ni capitalistes ni salariés, qui mettra fin à l'anarchie de la concurrence illimitée, et qui permettra à tous les hommes de produire dans les mêmes conditions : ce sera le système de la propriété collective et de l'exploitation collective par l'État ou par la société socialisée. Le produit de cette exploitation ne sera plus la proie du petit nombre. Déduction faite des frais d'entretien de la propriété collective, le produit sera partagé par l'État ou par la société.

Marx n'a pas seulement poursuivi la propriété privée sous la forme de capital ; il a encore fait appel à l'histoire, et il a jeté, à son point de vue, un coup d'œil historique sur l'origine de la propriété privée. Il a répété, après beaucoup d'autres socialistes et communistes, que la propriété privée repose en dernière analyse sur la violence, qu'elle dérive du droit de conquête, de la confiscation des terres du paysan, de l'inique exploitation des colonies, des privilèges injustes accordés par divers droits protecteurs, de l'enlèvement et du partage des biens de l'Église. Bref, il a énuméré les abus réels ou fictifs concernant la propriété privée et, de tous ces abus, il a conclu contre la propriété privée elle-même.

L'analyse succincte de la doctrine économique de Marx que nous venons de présenter fait comprendre, au premier coup d'œil, combien le faux y est mêlé au vrai, et jusqu'à quel point les conclusions dépassent les prémisses.

D'abord la production capitaliste n'est pas la seule

forme de production. Elle est encore aujourd'hui loin d'embrasser tout le terrain économique. Les abus de la production capitaliste ne peuvent donc autoriser la révolution économique et sociale universelle que réclame le socialisme collectiviste. Le système du collectivisme repose sur un premier sophisme, qui conclut de la partie au tout.

Nous sommes loin de contester l'existence de grands abus dans la production capitaliste. Si les collectivistes exagèrent souvent les reproches qu'ils adressent à la production capitaliste, des abus nombreux, des abus qui ont eu des conséquences fatales, n'ont-ils pas dû être réprimés par la loi? Mais ici encore, nous sommes obligés de dire que les conclusions du collectivisme vont trop loin. Les abus d'un système ne permettent pas de conclure contre le système lui-même, si ces abus ne sont pas absolument inhérents au système. Le collectivisme repose donc sur un deuxième sophisme.

Puis, l'analyse de la production capitaliste est-elle fondée en tout point? Comment Marx sait-il que l'ouvrier produit en six heures l'équivalent de son entretien? Comment prouve-t-il que le travail qui dépasse ces six heures est généralement une plus-value au profit du capital? Pourquoi a-t-il généralisé les résultats de ses calculs établis sur des données restreintes? Pourquoi n'est-il pas allé aussi loin que certain de ses disciples qui affirme aujourd'hui qu'un travail de trois heures suffit pour produire l'équivalent de l'entretien de l'ouvrier? Comment, enfin, explique-t-il que certains établissements, avec onze ou douze heures de travail,

se ruinent au lieu d'arriver à cette plus-value qui ne s'arrête jamais?

Aux yeux de l'auteur du socialisme collectiviste, comme aux yeux des socialistes en général, le *capital est improductif*. « S'il en était ainsi, écrit M. Naquet, on se demande pourquoi l'homme se serait ingénié à constituer des capitaux. Il est bien plus simple de se reposer et de jouir au lieu de s'escrimer à bâtir des maisons, à construire des hangars, à confectionner des machines, à extraire de la houille du sein de la terre et à la transporter là où la réclame l'industrie.

« Puisque l'homme exécute ce travail, c'est donc que ce travail est utile; c'est que les hangars, les fourneaux, les machines, le combustible qui doit les faire fonctionner, l'achat en grand des matières premières, permettent à l'homme d'obtenir une beaucoup plus grande quantité de valeurs d'usage que s'il n'avait pu opérer qu'avec ses dix doigts[1]. »

A la base du système de Marx se trouve sa théorie de la valeur. L'ancien programme du socialisme allemand, le programme de Gotha, proclamait à sa première ligne que le travail est la source de *toute richesse*. Marx lui-même reconnut que cette assertion est fausse et il tint à séparer sa théorie de celle de Gotha. D'après Marx, le travail serait *la source unique de la valeur d'échange*.

Cette théorie n'est pas moins fausse que celle du programme de Gotha.

Il suffit d'une promenade au marché pour y rencon-

1. *Socialisme contemporain*, Paris 1890.

trer de nombreux objets dont la valeur d'échange est déterminée par autre chose que par le travail contenu dans ces objets.

Pour tel la valeur d'échange de l'objet qu'il achète est très grande, parce qu'il a un besoin urgent de cet objet.

Pour tel autre la valeur d'échange de l'objet qu'il veut se procurer est plus considérable, parce que la forme de l'objet a pour lui un charme particulier.

L'eau minérale qui, pour couler du sol, n'a presque pas demandé de travail, a une valeur d'échange qui n'est pas en raison de ce travail.

Le diamant, fourni presque gratuitement par la nature, a une grande valeur d'échange.

Un négociant amène de l'Afrique ou de l'Amérique des cargaisons de bois divers. Quelle sera la valeur de ces bois? Sera-t-elle calculée uniquement d'après le travail ou le temps qu'il a fallu pour couper, rassembler et transporter ces bois? Tout le monde sait qu'il n'en sera pas ainsi. Ces bois auront des valeurs diverses, selon leur rareté, leurs qualités, leur utilité relative[1].

Nous écrivons à la campagne. Devant nous s'étalent les beaux coteaux de l'Alsace, dorés par un splendide soleil de septembre; bientôt ils réjouiront le vigneron par un vin d'une qualité supérieure. La production de ce vin n'a pas coûté plus de travail que la production des vins des années précédentes; cependant la valeur d'échange de ce vin, dans peu de temps, sera beaucoup

1. Cathrein, *der Socialismus.*

plus élevée. Le travail ne sera certainement pas l'unique source de cette valeur.

Nous venons de parler d'objets dont la valeur d'échange est indépendante du travail qu'ils contiennent ou supérieure à ce travail; nous pourrions également parler d'objets dont la valeur d'échange est inférieure au travail que ces objets ont exigé. Trop souvent, des objets qui ont demandé un travail considérable sont presque sans valeur d'échange parce qu'ils ne sont plus utiles.

Certes, nous admirons l'activité humaine sous ses formes diverses, nous respectons tous les droits du travail, nous considérons comme un crime social l'exploitation qui, sciemment, refuse au travail le juste salaire; mais il est contraire à la vérité et à la justice de dire que le travail est l'unique source de la valeur. La base économique que Marx a donnée au socialisme soi-disant scientifique est fausse. Aussi, pour se soustraire sur ce point à une critique gênante, le nouveau programme du socialisme allemand, le programme d'Erfurt, a-t-il également évité de dire avec le programme de Gotha que le travail est la source de toute richesse, et avec Marx que le travail est la source unique de la valeur d'échange.

L'argument historique du collectivisme marxiste, qui fait dériver la propriété privée de l'injustice et de la violence, et qui affirme que les peuples anciens ne connaissaient que la propriété commune ou collective, ne se soutient pas mieux que la théorie marxiste de la valeur.

Nous sommes très étonné de voir le socialisme marxiste en appeler aux temps primitifs, alors que ce socialisme se range généralement du côté des doctrines darwiniennes. Marx lui-même n'a-t-il pas écrit : « L'homme devient un sauvage lorsqu'il a cessé d'être un singe ? »

Il est évident qu'à l'origine le sol n'était pas partagé comme il l'est aujourd'hui, et que la propriété commune ou la terre sans maître a dû précéder la propriété privée ; il est vrai encore que la propriété privée s'est constituée différemment selon les temps et les traditions des peuples ; mais il est tout aussi vrai que l'histoire des temps passés ne nous montre nulle part un collectivisme absolu et universel comme celui que le marxisme veut introduire. L'histoire ne nous montre nulle part un État quelconque *s'appropriant et mettant en œuvre exclusivement tous les moyens de production.*

Les tribus indiennes de l'Amérique du Nord ont encore aujourd'hui la propriété commune du sol, mais il n'y a rien de commun entre ce genre de propriété et le système de propriété collective rêvée par Marx. Thiers disait : « Le sauvage chasseur a du moins la propriété de son arc, de ses flèches et du gibier qu'il a tué. Le nomade, qui est pasteur, a du moins la propriété de ses tentes, de ses troupeaux. Il n'a pas encore admis celle de la terre, parce qu'il n'a pas encore jugé à propos d'y appliquer ses efforts... Peu à peu cependant le nomade se fixe et devient agriculteur, car il est dans le cœur de l'homme d'aimer à avoir son *chez-lui,* comme aux oiseaux d'avoir leur nid... Il finit par choi-

sir un territoire, par le distribuer en patrimoine où chaque famille s'établit, travaille, cultive pour elle et sa postérité[1]. »

On a cherché à découvrir la propriété commune exclusive dans les origines de la Grèce et de Rome; cette opinion ne peut s'appuyer ni sur la vie, ni sur l'histoire, ni sur la littérature des peuples classiques[2].

Nous dirons avec l'Encyclique *Rerum Novarum* : « Qu'on n'oppose pas à la légitimité de la propriété privée le fait que Dieu a donné la terre en jouissance au genre humain tout entier, car Dieu ne l'a pas livrée aux hommes pour qu'ils la dominent confusément tous ensemble. Tel n'est pas le sens de cette vérité. Elle signifie uniquement que Dieu n'a assigné de part à aucun homme en particulier, mais a voulu abandonner la délimitation des propriétés à l'industrie humaine et aux institutions des peuples. »

b. *Religion.*

Quelque séduisante que soit pour les déshérités des biens de la fortune la théorie économique de Marx, elle aurait moins agité le monde si elle n'avait pas sa base dans une erreur d'un ordre supérieur. Frédéric Engels a nommé parmi les deux grands mérites de Marx, aux yeux des socialistes, celui d'avoir donné à notre siècle

1. *De la Propriété*, p. 19.
2. *Die Eigenthumsfrage. — Klassisches Alterthum von Dr. B. Thill,* Luxembourg, L. Bük, 1892.

la conception synthétique de l'histoire au *point de vue matérialiste.*

Marx a nié Dieu, l'âme, la vie future et tout ordre surnaturel; il a fait de l'histoire de l'humanité l'histoire de la production et de la consommation. C'est exclusivement à ce point de vue que les hommes et les événements sont appréciés. Jamais le niveau de la vie humaine n'a été ainsi abaissé. La grande parole chrétienne : « L'homme ne vit pas seulement de pain, » est un scandale pour un socialiste de l'école de Marx.

Des disciples de Marx ont essayé d'écrire l'histoire d'après la conception synthétique du maître. Quel monstrueux travestissement de ce que les hommes ont écrit et pensé jusqu'ici!

Marx et les siens ont été surtout incapables de comprendre le christianisme et l'histoire de l'Église, qu'ils défigurent complètement et poursuivent d'une haine implacable. Personne n'a jamais blasphémé comme eux.

Marx a appelé la religion une *conception déraisonnable du monde* (ein verkehrtes Weltbewustsein), l'*opium du peuple;* il voulait que le programme du parti socialiste prescrivît à celui-ci d'en délivrer la conscience.

Les principaux chefs du collectivisme, à l'instar de Marx, ont hautement professé leur athéisme. Liebknecht a fait profession d'athéisme au congrès de Halle. Bebel a dit en plein Reichstag, le 31 décembre 1881 : « Notre but sur le terrain politique est la république, sur le terrain économique le socialisme, et sur ce qu'on appelle le terrain religieux l'athéisme. » Antérieurement

déjà, au mois d'octobre 1878, dans les débats généraux du Reichstag allemand sur la loi contre les socialistes, Bebel, après avoir rappelé que l'athéisme est d'origine bourgeoise, a fait la déclaration suivante : « Nous avons adopté, à notre tour, la doctrine de l'athéisme, qui nous est venue d'ailleurs; nous nous croyons obligés de propager cette doctrine et de la jeter dans les masses. »

On a dit, il est vrai, que la théorie socialiste n'est qu'une théorie économique, et qu'elle ne s'étend pas au terrain religieux.

Cela est faux. Les collectivistes attribuent à leur maître le double mérite d'avoir dévoilé le mystère de la production capitaliste et d'avoir donné à notre temps une conception synthétique du monde toute matérialiste. C'est en partant de cette conception synthétique matérialiste que Marx en est venu à appeler la religion une idée ou une conception déraisonnable du monde. Le matérialisme brutal de Marx et de ses disciples exclut toute religion, puisqu'il exclut Dieu lui-même.

Même en ne tenant compte que de la théorie économique du socialisme collectiviste marxiste, il faut reconnaître que cette théorie, grâce à sa négation de la propriété privée, a une portée immense, qui va bien au delà des limites de l'ordre économique. Elle veut renverser une des bases de la société établie par Dieu, et ébranler les autres.

Reconnaître à un État ou à une révolution quelconque le droit de changer aussi radicalement la société actuelle des hommes avec les bases mêmes de cette

société, c'est faire de cet État ou de cette révolution le seul Dieu, à côté duquel nul autre n'est possible. Les socialistes sincères l'ont compris. Comment une condamnation aussi universelle de ce qu'on entend par propriété privée peut-elle, du reste, se concilier soit avec le septième commandement de Dieu, soit même avec les conséquences de la loi naturelle?

Les programmes du socialisme allemand, le programme de Gotha et le programme d'Erfurt, veulent bien encore considérer la religion comme chose privée. Marx a vivement critiqué cette clause dans le programme de Gotha; il demandait qu'elle fût effacée. Plusieurs délégués firent la même proposition aux congrès de Halle et d'Erfurt. La tactique seule a fait maintenir la clause : on craignait d'effaroucher le peuple en déclarant ouvertement la guerre à la religion.

La religion que les programmes socialistes traitent comme affaire privée ne peut être que le sentimentalisme religieux; cette religion n'est pas le christianisme. En effet, le christianisme n'est pas seulement un sentiment, qui subsiste dans les intimes secrets du cœur, où il échappe à toute violence extérieure. Le christianisme est vivant; il existe dans l'Église fondée par Jésus-Christ, dans l'Église avec sa divine constitution, dans l'Église avec ses droits et ses lois, dans l'Église avec sa vie chrétienne. Or, dans l'État socialiste de Marx, dans la société socialisée de Bebel, qui possède tout, qui règle tout, qui absorbe tout, où y a-t-il place pour l'Église de Jésus-Christ?

« L'arrêt de mort sera prononcé contre la religion, »

lisons-nous dans un commentaire officieux du programme d'Erfurt[1], « le jour où les conditions historiques de son existence seront détruites. » Assurément, les conditions d'existence de l'Église de Jésus-Christ seraient détruites le jour où le collectivisme aurait établi son règne brutal.

Bebel, dans le livre fantasque qu'il a intitulé : *La Femme*, n'a-t-il pas écrit que, dans la société de l'avenir, la religion tomberait d'elle-même[2] ?

Nous savons que l'Église repose sur une parole infiniment plus puissante que celle de Bebel.

c. *Famille.*

Le collectivisme marxiste n'a pas de théorie précise sur la famille. Ses adeptes repoussent quelquefois avec une certaine vivacité le reproche fait au système de détruire la famille. Indépendamment de toute théorie de Marx, il est cependant évident qne sa *conception synthétique de l'histoire*, conception toute matérialiste qui en écartant Dieu et la vie future écarte aussi l'Église, ne peut se concilier avec l'idée chrétienne de la famille et du mariage.

L'État socialiste ou la société socialisée sans Dieu ne connaît et ne peut connaître le contrat indissoluble du mariage chrétien. Dans l'État socialiste, il n'y a pas de place pour les droits et les devoirs de la famille

1. *Grundsaetze und Forderungen der Sozialdemokratie, von Karl Kautsky und Bruno Schœnlank*, p. 43.
2. *Die Frau*, p. 319.

chrétienne, pour l'éducation libre des enfants. La négation de tout droit d'héritage se rapportant aux moyens de travail atteint la perpétuité de la famille.

M. Schaefflé, qui a analysé le collectivisme avec une grande sagacité, croit que sa théorie économique ne rendrait pas impossible l'existence d'une famille. Mais à quoi seraient réduites les conditions de cette existence? Que seraient les droits aujourd'hui sacrés du foyer domestique? Que deviendrait l'indépendance de la vie de la famille? Que resterait-il de la libre détermination des besoins et des dépenses? L'État ou la société socialisée, qui a en main tous les instruments de production, jugera telle consommation inutile, et elle sera supprimée. L'État ou la société socialisée sera exclusivement juge du mode de production et assignera à chacun le genre de travail jugé nécessaire. L'État se croira plus apte que la famille à former l'enfant au genre de travail auquel celui-ci serait destiné. En conséquence, l'éducation de l'enfant sera enlevée aux parents.

Les collectivistes ont si bien compris cette dernière conséquence de leur système que, loin de se prononcer contre l'éducation commune des enfants, ils se demandent à quel âge l'enfant pourrait et devrait être enlevé à sa mère.

Si l'État socialiste ou la société socialisée pouvait laisser subsister l'ombre d'une famille, nous ne concevrions dans cette famille qu'une seule liberté, un seul droit possible : ce serait le droit de faire usage librement des objets de consommation que l'État, seul

producteur, livrerait à la famille, à peu près comme le lion enfermé dans sa loge consomme librement les chairs qu'on lui a jetées. Malgré la haute autorité que nous reconnaissons volontiers à M. Schaefflé, nous ne craignons pas de dire que les socialistes qui ont nié la famille et le foyer domestique en même temps que la propriété sont les plus conséquents.

Ce que le collectivisme matérialiste a le moins compris, c'est le rôle de la mère dans la famille chrétienne. La mère chrétienne, qui est le cœur de la famille, l'âme du foyer domestique, les collectivistes la considèrent comme une esclave; ils appellent le foyer domestique sa prison; ils veulent *émanciper* la femme, la délivrer de l'esclavage du foyer (*von der Knechtschaft des Hauses*). Bebel, dans son livre sur la femme, présente une odieuse caricature de la mère chrétienne; il enlève l'enfant à la mère émancipée, à la mère dans la société socialisée, le plus tôt possible. La mère ne le soignera même plus ni pour la nourriture ni pour le vêtement.

Le disciple le plus orthodoxe de Marx après Liebknecht, Karl Kautsky, le directeur de la Revue officielle du socialisme allemand, *Die neue Zeit,* essaie de rendre compte de la nature du mariage dans la société socialisée. « La femme, dit-il, travaillera dans les mêmes conditions que l'homme, elle fera partie de la collectivité au même titre que lui; elle sera ainsi sa compagne libre, émancipée à la fois de l'esclavage *du foyer* et de l'esclavage du capital. Elle disposera d'elle-même tout aussi bien que l'homme; elle mettra fin de cette

manière à la prostitution *légale* et à la prostitution non légale. L'on verra apparaître pour la première fois dans l'histoire de l'humanité l'institution d'un mariage (Einehe) offrant les mêmes conditions pour l'homme et pour la femme. » Bien entendu, la femme, *qui dispose d'elle-même,* dénouera d'elle-même les liens de ce mariage quand ils lui seront devenus pénibles.

Karl Kautsky a écrit les lignes que nous venons de citer dans son commentaire du programme d'Erfurt [1]. Ce commentaire jouit de la considération d'une interprétation officielle. Pour préparer le mariage de la société socialisée, le programme socialiste du congrès d'Erfurt demande l'abrogation de toutes les lois qui, *sous le rapport des droits publics et privés, placent la femme dans une situation d'infériorité vis-à-vis de l'homme.*

d. *L'État.*

Marx parle bien encore de l'État, ainsi que quelques socialistes qui l'ont suivi ; mais ils attachent à cette expression un sens qui est propre au socialisme. Marx ne voit guère dans l'État socialiste qu'une vaste association économique, une association de production et de consommation. Son collaborateur Engels, confondant l'État et le pouvoir public dans l'État, dit que l'État dans la société non socialiste n'est qu'*un pouvoir de répression* [2] au profit d'une classe dominante.

1. P. 146.
2. *Eine besondere Repressionsgewalt.* (*Entwiklung des Socialismus*, p. 439.)

Le programme d'Erfurt, pour écarter *de l'organisation sociale rêvée* par le socialisme toute idée d'un pouvoir public dans le sens actuel du mot, ne parle plus de l'État. Liebknecht, qui, au congrès d'Erfurt, était rapporteur dans la question du programme, a motivé l'exclusion du terme, en disant qu'on y attache une idée d'exploitation : « La société bourgeoise se sert de l'État sous une forme quelconque dans un but d'exploitation; l'État bourgeois ne peut être qu'un État de classe. »

Kautsky, dans son commentaire du programme d'Erfurt, a interprété ainsi la pensée socialiste :

« L'État ne cessera d'être une entreprise capitaliste que lorsque les classes ouvrières seront devenues dominantes; ce n'est qu'alors qu'il sera possible de le transformer et d'en faire une association socialiste.

« Le but que poursuit la démocratie socialiste est dû à cette conviction. La démocratie socialiste veut arriver à la conquête du pouvoir politique par les classes ouvrières; avec leur secours, elle veut faire de l'État une association économique se suffisant à elle-même dans les choses essentielles [1]. »

Bebel appelle cette association économique la société socialisée; c'est là cette fameuse société de l'avenir (Zukunftstaat), au sujet de laquelle les socialistes n'aiment pas à être interrogés.

Presque tous les chefs du socialisme cosmopolite ont communiqué aux profanes l'un ou l'autre rêve sur

1. P. 130.

cette société; cependant ni en Allemagne, ni ailleurs, le socialisme n'a admis dans ses programmes *officiels* une esquisse de la société de l'avenir.

Le commentaire de Kautsky essaie de justifier cette réserve, qui n'est que trop facile à comprendre. Il prétend qu'elle est logique et parfaitement conforme à la théorie marxiste.

La théorie matérialiste de l'histoire de l'humanité selon Marx ne reconnaît pas, en effet, l'influence de causes supérieures. « Ce ne sont point les idées des hommes, dit Kautsky en fidèle disciple de Marx, qui *déterminent* l'histoire de l'humanité; c'est le développement *économique,* qui avance irrésistiblement, non au gré des désirs et des caprices des hommes, mais conformément à des lois *déterminées*[1]. »

Nous pourrions demander à M. Kautsky ce qui a *déterminé* ces lois, d'après lesquelles doit s'opérer le développement économique chargé, à son tour, de *déterminer* l'histoire de l'humanité. Mais une contradiction quelconque n'a jamais embarrassé un disciple de Marx.

Le système de Marx veut que l'homme soit l'esclave du développement économique; les socialistes ne se chargent pas de dire à point nommé quelles seront les conséquences de ce développement. Ils attendent ces conséquences.

Les deux questions suivantes ne laissent cependant pas que d'embarrasser beaucoup les socialistes. Dans l'association économique future, que deviendra la

1. P. 138.

liberté du travail? Comment se fera la distribution des produits du travail?

Le libre choix du travail disparaîtra évidemment dans la société collectiviste. Ce ne sera pas le socialisme qui détruira cette liberté, » dit Kautsky; « elle sera détruite par le développement économique [1]. »

La justification est logique pour un socialiste marxiste, mais elle est assurément peu consolante. Kautsky ne s'en console pas moins : « L'absence de la liberté de travail, dit-il, perd dans l'association socialiste ce qu'elle a de pénible; *elle devient la base de la liberté la plus élevée dont la race humaine ait jamais pu jouir.* »

Tout à l'heure Kautsky laissait au *développement économique* le soin de faire la société de l'avenir qu'il attend; maintenant il devance le développement économique et entrevoit dans la société socialisée la liberté la plus élevée, — sortie de la destruction de la liberté de travail.

Pour nous faire comprendre cette liberté la plus élevée, le commentateur du programme d'Erfurt a trouvé un terme de comparaison, un idéal dans l'histoire de l'humanité : cet idéal du socialiste démocrate, c'est l'antique aristocratie d'Athènes, qui *se livrait à la science et aux arts et abandonnait le travail aux esclaves*. Dans la société socialisée les esclaves seront remplacés par les machines, et les hommes, *libres* de travail, bien autrement que l'aristocratie d'Athènes,

1. P. 169.

auront tous *la liberté de se livrer à la science et aux arts*, *la liberté de la plus noble jouissance*[1].

Kautsky a reconnu à chacun le droit de faire des rêves sur la société de l'avenir; on voit qu'il a usé lui-même de ce droit.

Dans la société socialisée, qui mettra directement en œuvre les instruments de travail, comment se fera la distribution des produits de ce travail? La théorie collectiviste affirme que, dans le système économique actuel, l'ouvrier est exploité et frustré, du moins en grande partie, du produit de son travail; pour assurer à l'ouvrier le fruit de son travail, elle demande la suppression de la propriété privée des moyens de travail. Dès lors la question que nous venons de poser au sujet de la distribution des produits du travail collectif devient capitale.

Il en est de la réponse à cette question comme de tout ce qui touche à la société de l'avenir. Elle est de moins en moins précise. En d'autres termes, le collectivisme n'a pas de réponse à cette question. Un système a remplacé l'autre, et l'on a dû reconnaître finalement qu'aucun système n'offre la solution demandée.

La distribution des produits du travail collectif fera-t-elle les parts égales? La part de l'ouvrier actif sera-t-elle la même que celle de l'ouvrier négligent? La part du travail pénible sera-t-elle la même que celle du travail facile? La part de l'artiste sera-t-elle la

1. P. 175.

même que celle de l'homme qui n'a fait qu'étendre son bras? Cette solution serait absurde et infiniment plus inique que tout ce que le socialisme reproche à la production capitaliste.

« A chacun le produit de son travail, » telle était autrefois la formule des revendications socialistes. Le programme de Gotha avait plus ou moins adopté cette formule, à laquelle le programme d'Erfurt s'abstient à bon droit de faire allusion. En effet, la production entière du travail collectif ne pourrait être distribuée; il faudrait en déduire au moins deux parts : la part nécessaire pour continuer et étendre la production et la part de la *consommation commune*, c'est-à-dire celle qui permettrait d'établir et de conserver les établissements publics d'éducation, d'instruction, de santé, de récréation, de divertissement. Déduction faite de ces deux parts, les produits qui seraient encore à distribuer se trouveraient bien réduits. Kautsky lui-même dit que *ce ne serait plus qu'un reste*[1].

Quant à la formule : « A chacun selon ses besoins, » comment pourrait-elle être maintenue? Les besoins auxquels la distribution des produits du travail devrait répondre, quels seraient-ils? Distinguerait-on des besoins légitimes et des besoins non légitimes? Qui est-ce qui serait juge ensuite de la mesure dans laquelle les besoins de chacun devraient être satisfaits?

Tout dépendrait, du reste, de l'abondance des produits du travail. Dans le cas où ces produits seraient

1. P. 158.

très abondants, dit M. Kautsky, il serait facile de satisfaire tous les besoins; il en serait autrement dans le cas où le travail collectif ne produirait que ce qui est strictement nécessaire.

Le commentateur du programme d'Erfurt en arrive jusqu'à écrire : « Le salaire fixe, le salaire temporaire, le salaire par pièce, le salaire avec prime, toutes les diverses formes de salaire peuvent, en subissant les transformations nécessaires, se concilier avec la nature d'une société socialisée[1]. »

Il ne sera pas difficile, après cela, de reconnaître que le collectivisme n'est pas fixé sur l'organisation de sa société socialisée, qu'il présente néanmoins comme l'idéal social.

1. P. 161.

LIVRE II.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU DÉVELOPPEMENT DU SOCIALISME ET DE L'ANARCHISME.

CHAPITRE PREMIER.

CAUSES DE CE DÉVELOPPEMENT.

Après avoir exposé et analysé la théorie du collectivisme, on est étonné de se trouver en face du phénomène de la rapidité de sa propagation.

Pour se rendre compte de cette rapidité, il importe de ne pas se faire illusion sur la nature du mouvement socialiste. Ce serait se tromper étrangement que de considérer le mouvement socialiste comme un fait purement économique.

Dans les débats qui ont eu lieu au parlement allemand, le 23 mai 1878, à l'occasion du projet de loi présenté par le gouvernement de l'empire contre les socialistes, le député Jœrg, un des plus profonds penseurs de l'Allemagne catholique, a dit avec raison : « Un mouvement presque imperceptible à son début

s'est développé soudain... Dans un si court espace de temps, un véritable vertige s'est emparé même de classes sociales qu'on devait croire à l'abri du mal; il y a dans les esprits une confusion étrange; les notions de la vie et de la société sont complètement bouleversées. On ne peut se rendre compte d'un changement si prodigieux qu'en le considérant comme le pendant des modifications profondes qui se sont introduites sous nos yeux dans les conditions économiques et sociales de la vie. Oui, la civilisation moderne a son ombre. Cette ombre, c'est le socialisme. Et l'ombre ne disparaîtra point aussi longtemps que la civilisation moderne restera ce qu'elle est. »

Le député catholique a ajouté dans la suite de son discours : « La période où la question sociale était une question d'estomac n'est plus; la période où elle était simplement la question du capital et du travail est aussi passée; le débat sur le droit absolu ou relatif de la propriété est lui-même à l'arrière-plan. Le mouvement actuel s'est fusionné avec l'esprit de matérialisme qui domine tout. Il y a là un nouvel islamisme fanatique, sans Allah et sans Providence. »

« Le socialisme, a dit encore M. Jœrg, n'est pas un fléau spécial à l'Allemagne. Il a établi en Allemagne, il est vrai, son quartier général; il a fait chez nous son éducation philosophique et scientifique. Mais vous rencontrerez le socialisme partout où des nations ayant appartenu à la civilisation chrétienne ont renié la foi positive. »

Oui, le socialisme est un mal universel. Ce mal uni-

versel, les conditions politiques et économiques dans lesquelles se trouvent placés certains pays ne suffisent pas à l'expliquer. Il faut à un effet général une cause générale. La cause générale, le docteur Jœrg l'a indiquée éloquemment : c'est l'apostasie réalisée dans leur vie publique par les nations autrefois chrétiennes, apostasie qui a amené l'envahissement de l'athéisme. Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur le mouvement socialiste en Europe pour constater que les progrès du socialisme sont presque toujours en raison des progrès de l'irréligion et du matérialisme de la vie. Dans les pays qui ont le même développement économique et les mêmes institutions politiques, le socialisme est généralement plus répandu là où l'irréligion a pénétré plus avant dans les masses. Dans un même pays, les provinces et les villes que le socialisme a envahies davantage, sont généralement celles qui sont les moins religieuses et où le peuple est plus matérialiste dans sa vie. Nous reconnaissons volontiers que les pays et les villes qui ont une industrie développée offrent un terrain plus favorable à l'agitation socialiste; mais encore dans ces pays et dans ces villes, c'est l'irréligion qui prépare le mieux la voie au socialisme. Rien n'est plus conséquent. Nous n'en appellerons pas aux lumineuses encycliques du pape Léon XIII; nous nous contenterons d'invoquer le socialisme lui-même, les paroles de ses coryphées, les résolutions de ses congrès.

Bebel, le chef le plus actif du socialisme allemand modéré, avait dit une première parole très significa-

tive : « L'ultramontanisme est notre ennemi mortel. » Il fut plus explicite à la séance du Reichstag du 16 septembre 1878; il proclama hautement l'athéisme logique du socialisme.

« Hæckel, dit-il, le principal représentant du darwinisme, ne comprend pas que le darwinisme puisse favoriser le socialisme, ni que le socialisme se trouve en rapport intime avec le darwinisme. Hæckel ne comprend rien à la science sociale...

« Vous attaquez notre manière de voir en fait de religion; vous dites que nous avons des opinions athées et matérialistes. Vous avez raison selon moi... »

Après avoir reproché à la bourgeoisie libérale d'avoir propagé l'athéisme avant les socialistes et d'avoir appuyé les doctrines athées sur la science et la philosophie, Bebel ajouta :

« Quant à nous, nous avons adopté à notre tour les doctrines de l'athéisme, qui nous venaient d'ailleurs; nous nous croyons obligés de les propager et de les répandre dans les masses.

« La science moderne nous donne la main; nous reconnaissons ses doctrines *avec leurs conséquences;* nous cherchons à les populariser, à les faire entrer dans la vie de la nation et dans l'organisme de l'État. »

A la séance du 31 mars 1881, Bebel, toujours conséquent, a renouvelé la déclaration que le socialisme est *athée de sa nature.* « En fait de religion, s'écria-t-il, nous sommes athées. » Cette profession d'athéisme ayant provoqué une exclamation de la part de la droite : « Vous vous étonnez? répondit Bebel. Dans ce que je

viens de dire, y a-t-il donc quelque chose de nouveau pour vous? J'assume la responsabilité pleine et entière de toutes nos doctrines; je n'en renie aucune. »

L'action du socialisme moderne a toujours été conforme aux paroles du chef autorisé que nous venons d'entendre. Il suffit de rappeler ici les blasphèmes inouïs des assemblées socialistes, ainsi que des résolutions des congrès. L'école sans Dieu n'a-t-elle pas, presque partout, fait partie des résolutions de ces congrès?

La propagande socialiste au sein des ateliers offre le même caractère. C'est avec un acharnement qui ne se lasse pas qu'on cherche à arracher à l'ouvrier les sentiments religieux avec lesquels il est entré dans l'atelier. Le premier soin de l'agitateur socialiste est presque toujours d'attaquer la religion dans son enseignement et dans ses pratiques.

Le 17 juillet 1884, l'organe officiel du socialisme allemand, le *Sozialdemokrat* de Zurich, écrivit cyniquement : « Vous avez beau faire, Messieurs les idéalistes, vous avez beau multiplier vos dissertations savantes, la démocratie socialiste restera ce qu'elle a été, *athée et matérialiste.* »

Toutes les déclarations que nous venons d'énumérer n'ont pas empêché, il est vrai, le socialisme allemand d'écrire dans ses programmes, pour le besoin de la propagande, que pour lui la religion est chose privée.

L'histoire contemporaine a prouvé à sa manière combien l'irréligion favorise la propagande du socialisme. L'époque du *Kulturkampf* a été l'ère des grandes

conquêtes du socialisme allemand. Depuis que la France est entrée dans la même voie, elle est devenue le lieu de réunion des principaux agitateurs socialistes et anarchistes.

Le socialisme athée est conséquent. Niez Dieu et la vie future, il ne restera plus à l'homme que la vie de cette terre, la vie matérielle. La jouissance deviendra la loi suprême. C'est cette loi que le socialisme proclame.

La haine sociale dérive de la même source. L'homme sans Dieu et sans espérance de la vie future se trouve placé avec ses passions en face de la vie mortelle, en face aussi de l'inégalité des conditions et de l'inégalité de la jouissance.

Cet homme demandera au banquet de la vie la part que réclament les passions. Il rencontrera les barrières qu'oppose à ces passions la société actuelle; il s'irritera contre l'obstacle, et la haine sociale, avec les haines qui l'accompagnent, entrera dans son âme. « Vous le voyez, s'est écrié à ce sujet le P. Félix, haine du gouvernant, haine du soldat, haine du propriétaire, haine du magistrat, haine du prêtre..., toutes ces haines ont entre elles une secrète affinité, qui semble les confondre en une seule et même haine[1]. »

Rien n'est plus inexplicable que l'aveuglement du libéralisme impie, qui blasphème avec le socialisme, qui poursuit par ses écoles et par sa presse la ruine de la foi dans l'âme du peuple, et qui s'imagine qu'au

1. *Le Socialisme devant la société*, p. 95.

jour des fureurs révolutionnaires le peuple sans Dieu passera devant les coffres-forts libéraux, parce qu'on lui aura livré les tabernacles. On permet volontiers que les congrès ouvriers demandent et votent l'école sans Dieu, pourvu que dans les résolutions de ces congrès on ne parle pas de collectivisme. Calcul odieux autant qu'insensé! Ce prolétaire qui nie Dieu, qui n'a plus les espérances d'une vie future, qui ne croit qu'à la matière et à la jouissance, sera-t-il satisfait à la vue des débris du tabernacle? Ah! quelle idée vous faites-vous donc de l'homme qui n'a ni foyer, ni part déterminée aux biens de la terre, ni espérances éternelles? Nous avons eu souvent le cœur navré en voyant comment tout ce qui attache les hommes à la société a peu d'action sur le prolétaire irréligieux, comment il est insensible à la considération de ceux qui l'entourent, comment il émigre sans regret et renonce facilement à sa patrie, comment enfin il abandonne sa famille pour se livrer au vagabondage.

Les ravages sociaux de l'irréligion se propagent aujourd'hui avec une rapidité que l'on ne connaissait pas à d'autres époques. Tout se fait plus rapidement, tout se précipite. Les relations des hommes sont plus faciles et plus fréquentes; chaque erreur devient en quelque sorte une conjuration.

Si l'impiété et le matérialisme de la vie ont créé le socialisme et préparé la rapidité de sa propagation, quelle est la part de la cause économique dans le mouvement socialiste? La cause économique a été l'occasion principale du mouvement.

La question *économique* et la question *sociale* ne doivent pas être confondues l'une avec l'autre.

La question *économique* se subdivise en trois autres questions : la question des *classes moyennes,* la question *agraire* et la question *ouvrière.*

Les classes moyennes, si utiles, nous dirions presque si indispensables à une bonne organisation sociale, perdent tous les jours du terrain sous l'action du capital et de la production moderne.

La concurrence des autres parties du monde, les conditions du crédit et l'invasion des intermédiaires ont gravement modifié la situation de l'agriculture européenne; elle souffre presque partout. Contre des difficultés nouvelles il lui faut des secours nouveaux.

La modification la plus profonde est celle qu'a fait subir au régime du travail la production moderne, ayant à son service la machine, l'argent, la houille, les chemins de fer, tous les moyens de communication rapide. Elle a changé complètement les conditions du *salariat* et développé outre mesure le *prolétariat.*

C'est une erreur fatale, l'erreur des docteurs du socialisme, — de confondre la question économique avec la question sociale et de croire que, pour remédier à la situation économique, il faille renverser les bases mêmes de la société. M. Claudio Jannet a fait observer avec raison qu'une révolution économique assez semblable à celle dont nous sommes les témoins, a eu lieu, il y a plusieurs siècles, à la suite de la mise en œuvre des moteurs hydrauliques et de la découverte du Nouveau Monde. La société, établie sur les bases que Dieu

ui a données, a résisté à cette révolution comme aux .utres révolutions économiques des temps passés.

Le socialisme n'a pas été seul à méconnaître les bases ue Dieu a données à la société, la production moderne u la *production capitaliste* les a méconnues avant lui.

Retraçons rapidement l'histoire du développement le l'industrie depuis l'introduction de la machine. Ce léveloppement a été d'une rapidité vertigineuse. La nachine a tout entraîné dans son mouvement. Elle ppelait la foule, et la foule s'est massée partout au-our d'elle, s'arrachant à ses anciennes habitudes so-iales. Hommes, femmes, enfants, tout le monde se résentait, demandant le travail facilité. Il n'y avait de ègle nulle part, il n'y avait d'organisation nulle part.

Ni la législation, ni l'organisation municipale, ni nême l'opinion publique n'étaient préparées à une si-uation nouvelle si rapidement créée. Aujourd'hui seu-ement, on s'aperçoit que c'était une monstruosité que es salariés de huit, neuf ou dix ans, que l'industrie renait subitement de former. Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit que, sans le savoir, l'enfant et la mère font en quelque sorte concurrence au père. Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit qu'on a profondément ébranlé la famille en faisant de la mère une simple ouvrière, et en ne tenant pas compte des conditions de vie de la famille. Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit de l'existence précaire faite au prolétariat industriel par la concurrence à outrance. Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit des proportions menaçantes prises par le prolétariat, dont les légions augmentent

fatalement par suite de la nature même de la production capitaliste.

Oui, on a vu tout cela bien tard. On ne l'a guère vu que lorsque les masses du prolétariat se sont comptées. Trop longtemps, dans l'histoire de l'industrie, on n'a pas tenu suffisamment compte du sort des ouvriers. On a acclamé sans réserve cette nouvelle puissance qui rendait possible ce qui paraissait impossible, qui effaçait les distances et qui domptait les éléments : on disait même qu'elle permettrait de se passer de Dieu. On a été ébloui des merveilles de la machine, de sa puissance d'action et de production; on a été ébloui des richesses qu'elle accumulait, et l'on a oublié l'homme qui était mis au service de la machine. Quoi qu'on puisse dire, le grand péché de la production capitaliste, ce fut de ne pas avoir toujours donné à l'ouvrier, ce capital vivant, l'attention qu'il méritait. Ah! si dès le commencement l'on avait compté davantage avec l'ouvrier, avec l'homme fait à l'image de Dieu, que de douleurs, que de luttes eussent été épargnées à la société!

Nous avons besoin de faire observer ici que c'est un mouvement historique que nous signalons, nous accusons, un système : Dieu nous garde d'accuser les hommes! Il y a eu toujours, dans les rangs de l'industrie elle-même, les plus nobles protestations contre le système et ses conséquences.

Produire, produire sans cesse, produire toujours davantage, produire avec le moins de frais possible, afin de pouvoir lutter contre une concurrence illi-

mitée; produire ainsi en masse, et par cette production accumuler indéfiniment les richesses, telle fut la loi impitoyable du capital et de la machine livrés à eux-mêmes! Si la machine avait pu opérer seule à l'aide des forces de la nature, les conséquences sociales de cet immense mouvement de production eussent été moins désastreuses; mais, à côté de la machine et à son service, il fallait l'homme, l'ouvrier, le salarié!

Comme la machine ne se fatiguait pas, on oublia que l'ouvrier, lui, avait besoin de repos. On imposa à l'ouvrier, on imposa même à l'enfant un service trop prolongé à côté de la machine. Pour que les bénéfices de l'exploitation d'une machine qui ne se fatiguait pas fussent plus grands, on alla jusqu'à demander à l'ouvrier, à l'adolescent, à la femme, de renoncer au repos de la nuit que le Créateur leur avait destiné. On organisa, sur une vaste échelle, ce travail de nuit moderne, que l'histoire considérera un jour comme un des plus douloureux excès de la production capitaliste. Si le moyen âge avait organisé le travail de nuit dans les mêmes conditions, en quels termes certains manuels d'histoire ne le feraient-ils pas maudire?

Il arriva ainsi que la machine, donnée à l'homme pour soulager les peines de la vie, vint ajouter à ces peines. La production capitaliste, livrée à elle-même, eut un autre résultat, dont la portée se fera remarquer toujours davantage. Parce qu'elle est condamnée par sa nature à se développer en quelque sorte indéfiniment, elle groupa toujours plus d'hommes, plus de salariés autour de la machine. On vit le chiffre des

salariés, c'est-à-dire des hommes qui, en général, ne vivent que de leur salaire journalier, aller toujours grossissant, d'abord dans un pays, puis dans tous les pays de l'Europe, puis dans toutes les parties du monde.

Comme un accident, une maladie, un chômage pouvaient faire perdre ce salaire, la situation d'un trop grand nombre d'ouvriers devint de jour en jour plus précaire. En temps de crise, des légions d'affamés sortirent des rangs des salariés.

Nous savons que les siècles passés connurent aussi les salariés. Mais, dans les siècles passés, la définition du salaire n'offrait ni les difficultés ni le danger qu'elle offre aujourd'hui. Le salarié, en possession de l'instrument du travail, déterminait presque toujours lui-même ce qu'il considérait comme le salaire juste. Le plus souvent il ne vivait pas exclusivement de son salaire. Enfin, les salariés ne formaient pas, comme aujourd'hui, une partie si considérable de la population des deux Mondes.

Où en sommes-nous aujourd'hui? Les richesses, qui sont l'œuvre de la production capitaliste et du régime économique moderne, se sont accumulées en grande partie entre les mains d'un nombre d'hommes relativement petit. En face des richesses accumulées se trouve rangée l'immense armée des salariés, auxquels on a donné de nouveau le vieux nom païen de prolétaires. Le contraste se présente dans sa plus désolante réalité là où les richesses se sont particulièrement rassemblées, c'est-à-dire dans les grandes capitales. Qui ne connaît les richesses, le luxe et les splendeurs de

Londres, de Paris, de Berlin, de Vienne, de New-York? Mais aussi, qui ne connaît la misère, l'indescriptible misère, les légions d'affamés de ces villes?

Un écrivain puissant, Henry Georges, a décrit ce contraste dans un livre étrange, où malheureusement de grandes erreurs côtoient de grandes vérités. Ce contraste est l'argument principal des socialistes pour agiter les masses.

Ils appellent sans cesse et à toute occasion l'attention des salariés sur les richesses accumulées, sur le luxe inouï, sur les jouissances effrénées : « Voyez ces richesses, disent-ils; c'est vous qui les avez produites, et elles sont en d'autres mains que les vôtres. Voyez ce luxe; c'est vous qui l'avez créé, et il vous dédaigne. Voyez ces jouissances; c'est vous qui les avez rendues possibles, et vous en êtes exclus. »

Telle est l'ombre formidable de la civilisation moderne. Nous voyons en présence, dans le contraste le plus violent qui fut jamais, la richesse extrême et l'extrême misère, le capitalisme dominateur et le prolétariat qui aspire à son tour à la domination, le capitalisme assis au banquet luxueux de la vie et le prolétariat qui ne sait plus regarder le ciel, qui a soif de jouissance, qui réclame aussi en frémissant sa place au banquet de la vie.

C'est à ce prolétariat que vient s'adresser la doctrine socialiste. La jouissance dont il a soif, elle la lui promet; la place au banquet de la vie qu'il réclame, elle prétend la lui donner. Ne nous étonnons pas de la rapidité de la propagation du *socialisme*.

CHAPITRE II.

L'INTERNATIONALE. — SCISSION AU SEIN DE L'INTERNATIONALE. — ORIGINE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANARCHISTES.

Si le collectivisme s'était contenté de se produire dans des livres et des journaux, ses théories auraient eu le sort d'autres théories subversives; elles auraient produit une agitation plus ou moins prolongée, pour tomber ensuite peu à peu dans l'oubli. Mais les chefs du collectivisme songèrent dès le début à organiser la propagande du système et à mettre le prolétariat à son service. Nous avons dit plus haut que Marx, dès l'année 1847, avait jeté au prolétariat le cri de ralliement qui retentit encore aujourd'hui : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

La création de l'*Internationale* ou de l'*Association internationale des ouvriers* fut la première grande tentative faite pour réaliser l'union des prolétaires de tous les pays. C'est elle qui, mieux que le téléphone, devait porter aux masses ouvrières les doctrines du socialisme contemporain. L'importance et l'influence de l'Internationale n'ont pas été toujours bien com-

prises. Le socialisme a une double histoire, l'histoire de la théorie et celle de l'action. L'histoire de l'action et du développement du socialisme collectiviste est intimement liée à l'histoire de l'Internationale. Nous esquisserons rapidement l'origine de cette association et sa rapide expansion; nous dirons ensuite la scission qui se produisit dans son sein et les conséquences de cette scission.

Quoique la part principale dans la création de l'Internationale appartienne à Marx, il faut attribuer son origine à la situation sociale et économique que nous venons de décrire plutôt qu'à un homme quelconque. Quand l'Internationale fut définitivement fondée en 1866, la voie lui avait été préparée depuis longtemps. La haine de classe avait été constamment attisée; on avait opposé le peuple à la bourgeoisie, les prolétaires et les salariés aux capitalistes, ceux qui ne possèdent pas à ceux qui possèdent. Sous l'influence de ces idées, de 1830 à 1840, les prolétaires avaient, à plusieurs reprises et dans divers pays, tenté de s'organiser. Les hommes d'action succédaient de plus en plus aux prophètes et aux docteurs. Les associations ouvrières aspiraient à exercer une influence politique. Il y eut des mouvements insurrectionnels en France; l'Angleterre fut témoin de l'agitation des *Chartistes;* les traces du courant que nous signalons étaient visibles en Belgique, en Suisse et en Allemagne.

Au mois de novembre 1847, se tint à Londres une conférence de socialistes allemands, à laquelle assistèrent Karl Marx et Frédéric Engels, qui publièrent

un manifeste dans le but d'organiser une ligue générale des ouvriers et de renverser la domination du capital. Le manifeste se terminait par cet appel : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » La conférence de Londres convoqua même un congrès *international* d'ouvriers à Bruxelles pour l'année 1848. Mais l'heure n'était pas encore venue. La défaite subie partout par la Révolution empêcha le congrès de se réunir et amena jusqu'en 1862 une trêve apparente dans la lutte du travail contre le capital.

A partir de l'année 1862, l'organisation de la ligue des *salariés* se prépara pour ainsi dire d'elle-même. Depuis 1859, G. Odger était parvenu à jouer un rôle dans les *Trade-Unions* d'Angleterre, et une agitation permanente s'était emparée de la population ouvrière anglaise. Dans ses meetings, celle-ci fit régulièrement des manifestations imposantes, à l'occasion de la guerre d'Italie, de la guerre du Mexique et de la guerre du Schleswig-Holstein. L'Exposition universelle de 1862 vint offrir aux associations ouvrières du continent l'occasion de tendre sans péril la main à leurs frères d'Angleterre.

On sait que Napoléon III, dans un intérêt politique, permit aux ouvriers de Paris de choisir eux-mêmes les délégués qu'ils enverraient à Londres. Les chefs du mouvement socialiste français comprirent aussitôt toute la portée de cette mesure ; ils saluèrent avec joie l'heure où il était enfin donné aux ouvriers de prendre directement en main la direction de leurs affaires. De leur côté, les membres du comité anglais, chargés de

recevoir la délégation de France, s'écrièrent dans leur adresse *que le moment n'était plus loin où les ouvriers des divers pays comprendraient que leurs intérêts sont solidaires.*

Vint l'insurrection polonaise. La politique de l'empire français se servit encore une fois des ouvriers de Paris, et les ouvriers se servirent à leur tour des concessions dictées par cette politique. Une délégation d'ouvriers français, qui comptait parmi ses membres M. Tolain, le futur sénateur, se rendit en Angleterre pour y provoquer, en faveur de la Pologne, des manifestations qui devaient agir sur les résolutions du ministère anglais. La délégation fut reçue avec enthousiasme. Dans un grand meeting, G. Odger saisit l'occasion de traiter la question ouvrière en même temps que la question polonaise. Il déclara que les intrigues de la diplomatie devaient prendre fin, qu'il fallait au monde la paix universelle, et qu'il importait avant tout de protéger le travail contre la domination du capital. Dans une adresse aux *frères de France,* rédigée par Odger, celui-ci appuyait *sur la nécessité de réunir des congrès généraux d'ouvriers.*

L'adresse des ouvriers anglais fut répandue à profusion dans les ateliers de Paris et parmi les nombreux ouvriers qu'avaient attirés à cette époque les constructions de la capitale. Dès le 28 septembre 1864, une grande assemblée d'*ouvriers de toutes les nations* se trouvait réunie à St-Martin's Hall à Londres, pour délibérer sur les intérêts communs. Une adresse qu'avaient signée en grand nombre les ouvriers de Paris et qui

fut lue à cette assemblée, attira particulièrement l'attention : elle dépeignait en traits sombres la situation créée par les privilèges du capital et par le libre échange établi sans la solidarité des travailleurs : « Ce n'est pas un cri de haine que nous poussons, disaient les ouvriers de Paris; c'est un cri de détresse. » — L'assemblée de St-Martin's Hall nomma un comité qui devait rester en permanence à Londres pour élaborer un projet de statuts pour l'*Association internationale des ouvriers*. Le projet du comité devait être soumis à un congrès. Les membres du comité *international* furent au nombre de cinquante : la France était représentée par Le Lubez et Bosquet, et l'Allemagne par Karl Marx et Eccarius. Désormais la ligue internationale des ouvriers était un fait accompli. Il ne lui fallait plus qu'un législateur; elle le trouva en Karl Marx.

Le plus fameux conspirateur de notre siècle, Mazzini, ne pouvait pas demeurer étranger à la constitution de cette ligue internationale. Il proposa, lui aussi, un projet d'adresse avec des statuts; mais il y resta trop lui-même, c'est-à-dire italien et conspirateur. Son adresse reproduisait simplement son programme politique, noyé dans une phraséologie socialiste. Quant à ses statuts, ils demandaient une centralisation tellement rigoureuse, une dépendance si absolue de l'impulsion centrale, que toute initiative et par conséquent tout développement devenait impossible dans les associations particulières. Marx fit rejeter l'œuvre de Mazzini, qui se retira plein de dépit sous sa tente,

abandonnant l'Internationale à son sort. A son tour, Marx présenta une adresse et des statuts, qui furent unanimement adoptés par le comité de Londres ; le congrès général de Genève les ratifia en 1866. L'adresse et les statuts du socialiste allemand étaient loin de désarmer la direction centrale, qui devait demeurer directement ou indirectement entre les mains de Marx; mais ils réservaient les droits des associations particulières et ménageaient toutes les susceptibilités. Marx créa une ligue ouvrière fédérative.

L'adresse de Marx constatait que la profonde misère des masses était restée la même pendant que la fortune publique s'était augmentée d'une manière inouïe. Elle énumérait les libertés que les efforts combinés des ouvriers avaient déjà conquises. Elle rappelait le succès de quelques entreprises industrielles, faites par des associations ouvrières de production (*Productiv-Associationen*), à l'exclusion des capitalistes. Elle marquait l'abolition du salaire, l'affranchissement du travail, en un mot l'émancipation de la classe ouvrière comme le but à atteindre. Elle affirmait que ce but serait atteint le jour où la classe ouvrière dirigerait la politique internationale. L'adresse se terminait enfin par l'appel de 1847 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

Les considérants qui précédaient les statuts résumaient les idées de l'adresse et motivaient encore une fois la formation d'une ligue internationale, en déclarant que l'émancipation de la classe ouvrière ne pouvait être ni une œuvre locale, ni une œuvre nationale,

mais une œuvre générale, l'œuvre de tous les pays qui possèdent l'organisation économique capitaliste.

Les articles des statuts présentés par Marx étaient au nombre de treize. Ils ne pouvaient être modifiés que par un congrès général, à la majorité des deux tiers des voix. Ils furent en partie modifiés en 1873.

L'article 8 prescrivait la réunion *annuelle* d'un congrès général des délégués des diverses associations confédérées. Ce congrès devait prendre toutes les mesures utiles à une action commune, et il devait nommer le *Conseil général* de l'Internationale.

Les articles 4, 5 et 6 réglaient la composition et définissaient les attributions du Conseil général. Ce conseil devait être composé d'ouvriers appartenant aux divers pays représentés dans l'association internationale. Il devait former une espèce d'agence centrale qui mettrait les associations particulières en rapport les unes avec les autres, qui établirait une vaste enquête sur la situation des ouvriers de l'Europe entière, qui prendrait enfin l'initiative pour les propositions à soumettre à la délibération des associations nationales ou locales.

L'article 7 recommandait aux sociétés ouvrières des divers pays de se grouper et d'établir dans chaque pays un comité ou un organe central qui faciliterait la correspondance avec le Conseil général.

L'article 8 permettait à chaque section de l'Association internationale de désigner elle-même le secrétaire chargé de la correspondance.

L'article 10 déterminait que tout membre de l'Inter-

nationale qui transférerait son domicile dans un autre pays aurait droit partout à la fraternelle assistance des ouvriers confédérés.

Ce court aperçu fait voir que, dans l'adresse et les statuts de Marx, tout était calculé, d'un côté, pour ne pas trop effaroucher les gouvernements ; et, de l'autre, pour ouvrir les portes de l'Internationale à deux battants aux hommes les plus avancés comme à ceux que les théories communistes avaient tenus à distance. Pour apprécier le danger social qu'offrait la gigantesque association créée à Londres, il faut se souvenir des théories de Marx, qui devinrent l'âme de l'Internationale ; il faut ensuite prêter l'oreille aux discours qui furent prononcés dans les congrès généraux de l'association qui se succédèrent.

L'Internationale dut faire face à de nombreuses difficultés, et elle eut des alternatives de revers et de succès. Il faut distinguer deux périodes dans son existence : la première, de 1866 à 1870, et la seconde de 1870 à 1873. Dans la première période, l'Internationale put réunir quatre congrès généraux : le congrès de Genève en 1866, le congrès de Lausanne en 1867, le congrès de Bruxelles en 1868, et le congrès de Bâle en 1869. Chacun de ses congrès put constater une augmentation de plus en plus considérable des membres de l'Association internationale des ouvriers.

La première année de l'Internationale fut une année d'épreuves. L'œuvre eut de la peine à prendre pied. Les ouvriers de Paris n'accueillirent pas avec faveur le choix fait par le Conseil général du délégué Lefort;

les Italiens se retirèrent par suite des menées de Mazzini; le gouvernement belge ne permit pas la réunion du congrès qui avait été convoqué à Bruxelles en 1865. Il fallut s'en tenir, pour cette année, à une simple conférence réunie à Londres au mois de septembre. Cette conférence put apprendre les succès de l'Internationale en Suisse.

Le congrès de Genève enregistra des succès plus considérables. A la fin de 1866, l'Internationale avait fait des conquêtes sérieuses en France, où elle disposait de cinq organes; en Suisse, où six journaux l'appuyaient; en Allemagne, où quatre publications périodiques se mirent à son service; en Angleterre, où deux journaux plaidèrent sa cause; en Belgique, où elle s'affirma dans la *Tribune du peuple*. Il y eut aussi des adhésions en Italie, en Espagne et même en Amérique.

En 1867, le congrès de Lausanne constata que les progrès de l'Internationale avaient été surtout considérables en France, en Suisse, en Allemagne et en Italie. Elle avait trouvé un organe à Naples, dans la *Libertà e Lavoro*.

L'année suivante, l'Internationale était devenue menaçante en France, où l'on commença à poursuivre ses associés. Elle prit en main la cause des ouvriers mineurs de Charleroi, en Belgique, ce qui lui valut de nombreux adeptes. De la Belgique elle gagna facilement la Hollande. Le congrès de Nuremberg lui amena plusieurs associations ouvrières de l'Allemagne. Elle pénétra en Autriche, où elle eut aussitôt deux

organes. Elle établit enfin des relations plus directes avec les *Trade-Unions* d'Angleterre et d'Amérique. L'action des agents de l'Internationale se fit sentir jusqu'en Californie.

Après les grèves de Rouen, de Lyon et de Saint-Étienne, en 1868 et 1869, les membres de l'Internationale augmentèrent de plus de cinquante mille en France; les grèves belges produisirent un résultat semblable; la grève de Brunn, en Autriche, profita de même à l'Internationale. En Hollande, les progrès de la grande ligue ouvrière furent plus lents. Le congrès des *Trade-Unions* de Birmingham manifesta ses sympathies pour l'Internationale.

L'influence de la vaste association grandit en raison de son développement. Elle se fit sentir principalement par les grèves ouvrières que l'on vit s'acclimater partout et montrer presque toujours une étonnante persistance. En même temps, la question ouvrière fut posée dans tous les pays, dans la presse, dans les réunions et dans les assemblées législatives.

On peut suivre d'année en année, dans les congrès de l'Internationale, le progrès de l'idée socialiste. Le congrès de Genève fut très réservé sous ce rapport. Il s'occupa spécialement de questions pratiques, d'une enquête nationale sur le salaire et sur la durée du travail dans les divers pays, puis du travail des enfants et de leur éducation professionnelle. Les délégués français voulaient faire exclure ceux qui ne s'adonnaient pas à un travail manuel et qui n'étaient pas des ouvriers proprement dits, les *parleurs,* qui leur avaient

déjà préparé des déceptions de tout genre ; les Allemands comprirent que Marx lui-même allait être en jeu, et ils firent rejeter la proposition des délégués français. S'aventurant ensuite sur le terrain politique, le congrès de Genève fit une motion en faveur de l'indépendance de la Pologne, et se prononça contre les armées permanentes et contre le système des contributions indirectes. Il proclama qu'il fallait tendre à l'organisation libre de la coopération et que, à cet effet, l'action principale dans l'État devait passer des capitalistes et des propriétaires à la classe ouvrière. Cependant, le congrès de Genève, qui appela sur lui l'attention de tous les gouvernements, sut être prudent, au point que le ministre Rouher se déclara prêt à permettre la publication du compte rendu des séances, à la condition qu'il fût fait mention de tout ce que les classes ouvrières devaient à Napoléon III.

Le congrès de Lausanne fit un pas de plus. Il permit la discussion des doctrines communistes. La plupart des délégués allemands, anglais et américains se prononcèrent pour la suppression de tout droit de succession et pour le principe de la propriété collective par l'État; mais leurs motions furent combattues surtout par les délégués français, et elles restèrent en minorité. On vota cependant une proposition exprimant le vœu que tous les moyens de transport et de communication devinssent la propriété exclusive de l'État, pour mettre fin au monopole des grandes sociétés financières. Le congrès de Lausanne encouragea les efforts faits par les associations ouvrières pour arriver à une

hausse des salaires; il dut, en conséquence, approuver le système des grèves.

Le congrès de Bruxelles surpassa en audace tous ceux qui avaient encore été tenus. Il déclara que les grèves ne sont pas le vrai moyen d'affranchir le travail, mais il reconnut qu'elles sont une nécessité de circonstance. Il recommanda aux sociétés ouvrières de réclamer des garanties chaque fois qu'une nouvelle machine serait introduite. Après avoir appelé toute guerre entre l'Allemagne et la France une guerre civile au profit de la Russie, il conseilla à tous les ouvriers de cesser le travail dès qu'une guerre serait sur le point d'éclater; *ce serait la grève des peuples contre la guerre.* En matière sociale, le congrès ne garda plus de bornes; il affirma le principe qui depuis a été tant exploité : *Le travail a droit à son produit intégral;* et il vota les propositions communistes qui avaient été écartées au congrès de Lausanne. Il adjugea à l'État la propriété collective des mines, du sol, des canaux, des routes, des télégraphes et des forêts. Par ce vote, le congrès de Bruxelles érigea le principe du communisme mitigé en dogme de l'Internationale.

Le congrès de Bâle, qui vint après le congrès de Bruxelles, n'eut plus qu'à définir simplement le dogme socialiste, en déclarant que la société a le droit d'abolir la propriété privée et de la transformer en propriété collective, et que cette transformation est une nécessité sociale.

Il est à remarquer qu'aucun des quatre congrès que nous venons de passer en revue n'aborda directement

la question religieuse. Quelques chefs de sections, délégués par l'Internationale, firent entendre au *Congrès de la Paix et de la Liberté*, à Berne, d'horribles blasphèmes; le nihiliste russe Bakounine présenta, à la même occasion, un programme dicté par le plus cynique athéisme. Cependant, ce programme n'a jamais été le programme officiel de l'Internationale, quoique celle-ci ne pût guère dissimuler sa tendance; car déjà le congrès de Lausanne avait demandé que l'instruction religieuse fût supprimée à l'école, et la dernière parole que prononça, pour clore le congrès de Bruxelles, le membre du Conseil général Dupont, fut une révoltante impiété [1].

A partir de l'année 1870, les événements rendirent difficile l'attitude *politique* de l'Internationale. Jusque-là Marx avait dirigé la ligue ouvrière presque sans opposition; l'année 1870 nous montre, au sein de l'Internationale, des dissidences qui conduiront à une scission ouverte au congrès de la Haye, en 1872.

L'attitude de l'Internationale à l'occasion de la guerre de 1870 fut significative. Un premier manifeste du Conseil général, évidemment dicté par Marx, déclara que la guerre était pour l'Allemagne une guerre purement défensive. Après la révolution du 4 septembre, qui renversa l'Empire, le langage de l'Internationale se modifia; un second manifeste invita les ouvriers de

1. Nous avons principalement emprunté nos renseignements sur l'Internationale au livre de M. Rodolphe Meyer : *Der Emancipationskampf des vierten Standes*, qui reproduit le plus complètement les documents.

tous les pays à intervenir pour empêcher la guerre de conquête.

Le Conseil général se donnait évidemment une importance qu'il n'avait point. L'insurrection du 18 mars à Paris vint encore augmenter les espérances de Marx. On lui attribue d'avoir songé, à ce moment, à provoquer un soulèvement socialiste européen.

La Commune devait être proclamée dans les principales villes de l'Allemagne en même temps qu'à Paris. Le général Vogel de Falkenstein fit arrêter les chefs du socialisme allemand, et Berlin ne bougea point; le plan de Marx avorta, et le dictateur socialiste dut reconnaître que le soulèvement de Paris était impuissant à entraîner un soulèvement général. Lorsque Paris proclama enfin la Commune, Marx n'eut plus aucune confiance dans le succès de l'insurrection ouvrière. L'Internationale n'en appuya pas moins la Commune de Paris, mais avec une hésitation qui se fit aisément remarquer. Depuis ce moment, les têtes ardentes de l'Internationale commencèrent à se défier de celui qu'on appelait le juif allemand.

Cependant Marx et son Conseil général ne restèrent point inactifs. Les événements qui venaient de se passer leur avaient fait entrevoir où se trouvait le côté faible de l'organisation de leur ligue, et la longue résistance de Paris leur avait révélé les ressources dont ils pourraient disposer en temps opportun. Ils songèrent à consolider la vaste association qu'ils dirigeaient et à lui imprimer une action plus militante. Ils réunirent à Londres, au mois de septembre 1871,

une conférence des délégués de l'Internationale. Cette conférence approuva l'admission au sein du Conseil général des membres fugitifs de la Commune; elle établit une meilleure discipline dans la presse socialiste, en chargeant le Conseil général de surveiller et de dénoncer les organes qui se permettraient de discuter devant le *public bourgeois* les questions réservées aux comités locaux et fédéraux; elle recommanda les associations basées sur la profession, et elle demanda en même temps des rapports sur les moyens les plus propres à faire entrer les populations agricoles dans le mouvement de la classe ouvrière. Pour parer à la division, que fomentait surtout le Russe Bakounine, elle défendit aux groupes ou aux sections de se donner des titres trop significatifs, tels que ceux de *positivistes*, de *mutualistes*, de *collectivistes*, etc.; elle imposa enfin à tous les membres de l'Internationale une contribution annuelle de dix centimes pour subvenir aux dépenses du Conseil général, et proclama bien haut que la nécessité de s'emparer du pouvoir politique était devenue une loi sacrée pour la classe ouvrière.

Au moment même où la scission allait éclater, l'organisation de la direction centrale de l'Internationale paraissait avoir acquis une consistance qui lui permettrait d'affronter les contradictions des adversaires. Odger était président du Conseil général. Les secrétaires généraux et les correspondants étaient : pour l'Allemagne et la Russie, Karl Marx; pour la France, Eugène Dupont; pour la Belgique, la Hollande et l'Espagne, A. Serrailler; pour la Suisse, Hermann

Yung; pour l'Italie, Giovanni Bora; pour la Pologne, Antoine Zabiki; pour le Danemark, James Cohen; pour l'Amérique, I.-G. Eccarius. Des bureaux de correspondance étaient établis à Paris, à Lyon, à Rouen, à Marseille, à Saint-Étienne, à Genève, à Neuchâtel, à Bâle, à Bruxelles, à Londres, à Leipzig, à Cologne, à Mayence, à Vienne, à Naples, à Florence, à Barcelone et à New-York. L'Internationale comptait en Europe trente et un organes accrédités, les contributions établies étaient régulièrement soldées par toutes les sections; l'Allemagne se trouvait seule en retard.

C'est dans cette situation que le Conseil général fit ouvrir le congrès de La Haye, au mois de septembre 1872. Marx avait prévu les orages de ce congrès, et il s'y était préparé : il réussit, malgré les plus vives attaques, à faire accepter toutes ses propositions. L'adresse que présenta le Conseil général rappela les poursuites dirigées sur le continent contre les membres de l'Internationale. Il fut facile dès lors aux agents de Marx d'insister sur la nécessité de s'unir, de s'entendre et de combattre. L'opposition fit de violentes objections contre l'autorité que s'était arrogée le Conseil général, mais il fut répondu que la lutte du travail contre le capital était imposée plus que jamais; que cette lutte n'était pas possible sans l'association internationale des travailleurs, et que l'association internationale des travailleurs exigeait absolument une direction centrale. On déclara que, loin de songer à affaiblir cette direction centrale, il fallait au contraire la fortifier. Les dissidents les plus exaltés, l'énergu-

même Bakounine et ses adeptes Guillaume et Schwitzgübel, furent *excommuniés;* les blanquistes Ranvier, Cournet et Vaillant se retirèrent, et la majorité du congrès vota une proposition qui accordait au Conseil général la faculté de suspendre, au besoin même de révoquer et de dissoudre les sections et les comités récalcitrants. Marx ne se contenta pas de ce premier triomphe; il obtint par surprise un autre vote en faveur de la translation du siège du Conseil général à New-York. L'attitude hostile des gouvernements européens et l'opposition intestine conseillaient au dictateur d'éloigner le Conseil.

Quelques jours après la clôture du congrès de La Haye, le dictateur de l'Internationale prononça à Amsterdam un discours important, auquel nous empruntons les passages suivants :

« Au dix-huitième siècle, c'étaient les rois et les potentats de la terre qui se réunissaient à La Haye pour délibérer sur les intérêts de leurs dynasties; nous avons voulu choisir la même ville pour y tenir les assises du travail...

« Le congrès de La Haye a fait de grandes choses. Il a proclamé la nécessité pour les classes ouvrières de lutter, tant sur le terrain politique que sur le terrain social, contre l'édifice social actuel, qui s'effondre.

« Nous reconnaissons qu'il y a des pays, comme l'Amérique, l'Angleterre et la Hollande, où les ouvriers peuvent arriver à leur but par des voies pacifiques; mais il n'est que trop certain que, dans la plupart des pays du continent, la violence sera le levier nécessaire

le notre révolution. Tôt ou tard, il faudra en appeler . la force pour établir le régime du travail...

« Le congrès de La Haye a transféré à New-York le iège du Conseil général. Cette résolùtion n'a pas réjoui [uelques-uns de nos amis. Ils oublient que l'Amérique ıst destinée à être la terre classique du travailleur; ous les ans, un demi-million d'hommes, un demi-nillion de travailleurs quittent le continent pour se endre en Amérique. C'est là que l'Internationale doit ıvant tout prendre racine.

« Citoyens! n'oubliez pas le principe fondamental le l'Internationale, le principe de la solidarité. La Ré-volution doit être solidaire. Le sort de la Commune le Paris est pour nous un grand enseignement. La Commune est tombée parce qu'on n'a pas su produire en temps opportun un mouvement révolutionnaire à Berlin, à Madrid et dans les autres capitales. »

Marx s'était trompé tant sur les conséquences de la translation du siège du Conseil général en Amérique que sur l'influence des excommuniés du congrès de La Haye. La *Fédération jurassienne*, à laquelle appartenait Bakounine, dirigea contre Marx, contre le Conseil général et contre le congrès de La Haye un vrai réquisitoire. Les défections devinrent nombreuses, surtout en Belgique et en Espagne, où Bakounine avait été le principal propagateur de l'Internationale.

Une année après le congrès de La Haye, le 2 septembre 1873, un congrès sécessionniste, où étaient représentées des sections espagnoles, hollandaises, françaises, anglaises et suisses, se réunit à Genève. Le

parti *lassalléen* d'Allemagne lui-même envoya par télégramme une fraternelle salutation. On organisa une nouvelle association ouvrière internationale. Elle ne devait être qu'une simple fédération des sections nationales, sans conseil général et sans direction centrale. Les congrès annuels devaient être le trait d'union de la fédération. Dans l'intervalle d'un congrès à l'autre, les sections nationales pouvaient correspondre entre elles par l'entremise d'un bureau fédéral nommé par le dernier congrès. C'est du congrès sécessionniste de Genève que sortit l'Alliance universelle des *Anarchistes*. L'homme qui inspira cette association était Bakounine.

Le Conseil général, retiré à New-York, n'était pas resté inactif. Il avait signifié aux dissidents, longtemps avant leur congrès, qu'ils s'étaient eux-mêmes séparés de la Société internationale des ouvriers, et il avait adressé aux membres de l'Internationale plusieurs rapports pour établir l'urgente nécessité de l'union. Il avait convoqué, pour resserrer l'union, un congrès à Genève, qui se réunit dans cette ville immédiatement après le congrès sécessionniste. Ce congrès *unioniste* fut le dernier congrès de l'Internationale.

Le congrès siégea du 8 au 13 septembre. Trente délégués étaient présents. Marx ne parut point. Le rapport du Conseil général parlait de grands progrès réalisés en Amérique; il faisait espérer le prochain retour des Espagnols à l'union, et adressait de sévères avertissements aux sécessionnistes belges. Les rapports spéciaux sur la situation des divers pays qui faisaient

partie de l'association exprimaient de grandes espérances : « L'Internationale de la théorie est morte, disait le rapport du délégué français, mais l'Internationale de l'action est pleine de vie. » Le congrès vota une résolution qui était décisive pour l'avenir du socialisme marxiste; il statua la fédération sur la base de l'association professionnelle. Les ouvriers d'une même profession devaient se grouper; les divers groupes d'un même pays devaient former une fédération reliée par un comité national; ce comité devait communiquer avec les autres comités nationaux. Les groupes et les fédérations devaient se prêter un mutuel appui; les fugitifs d'un pays devaient être fraternellement accueillis dans l'autre; en cas de grève, les comités devaient empêcher les ouvriers, qui dépendaient de leur fédération, de s'engager au service du capital au détriment des ouvriers appartenant à une autre fédération.

Nous venons de dire que cette résolution était décisive pour l'avenir du socialisme. L'internationale, constituée par Marx, avait massé rapidement les ouvriers; elle ne les avait pas assez fortement organisés. L'organisation que nous voyons aujourd'hui allait se faire lentement sur la base de l'association professionnelle. Sous le spécieux prétexte de sauvegarder les intérêts de la profession, celle-ci présentait à la classe ouvrière l'appât le plus séduisant. Elle devait décupler les bataillons du socialisme, et elle offrait en même temps le meilleur moyen de les discipliner.

Le Conseil général allait disparaître bientôt de la scène

et avec lui l'Internationale elle-même; mais le socialisme international ne disparut pas : l'Internationale l'avait propagé au loin. Il était là, sous la double forme de l'anarchisme et du collectivisme; il était là avec sa redoutable puissance d'expansion. L'anarchisme agira davantage dans l'ombre; le collectivisme trouvera un nouveau mode d'union internationale, celui des congrès internationaux.

CHAPITRE III.

HISTOIRE DES CONGRÈS INTERNATIONAUX ET DE LA FÊTE SOCIALISTE INTERNATIONALE.

I. — *Le congrès mixte de Gand.*

C'est le désir d'unir de nouveau le camp anarchiste et le camp collectiviste, qui fit convoquer à Gand un congrès mixte, au mois de septembre 1877. Sur quarante-cinq délégués venus des divers pays de l'Europe et de l'Amérique, on comptait dix délégués bakounistes. A défaut de Marx, son fidèle disciple Liebknecht était présent.

Le congrès de Gand a une double histoire : une histoire extérieure et une histoire intime. La première se rapporte à la bruyante réception des délégués à la gare de la ville, aux promenades dans les rues et aux séances publiques. Les journaux belges ont écrit cette histoire. Les séances publiques ont été presque toujours une longue malédiction contre la société et un long blasphème contre Dieu; la note qui a dominé a été le cri de haine contre le prêtre. Sur ce point, les Flamands, le délégué suisse, le communard Frenckel et quelques autres énergumènes ont cherché à se sur-

passer. Les blasphèmes étaient quelquefois si cyniques, qu'on vit une partie de l'auditoire, prise d'un mouvement d'horreur, quitter la salle des réunions.

Nous ne reproduirons point ces outrages contre Dieu. Pour faire apprécier le ton qui a régné dans leurs réunions publiques, il suffit de citer la déclaration suivante : « Nous aurons le plaisir d'assister à l'agonie des prêtres... Couchés dans les rigoles des rues, ils mourront de faim, lentement, terriblement, sous nos yeux. Ce sera notre vengeance. Et pour le plaisir de cette vengeance, joint à une bouteille de vin de Bordeaux, nous vendrons volontiers notre place au ciel. Que dis-je? Le ciel! Nous n'en voulons pas; ce que nous demandons, c'est l'enfer, l'enfer avec toutes les voluptés qui le précèdent; et nous laissons le ciel au Dieu des papistes et à ses infâmes bienheureux (Applaudissements) [1]. »

L'histoire intime du congrès de Gand s'est dérobée aux yeux des profanes. Nous l'emprunterons au journal officiel du socialisme allemand, au *Vorwaerts* [2]. Les socialistes belges appartenaient généralement au parti des anarchistes ou des bakouninistes, et ils avaient cherché depuis quelque temps à se rapprocher des collectivistes. Deux questions passionnèrent surtout les débats entre les collectivistes et les dissidents, ou, pour parler avec le *Vorwaerts*, entre les socialistes et les anarchistes.

Les socialistes revendiquaient la propriété collective

1. *Bien public*, 13 septembre 1877.

2. Au *Vorwaerts*, antérieur à la loi de 1878 contre les socialistes.

les instruments du travail *pour l'État* ou pour l'universalité. Les anarchistes avaient horreur de l'État; ils revendiquaient la propriété collective en faveur de groupes distincts, formés librement. Après une discussion longue et orageuse, la majorité du congrès admit la résolution suivante :

« Considérant que, aussi longtemps que le sol et les autres instruments de travail, sur lesquels repose la société, se trouvent entre les mains d'individus isolés ou de classes spéciales et sont monopolisés comme propriété privée, l'oppression économique de la masse du peuple avec ses conséquences inévitables, la misère et la faim, doit nécessairement persister; le congrès déclare qu'il est indispensable que l'État, qui représente tout le peuple, et qui organise dans son sein la *commune libre*, devienne le propriétaire unique du sol et des autres instruments de travail. »

Assurément, c'était un grand effort de conciliation que de réunir ainsi dans une même résolution l'État, propriétaire collectif, de Marx et la Commune libre de Bakounine. Restait la seconde question, qui se rapportait à la méthode à suivre pour arriver au but. Préparer la révolution violente, repousser toute autre action politique, ne pas prendre part aux élections, celle était la méthode des anarchistes. Les socialistes, au contraire, se prononçaient hautement pour l'action politique; ils attendaient d'elle l'affranchissement économique des salariés. Les deux partis se firent mutuellement les plus vifs reproches et en vinrent aux déclarations les plus catégoriques. Comme les débats

menaçaient de se prolonger indéfiniment, les négociateurs cherchèrent à trouver un terrain neutre où socialistes et anarchistes pouvaient se donner la main. On mit d'abord aux voix la question de savoir si le congrès était favorable à *un pacte de solidarité*. Douze voix se prononcèrent pour le pacte et neuf voix contre. Huit délégués s'abstinrent, parmi eux Liebknecht, le délégué allemand. On décida ensuite la création d'un *bureau central de correspondance*. On adopta à l'unanimité une proposition qui exprimait la nécessité d'arriver à une fédération internationale des corps d'état ou des associations professionnelles. Le pacte de solidarité fut finalement signé par les délégués de Belgique, d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Danemark, et par un délégué italien. Les Jurassiens et les Espagnols, en bakouninistes impénitents, refusèrent de signer.

Le congrès de Gand ne rétablit pas une union devenue impossible, mais il affirma ces trois points du système marxiste : l'État mettant seul en œuvre les moyens de travail, l'action politique du prolétariat et la fédération ou l'union internationale du prolétariat sur la base de l'association professionnelle.

II. — *Le congrès international de Paris.*

Ce congrès est incontestablement le plus important des congrès socialistes internationaux. C'est dans ce congrès que le socialisme international a de nouveau cimenté l'ancienne alliance, et que le mouvement ac-

tuel des socialistes de tous les pays a été concerté. Nous croyons, en conséquence, devoir nous étendre sur tout ce qui se rattache à ce congrès.

Le congrès se tint en 1889, à l'occasion de l'Exposition universelle. De 1877 à 1889, le socialisme avait fait de grands progrès dans les principales contrées de l'Europe; il s'était mieux organisé, grâce au vaste mouvement d'association de notre temps, grâce surtout à l'association professionnelle.

Hâtons-nous de dire que le mois de juillet 1889 vit siéger deux congrès socialistes internationaux à Paris : le congrès des *Marxistes* et celui des *Possibilistes*. Ces noms sont empruntés aux deux principaux groupes du socialisme français. Une question de tactique a séparé les deux groupes, qui admettent l'un et l'autre la théorie de la propriété collective de Karl Marx. Reconnaissant que nous sommes encore loin de la propriété collective possédée par l'*État* ou par la société, l'un des deux groupes pense qu'il faut d'abord arriver à la propriété collective possédée par la *Commune;* il veut avant tout atteindre ce qui lui paraît *possible*. De là le nom de *Possibilistes* qu'on a donné aux membres de ce groupe. Les *Possibilistes,* à leur tour, ont reproché aux membres du groupe opposé d'être trop dépendants de Marx et de son système; ils les ont appelés, en conséquence, les *Marxistes*.

Longtemps avant le mois de juillet, on avait fait de grands efforts pour fusionner les deux congrès et les partis qu'ils représentaient. Les premiers préparatifs pour la réunion d'un congrès ouvrier international à

Paris, en 1889, furent faits par les Possibilistes. Ils avaient été chargés de ce soin par le congrès ouvrier international qui se tint à Londres, en 1888. Les députés socialistes du parlement allemand n'avaient pas été admis à ce dernier congrès. Les Marxistes comprirent bien vite toute l'importance qu'aurait un congrès socialiste siégeant à Paris pendant la durée de l'Exposition; ils ne voulurent à aucun prix rester à l'écart. Ils résolurent d'adhérer au congrès possibiliste si l'adhésion leur était rendue possible, ou de convoquer eux-mêmes un congrès spécial.

Le 28 février 1889, les diciples de Karl Marx tinrent une conférence en Hollande, à La Haye, pour s'entendre définitivement sur la conduite qu'ils avaient à tenir. A cette conférence prirent part les socialistes allemands Bebel et Lieknecht, le socialiste français Lafargue, les socialistes belges Anseele et Volders, les socialistes hollandais Croll et Domela Nieuwenhuis, les socialistes suisses Reichert et Scherrer. Les Possibilistes avaient décliné toute invitation, sous prétexte qu'il était de leur devoir d'exécuter purement et simplement le mandat qu'ils avaient reçu du congrès de Londres. La conférence de La Haye reconnut la validité du mandat donné à la *Fédération socialiste* (aux *Possibilistes*) par le congrès de Londres; mais elle crut devoir exiger que le programme du futur congrès de Paris fût arrêté en commun par tous les partis ouvriers et que tous ces partis fussent convoqués. Dans le cas d'un refus de la part des Possibilistes d'accéder à cette demande, la conférence de La Haye résolut de réunir

n congrès indépendant. Elle chargea le comité de di-ection des Marxistes de Paris d' agir en conséquence, t lui donna à cet effet d'amples instructions.

D'après ces instructions, le congrès marxiste inter-ational devait se réunir à Paris, du 14 au 21 juillet; devait être accessible aux délégués des ouvriers et es socialistes de tous les pays ; il devait prononcer en ernier ressort sur la vérification des pouvoirs des élégués et sur l'objet des délibérations.

Le programme provisoire devait porter sur la légis-ation ouvrière internationale, sur la réglementation égale de la journée de travail, sur le travail de nuit, ur le jour du repos, sur le travail des femmes et des nfants, sur la surveillance des fabriques et des ate-ers, ainsi que de l'industrie domestique. On devait 'occuper aussi *des voies et moyens propres à atteindre e but auquel tend le mouvement ouvrier.*

Les Possibilistes étant restés inflexibles, la convoca-ion du congrès des Marxistes fut faite conformément ux instructions de la conférence de La Haye. Elle se erminait par ces mots : « Vive l'émancipation interna-ionale des travailleurs! » Elle était signée :

1° par M. Lavigne, au nom du congrès de Bordeaux;

2° Par M. Batisse, au nom du comité exécutif du ongrès de Troyes;

3° Par MM. Boulé, Berset, Féline, Manceau, Rous-el, au nom de la Fédération des chambres syndicales e Paris;

4° Par MM. Vaillant, J. Guesde, Deville, Jaclard, Crepin t Lafargue, au nom des groupes socialistes de Paris;

5° Par MM. Daumas, Laguet, Chauvière, Vaillant, au nom du groupe socialiste du Conseil municipal de Paris;

6° Par MM. Ferroul et Planteau, au nom du groupe socialiste de la Chambre française.

Cette convocation, datée du mois de mai, ne fut pas la seule. Une autre la suivit bientôt; elle était signée par des socialistes allemands, autrichiens, belges, anglais, français, hollandais, italiens, polonais, espagnols, russes et suisses. On y parlait des visiteurs de l'Exposition de Paris, que les capitalistes conviaient de partout. On disait que ces visiteurs venaient admirer l'œuvre des ouvriers, pendant que ces mêmes ouvriers, après avoir produit tant de merveilles, se trouvaient dans la misère. On conjurait les délégués des ouvriers de venir à leur tour à Paris et d'accélérer ainsi l'avènement d'un monde nouveau. La dernière parole de cet appel cosmopolite était l'ancien cri de ralliement : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

Le monde socialiste s'ébranla. Au mois de juillet on vit siéger à Paris côte à côte deux congrès socialistes, qui réunirent plus de neuf cents délégués. Chacun des deux congrès fut beaucoup plus important que les congrès les plus considérables de l'ancienne Internationale[1]. Quoique le congrès marxiste eût moins de membres que le congrès possibiliste, il avait sur celui-

1. Les congrès de l'ancienne Internationale réunissaient en moyenne de cinquante à soixante délégués; ils ne représentaient jamais plus de dix nationalités diverses.

ci une incontestable supériorité. Nous ne nous occuperons ici que du congrès marxiste, dont l'influence internationale fut dominante. Ses 381 délégués appartenaient à plus de vingt nationalités diverses, et chaque délégué représentait une ou plusieurs sections socialistes, car aucune section n'était admise à envoyer plus d'un délégué; tandis que les Possibilistes permirent à une seule et même section d'avoir jusqu'à trois délégués à la fois. Sur les 381 délégués du congrès marxiste, il y avait 201 délégués de Paris et des départements et 180 délégués étrangers. Parmi ces derniers on distiguait :

82 Allemands (11 députés au Reichstag),
6 Russes,
14 Belges,
4 Polonais,
2 Suédois,
1 Norwégien,
3 Danois,
4 Hollandais.
3 Hongrois,
2 Espagnols,
7 Autrichiens,
21 Anglais,
3 Amérique du Nord,
1 Brésilien,
1 Bulgare,
1 Grec,
1 Tchèque,
1 Alsacien-Lorrain (Jaclard, domicilié à Paris),

1 Portugais,
11 Italiens,
7 Suisses,
4 Roumains.

Le délégué de la Finlande ne se présenta que le 17 juillet. Quoiqu'il fût le dernier arrivé, le congrès le salua par les plus vives acclamations.

Quand on songe que le seul délégué de Hambourg ne représentait pas moins de cinq mille ouvriers, il est facile de se rendre compte de l'importance du congrès marxiste, dont les 381 membres étaient les mandataires réguliers de plus d'un million d'hommes répandus dans les deux Mondes.

La vérification des pouvoirs des délégués ne fut pas faite avec moins de soin que dans une assemblée politique. Au témoignage de Liebknecht, les délégués allemands avaient eu beaucoup de peine à se faire donner leur mandat. On fut souvent réduit à faire circuler des listes d'adhésion d'atelier en atelier. On fit des prodiges d'habileté pour parvenir à organiser, malgré la surveillance de la police, 125 réunions publiques dans le but de choisir des délégués. Le chiffre des signatures que portaient les mandats de ces délégués atteignait presque celui des voix obtenues par les candidats socialistes dans les élections de l'année 1887.

Grâce à des cotisations volontaires, le parti socialiste allemand put offrir une indemnité de 308 francs à chacun de ses délégués.

Le congrès marxiste s'ouvrit le 14 juillet, et le con-

; possibiliste le jour suivant. Cette date invite à
; de sérieuses réflexions. Quels étaient les vrais
mphateurs du 14 juillet 1889? Étaient-ce ceux qui
rouvaient alors en fête dans la capitale de la France?
aient-ce pas plutôt les délégués des congrès socia-
s?

paraît que jusqu'au dernier moment on avait con-
é quelque espoir de fondre les deux congrès en un
. La raideur des Possibilistes français et des dé-
iés anglais fit définitivement échouer les tentatives
onciliation. Les Possibilistes, s'appuyant toujours
le mandat du congrès de Londres, se croyaient
s autorisés à vérifier les pouvoirs. Ils exigèrent
la vérification des mandats des délégués marxistes
fût dévolue. Les délégués allemands, autrichiens,
ses et américains ne crurent pas devoir déférer à
e exigence. En d'autres termes, les socialistes alle-
ıds entendirent conserver la direction du mouve-
nt socialiste international. Cependant les deux con-
s se gardèrent de tout acte d'hostilité ouverte, et
ntôt on devait voir leurs membres fraterniser à
ôtel-de-ville de Paris, où le Conseil municipal leur
it le vin d'honneur.

es deux congrès montrèrent aussi dans leurs déli-
ations une modération calculée, qui ne se démentit
re [1]. Les Marxistes surtout se soumirent à une dis-
line remarquable. Leurs séances furent publiques.
ır agir davantage sur le monde ouvrier et pour évi-

On mit à la porte trois anarchistes italiens, qui se montrè-
trop violents.

ter toute objection, ils se placèrent dès le début sur terrain pratique, qui fut aussi celui des Possibiliste C'est le caractère spécial des deux congrès.

Parmi les membres influents du congrès marxist il faut nommer : les Allemands Bebel, Liebknech de Vollmar et Bernstein, le rédacteur principal d *Sozialdemokrat;* les Français Jules Guesde, Lafargu et Vaillant, membre du Conseil municipal; les Autr chiens Adler et Leo Frenckel, les Anglais Ed. Avelir et Morris; les Belges Anseele et de Pœpe; le Hollanda Domela Nieuwenhuis; les Italiens Costa et Ciprian le Russe Lawroff; le Suisse Brandt; les Américai Bush et Hales. Plusieurs femmes étaient présente parmi lesquelles deux filles de Karl Marx [1]. Le congr était présidé par MM. Liebknecht et Vaillant.

L'objet principal des délibérations du congr marxiste était la législation ouvrière international D'après les résolutions adoptées par le congrès, cet législation doit assurer au monde ouvrier :

1° La réduction de la journée de travail à huit heu res;

2° L'interdiction du travail des enfants avant l'âg de 14 ans. De 14 ans à 18, les enfants ne doivent tr vailler que six heures;

3° L'interdiction du travail de nuit. Ce travail n peut être toléré que pour les industries qui exigen par leur nature même, un travail continu;

1. Les trois filles de Karl Marx sont mariées avec les socialist Lafargue, Longuet et Ed. Aveling.

4° L'interdiction absolue du travail de nuit pour les femmes et les ouvriers de moins de 18 ans;

5° L'exclusion des femmes de toute industrie particulièrement nuisible à leur organisme;

6° Un temps de repos de trente-six heures par semaine;

7° Une surveillance mieux organisée de la grande industrie et de l'industrie domestique. Les inspecteurs doivent être soldés par l'État, et la moitié au moins d'entre eux doit être choisie par les ouvriers;

8° L'interdiction de toute industrie et de toute méthode de travail, nuisibles à la santé de l'ouvrier;

9° L'interdiction du paiement en nature:

10° L'extension à tous les pays des mesures d'hygiène prises en faveur des ouvriers.

Le congrès marxiste ne se contenta pas de voter des résolutions générales. Il songea aussi aux moyens de les mettre à exécution. Il délibéra longtemps sur cette question. Il décida, en conséquence :

1° Que, le 1er mai 1890, des assemblées ouvrières se réuniraient dans tous les pays pour faire une grande démonstration en faveur de la journée de travail de huit heures;

2° Que les associations ouvrières et les partis socialistes agiraient de concert, dans les divers pays, par des réunions et des pétitions, ainsi que par la presse, à l'effet d'obtenir, d'un côté, que les gouvernements déclarassent leur adhésion à la conférence diplomatique de Berne pour la protection internationale de l'ouvrier, et, de l'autre, que cette conférence se pronon-

çât dans le sens des résolutions du congrès de Paris[1];

3° Que les députés socialistes dans les parlements et les membres socialistes des conseils municipaux proposeraient les uns des motions et les autres des vœux conformes aux résolutions du congrès de Paris;

4° Que, dans les élections, les candidats socialistes adopteraient dans leur programme les mêmes résolutions;

5° Qu'on nommerait une commission exécutive chargée de soumettre directement à la conférence de Berne les mesures qui, au jugement des organistions ouvrières et des partis socialistes d'Europe et d'Amérique, réunis à Paris du 14 au 20 juillet, devraient servir de base à une législation ouvrière internationale.

Le congrès marxiste félicita la Suisse d'avoir pris l'initiative dans la question de la législation ouvrière internationale, en proposant la conférence de Berne. Ce furent les délégués suisses qu'on chargea de la mission de se mettre en rapport, au nom du congrès, avec la conférence diplomatique.

Les socialistes suisses ne tardèrent pas à former un comité exécutif, conformément aux résolutions du congrès marxiste. Il se composait de MM. :

a) K. Bürkli, membre du Grand Conseil de Bâle;

b) V. Lang;

c) K. Manz, relieur;

d) A. Merb, employé au Secrétariat du travail, auprès du Conseil fédéral;

1. La conférence sociale ne se tint pas à Berne, mais à Berlin.

e) E. Wulschleger, rédacteur de l'*Ami de l'ouvrier* Bâle.

Le comité, qui a cessé d'exister, avait son siège à ırich. Bebel assista à ses premières délibérations. ulschleger fut chargé de publier, en trois langues, ı organe non périodique intitulé : *La Journée de ıvail de huit heures*, qui devait renseigner sur le ouvement général en faveur de la journée de travail de huit heures. Il devait être distribué gratuiteent *aux hommes de confiance*. On estima que la pense à faire pour la publication de cet organe s'élèrait à 15.000 ou même à 20.000 francs, qui devaient re fournis par une cotisation internationale.

Ces détails permettent d'apprécier à sa juste valeur congrès marxiste. Ajoutons encore que le congrès ndamna les armées permanentes. Il préconisa le sysme du peuple en armes et recommanda l'exemple de milice suisse.

Demandons maintenant aux incidents qui ont acmpagné ou suivi la session du congrès marxiste de ous renseigner davantage sur le vrai caractère de ce ngrès.

Tout d'abord, rappelons encore une fois la récepon faite aux délégués des deux congrès socialistes par Conseil municipal de Paris, dont les tendances favobles à la Commune sont bien connues. Près de trois ille invités se réunirent dans les vastes salles de lôtel de Ville. Les Marxistes et les Possibilistes semaient appartenir à la même famille.

Le 21 juillet, les Marxistes se donnèrent rendez-vous

auprès du *Mur des Fédérés* au cimetière du Père-La
chaise, pour y suspendre une immense couronn
offerte aux défenseurs de la Commune. La couronn
portait l'inscription : « Le congrès international de
ouvriers socialistes réunis à Paris du 14 au 21 juille
1889. » Quatre discours furent prononcés. Vaillan
glorifia la Commune dont il avait été membre; Lieb
knecht, son collègue à la présidence du congrè
marxiste, parla ensuite au nom des socialistes al
lemands; Jaclard déclara parler au nom des Alsaciens
Lorrains; la citoyenne Jankowska prit la parole a
nom des Polonais. Le chef bien connu des collectivis
tes belges, Anseele, à son retour en Belgique, dan
une assemblée nombreuse tenue à Gand, déclara qu
les délégués socialistes, réunis au Père-Lachaise, l
21 juillet, jurèrent sur la tombe des Communards d
consacrer leur vie à la défense des droits des prolé
taires. Certes, il y a moyen de défendre les droits e
les vrais intérêts des prolétaires autrement que ne l'
fait la Commune.

Sinistre rapprochement! Après la visite au *Mur de*
Fédérés, un banquet public! Après la manifestatio
sur une tombe, une manifestation dans une salle d
festin! Ce fut au *Salon des familles* que les Marxiste
se donnèrent cette fois rendez-vous. On vit à la tabl
d'honneur, côte à côte, l'Américain Bush, l'Autrichie
Adler, les Français Vaillant, Lafargue et Roussel, le
Allemands Bebel, Liebknecht et de Vollmar. Liebknech
présida le banquet. Vaillant porta le premier toast
sous prétexte que les fatigues de Liebknecht ne lu

ermettaient pas de parler. Il félicita les convives des
sultats obtenus, déclara que le congrès avait réalisé
alliance des révolutionnaires, et invita ceux qui
aient présents à faire entendre, dans leurs langues
verses, des chants révolutionnaires. Liebknecht ne
sista plus; son toast, très applaudi, s'adressa aux
ivriers de tous les pays. Puis ses compatriotes re-
nnaissants entonnèrent la *Marseillaise*. Une femme,
ve Gordone, chanta d'une voix vibrante les chants
volutionnaires russes. La *Carmagnole* couronna la
anifestation.

Le congrès marxiste, quoiqu'il sût être modéré dans
s délibérations et dans ses résolutions, n'avait cepen-
int pas songé un seul instant à renier les sentiments
ui se produisirent dans ces divers incidents. La
lle où il siégea portait l'ancienne devise : « Prolétai-
s de tous les pays, unissez-vous! » La couleur révo-
tionnaire y était prodiguée : les drapeaux, les dra-
eries des murs, les décorations des portes et des
nêtres, tout était rouge. Une inscription frappait
us les yeux, tant elle était faite pour être remarquée
ur tout le monde; c'était l'inscription bien significa-
ve : « Expropriation politique et économique de la
asse des capitalistes. »

Nous avons déjà fait remarquer le rôle dominant
es socialistes allemands. Ils imposèrent au congrès
iarxiste leur programme, leur tactique et leur disci-
line. Bebel, Liebknecht et de Vollmar étaient écoutés
omme les vraies autorités socialistes. Liebknecht,
ui possède l'usage de la langue française mieux que

Bebel, était en quelque sorte l'âme de l'assemblée. Une anecdote, qui passa de la presse française à la presse allemande, manqua de le compromettre. On l'avait vu au bras de Vaillant à l'Hôtel de Ville, et l'on s'était empressé de raconter que Vaillant, en présentant Liebknecht au président du Conseil municipal, aurait dit : « Vous voyez devant vous l'Allemagne et la France se donnant le bras. » Liebknecht eut hâte de réduire l'anecdote à ses vraies proportions dans le *Volksblatt de Berlin*. Le mot de Vaillant fut prononcé dans une rencontre fortuite, et Liebknecht avait eu soin d'ajouter que cette Allemagne et cette France qui se donnaient le bras étaient l'Allemagne et la France de l'avenir.

On a beaucoup remarqué que Bebel consacra un long discours à l'histoire des progrès du socialisme allemand. Ce discours produisit un grand effet, quoique le délégué hollandais crût devoir constater qu'on tardait trop à aborder les questions qui étaient à l'ordre du jour. Le délégué hollandais avait raison ; mais, si le discours de Bebel n'était pas très conforme à l'ordre du jour, il était conforme à l'idée qui avait donné naissance au congrès marxiste et qui consistait à grouper les prolétaires du monde sous la direction du socialisme allemand.

Interrogeons maintenant encore les instructions que reçurent les délégués et le langage d'une partie de la presse socialiste. Ils achèveront de nous instruire.

Trois délégués italiens étaient chargés de prendre en main la cause de l'anarchisme. Le mandat de quel-

ques autres délégués leur donnait mission de travailler à l'amélioration de la situation sociale. Mais la plupart des mandats enjoignaient aux délégués d'agir en mandataires de la *démocratie socialiste internationale.* Voici les instructions que les socialistes de Munich donnèrent à M. de Vollmar, leur délégué :

« Les socialistes de Munich saluent dans le congrès ouvrier de Paris une manifestation solennelle de l'esprit humanitaire, qui triomphe enfin des barrières établies par l'esprit de race et de nationalité ; ils voient aussi en lui l'expression des sentiments de solidarité qui doivent animer tous les ouvriers du monde civilisé. Ils espèrent que, sous l'impression de ce grand fait, on arrivera à réunir dans une seule assemblée tous les délégués socialistes, en ne tenant pas compte des divergences d'opinion qui les séparent dans des questions secondaires. Les socialistes de Munich espèrent aussi que les délibérations et les résolutions du congrès ouvrier international amèneront un accord complet dans la manière de voir des ouvriers éclairés de tous les pays, au sujet des conditions indispensables d'une protection ouvrière sérieuse ; de sorte qu'il en résultera une action puissante tant sur l'opinion publique que sur les représentants du pouvoir, une action utile à la fois au développement des législations ouvrières spéciales et aux conventions internationales qui pourront être concertées. Les socialistes de Munich espèrent, en outre, que la conformité de vues et de tendances, obtenue au congrès, témoignera à la face du monde du but plus vaste et plus élevé que poursuit le mou-

vement ouvrier. Il appartiendra enfin au congrès ouvrier international, en présence des continuelles menaces de guerre, des armements gigantesques et des odieuses excitations nationales, de condamner hautement la politique d'alarme et de provocation qui a sa source dans l'intérêt dynastique et dans l'ambition nationale. Le congrès réclamera la transformation entière du système des armées permanentes... »

Dès le 13 juillet, le *Sozialdemokrat*[1] avait publié sous le titre : « *A la Bastille!* » un article enthousiaste, qui salua le futur congrès en ces termes :

« Les Bastilles du travail sont encore debout... C'est pour les prendre d'assaut que les délégués des travailleurs de tous les pays se réuniront à Paris le jour du centenaire de la prise de la Bastille... Il s'agit de briser la puissance de la féodalité de la grande industrie... Que les représentants de la cause du travail se mettent résolument à l'œuvre le 14 juillet! qu'ils aient conscience de leur mission historique! »

Un journal socialiste de Berlin, le *Volksblatt*, annonça l'ouverture du congrès avec non moins d'enthousiasme.

« Quels que soient les résultats positifs et pratiques des délibérations du congrès, dit ce journal, ce qui importe avant tout est là. Les ouvriers de tous les pays civilisés ont résolu de s'entendre pour arriver à la solution de la question de la législation ouvrière internationale; c'est un parlement ouvrier vraiment

1. Le *Sozialdemokrat* était l'organe principal du socialisme allemand.

randiose qui s'est constitué à Paris, un parlement qui 'a pas son semblable dans l'histoire. L'énergie et la ravité avec lesquelles il poursuit son œuvre l'élèvent ıfiniment au-dessus des essais tentés par la bour-eoisie sur le terrain ouvrier; à côté de notre congrès, es essais ne paraîtront guère que comme des jeux 'enfant. »

Liebknecht avait dit dans le même sens à la euxième séance du congrès : « La vérification des ouvoirs a prouvé que les ouvriers de toute la terre ont représentés à ce congrès. Le monde n'avait pas u jusqu'ici un spectacle semblable. Le jour où le rolétariat des pays civilisés sera définitivement or-anisé, il constituera une puissance avec laquelle il udra compter, non pas seulement dans les questions conomiques, mais encore dans les questions politi-ues. La lutte des classes dominantes contre l'union ıternationale des ouvriers est le dernier combat, le ombat désespéré de l'ancienne société contre la so-iété future. L'avenir appartient aux ouvriers; il ap-artient à la démocratie socialiste. »

L'enthousiasme du socialiste Liebknecht ne fut pas artagé par la *Gazette générale de l'Allemagne du 'ord.* L'organe de M. de Bismarck crut que, après les ongrès de Paris, l'union internationale des ouvriers e tous les pays était plus éloignée que jamais de sa éalisation. Nous pensons, nous aussi, que l'enthou-iasme des chefs du congrès les a poussés à exagérer ›ur succès. Mais nous ne sommes pas assez aveugle

pour ne pas voir dans les congrès socialistes de Paris un des faits les plus graves de notre temps. Ce fait est avant tout une preuve irrécusable du vaste développement du socialisme et de ses constants progrès.

Il est certain aussi que les congrès socialistes ont opéré avec habileté. Laissant de côté les problèmes théoriques, ils ne songèrent pas même à délibérer sur le dogme fondamental du socialisme. Ils se sont emparés du problème ouvrier, tel qu'il se pose dans les deux Mondes. Les délégués socialistes se sont constitués les défenseurs et les représentants autorisés des intérêts des ouvriers. Le monde des travailleurs sera tenté davantage de porter ses regards de leur côté et d'attendre d'eux l'émancipation de la quatrième couche sociale.

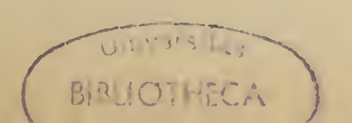
Les congrès socialistes ont fait faire un grand pas à l'organisation internationale du socialisme révolutionnaire. Le Belge Anseele a eu raison de dire que, si la nouvelle Internationale n'est pas constituée de fait, elle existe du moins en principe. Certes, après les congrès socialistes, nous ne désespérons pas plus qu'auparavant de l'inébranlable solidité des bases de la société, établies par Dieu même; mais il est pour nous hors de doute que la nouvelle Internationale sera vingt fois plus puissante que l'ancienne. Si les efforts réunis de toutes les forces vitales de la société ne parviennent pas à entraver à temps son action destructive, elle déploiera une puissance de renversement telle que le monde ne l'a jamais vue. *Caveant Consules!*

III. — *Le 1er mai.*

Les manifestations internationales du 1er mai furent e principal événement socialiste qui suivit le con- ;rès marxiste de Paris. Elles avaient été résolues au ongrès. L'origine première de ces manifestations i'est pas une invention du socialisme marxiste; elle .ppartient à l'Amérique du Nord. En 1886, le 1er mai, es ouvriers des États-Unis avaient fait des manifesta- ions communes en faveur de la journée de travail de iuit heures. Le but de ces manifestations ne fut pas itteint. Les ouvriers américains s'étaient proposé de eprendre leurs manifestations le 1er mai 1890; ils en- 'oyèrent des délégués au congrès socialiste interna- ional de Paris, pour demander au congrès d'appuyer eurs manifestations.

Les inspirateurs du congrès virent là une excellente ›ccasion d'agir en faveur de la ligue ouvrière interna- ionale qu'ils voulaient former. Ils firent voter, en :onséquence, la résolution qui devait provoquer, tant ›n Europe qu'en Amérique, des démonstrations géné- 'ales en faveur de la journée de huit heures. Ces dé- nonstrations devaient avoir lieu le 1er mai. C'est ainsi ue le socialisme international trouva sa fête.

Au moment où la résolution du congrès de Paris fut 'otée, ni Paris, ni le monde capitaliste, ni les gou- ernements n'en furent émus. Il en fut autrement ›rsque l'agitation qui devait préparer les manifesta-



tions commença. Plusieurs gouvernements prirent peur alors et organisèrent des mesures de défense. On paraissait croire à un mouvement révolutionnaire violent.

Il y eut relativement peu d'actes de violence et peu de troubles. Tout se fit généralement avec calme, conformément au mot d'ordre des chefs. Les manifestations eurent lieu dans les principales villes industrielles et presque dans toutes les capitales, à Stockholm comme à Copenhague, à Paris comme à Berlin, à Vienne comme à Bâle et à Zurich, à Milan comme à Madrid et à Lisbonne, à Bruxelles comme à Amsterdam, à Londres comme à New-York. A Londres, la manifestation eut lieu le dimanche qui suivit le 1er mai; le chiffre des manifestants fut évalué à plus de trois cent mille.

Les manifestations furent en général si correctes, qu'une grande partie de la presse bourgeoise, revenue de sa peur, loua hautement les manifestants. On les complimenta du haut de la tribune parlementaire. La police elle-même fit parvenir ses félicitations à ceux qui avaient dirigé les démonstrations. Comme il n'y eut que peu de vitres brisées et pas de coffres-forts forcés, on dit gaiement aux bataillons ouvriers : « Passez! » On ne songea pas à leur demander : « Au nom de qui marchez-vous? Où allez-vous? »

Le caractère tout exceptionnel des manifestations aurait dû frapper cependant les témoins de cet étrange spectacle. Cela ne s'était jamais vu dans le monde social; le fait était unique dans les fastes du travail

t cette circonstance seule lui donnait déjà une immense gravité.

On oublia ensuite que les armées bien disciplinées ont les plus redoutables; on oublia que les démonstrations du 1er mai devaient être et furent en effet une mposante affirmation de la solidarité internationale lu prolétariat ouvrier des deux Mondes; on oublia nfin que cette affirmation unique était l'œuvre du ocialisme international. Les bataillons ouvriers marhèrent dans un pays comme dans l'autre, quelle que ût la forme du gouvernement; et ils marchèrent sur n signe du congrès socialiste marxiste de Paris!

IV. — *Le congrès international de Bruxelles.*

Le congrès socialiste international qui se réunit à Bruxelles au mois d'août 1891, conformément à la lécision du congrès de Paris, continua l'œuvre de celui-ci. Ses 360 délégués représentaient plusieurs milions d'ouvriers des deux Mondes. Il fut plus bruyant t beaucoup moins discret que le congrès de Paris. L'expulsion des anarchistes et certaines divergences qui se sont produites violemment eurent un grand etentissement dans la presse libérale; mais, dans un ongrès socialiste, de semblables faits n'ont guère les onséquences qu'on serait tenté de leur attribuer. L'importance du congrès de Bruxelles est moindre que elle du congrès de Paris, mais elle ne laisse pas que 'être très sérieuse.

Le congrès a cherché tout d'abord à discréditer la Conférence sociale de Berlin, ainsi que les lois de protection ouvrière des divers pays et l'application de ces lois. Pour imprimer une direction commune au mouvement socialiste international, spécialement en ce qui concerne la protection du travail, il a invité les organisations ouvrières :

1° A établir dans les divers pays une enquête permanente sur les conditions du travail dans ses rapports avec la législation protectrice ;

2° A échanger les renseignements nécessaires pour le développement et l'unification de la législation industrielle.

Plusieurs questions furent posées devant le congrès de Bruxelles : il écarta les unes ou il fit des déclarations générales ; il vota des résolutions concernant les autres. Il affirma, au sujet de l'antisémitisme, que, pour les ouvriers socialistes, il ne pouvait y avoir d'antagonisme de race ou de nationalité, et que la lutte de classe des prolétaires de toutes les races contre les capitalistes de toutes les races devait dominer le reste. Tout en écartant sagement la proposition trop dangereuse du délégué hollandais Domela Nieuwenhuis au sujet d'une grève générale à proclamer en cas de guerre, le congrès invita les ouvriers du monde à protester énergiquement contre toute idée de guerre et contre les alliances qui provoquent la guerre [1].

Conformément aux programmes socialistes des di-

1. Domela Nieuwenhuis avait proposé, au congrès de Bruxelles, de déclarer que les socialistes de tous les pays répondront à

vers pays, le congrès se prononça en faveur de la suppression du travail aux pièces et à forfait. Il invita aussi les partis socialistes à affirmer dans leurs programmes l'égalité complète des deux sexes, et à demander qu'on accorde à la femme les mêmes droits civils et politiques qu'à l'homme. Afin de conserver à la fête du 1er mai son caractère de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte de classe, il décida qu'il y avait lieu d'avoir une démonstration unique pour les travailleurs de tous les pays, et que cette démonstration se ferait le jour même du 1er mai. Il recommanda le chômage partout où il ne serait pas impossible.

Trahissant trop tôt une pensée intime du socialisme, le délégué Argyriadès invita le congrès à demander que l'on mît à la charge de la société, représentée soit par l'État, soit par la Commune, les enfants tant au point de vue de leur entretien qu'en ce qui concerne leur instruction professionnelle. Ce que proposait l'impétueux délégué venait à une heure indue, et fut pris simplement pour notification.

Le but principal du congrès de Paris avait été d'établir de nouveau un lien international entre les fédérations socialistes des divers pays; l'œuvre principale du congrès de Bruxelles fut *d'organiser* cette union socialiste internationale. Le projet d'organisation qui fut admis est celui que proposa la minorité de la section chargée d'examiner la question. Cette minorité était

toute déclaration de guerre par un appel au peuple provoquant la grève générale.

composée des délégués allemands, qui trouvèrent le projet de la majorité *excellent*, mais irréalisable en Allemagne sous les lois actuelles de ce pays.

Voici l'importante résolution qui fut votée dans la séance du 21 août.

« Considérant que, dans les circonstances économiques actuelles, et à la suite des efforts des classes maîtresses pour amoindrir de plus en plus les droits politiques et pour aggraver les conditions économiques de la classe ouvrière, les grèves et les mises en interdit (boycottages) sont une arme indispensable aux travailleurs, soit pour repousser les attaques de leurs adversaires, tendant à empirer leur situation économique et politique, soit pour améliorer leur situation politique et sociale, autant que cela est possible dans la société actuelle;

« Considérant, de plus, que les grèves et les mises en interdit sont des armes à deux tranchants qui, employées mal à propos, peuvent être plus nuisibles qu'utiles aux intérêts de la classe ouvrière;

« Le congrès recommande aux travailleurs de bien réfléchir d'abord et de bien examiner les circonstances dans lesquelles ils doivent user de ces armes, ainsi que la manière dont ils doivent s'en servir.

« Le congrès *considère surtout comme absolument nécessaire que la classe ouvrière s'organise corporativement* (syndicalement), afin que, par leur masse et par les ressources dont les travailleurs disposent, ils puissent atteindre, après s'être bien préparés, leur but d'une façon complète.

« En conséquence, le congrès recommande à tous es travailleurs de *soutenir énergiquement les organiations corporatives* (syndicales), et il proteste contre outes les tentatives faites par les gouvernements et es patrons pour entraver, de quelque façon que ce soit, e droit de coalition des travailleurs.

« Pour assurer le droit de coalition, le congrès deande que l'on abroge les lois qui y portent atteinte, t il impose aux travailleurs le devoir de faire tous les fforts pour arriver à ce résultat.

« Considérant que l'organisation centrale internaionale des ouvriers, qui est si désirable, se heurte our le moment à des difficultés de diverse nature, e congrès, voulant fournir à la solidarité des forces uvrières le moyen le plus commode de se manifeser, recommande de créer, partout où cela est posible, un secrétariat national du travail, de telle sorte ue, dès qu'un conflit vient à se produire quelque art entre le capital et le travail, les travailleurs de ous les pays puissent être avertis et mis à même d'aiser[1]. »

Rendant compte des travaux du congrès de Bruxeles peu de temps après sa réunion, Bebel s'est écrié vec orgueil, en parlant de la résolution que nous veons de transcrire : « Sans que les classes dominantes 'en soient doutées, le congrès de Bruxelles a su ranger n un même ordre de bataille le prolétariat de l'Eu-

1. *Le Congrès de Malines et les Réformes sociales*, par J. orbiau, p. 381.

rope. Le jour où les armées de ce prolétariat, ne voyant que le but qu'il faut atteindre, se mettront en mouvement, c'en sera fait de la société bourgeoise, dont les représentants travaillent eux-mêmes à accélérer la ruine. »

L'exagération se trouve facilement sur les lèvres de Bebel; il n'en est pas moins vrai que, depuis les congrès de Paris et de Bruxelles, une nouvelle union ouvrière internationale existe et que cette union s'appuie principalement sur l'association professionnelle.

L'influence des chefs du socialisme allemand a été plus dominante encore à Bruxelles qu'à Paris; ils en ont profité pour donner au socialisme cosmopolite une organisation semblable à celle du socialisme allemand, l'organisation recommandée par le dernier congrès de l'ancienne Internationale. Cette organisation est la force du socialisme marxiste.

Malgré la puissance de propagande d'une presse qui flatte sans vergogne les passions de ceux à qui elle s'adresse, c'est l'association sous toutes ses formes, c'est principalement l'association professionnelle qui forme la puissance de cohésion et d'expansion du socialisme. Pendant douze ans, le socialisme allemand a vécu sous une loi de répression qui était très sévère et qui fut très sévèrement exécutée. Comme un cyclone d'une violence extrême, cette loi balaya toute l'organisation extérieure du socialisme. Ses journaux, ses revues, ses brochures furent emportés comme des feuilles d'automne; ses institutions de tout genre furent renversées comme des maisons en ruines ou des

urs de carton; ses chefs furent impitoyablement je-s hors de la sphère de leur activité. Que fit le socia-sme allemand? Il se réfugia dans les associations de ut genre que notre siècle a multipliées; il se réfugia rincipalement dans les associations professionnelles; donna une impulsion nouvelle au mouvement des ssociations professionnelles, et bientôt il fut à la tête u mouvement. C'est dans les associations profession-elles que ses membres se donnèrent rendez-vous; est là qu'ils firent dans l'ombre, sans cesse, de nou-elles conquêtes; c'est là que la guerre sourde contre société fut continuée; c'est là que, dans les heures écisives, le mot d'ordre fut communiqué; c'est de que le socialisme allemand sortit pour faire les ections du 20 février 1890; c'est de là que le même ocialisme partit pour prendre dans les congrès de aris et de Bruxelles la direction du socialisme cosmo-olite.

Depuis le congrès de Bruxelles surtout, l'extension u mouvement des associations professionnelles est isible partout. « Formez des associations! formez des yndicats! » Tel est le mot d'ordre universellement épété. Sur ce point, les délégués du congrès de Bruxel-es ont été unamines.

Grâce aux associations professionnelles, une nou-elle « Internationale » a surgi. Elle est moins appa-ente, moins saisissable par la loi que la première; nais elle est plus nombreuse, plus puissante et mieux rganisée. Elle n'est pas aussi centralisée. Pour des notifs de prudence, le congrès de Bruxelles ne lui a

pas donné le comité ou le conseil central que quelques-uns réclamaient.

L'union n'en est pas moins réelle. Il y a là une confédération d'un nouveau genre, la confédération du prolétariat socialiste des deux Mondes. Cette confédération est au service de la révolution sociale la plus entière, la plus implacable qui fut jamais.

Les confédérés sont avant tout unis dans la haine sociale. Le quatrième jour de la réunion du congrès de Bruxelles fut témoin d'un incident bien significatif. Il s'agissait de faire voter une résolution qui invitait tous les salariés à unir leurs efforts pour combattre la domination du capital et pour arriver à l'émancipation du salariat. Cette proposition ne réussit pas à satisfaire les délégués, parce que la lutte de classe ne s'y trouvait pas formulée; les amendements pleuvaient.

C'est alors qu'un délégué autrichien, le docteur Adler, prit la parole : « Que voulons-nous? » s'écria-t-il. « Voulons-nous gagner les gens qui appartiennent aux classes dominantes? Assurément non! Nous n'y arriverions, du reste, jamais. Nous voulons gagner les gens d'en bas, et ceux-ci ne viendront jamais à nous s'ils nous voient pactiser avec les classes dominantes. Pour qu'ils soient à nous, il faut mettre dans les têtes les idées révolutionnaires. » Ces paroles furent applaudies avec frénésie. Elles exprimaient les vrais sentiments du congrès socialiste. L'idée de la lutte de classe dut être introduite dans la proposition.

L'organisation de la nouvelle Internationale par les associations professionnelles serait sans vie si les as-

ciations professionnelles socialistes n'étaient animées
r la haine sociale.

Certes, la théorie du collectivisme en elle-même
est pas très séduisante. L'instinct de la propriété in-
viduelle se trouve au cœur de tout homme; la pers-
ctive d'un état social sans propriété individuelle n'a
en d'entraînant pour lui. Les agitateurs socialistes le
vent bien; ils se gardent d'appuyer trop sur leur
ciété socialisée. Dans les polémiques avec la presse
cialiste, rien n'embarrasse plus nos adversaires que
s questions relatives à leur société de l'avenir. « Nous
aurons jamais les masses de notre côté, » s'est écrié
ebel à Erfurt, « si nous nous contentons de leur par-
r de notre but final. Beaucoup d'ouvriers diront :
Nous nous soucions peu de travailler pour un parti
qui ne nous offre qu'un avenir que nous ne verrons
pas. »

Ce n'est pas le côté positif des théories socialistes
ui attire le prolétariat, ce n'est pas le collectivisme
ue nous redoutons; c'est le côté négatif qui nous fait
eur, c'est la négation de la société, c'est la lutte de
asse prêchée à outrance. Le socialisme a découvert
côté faible de l'organisation économique actuelle; il
obstine à ne connaître la société que par les fai-
esses, les injustices et les vices des hommes. Il doute
la vertu, il conteste tout mobile noble et généreux,
conspue l'héroïsme du dévouement après l'avoir nié.
ne voit partout qu'iniquité et exploitation. Il exagère
s abus réels et il y ajoute des abus fictifs. Pour lui,
us les scandales sont inouïs, toutes les injustices

sont monstrueuses, toutes les plaies sociales sont mortelles pour la société. La haine conduit la plume de l'écrivain socialiste, elle frémit dans les paroles de l'orateur socialiste; elle ne respecte rien, elle ne ménage rien, elle ne recule devant rien.

Nous savons combien la haine est contagieuse, surtout la haine qui n'est pas personnelle, la haine qui est commune et qu'on justifie hautement, la haine qu'on prétend légitime et dont on fait la haine de toute une classe. Cette haine, disons-nous, est contagieuse comme la haine nationale.

On s'étonne quelquefois de la remuante activité avec laquelle le socialisme s'agite sans cesse. Le secret de cette incessante activité se trouve dans la puissance de la haine sociale. Ah! si la haine inspirée par le socialisme était une haine individuelle, une haine isolée, ou même une haine de groupes incohérents, nous pourrions nous contenter de plaindre ceux qui sont livrés à cette haine; mais le socialisme en a fait la haine d'une innombrable classe sociale, la haine du prolétariat, une haine qu'il veut étendre toujours à mesure que les légions du prolétariat augmentent.

Les espérances du socialisme à la suite des congrès de Paris et de Bruxelles ne se sont pas encore réalisées complètement sur un point très important; c'est en ce qui concerne l'entrée en masse des associations professionnelles d'Angleterre, des *Trade-Unions*, dans les rangs socialistes. La propagande socialiste a fait de tout temps de grands efforts pour pénétrer dans ces associations et pour s'emparer de leur direction. Déjà

Liebknecht avait cru entrevoir l'heure où les bataillons organisés des associations anglaises marcheraient sous le drapeau rouge du socialisme et, d'avance, il avait entonné le chant de triomphe. Après les congrès de Paris et de Bruxelles, les espérances socialistes grandirent. Des membres des *Trade-Unions* avaient pris part au congrès marxiste, et surtout au congrès possibiliste de Paris. Une copie spéciale des résolutions du congrès possibiliste fut adressée au secrétaire du comité parlementaire des *Trade-Unions*. Les délégués anglais prirent une part active aux travaux du congrès de Bruxelles ; ils firent quelquefois pencher de leur côté la balance dans les résolutions. Le socialisme allemand se crut rapproché de l'heure qu'il attendait, d'autant plus que le socialisme marxiste et le socialisme possibiliste avaient fait l'un et l'autre dans les dernières années des conquêtes assez importantes en Angleterre.

Le congrès annuel des Trade-Unions, réuni à Glasgow, au mois de septembre 1892, prépara encore un désappointement au socialisme allemand, en décidant que les Trade-Unions ne prendraient point part au congrès socialiste international de Zurich, en 1893, et que le comité des Trade-Unions convoquerait lui-même à Londres un congrès international appelé à prononcer sur la question de la journée de huit heures. Ce désappointement ne fut pas de longue durée, car le comité des Trade-Unions devait bientôt changer d'avis.

V. — *Le congrès international de Zurich.*

Ce congrès se réunit au commencement du mois d'août 1893. Il s'ouvrit par une grande démonstration dans les rues de Zurich. 338 délégués, représentant le socialisme de vingt nationalités diverses, y étaient présents. On tint à le faire passer comme l'expression du triomphe définitif de la doctrine de Marx. Son ancien collaborateur, Frédéric Engels, malgré son grand âge, vint de Londres pour assister à ce triomphe. Le buste de Marx dominait l'assemblée. Le cri de ralliement du père du socialisme collectiviste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » se lisait en seize langues dans la salle des séances publiques. Une de ces langues était la langue hébraïque; certes, elle avait là droit de cité, d'autant plus que dix sections socialistes juives étaient représentées au congrès : une section américaine et neuf sections anglaises. Une autre spécialité du congrès de Zurich fut la représentation d'une section hollandaise d'instituteurs.

Étaient présents à Zurich : 1 délégué australien, 17 délégués belges, 2 délégués du Brésil, 2 délégués bulgares, 2 délégués danois, 98 délégués allemands, 41 délégués français, 65 délégués anglais et irlandais, 6 délégués hollandais, 22 délégués italiens, 1 délégué norwégien, 34 délégués autrichiens, 10 délégués hongrois, 10 délégués polonais, 5 délégués de la Roumanie, 1 délégué russe, 117 délégués suisses, 1 délégué

serbe, 2 délégués espagnols, 3 délégués des États-Unis d'Amérique. — Deux délégués figuraient deux fois dans la liste. Tous les délégués n'étaient pas socialistes.

La présidence des séances publiques appartint chaque jour à une autre nation. Le dernier jour, ce fut la socialiste russe Kolischoff, épouse de l'Italien Turati, qui occupa le fauteuil présidentiel.

Le congrès de Zurich continua l'œuvre d'organisation commencée par le congrès de Bruxelles. Il décida que la lutte en faveur de la journée de huit heures devait être engagée partout. Il écarta la proposition hollandaise que, dans le cas d'une déclaration de guerre, la grève générale devait être immédiatement proclamée. Il fixa la célébration universelle de la fête du travail au 1er mai, à l'exclusion du dimanche suivant. Il se prononça pour la tactique politique du socialisme allemand et recommanda l'agitation en faveur du suffrage universel.

Conformément aux résolutions antérieures, le congrès de Zurich recommanda de nouveau la formation de fédérations nationales d'associations professionnelles, l'union internationale de ces fédérations en vue de se soutenir mutuellement, enfin l'érection de secrétariats nationaux du travail, qui se communiqueraient mutuellement les renseignements importants concernant le mouvement ouvrier, les grèves et leurs conséquences, ainsi que les rapports annuels des diverses fédérations.

Quant à l'organisation internationale de la démo-

cratie socialiste, le congrès, forcé de tenir compte des lois de certains pays qui restreignent la liberté d'association, reconnut comme appartenant *au parti international de la démocratie socialiste révolutionnaire* toute organisation, toute association, tout parti qui, en admettant la lutte de classe et la nécessité de la socialisation des moyens de production, se soumet aux décisions des congrès ouvriers internationaux.

Le congrès recommanda vivement à tous les membres du parti démocratique socialiste, ainsi qu'aux membres des organisations ouvrières, économiques ou politiques, de multiplier sans cesse leurs efforts pour faire tomber toutes les restrictions du droit d'association.

L'influence des chefs du socialisme allemand fut encore dominante à Zurich, comme elle l'avait été à Bruxelles et à Paris. Cependant les éléments d'une sérieuse opposition se firent voir plus encore qu'à Bruxelles. La délégation française, réduite à cause des élections du 20 août, supportait difficilement le joug de Bebel, Liebknecht et Singer. Ceux-ci restèrent même en minorité dans le vote qui fixa au 1er mai la fête du travail.

On dut mettre violemment à la porte de la salle du congrès quelques socialistes indépendants et quelques anarchistes, qui s'empressèrent d'ouvrir à leur tour un congrès. La séance qui vit cette pénible expulsion ne fut pas la seule séance orageuse du congrès de Zurich.

A Zurich, les Trade-Unions d'Angleterre se rapprochèrent du socialisme beaucoup plus qu'elles ne l'avaient jamais fait auparavant. Ce fut l'événement principal du congrès.

CHAPITRE IV.

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ANARCHISME.

L'histoire du développement de l'anarchisme international est plus difficile à faire que celle du socialisme collectiviste. La nature même de l'anarchisme dérobe en grande partie ses agissements à la lumière du grand jour de la publicité; il est une conjuration, il a besoin d'ombre et de mystère. Cependant l'anarchisme a eu ses conférences et ses congrès plus ou moins publics.

C'est un congrès de la paix, à Berne, qui entendit pour la première fois un exposé public des théories de Bakounine, et c'est la *Fédération jurassienne*, ainsi que nous l'avons dit plus haut, qui se groupa d'abord autour de l'énergumène russe. Le congrès sécessionniste de Genève, en 1873, posa les bases de l'organisation internationale de l'anarchisme. Celui-ci fut en minorité au congrès de Gànd en 1877.

Bakounine était mort en 1876; mais l'anarchisme ne mourut pas avec lui. Le *Travailleur* et *l'Avant-garde* propageaient ses doctrines dans la Suisse française. Les fugitifs de la Commune de Paris étaient venus peupler

ses rangs. Deux hommes étaient là, du reste, qui étaient prêts à prendre la succession de Bakounine, le prince russe Krapotkine et le célèbre géographe français Élisée Reclus[1]. C'est en Suisse, avec les révolutionnaires de tous les pays qui s'y étaient donné rendez-vous, qu'ils continuèrent l'œuvre de l'auteur du Catéchisme anarchiste.

Ce fut en 1877 que ces deux hommes se rencontrèrent et signèrent le *Mémoire* qu'ils soumirent l'année suivante au congrès de Fribourg.

« Jamais, disait ce Mémoire, un progrès soit partiel, soit général, ne s'est accompli par une simple évolution pacifique; il s'est toujours fait par une révolution soudaine...

« Et comment procédér à cette révolution? Commencerons-nous par abdiquer pour devenir libres? Non, car nous sommes des anarchistes qui n'ont personne pour maître et qui ne sont les maîtres de personne. En supprimant l'État, nous supprimons aussi toute morale officielle... »

Le congrès de Fribourg, composé de trente membres, acclama le Mémoire, et adopta à l'unanimité la résolution suivante :

« Considérant l'attitude prise par les organes officiels du parti démocrate socialiste étatiste, eu égard aux actes révolutionnaires de Hœdel et de Nobiling[2], actes qui ont toute la sympathie du Congrès;

1. Élisée Reclus appartenait au mouvement anarchiste depuis 1872.
2. Les auteurs de deux attentats à la vie de l'empereur Guillaume Ier

« Considérant l'élimination du principe de la propriété collective dans les récents manifestes électoraux du même parti ;

« Considérant que cette attitude et cette modération sont une preuve de la transformation graduelle et prévue de ce parti en parti républicain-radical, au moins en fait ;

« Le congrès persiste dans les décisions prises antérieurement par le parti anarchiste.

« Le Congrès,

« Considérant en outre les poursuites ignobles qui oppriment les ouvriers, qu'il sait distinguer de ceux qui les dirigent, exprime pour ces ouvriers toutes ses sympathies et ses sentiments de solidarité. »

Un organe anarchiste, plus important que ceux qui l'avaient précédé, *le Révolté*, fut fondé à Genève, le 22 février 1879, par les compagnons Reclus, Krapotkine, Dumartheray, Herzig et Grave. La propagande devint plus active du côté de la France, où les déportés de la Commune allaient rentrer presque tous, comme ils étaient partis, en ennemis implacables de la société. Krapotkine entrevit de grands succès. « Il fut un temps, » dit-il devant la Fédération jurassienne, « où l'on déniait aux anarchistes jusqu'au droit à l'existence. Le Conseil général de l'Internationale nous traitait de factieux ; la presse, de rêveurs ; presque tous, d'extravagants. Ce temps est passé. Le parti anarchiste a prouvé sa vitalité ; il a traversé les obstacles de toute sorte qui entravaient son développement... »

Pendant que se développait ce mouvement anar-

chiste, qui devait agir principalement en France, en Italie, et en Espagne, un autre mouvement du même genre s'était formé qui devait s'étendre davantage en Autriche, en Allemagne, en Angleterre, en Amérique. Ce second mouvement, nous l'appellerons le mouvement anarchiste allemand. Chose étonnante, il prit naissance en Suisse, comme le premier. Son auteur principal fut le socialiste allemand Most. Expulsé de Berlin, en vertu de la loi contre les socialistes, celui-ci s'était rendu à Londres, où il publia, à partir du 1er janvier 1879, la *Freiheit* (la Liberté), qui, dès les premiers numéros, prit un ton d'une violence extrême. L'ancien collègue de Bebel et de Liebknecht au Reichstag allemand avait toujours été indiscipliné; il ne s'était cependant pas encore séparé du parti socialiste allemand. Ce ne fut que le congrès du socialisme allemand, réuni dans l'ancien château de Wyden en Suisse, au mois d'août 1880, qui prononça son exclusion. Le fougueux révolutionnaire ne se déconcerta point. Il fit une propagande tellement active en Suisse que, deux mois après le congrès de Wyden, en octobre 1880, il put à son tour convoquer une espèce de congrès sur les bords du lac de Genève. Ce congrès déclara nulles et non avenues les résolutions de Wyden, constitua une association anarchiste, reconnut la *Freiheit* comme son organe officiel, et décida qu'on mettrait tout en œuvre pour établir des groupes de propagande. Un genre nouveau de propagande devait être introduit : la propagande par l'assassinat et la dynamite; on l'appela la *propagande par le fait.*

En 1881, du 14 au 19 juillet, l'anarchisme fut à même de réunir un congrès général à Londres. Ce congrès était dû principalement à l'initiative de Most et du nihiliste fugitif Hartmann. Les anarchistes de Lyon y déléguèrent le prince de Krapotkine. Quarante délégués représentèrent au congrès de Londres plusieurs centaines de groupes anarchistes de diverses contrées de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Pour éviter d'attirer l'attention de la police, le congrès changea tous les jours de local. Les résolutions suivantes furent votées.

« Les révolutionnaires de tous les pays s'unissent pour préparer la révolution sociale. Ils formeront l'*Association internationale des ouvriers socialistes révolutionnaires*. Le siège de l'association sera établi à Londres. Des sous-comités seront formés à Paris, Genève et New-York. On créera des sections avec un comité exécutif de trois membres partout où il se trouvera un nombre suffisant d'adeptes. Les comités de chaque pays entretiendront des rapports entre eux et avec le comité principal, pour rendre compte de la situation et pour faciliter les renseignements ; ils auront à leur disposition de l'argent pour acheter des poisons et des armes, et ils chercheront à découvrir les endroits où des mines pourront être établies...

« Pour arriver au but poursuivi, à l'anéantissement des souverains, des ministres, de la noblesse, du clergé, des grands capitalistes et d'autres exploiteurs, tout moyen est légitime. Il y a lieu, en conséquence, de donner une attention spéciale à l'étude de la chimie

et à la confection de matières explosibles, celles-ci étant l'arme la plus puissante.

« Il y aura, à côté du comité principal, un comité exécutif ou un bureau de renseignement, qui sera chargé de la correspondance et de l'exécution des décisions du comité principal [1]. »

Londres est resté un foyer d'anarchisme. C'est là que les anarchistes poursuivis par la justice, à quelque pays qu'ils appartiennent, cherchent et trouvent un refuge.

Il en fut de même pendant plusieurs années de la Suisse. C'est de Genève que partit au commencement le mot d'ordre pour la *propagande par le fait* en France; c'est de Genève que se répandirent les produits de la littérature anarchiste, les brochures incendiaires, les placards cyniques. Nous renonçons à en reproduire l'étrange catalogue.

Les anarchistes de langue allemande se donnèrent aussi rendez-vous en Suisse. Ils formèrent leurs groupes sur le modèle de ceux des nihilistes russes, et établirent entre ces groupes des correspondances plus ou moins régulières. D'après le Dr Zacher [2], le but principal de leurs efforts était la *propagande par le fait* en Allemagne. On créa une caisse spéciale pour propager davantage la *Freiheit* et les écrits anarchistes, et pour envoyer des émissaires en Allemagne. Les affiliés se multiplièrent. Lorsque la *Freiheit* fut inter-

1. Traduit de l'allemand, d'après le Dr Zacher : *Die rothe Internationale,* p. 73-74.

2. *Die rothe Internationale*, p. 83-84.

dite en Angleterre, parce qu'elle avait glorifié les assassinats irlandais, elle fut éditée clandestinement en Suisse jusque vers le milieu du mois de novembre 1882, époque à laquelle elle suivit Most lui-même en Amérique. L'année 1883 fut encore favorable aux groupes anarchistes établis en Suisse. Dans une conférence secrète, qui eut lieu à Zurich au mois d'août 1883, et à laquelle assistèrent des délégués suisses, allemands, autrichiens et français, on approuva un nouveau plan de propagande et l'on vota la création d'une presse clandestine. C'est de cette presse clandestine que sortirent probablement les quelques numéros de l'*Insurgé* (*der Rebell*), qui inspirèrent, de concert avec la *Freiheit*, leurs desseins criminels aux farouches anarchistes Stellmacher et Kammerer, lesquels portèrent l'assassinat anarchiste en Alsace, dans le Wurtemberg et dans l'Autriche-Hongrie.

La *Freiheit* était toujours très répandue en Suisse; de la Suisse, on la faisait entrer en Allemagne et en Autriche. Elle avait eu soin elle-même d'enseigner aux anarchistes groupés en Suisse tous les moyens de se soustraire aux recherches de la police. Elle leur donna aussi les plus amples instructions, pour *la propagande par le fait*, sur la fabrication de la nitro-glycérine et d'autres matières explosibles, sur la manière de mettre le feu à la dynamite, enfin sur le mode d'opération le plus opportun selon les circonstances. On lisait dans son numéro du 25 janvier 1885 : « Opérons où et comme nous pouvons! Mieux on peut abattre sans bruit la canaille de l'ordre, moins il y a de danger. »

Peu d'hommes ont eu soif de sang dans leurs écrits comme Most.

Tandis que le mouvement anarchiste allemand s'agitait, le mouvement dirigé par Krapotkine et Reclus, dans la Suisse française n'était pas resté inactif. Son congrès de 1882, qui s'assembla le 4 juin à Lausanne, réunit plus de trente délégués et put compter plusieurs milliers d'adeptes. Ce congrès fut suivi d'une conférence internationale qui eut lieu à Genève, du 13 au 14 août, à l'occasion de grandes fêtes musicales. Cette conférence n'eut pas moins de cinquante membres français, allemands, italiens et russes. Elle entendit les rapports sur la situation des groupes de Lyon, de Montceau-les-Mines, de Marseille, de Cette, de Grenoble, de Paris et de plusieurs villes suisses. La conférence se sépara aux cris : « A bas Dieu ! A bas la patrie, les gouvernements, les bourgeois ! » Dans un manifeste adressé à tous les ouvriers de l'Europe, les membres de la conférence se déclarèrent solidaires de quiconque se jouerait de la loi par un acte révolutionnaire [1]. »

Un nouveau congrès anarchiste se réunit à Chaux-de-Fond, du 7 au 9 juillet 1883. Il affirma la nécessité de *la propagande par le fait*, et cita comme exemple à imiter un jeune ouvrier de Roanne, qui, à l'occasion d'une grande grève, appuya ses sommations par un coup de revolver.

Le *Révolté* joua dans la Suisse romande le rôle de la *Freiheit* dans la Suisse allemande. Le prince de Kra-

1. Rapport du procureur général de la Confédération, Édouard Müller, sur l'enquête relative aux menées anarchistes en Suisse.

potkine ayant été expulsé, Élisée Reclus fut à la fois le bailleur de fonds, le collaborateur, l'administrateur et souvent même le correcteur de l'organe anarchiste.

On voit que la direction de l'anarchisme en Suisse s'est toujours trouvée entre les mains d'étrangers, d'Allemands, d'Autrichiens, de Russes et de Français. Les Allemands avaient le regard tourné vers l'Allemagne, les Autrichiens vers l'Autriche, les Français vers la France.

En 1885, la Suisse expulsa enfin un certain nombre d'anarchistes étrangers, parmi eux les plus dangereux, après une enquête sur les menées anarchistes, qui aurait pu être faite bien plus tôt.

L'anarchiste se trouve partout chez lui. L'expulsion d'un chef peut entraver momentanément son action, mais elle ne disloque pas l'organisation générale. Après 1885, il y avait des groupes anarchistes presque dans toutes les contrées de l'Europe et dans l'Amérique du Nord. Des mouvements anarchistes ou des actes sinistres de la *propagande par le fait* se produisirent tantôt sur un point et tantôt sur un autre. Chaque fois que la justice était sur le point de frapper les coupables, on vit se manifester aussitôt la solidarité de l'anarchisme cosmopolite.

Le mois de mai 1886 avait vu les anarchistes de Chicago jeter, à l'occasion d'une grande grève, au milieu d'un groupe d'agents de la force publique, des bombes dont l'explosion fut terrible et couvrit le sol de morts et de blessés. Sept anarchistes, reconnus coupables, furent condamnés à mort, et six furent exécutés

au mois de novembre 1887; le septième s'était suicidé dans la prison. Parmi les sept condamnés, cinq appartenaient à l'anarchisme allemand. Les groupes anarchistes des deux Mondes jurèrent une vengeance formidable. A New-York, dans une réunion anarchiste, Most s'écria : « Chaque goutte de sang des victimes coûtera une vie. »

Dans les dernières années, les anarchistes semblent s'être groupés particulièrement à Paris et à Londres. Nous aurons lieu de parler dans le livre suivant de leurs faits et gestes à Paris. Un mélange vraiment unique de révoltés se rencontre à Londres, depuis le sombre nihiliste russe et le farouche disciple de Most jusqu'aux hommes de toutes les conspirations venus de l'Italie ou de l'Espagne. Deux chefs d'une importance secondaire, le Belge V. Dave et l'Autrichien Peuckert se sont disputé la direction de la plupart des anarchistes réunis à Londres. Dave était le correspondant de la *Freiheit* de Most, Peuckert rédigeait d'abord le *Rebell.* Dans les réunions, des scènes inouïes de désordre se produisirent. Elles ne présentaient que trop l'image de ce que pourraient devenir un jour les groupes libres de l'avenir que rêve l'anarchisme. Les anarchistes établis à Londres finirent par se scinder. Le *Club de l'Aurore* réunit les plus exaltés; un groupe qui se forma autour de Peuckert s'appela l'*Autonomie;* il donna aussi ce nom à son organe. L'*Autonomie* remplaça le *Rebell* en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

D'apostasie en apostasie, de négation en négation, de conspiration en conspiration, la société du dix-

neuvième siècle en est arrivée à l'humiliant phénomène de l'anarchisme.

Sa littérature affirme le crime, comme la littérature chrétienne affirme la vertu. Une spécialité de cette littérature est le livre qui enseigne la manière de tuer ou de détruire le plus facilement.

La Révolution bourgeoise a tenté quelquefois de justifier le meurtre des rois ou des gouvernants; la littérature anarchiste justifie le meurtre du bourgeois. « Nous sommes en guerre, dit-elle, avec la société bourgeoise; nous nous défendons contre elle et nous employons, pour notre défense, les armes qui sont entre nos mains. »

Il s'est trouvé ainsi des anarchistes qui ont tué pour tuer, qui ont tué pour remplir la caisse du parti, qui ont tué pour le besoin de la cause. L'anarchisme, qui a perdu la notion du crime, a appelé cela la *propagande par le fait*.

L'anarchisme n'a pas d'histoire régulière. Il a horreur de la vie publique, il déteste le parlementarisme, il sème la haine dans l'ombre, il prépare de même ses attentats. Au moment où il semble s'être caché à jamais devant l'horreur qu'il inspire, il reparaît tout à coup, comme le nihilisme russe, et frappe de stupéfaction par ses crimes et par son audace.

M. Leroy-Beaulieu s'est demandé un jour ce que pourraient produire dans Paris deux mille anarchistes résolus, armés de la dynamite et des explosifs modernes. Depuis que le célèbre économiste s'est posé cette question, Paris consterné a vu ce dont est capable un

groupe anarchiste beaucoup moins considérable. Il est certain que les inventions modernes ont plus que décuplé les forces de la Révolution violente. Nous avons lu autrefois, avec un vrai saisissement, dans le *Sozialdamokrat*, l'ancien organe du socialisme allemand, un article qui saluait avec enthousiasme cette alliée d'un nouveau genre qui s'appelle la *dynamite*.

Le danger de l'anarchisme a grandi davantage encore par son caractère international. Les anarchistes d'un endroit, d'un pays, savent qu'ils ne sont plus seuls. A l'heure du danger, les conjurés favorisent leur fuite ; dans tous les pays ils trouveront des frères. Le prince de Krapotkine, l'anarchiste allemand Most, le nihiliste russe n'ont été nulle part des exilés ; ils ne l'ont été ni en Suisse, ni en France, ni en Angleterre, ni en Amérique.

LIVRE III.

HISTOIRE SPÉCIALE DU DÉVELOPPEMENT DU SOCIALISME ET DE L'ANARCHISME EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE.

Après avoir retracé rapidement le mouvement gé-
éral du socialisme contemporain, nous croyons
evoir suivre ce mouvement dans les divers pays qu'il
envahis. A nos yeux, nulle étude n'offre un intérêt
lus douloureusement actuel. Nous verrons ce qui,
ans chaque pays, a favorisé ou entravé le mouve-
ient; nous verrons comment le socialisme a su pro-
ter des conditions favorables qu'il a rencontrées et
omment il a réussi à vaincre les obstacles qui s'oppo-
aient à sa propagande. Les socialistes ont prudem-
ient varié leur tactique selon les besoins du moment
u selon les circonstances religieuses, politiques et
ociales qui leur barraient le chemin. Tantôt dissimu-
int leur but, tantôt levant la tête avec audace, ils
'ont pas cessé d'agir. Les fautes des uns furent répa-
ées par l'habileté des autres; l'œuvre, abandonnée
près un échec ou une félonie, a presque toujours été

reprise. Trop longtemps ignoré par les uns, dédaigné par les autres, le socialisme s'impose aujourd'hui à l'attention de tous les gouvernements.

Nous passerons d'abord en revue les principales contrées de l'Europe, en suivant l'ordre alphabétique. Nous ferons suivre chaque fois, s'il y a lieu, l'aperçu plus étendu de l'histoire du collectivisme d'un aperçu plus restreint de l'histoire de l'anarchisme.

I. — Allemagne.

Socialisme.

L'ordre alphabétique donne le premier rang au socialisme d'Allemagne. Ce rang appartient à celui-ci à un autre titre : non seulement l'origine du collectivisme est allemande, mais encore le socialisme collectiviste allemand a pris la direction du socialisme international actuel.

L'histoire du socialisme allemand a trois périodes : la période antérieure à la répression entreprise par la loi contre les socialistes, la période de la répression et la période qui a suivi la répression.

Première période. — Le socialisme allemand, qui joue aujourd'hui un rôle si important, est de date assez récente. Son premier agitateur, le tailleur Weitling, répandit ses écrits incendiaires de 1840 à 1843. Leur impiété forcenée fit sensation, mais leur succès fut peu considérable.

Le père du socialisme allemand, le législateur de l'Internationale, Karl Marx, est connu de nos lecteurs

Il sut former des disciples, mais il sut moins remuer les masses. C'est du dehors, principalement de Londres, qu'il dirigeait le mouvement. Au début, sa propagande obtint peu de succès dans les rangs du peuple, quoiqu'il y employât les associations les plus diverses, en même temps que la presse. Pour déjouer les entraves de la police, on attira les jeunes compagnons allemands en Suisse, particulièrement à Genève et à Zurich; ceux-ci devaient rentrer ensuite dans leur patrie pour y répandre leurs idées subversives. On a remarqué que les premiers partisans de Marx se recrutaient spécialement parmi les tailleurs.

Ce fut Ferdinand Lassalle qui sut en deux ans, de 1862 à 1864, soulever le monde ouvrier de l'Allemagne du Nord jusque-là si difficile à soulever. Lassalle naquit à Breslau en 1823, d'une famille juive. Sa jeunesse fut agitée comme sa vie [1]. Il était doué d'une grande puissance intellectuelle, d'une activité dévorante et surtout d'une audace inouïe. Il mourut en 1864, non pour le peuple, mais pour une femme, percé par la balle de son rival, le boyard valaque Racowitza.

Au moment où Lassalle allait entrer en scène, l'économiste progressiste Schulze-Delitsch était à Berlin le *Roi dans le règne social.* M. de Bismarck, qui

1. Henri Heine, qui avait vu Lassalle à Paris en 1845, a dit de lui : « Il est l'enfant des temps nouveaux; il ne sait rien du renoncement et de la modestie, que nous avons dû pratiquer, *nous autres*, avec plus ou moins d'hypocrisie. Il appartient à une génération qui veut jouir et dominer. » — Les lettres de Lassalle, qui ont été publiées récemment, ne donnent que trop raison à l'appréciation de Heine.

combattait l'influence de Schulze-Delitsch et de son parti, honora Lassalle, sinon de son amitié, du moins de sa sympathie et de son appui.

Lassalle entreprit de détrôner Schulze-Delitsch. Il allait de ville en ville; sa parole populaire et ardente entraîna les grandes assemblées ouvrières, et sa plume achevait ce que sa parole avait commencé. Nous nommons parmi ses brochures les suivantes : *Le Programme de l'ouvrier, la Science et l'Ouvrier, l'Impôt indirect et la Situation des travailleurs, Monsieur Bastiat-Schulze*[1]. »

Schulze-Delitsch appartenait tout entier à l'école libérale du *laisser faire.* Que l'ouvrier ne compte que sur lui-même, qu'il n'accepte ni l'aumône d'un patron ni l'aumône de l'État; que les ouvriers s'associent, à l'exemple des ouvriers anglais; telle était la théorie du *Roi dans le règne social.* Certes, si Schulze-Delitsch n'avait été que docteur en économie, son action n'eût pas été bien grande, mais il sut être organisateur habile et infatigable. Il parvint à former des sociétés de crédit et d'autres associations en grand nombre, et il se rendit ainsi réellement utile au point de vue matériel. Au point de vue moral, son influence fut funeste. N'accordant rien à Dieu dans la vie humaine, il méconnaissait les bienfaits de la religion. Produire beaucoup et consommer beaucoup, c'était selon lui le bonheur de l'homme et de la société. Son système tenait à remplacer la prière par la

1. Lassalle reprocha à Schulze-Delitsch de n'être qu'un plagiaire et d'avoir copié l'économiste français Bastiat.

ecture, la prédication chrétienne par les conférences conomiques; en un mot, la croix par la truelle. Sans e vouloir, Schulze-Delitsch prépara la voie au sociasme; plusieurs de ses disciples devinrent des agitaeurs socialistes.

Comme Schulze-Delitsch, Lassalle ne se contentait as de l'action économique et sociale, il y joignait action politique. Il n'eut pas de peine à faire voir que e système de son rival était le règne de la bourgeoisie. l voulait substituer à la bourgeoisie la classe ouvrière; conviait celle-ci à conquérir à la fois son indépenance politique et économique, avec le secours de État. La guerre qu'il faisait à la bourgeoisie était imlacable.

Pour assurer au peuple l'indépendance politique, assalle réclamait le suffrage universel. Quant à l'inépendance économique de la classe ouvrière, c'est u moyen des sociétés de production subventionnées ar l'État qu'il voulait la conquérir. Nous touchons ici la base même du système de Lassalle.

Ce système part de la *loi d'airain des salaires* pour boutir à la société de production subventionnée par État. *Schulze-Delitsch* disait aux ouvriers : Aidez-vous ous-mêmes. Lassalle répondait : Comment les ouriers pourraient-ils se suffire? Ils gémissent sous la oi d'airain des salaires; ils sont réduits à un salaire ui est mesuré à leur entretien; ils ne peuvent mettre n commun des économies qu'ils n'ont pas et qu'ils ne euvent avoir.

Lassalle faisait dériver la fameuse *loi d'airain*, qu'il

croyait avoir découverte, du régime de l'offre et de la demande. Il distinguait trois éléments dans une entreprise quelconque du capital : la matière première, le salaire de l'ouvrier et le produit ou le bénéfice. L'ouvrier, disait-il, qui contribue principalement au bénéfice, n'y participe point; il est réduit au salaire. Or le salaire n'est point en raison du bénéfice réalisé, mais en raison des nécessités de l'entretien, c'est-à-dire de ce qu'exigent le logement, le vêtement et la nourriture. L'impitoyable concurrence pèse sur le salaire. Pour soutenir la concurrence, le capital est forcé de produire à bon marché; ne pouvant réduire le prix de la matière première, il réduira autant que possible le salaire. Ce n'est pas assez; le salaire est encore livré à l'offre et à la demande.

La moyenne du salaire reste ainsi toujours réduite à l'entretien *nécessaire,* communément en usage dans les rangs du peuple pour la conservation de la vie et la reproduction. Le salaire réel s'agite continuellement autour de ce point, selon Lassalle, comme les oscillations du pendule, sans pouvoir jamais s'élever longtemps au-dessus ni s'abaisser longtemps au-dessous.

Pourquoi le salaire ne pourrait-il pas s'élever longtemps *au-dessus* de la moyenne indiquée? La raison donnée par Lassalle est peu fondée. « Par suite de l'amélioration du sort des travailleurs, il se produirait bientôt un accroissement de population ouvrière, suivi d'une offre plus grande de bras, laquelle ferait baisser aussitôt le salaire. »

Pourquoi le salaire ne pourrait-il pas rester long-

mps fort au-dessous de ce qui est nécessaire à l'en-etien? Ici Lassalle faisait apparaître l'émigration, le libat, l'interruption de la génération des enfants et ıalement, par une suite naturelle de la misère, une minution dans le nombre des travailleurs, suivie une offre moindre de bras, laquelle aurait pour con-quence de ramener le salaire du travail à son pre-ier état de hausse.

C'est là ce que Lassalle appelait la loi d'airain des laires. Il s'entendait merveilleusement à amalgamer vrai et le faux. Il a fait au sujet des conditions du laire des réflexions justes; mais il n'est pas exact de re que l'augmentation de la population ouvrière est ujours en raison de l'amélioration du sort matériel l'ouvrier. Cette assertion est trop souvent démentie ır les faits. La *loi d'airain*, basée sur cette assertion, existe donc pas, et elle n'a jamais existé. Marx n'a mais reconnu la *loi d'airain;* Liebknecht l'a niée au ngrès général de Halle; elle avait été admise par le ogramme de Gotha, mais elle fut écartée du pro-amme d'Erfurt.

Pendant un quart de siècle la *loi d'airain*, que le pro-amme officiel actuel du socialisme allemand n'admet us, joua son rôle dans l'agitation antisociale. « Cette i, immuable et cruelle, étudiez-la, » disait Lassalle ıx ouvriers; « pénétrez-vous-en profondément; qu'elle rme le point de départ de vos réflexions... A qui-nque vous parlera de l'amélioration du sort de l'ou-ier, demandez avant tout s'il reconnaît, oui ou non, tte loi. »

La tactique du maître n'a été que trop fidèlement suivie par les disciples.

Lassalle conviait les ouvriers à briser la *loi d'airain*. Pour briser la *loi d'airain,* il réclamait le secours indispensable de l'État. Il combattait avec véhémence Schulze-Delitsch, qui affirmait que l'État a le devoir d'abandonner l'industrie à elle-même et de la laisser libre dans son mouvement. Il disait ironiquement que Schulze-Delitsch consentait à accorder à l'État le rôle du *garde de nuit,* pour veiller à la sécurité des opérations du capital. Si Schulze-Delitsch demandait trop peu à l'État, Lassalle, de son côté, lui demandait trop.

« Il faut que l'État, disait Lassalle, trouve un moyen d'assurer à l'ouvrier, non pas un salaire arbitraire, mais le *fruit intégral* de son travail. L'État *doit* à l'homme de la quatrième couche sociale *l'instruction,* afin que cet homme puisse comprendre et défendre tous ses droits. L'État lui *doit,* en outre, *les ressources* nécessaires, pour qu'il puisse concourir avec le capital. »

La concurrence avec le capital, Lassalle voulait l'organiser au moyen *des sociétés coopératives de production,* subventionnées par l'État.

Il pensait que 100 millions de thalers, donnés par l'État à des sociétés coopératives de production établies dans tout le pays, suffiraient pour affranchir l'ouvrier et la petite industrie dans le royaume de Prusse.

Lassalle n'obtint pas les 100 millions de thalers, et l'expérience a prouvé depuis longtemps que les sociétés coopératives de production, souvent très utiles, ne sont pas la solution du problème social.

On voit que le socialisme de Lassalle s'éloignait sensiblement de celui de Marx. Le socialisme du premier est plus pratique, celui du second plus théorique. Le premier voulait s'appuyer sur l'État actuel, que le second veut renverser avec la société. Le premier se contentait d'une espèce de socialisme d'État national, le socialisme du second est international. Les théoriciens du collectivisme, Marx et Engels, étaient souvent très durs pour Lassalle et ses disciples.

Cependant Lassalle ébranla la situation de Schulze-Delitsch ; il devint à son tour le *messie des salariés*. Aujourd'hui encore ses disciples le vénèrent avec enthousiasme, malgré les égarements de sa vie et sa triste fin. « Il vivra toujours, s'écria-t-on, quand la balle du boyard valaque Racowitza le frappa à mort; il ne mourra pas, le merveilleux Titan qui nous a apporté la lumière au milieu de nos ténèbres. » Nous ne dirons pas les panégyriques délirants et les comparaisons sacrilèges qui furent prononcés d'année en année sur la tombe de l'agitateur, au jour anniversaire de sa mort[1].

Si Lassalle n'avait fait qu'écrire des brochures et prononcer des discours, son agitation aurait eu le sort

1. Eugène Richter, dans ses *Souvenirs de ma jeunesse*, publiés par la *Freisinnige Zeitung*, en 1892, apprécie sévèrement Lassalle : « J'ai vu, dit-il, à plusieurs reprises Ferdinand Lassalle à Düsseldorf; j'ai entendu aussi le dernier plaidoyer qu'il prononça devant le tribunal de Düsseldorf pour sa propre défense. Je n'ai jamais rencontré depuis, dans ma vie publique, un homme aussi infatué de lui-même et dont tout l'être répugnât davantage au masque de l'ami de l'ouvrier qu'il avait pris. »

de celle de beaucoup d'autres agitateurs socialistes et communistes. Mais il avait fondé, non sans peine, le 22 mai 1863, à Leipzig, l'*Association allemande générale des ouvriers* (der Allgemeine Deutsche Arbeiter-Verein). Cette association continua son œuvre après sa mort, et elle propagea ses doctrines.

Cependant la scission ne tarda pas à se produire, peu de temps après la mort de Lassalle, dans le camp des ouvriers socialistes d'Allemagne. L'opposition la plus sérieuse vint des partisans du socialisme international de Marx. Cette opposition devint rapidement puissante sous la direction de Liebknecht et Bebel, qui entraînèrent les ouvriers de la Saxe et de l'Allemagne du Sud. Nous avons déjà nommé Liebknecht, un des principaux et des plus fidèles disciples de Marx. Bebel, qui avait combattu jusqu'en 1866 dans les rangs des partisans de Schulze-Delitsch, suivit Liebknecht, pour devenir en peu de temps l'agitateur socialiste le plus influent de l'Allemagne.

Les dissidents tentèrent d'abord d'amener à l'Internationale les groupes qui les suivaient.

Ils ne réussirent point, et ils se virent réduits à fonder, au congrès d'Eisenach, en 1869, une association particulière, à laquelle ils donnèrent le nom significatif de *Parti ouvrier socialiste démocratique.*

Les Lassalléens et les *gens d'Eisenach* se combattirent pendant quelque temps assez vivement. Cette lutte ne nuisit pas au développement du socialisme. Le suffrage universel, introduit par la constitution de l'Empire pour l'élection des membres du Reichstag,

offrit aux socialistes l'occasion de s'organiser publiquement comme parti politique. Ils se hâtèrent de le faire. Les élections de 1874 envoyèrent neuf socialistes au Reichstag.

La scission des socialistes en deux camps ne devait plus durer longtemps.

La dissolution de l'*Association générale allemande des ouvriers,* prononcée par le tribunal de Berlin au mois de mars 1875, amena la fusion. Le mur de séparation tomba du coup. Les chefs s'étaient déjà concertés auparavant en secret. Au mois de mai ils réunirent un congrès à Gotha, où fut arrêté le célèbre *programme de Gotha,* qui resta pendant seize ans la charte du socialisme allemand.

Ce programme était le résultat d'un compromis. Quoique l'influence des disciples de Marx, grâce surtout à leur action politique au parlement, fût devenue dominante, ceux-ci surent comprendre la situation et firent adopter dans le programme commun les idées principales du système de Lassalle, à côté de l'idée collectiviste.

C'est ainsi que, dans la première partie du programme, dans la déclaration des principes, il est question de *la loi d'airain du salaire,* qu'il faut briser. Il est dit ensuite que le parti ouvrier socialiste d'Allemagne, qui a conscience du caractère international du mouvement ouvrier, *exerce avant tout son action dans les limites nationales.* Pour préparer la solution de la question sociale, le programme de Gotha réclamait aussi la création de *sociétés coopératives de production, subven-*

tionnées par l'État. — Le congrès de Gotha de 1875 avait siégé sous la présidence de Guillaume Hasenclever, le dernier président de *l'Association générale allemande des ouvriers.*

On comprend aisément qu'il n'était guère possible à Karl Marx d'approuver un programme qui faisait une si large part à ceux qu'il appelait la *secte Lassalléenne.* Avant que le programme ne fût adopté, il avait adressé à quelques-uns de ses disciples, à la date du 5 mai 1875, une critique acerbe du projet qu'on lui avait communiqué; il y appelait le programme projeté une *œuvre absolument condamnable, qui ne pourrait que démoraliser le parti.* Cette critique, tenue secrète par ceux qui l'avaient reçue [1], ne fut publiée qu'au mois de février 1891, par les soins de Frédéric Engels, dans la revue socialiste intitulée : *Les Temps nouveaux.* Engels publia la critique peu de temps avant la revision du programme de Gotha, à l'effet d'obtenir au moins en 1891 ce que Marx avait voulu obtenir en 1875.

Les disciples de Marx ne se laissèrent pas influencer par le maître. Comme Liebknecht en a hautement et publiquement fait l'aveu au congrès d'Erfurt, ils passèrent outre, parce qu'il fallait faire entrer à tout prix dans le *Parti ouvrier socialiste démocratique* les nombreux partisans de Lassalle. « Jamais, a dit Liebknecht, je ne crois avoir rendu de plus grand service au parti qu'à ce moment, en refusant de suivre le conseil de mon ami et de mon maître. »

1. Bracke, Geib, Auer et Liebknecht.

Nous n'analyserons pas le programme de Gotha, qui est abandonné aujourd'hui. Il avait trois parties : celle qui exposait les principes économiques socialistes, ainsi que nous venons de le dire ; celle qui dévoilait les visées politiques et celle qui réclamait les mesures à prendre dans les conditions sociales actuelles. Le programme de Gotha maintint l'union du parti socialiste allemand au plus fort des tempêtes de la période de répression.

A partir de la conciliation de Gotha, les progrès du socialisme allemand furent de plus en plus rapides. Aux élections de 1874 pour le Reichstag, les candidats socialistes réunirent 379.512 voix; aux élections du 10 janvier 1877, ce chiffre s'éleva à 559.211 voix.

L'organisation des forces socialistes parut au grand jour au congrès socialiste qui se tint à Gotha au mois de mai 1877. Quatre-vingt-neuf délégués y prirent part. Le rapport sur la situation générale, qui y fut présenté, énuméra les divers succès électoraux, les sommes considérables réunies par les cotisations volontaires, le nombre toujours croissant des agitateurs de profession et des organes du parti, le chiffre élevé des abonnés et des lecteurs de ces organes. Le rapport rendit aussi compte de l'état prospère des associations qu'on avait fondées. Il y eut bien au congrès de Gotha quelques escarmouches personnelles entre Hasselmann, le disciple trop ardent de Lassalle, et Liebknecht, le partisan enthousiaste de Marx; mais jamais l'union des socialistes allemands ne s'était montrée si forte. Quoique l'on possédât déjà un journal officiel du

parti, le *Vorwaerts*, rédigé par Liebknecht et Hasenclever, on décida encore la création d'une revue scientifique, qui ne tarda pas à paraître sous le titre de *Zukunft* (l'Avenir).

Le congrès de Gotha produisit une grande impression dans les sphères gouvernementales. On put mesurer d'un coup d'œil le danger social qui venait de s'affirmer. Il était impossible désormais de considérer avec dédain un parti antisocial si nombreux, si compact, si décidé, et disposant de ressources si diverses et si puissantes. La presse allemande s'émut et signala la situation, pendant que les socialistes marchaient résolument en avant. Après les élections du 10 janvier 1877, le *Vorwaerts* écrivit : « Nous savons que nos succès serviront de prétexte pour faire édicter contre nous des mesures réactionnaires; nous saurons porter les conséquences de nos triomphes!... Le 10 janvier a montré qu'en Allemagne il n'y a plus que deux partis : le parti des tyrans économiques et politiques, la masse réactionnaire, et le parti de ceux qui sont esclaves, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. D'un côté, nous voyons le capital et, de l'autre, le travail. Nous avons contre nous toutes les fractions de la classe qui possède; nous avons pour nous toute la portion du peuple qui comprend ses intérêts. Debout pour le jour du combat! Marchons à de nouvelles victoires! En avant! »

Deuxième période. — Une première tentative de répression du mouvement socialiste par la législation fut faite en 1875; elle échoua. Le 20 mai 1877, neuf

jours après l'attentat de Hoedel à la vie de l'empereur Guillaume, M. de Bismarck déposa un projet de loi *pour combattre les progrès de la démocratie socialiste;* ce projet de loi fut repoussé à son tour par le Reichstag, le 25 mai, à la majorité de 243 voix contre 60.

Les événements se précipitèrent. Le 2 juin, l'assassin Nobiling blessa l'empereur Guillaume; le Reichstag, qui avait repoussé le projet de loi présenté par M. de Bismarck, fut dissous le 11 juin. De nouvelles élections eurent lieu le 30 juillet; elles donnèrent plus de voix aux socialistes qu'aux élections de 1877, mais le nombre de leurs députés fut réduit de douze à neuf. Le Reichstag fut convoqué le 9 septembre; il ouvrit, le 16 septembre, ses délibérations sur une nouvelle loi contre *les tendances de la démocratie socialiste* dangereuses pour la sécurité publique; le 13 octobre, il adopta cette loi par un vote nominal à la majorité de 221 voix contre 149. La loi fut promulguée le 21 octobre.

Les députés du Centre, les Alsaciens-Lorrains et les Polonais votèrent contre cette loi d'exception. Ils avaient trop de motifs de se prononcer contre les lois d'exception : le Centre connaissait les lois d'exception du Kulturkampf; les Polonais et les Alsaciens-Lorrains vivaient sous des lois d'exception. Du reste, tous ces députés étaient persuadés que la répression violente seule n'aurait pas raison du socialisme.

La loi du 21 octobre 1878 ne devait être maintenue que trois ans, mais elle fut prorogée quatre fois. Elle ne fut plus votée une cinquième fois, et elle tomba enfin le 30 septembre 1890.

La loi du 21 octobre 1878 fut appliquée avec rigueur. Elle permettait aux gouvernements des États confédérés d'interdire les associations, les réunions et les publications socialistes. Elle donnait aux mêmes gouvernements la faculté de prononcer le *petit* état de siège dans les districts les plus exposés à l'agitation socialiste. En vertu des pouvoirs extraordinaires conférés par le petit état de siège, le séjour dans les districts désignés pouvait être interdit aux personnes qui étaient considérées comme offrant un danger pour la sécurité publique. En 1888, le gouvernement de l'empire tenta même d'introduire dans la loi du 21 octobre un droit de bannissement contre ceux qui étaient condamnés en vertu de la loi du 21 octobre.

Certes, cette loi ne resta pas à l'état de lettre morte. Le petit état de siège fut successivement déclaré pour Berlin, Hambourg-Altona, Leipzig, Francfort-sur-le-Mein, Stettin et Spremberg. En dix ans, de 1878 à 1888, 893 personnes furent expulsées des districts du petit état de siège. Les condamnations à la prison furent beaucoup plus nombreuses; d'après un calcul socialiste, toutes ces condamnations réunies produiraient un total de mille années de détention. On supprima 104 publications périodiques socialistes en Allemagne et 1.067 écrits non périodiques; l'entrée en Allemagne fut interdite à 51 publications étrangères. 362 associations diverses furent dissoutes.

Ces mesures prouvent combien le parti démocratique socialiste était fortement organisé en Allemagne au moment de la publication de la loi du 21 octobre.

Outre son organisation politique, à la tête de laquelle se trouvait la fraction socialiste du Reichstag, il possédait des associations de tout genre dans les divers États de l'empire. Il avait son budget de recettes et de dépenses. Il possédait un journal officiel, une revue scientifique, une revue illustrée, plusieurs journaux quotidiens, de nombreux journaux hebdomadaires et un certain nombre d'organes spéciaux. Il s'était formé toute une littérature antisociale, et d'innombrables brochures étaient semées partout. Plusieurs grandes imprimeries appartenaient au parti.

A côté des journalistes, le parti socialiste avait à son service une classe unique d'employés; c'étaient les agitateurs de profession, les orateurs des réunions publiques, régulièrement formés pour le métier de la tribune. De leurs rangs sont sortis plusieurs députés. A l'époque du dernier congrès de Gotha, ces agitateurs officiels étaient au nombre de 145. Ils étaient rétribués, ou du moins indemnisés lorsqu'ils allaient sur tous les points porter la parole dans les réunions publiques, qui avaient ordinairement lieu le dimanche et qui remplaçaient l'office religieux.

Comme un cyclone que rien n'arrête, nous l'avons dit plus haut, la loi du 21 octobre 1878 balaya toute l'organisation extérieure du socialisme allemand. Les journaux, les revues, les brochures furent successivement emportés sans pitié. Les associations de tout genre furent renversées comme des maisons en ruine ou des tours de carton. Les chefs les plus influents furent jetés hors de la sphère de leur activité.

Cependant le parti socialiste allemand ne fut pas détruit. Lorsque la loi du 21 octobre tomba en 1890, ce parti était devenu beaucoup plus fort qu'au moment où la loi lui porta les premiers coups.

Pendant que la loi du 21 octobre était encore en discussion, l'organe officiel du socialisme allemand, le *Vorwaerts*, publia un manifeste du comité électoral central, qui traçait d'avance la conduite à tenir :

« Dans quelques jours notre parti sera privé de son organisation et de sa direction. Si la presse est bâillonnée, si les réunions ne sont plus possibles, nous n'aurons plus, pour répandre nos doctrines dans les masses, parmi les hommes de blouse ou de redingote bigarrée, que la propagande personnelle des adeptes du socialisme... Il reste aux ouvriers la famille, l'atelier, le cercle des amis ; il y a là un triple moyen d'action que personne ne peut nous enlever, et qui nous permettra toujours de propager nos idées et de nous entendre sur nos intérêts communs. Un grand nombre d'écrits traitant la question sociale ont été publiés : étudions-les. L'étude, c'est la lumière, le progrès, le rempart contre l'asservissement de l'esprit. Une chose nous manquera, à la vérité, tant que durera la loi d'exception, l'unité de direction. Nous nous en ressentirons douloureusement ; mais il faut que notre parti se résigne ; son éducation s'est faite depuis quinze ans : il saura éviter les écueils. Compagnons, ce n'est plus en rangs serrés que vous marcherez dorénavant. La situation a changé ; nous changerons de tactique. »

Les craintes au sujet de la direction ne se réalisèrent

point. La direction était toute donnée dans la fraction socialiste du Reichstag, contre laquelle la loi du 21 octobre ne pouvait rien. Les chefs expulsés de leur domicile furent considérés comme des martyrs de la cause commune par les partisans, et leur autorité devint plus grande que jamais. La persécution donna au parti une cohésion qu'il n'avait pas auparavant au même degré.

Au premier moment il y eut bien quelque hésitation dans les rangs et il y eut des défaillances, mais bientôt on sut se réorganiser partout. Les agitateurs expulsés étaient remplacés par d'autres. La presse clandestine fut créée ; elle fit paraître son principal organe, l'organe officiel du parti, le *Sozialdemokrat,* à Zurich en Suisse. Ce journal hebdomadaire, rédigé par l'Israélite Bernstein, avec le concours des chefs du parti socialiste allemand, était frémissant de haine sociale et religieuse. Il était jeté en Allemagne tous les huit jours, comme un brandon, au nombre de plus de dix mille exemplaires, malgré tous les efforts de la police. Lorsque le Conseil fédéral suisse, cédant à la pression de M. de Bismarck, expulsa du territoire suisse les rédacteurs et les éditeurs du *Sozialdemokrat*, celui-ci fut publié à Londres jusqu'au moment où la loi du 21 octobre cessa d'être en vigueur.

Nos lecteurs nous permettront de leur soumettre quelques extraits du *Sozialdemokrat.* Nous les empruntons à une époque peu agitée. Ils y verront le socialisme allemand peint par lui-même.

6 avril 1882. — « Ce n'est pas dans la vie future que

le prolétariat doit attendre son salut, il doit le chercher dans la vie présente. »

27 avril 1882, à l'occasion de la mort de Darwin. — « Qu'est-ce que la mort du plus puissant monarque ou d'un général toujours victorieux en présence de la perte de cet homme? Le prolétariat qui combat pour sa délivrance honorera la mémoire de Darwin. »

15 février 1883. « — Qui est-ce qui a fait entrer dans le monde les idées antichrétiennes, panthéistes, matérialistes, athées? Est-ce le socialisme? Non. Le socialisme était encore ignoré dans le sein maternel de la bourgeoisie quand ces idées étaient déjà en vie.

« Ceux qui répandirent ces idées chez nous, ce furent les grands poètes allemands, les philosophes célèbres; à leur suite les sciences naturelles modernes vinrent tout renverser avec impétuosité...

« Dans sa jeunesse, la bourgeoisie a salué ces idées avec enthousiasme; elles étaient son idéal à l'époque de sa lutte contre l'aristocratie et contre l'Église.

« Ah! que les temps sont changés aujourd'hui! Le jeune compagnon, le travailleur a tout gâté. Quand il était petit et promettait de devenir utile à la bourgeoisie, elle lui donna les classiques, la philosophie, la science naturelle, pour qu'il s'en fît des jouets. Le compagnon a grandi, il a pris ce qu'on lui a donné, il n'en a pas fait des jouets, il en a fait des armes. La bourgeoisie qui connaît la valeur de ces armes en a été prise d'une terreur mortelle. »

22 février 1883. — « Le système matérialiste seul a permis de donner une base scientifique au socialisme. »

19 avril 1883. — « De même que l'invention de la poudre brisa la puissance de la féodalité, la dynamite brisera le despotisme moderne... La fière Albion tremble devant quelques hommes et quelques quintaux de dynamite, et elle a raison de trembler... On a appelé les canons *ultima ratio regum*, la dynamite sera le dernier droit des opprimés... La dynamite, le plus violent des moyens de violence, sera la fin de la politique de la force. »

23 août 1883. — « Marx a produit une révolution dans la science économique, comme Darwin dans les sciences naturelles. »

25 octobre 1883. — « La haine nationale, ainsi que la haine des races, a toujours été nourrie et entretenue par les classes dominantes... Les classes opprimées n'ont pris part aux luttes nationales que lorsqu'elles y étaient forcées par les classes dominantes. »

6 décembre 1883. — « Aujourd'hui comme autrefois nous répudions Hœdel et Nobiling et nous condamnons leurs attentats; mais aujourd'hui comme autrefois nous approuvons les attentats contre un Trepow et contre un Mesenzow. »

3 janvier 1884. — « Aucune organisation extérieure n'unit les socialistes de tous les pays, mais le but commun que nous poursuivons établit entre nous un lien si fort que nul pouvoir au monde n'est capable de le détruire. Les prolétaires qui, en Amérique, dans l'extrême Occident, ont déclaré la guerre au capitalisme, sont des nôtres, non moins que les révolutionnaires de l'Orient, qui luttent sans se lasser contre l'absolutisme des Czars. »

« Nos frères de France peuvent être certains que ni la police de M. de Bismarck, ni la police de M. Ferry, ni une police quelconque ne nous fera oublier les devoirs d'un parti internatienal. »

13 mars 1884. — « Si l'on veut empêcher le socialisme de triompher, il faut supprimer l'industrie moderne. »

10 avril 1884. — « Soyez prêts; à chaque instant, vous pouvez être appelés sous les armes... A chaque instant, le Reichstag peut être dissous... Organisez-vous, faites de l'agitation, faites de la propagande; agissez sans cesse, et ne vous lassez point. Redoublez chaque jour d'énergie, jusqu'à ce que vienne l'heure décisive... Nous avons un moyen que ne possèdent pas nos adversaires, c'est l'enthousiasme! L'*enthousiasme* nous conduira au triomphe. »

17 juillet 1884. — « Vous avez beau faire, Messieurs les idéalistes, vous avez beau multiplier vos dissertations savantes; la démocratie socialiste restera ce qu'elle a été, *athée et matérialiste.* »

Nous n'avons pas cru devoir appeler l'attention sur la violence de l'expression dans le *Sozialdemokrat.* On y appliquait les qualifications les plus odieuses aux souverains; le chef de l'Église était grossièrement outragé; les prêtres n'étaient guère désignés autrement que d'une façon outrageante, ce qui n'empêchait pas les socialistes de dire que la religion est en dehors de leur programme. Le *Sozialdemokrat* ignorait absolument ce qu'il y a de vraie charité, de nobles sacrifices dans la société chrétienne; c'est toujours le mauvais

côté du cœur humain qui paraissait en lui, et il ne voyait dans la société que les plaies. Chaque numéro de cette publication respirait la haine sociale.

Conformément à la loi du 21 octobre, le gouvernement devait présenter chaque année au Reichstag un rapport sur les mesures qui avaient été prises en vertu de la loi. Ces rapports vinrent constater l'un après l'autre ce que nous lisons dans le rapport du 21 novembre 1881 :

« Le mouvement socialiste n'est pas arrêté en Allemagne ; il n'est pas atteint mortellement. Son ancienne organisation subsiste. Il continue ses réunions secrètes, et propage ses publications de tout genre. Il n'a pas renoncé à ses tentatives de s'introduire dans l'armée. Il est vrai qu'il y a eu scission entre le parti socialiste modéré et le parti révolutionnaire; mais les deux partis poursuivent également le renversement de l'état social actuel ; et, quant au danger, les moyens proposés de part et d'autre pour arriver au but se ressemblent. Les socialistes allemands n'ont pas cessé leurs efforts pour entretenir et étendre leurs relations avec les révolutionnaires des autres pays. »

La scission dont parle le rapport du 21 novembre 1881 s'était produite dès la première année qui suivit la mise en vigueur de la loi du 21 octobre. Deux courants se produisirent : celui qui voulait répondre à la répression par la violence et celui de la résistance plus ou moins légale. A la tête des violents se trouvaient le collègue de Bebel et de Liebknecht au Reichstag, Hasselmann, et l'ancien député Jean Most, qui

devint le chef forcené de l'anarchisme allemand. Celui-ci publia l'organe anarchiste, *Die Freiheit* (la *Liberté*), qui parut en Angleterre et qui ne respirait que sang et meurtre.

Pour empêcher la scission de s'étendre et pour fortifier la nouvelle organisation, on s'empressa de réunir un congrès qui siégea hors de l'Allemagne et qui n'hésita pas à exclure du parti démocratique socialiste allemand les deux dissidents Jean Most et Hasselmann.

Au mois d'août 1880, la police constata le départ soudain de certains chefs socialistes de Hambourg, Dresde et Leipzig. Était-ce la fuite? Était-ce la conjuration? On apprit un peu plus tard que les chefs socialistes étaient partis pour assister à un congrès socialiste tenu, du 20 au 23 août, dans les ruines de l'antique château de Wyden, près d'Ossingen, dans le canton de Zurich. Le château, abandonné depuis longtemps, avait été loué à cet effet, dans le but de déjouer les recherches de la police, et avait été muni d'un concierge.

Tout fut significatif dans le congrès de Wyden, jusqu'à cet étrange lieu de réunion : les hommes qui rêvent la ruine de la société, n'étaient-ils pas à leur place au milieu de ces ruines lugubres? Là se trouvaient Bebel, Liebknecht, Auer, Fritzche, Hasenclever, Vahlteich. Tous les socialistes de langue allemande, ceux d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse, ainsi que les socialistes allemands qui vivaient en France, étaient représentés à Wyden par les 86 membres du congrès.

Le congrès remplaça l'ancienne organisation publique du socialisme allemand par une organisation secrète. Le programme de Gotha, qui était maintenu, avait déclaré que le socialisme allemand poursuivrait son but par tous les moyens *légaux* qui sont en son pouvoir; le congrès de Wyden effaça résolument le mot *légaux* dans le programme du parti.

Le congrès de Wyden émit un vote de sympathie pour les nihilistes russes; il décida la création en pays étranger d'une agence centrale destinée à mettre les socialistes allemands en rapport entre eux. La réunion annuelle d'un congrès socialiste ou, en cas d'empêchement, une réunion qui aurait lieu au moins tous les trois ans fut résolue. Le *Sozialdemokrat*, publié à Zurich, fut reconnu comme organe officiel du parti. On fonda à Zurich un dépôt des archives. C'est encore Zurich qui fut désigné pour la publication des écrits de propagande. Enfin, le congrès de Wyden engagea vivement tous les socialistes à prendre part aux élections qui allaient venir. Le congrès fit plus : il envoya un manifeste prétentieux aux socialistes des divers pays qui lui avaient envoyé des adresses. Nous empruntons à ce manifeste les lignes suivantes qui affirment le caractère international du socialisme allemand, en même temps qu'elles dévoilent sa tactique.

« La démocratie socialiste d'Allemagne est persuadée que la révolution, pour être victorieuse, doit être préparée d'avance. Elle considère comme le premier devoir de tout bon révolutionnaire de contribuer à répandre de plus en plus, par une propagande active,

les idées socialistes parmi le peuple, — à rendre plus capables de se défendre et d'agir ceux qui doivent diriger le combat, — à organiser une discipline inflexible, — à affaiblir l'adversaire et à parer ses coups. Nous devons nous tenir prêts avec toutes nos forces pour la commotion universelle qui renversera l'organisation actuelle du monde. Lorsque la marche irrésistible des événements aura amené l'heure suprême, les socialistes sauront montrer qu'ils comprennent leur devoir; ils n'abandonneront rien au hasard; ils seront prêts; ils iront au combat avec l'espoir bien fondé de vaincre. . . . .

. . . .

« Le congrès déclare avant tout que l'affranchissement de la classe ouvrière doit être l'œuvre commune des prolétaires de tous les pays. En face de l'alliance internationale de la réaction et du capitalisme, il faut absolument l'alliance internationale du prolétariat pour combattre les anciennes puissances de l'oppression... »

Le congrès de *Wyden* contribua puissamment à unir et à fortifier le parti démocratique socialiste. Le congrès annuel, que l'on avait fait entrevoir à Wyden, n'eut point lieu; on ne put plus réunir que deux congrès dans la période de répression, le congrès de Copenhague et le congrès de Saint-Gall.

Le congrès de Copenhague dépassa peut-être en importance celui de Wyden. Il siégea du 29 mars au 2 avril 1883. Pour qu'il pût délibérer sans entraves, il fallait déjouer la vigilance de la police allemande. Jusqu'au dernier moment le secret le plus absolu fut

gardé sur le lieu de réunion. Les agents de police, chargés de surveiller les menées socialistes, étaient en voyage dans des directions fausses quand on apprit que le congrès était en pleine activité à Copenhague. Les socialistes danois avaient cédé généreusement à leurs frères d'Allemagne le local où ils tenaient ordinairement leurs réunions.

Le congrès réunit soixante délégués; les socialistes allemands de la Suisse, de Londres et de Paris y étaient aussi représentés. Le délégué des socialistes allemands d'Amérique arriva en Suisse, où il apprit trop tard que le congrès avait lieu en Danemark. Le *Sozialdemokrat* publia le rapport que le député américain devait présenter au congrès. A aucun congrès antérieur, les socialistes de toutes les parties de l'Allemagne ne s'étaient fait représenter aussi régulièrement.

Le congrès eut sept séances, et il dut abréger ses délibérations. Dès le 31 mars, la police danoise prit des informations sur les hôtes étrangers des socialistes danois, et le 1er avril le chef de la police fit prier ces étrangers de quitter Copenhague le plus tôt possible. Presque tous les délégués s'étaient inscrits sous de faux noms dans les hôtels.

L'organe officiel des socialistes publia un compte rendu détaillé des séances du congrès. Bien naïf serait celui qui croirait que l'organe officiel fit des révélations complètes. Néanmoins, ce que le *Sozialdemokrat* a dit est très important. Le congrès délibéra en vrai parlement. Ses séances paraissent avoir été calmes. Il en-

tendit des rapports sur la situation générale, sur l'attitude de l'organe officiel, sur les secours donnés aux victimes de la loi contre les socialistes, sur la manière dont les députés avaient exercé leur mandat au Reichstag. La conduite des députés reçut l'approbation du congrès. On constata que depuis le congrès de Wyden, le nombre des abonnés du *Sozialdemokrat* avait quadruplé. Les dons recueillis en Allemagne pour la cause socialiste par des personnes dûment accréditées s'étaient élevés, depuis le 5 août 1881 jusqu'au 28 février 1883, à la somme de 95.000 marks; de plus, 16.000 marks avaient été adressés à Zurich; enfin, les secours donnés directement, de main en main, furent évalués à 150.000 marks.

Quant à la situation générale, on la présenta telle qu'elle était, avec les revers et les succès. En raison des difficultés qu'on avait eu à vaincre, elle fut considérée comme bonne. Depuis les élections de 1881, la confiance dans l'avenir était devenue plus grande que jamais.

Le congrès se posa nettement toutes les questions importantes du moment. Quelle sera l'attitude des socialistes en présence de la *réforme sociale* entreprise par M. de Bismarck? Si la durée de la loi contre les socialistes est prolongée, quel sera le parti à prendre? Que fera-t-on en vue des élections de l'année 1884?

Le congrès déclara, non sans insolence, que, en matière de réforme sociale, il ne croyait ni à la sincérité ni à la capacité des classes dominantes.

Dans le cas où la loi contre les socialistes serait en-

core maintenue, on continuerait à suivre la tactique qui avait produit jusqu'ici de si bons résultats. On serait prêt pour les prochaines élections. Un manifeste électoral collectif avertirait les électeurs, une brochure où les cas difficiles seraient prévus les guiderait, et un conseil de cinq membres donnerait les renseignements voulus sur toutes les difficultés qui lui seraient soumises. On se mettrait à l'œuvre aussitôt après le congrès. On ne choisirait que des candidats qui accepteraient tout le programme du parti. On ne restreindrait pas la lutte à certaines circonscriptions, mais l'on poserait des candidatures partout où il y aurait des socialistes, afin de réveiller partout la conscience socialiste. Le comité principal de direction serait formé par les députés du Reichstag, qui, par droit de cooptation, pourraient s'adjoindre d'autres membres.

Telles furent les principales résolutions du congrès de Copenhague, que le *Sozialdemokrat* nous a fait connaître[1]. D'après le Dr Zacher[2], d'autres propositions auraient été présentées au congrès et auraient été acceptées par lui ; elles concernent des questions de tactique. Pour tromper les niais *on aurait conseillé d'éviter les attaques contre la religion* (!). On aurait recommandé de faire plus d'agitation parmi les paysans, les femmes et les étudiants. Enfin, conformément au dernier mot d'ordre de l'*Internationale* et aux instructions données depuis plusieurs années aux socialistes de divers pays, on aurait de nouveau résolu d'établir

1. *Sozialdemokrat*, 12, 19 et 26 avril 1883.
2. *Die rothe Internationale*, p. 40 et ss.

partout des *associations professionnelles*, où l'on ferait pénétrer ensuite l'agitation révolutionnaire.

A l'aide du résumé succinct des travaux du congrès de Copenhague, nos lecteurs se rendront, sans doute, facilement compte de l'impression produite par le congrès sur ses membres. Le député qui le présida exprima sa pleine satisfaction avant de prononcer la clôture. Puis, tous les délégués se levèrent, chantèren la *Marseillaise* des ouvriers, et se séparèrent en acclamant par un triple *vivat* la démocratie socialiste.

Ce n'est qu'en 1887, du 3 au 7 octobre, que le congrès dit de *Saint-Gall* parvint à se réunir dans la salle d'une brasserie de Schœnenwegen près de Saint-Gall, en Suisse. Cette fois, ce fut la fraction socialiste du Reichstag qui convoqua en congrès les membres socialistes tant actuels qu'anciens du Reichstag, du Landtag et des conseils municipaux. On choisit ce mode de convocation pour éviter des poursuites judiciaires.

Dans un mémoire publié par les socialistes sur leur lutte de 1878 à 1888, on tint à constater l'entrain et l'ordre parfait qui régnèrent à Schœnenwegen. « On ne s'abandonna pas à des plaintes stériles, » dit le mémoire [1]. — Le congrès de Saint-Gall répudia toute solidarité avec les anarchistes, il repoussa également leur doctrine de l'absolue autonomie de l'individu et leur théorie de violence. Il se prononça contre les impôts indirects et les droits de douane. En fait de réforme

1. *Kein Klagelied, kein Thrænenlied, kein Lied um Jeden, der schon fiel.*

sociale, il déclara de nouveau que le système du gouvernement de l'empire était entièrement insuffisant. Il s'occupa spécialement des futures élections. Il fut résolu qu'une candidature serait posée partout où l'on pourrait espérer recueillir quelques voix socialistes, et qu'on n'accepterait aucune sorte de compromis avec d'autres partis. Quant à l'action parlementaire des députés, le congrès décida qu'elle continuerait comme par le passé; mais il eut soin de rappeler que ce qui importait avant tout, c'était de poursuivre la critique du système économique actuel et de faire de l'agitation sociale. Le congrès invita enfin les représentants du parti socialiste allemand à s'entendre avec les partis ouvriers des autres pays pour réunir en 1888 *un congrès international.*

Une partie du compte rendu du congrès, qui n'est pas la moins intéressante, établit le chiffre total des sommes réunies depuis 1883 pour les besoins du parti socialiste. Ce chiffre est de 188.655 marks. Il se décompose de la manière suivante : 135.748 marks recueillis en Allemagne, et 52.907 marks offerts par les socialistes du dehors. En outre, un membre du bureau mit à la disposition du parti la somme considérable de 20.000 marks.

Les sommes recueillies servirent à faire face aux dépenses électorales, à soulager les familles des socialistes expulsés et à couvrir les frais des procès intentés aux membres du parti.

Sur les trois congrès de la période de répression, deux se tinrent en Suisse; c'est là aussi que se publiait

le journal officiel du parti socialiste allemand. Le gouvernement de l'empire comprit aisément tout l'appui que le parti socialiste trouvait en Suisse; il résolut de le suivre jusque-là. Mais la police des socialistes fut à la hauteur de celle de M. de Bismarck; la première épia la seconde. Le 27 janvier 1888, le député socialiste Singer dévoila du haut de la tribune du Reichstag les agissements de deux agents provocateurs, Charles Schrœder et Chrétien Haupt, qui s'étaient mêlés aux anarchistes de la Suisse et qui avaient pris part à leurs entreprises, pour pouvoir renseigner la police de Berlin. Schrœder, en particulier, avait pris part à la conférence anarchiste où furent résolus les meurtres exécutés par les anarchistes Stellmacher et Kammerer.

Ces révélations produisirent une impression peu favorable. Néanmoins le gouvernement de l'empire poursuivit ses mesures. Il fit expulser du territoire suisse les rédacteurs du *Sozialdemokrat*, qui se réfugièrent à Londres, où leur journal les suivit bientôt[1], pour se répandre de là dans toutes les contrées. On s'y abonnait à Londres, Paris, Édimbourg, Copenhague, Bruxelles, Liège, Verviers, Anvers, Amsterdam, Bucharest, New-York, Philadelphie, Chicago, Cincinnati Charleston, Saint-Louis, Buenos-Ayres, Porto Alegre, Melbourne, Sidney et Sao-Paulo en Brésil.

On pouvait croire que, après l'impression fâcheuse produite par les révélations publiques qui démasquèrent les rapports de Schrœder et de Haupt avec la police de Berlin, celle-ci renoncerait à employer des agents

1. Le 1er octobre 1888.

provocateurs dans ses entreprises contre les socialistes allemands réfugiés en Suisse. L'indignation avait été si vive, surtout en Suisse. Quelle ne fut pas la stupéfaction générale lorsqu'on apprit tout à coup que l'inspecteur de police de Mulhouse avait été arrêté par la police suisse, le 22 avril 1889, le lundi de Pâques, au moment où il allait avoir une entrevue, à l'hôtel de la gare de Rheinfelden, avec celui qu'il employait comme espion ou comme agent provocateur, avec le tailleur Lutz ! Nous ne raconterons pas toutes les suites de cette arrestation. L'incident donna lieu à une longue action diplomatique, qui tint la Suisse, nous dirions presque, l'Europe en haleine.

La campagne contre le socialisme allemand en Suisse fut plutôt favorable que défavorable à la propagande socialiste. Il en fut de même du grand procès qui traduisit quatre-vingt-sept accusés devant le tribunal d'Elberfeld, parmi lesquels les députés socialistes Bebel et Grillenberger, et qui avait pour but d'établir l'existence d'une vaste société secrète dont les députés socialistes faisaient partie. Le procès révéla des misères morales de tout genre et produisit de nombreux témoignages contradictoires, par conséquent des dépositions fausses et des serments faux, mais il n'atteignit pas la fraction socialiste du Reichstag, qu'on voulait atteindre.

Les derniers faits que nous venons de rappeler, les congrès, la presse clandestine, l'action des députés socialistes au Reichstag, la propagande de la famille et de l'atelier servirent évidemment la cause socialiste.

Ce qui maintint avant tout le parti, ce qui lui amena sans cesse de nouvelles forces, ce fut l'association sous toutes ses formes, principalement l'association professionnelle.

Lorsque la loi du 21 octobre 1878 entra en vigueur, le socialisme allemand se réfugia dans les associations de secours mutuels, de musique, de chant, de plaisir et d'amusement, que notre siècle a multipliées : il se réfugia principalement dans les associations professionnelles. Il donna même une impulsion nouvelle au mouvement des associations professionnelles, et bientôt il fut à la tête de ce mouvement. Nous l'avons déjà dit, c'est dans les associations professionnelles que ces membres se donnèrent rendez-vous; c'est là qu'ils agirent dans l'ombre; c'est là que la guerre sourde contre la société fut continuée; c'est là que, aux heures décisives, le mot d'ordre fut communiqué; c'est de là que le socialisme allemand partit, au mois de juillet 1889, pour prendre dans le congrès de Paris, la direction du socialisme international; c'est de là que le même socialisme sortit pour faire les élections du 20 février 1890, qui frappèrent l'Europe de stupeur.

En 1881, les candidats socialistes avaient obtenu 311.000 voix au premier tour de scrutin; ils arrivèrent à 549.990 voix en 1884. Les voix socialistes dépassèrent, en 1887, de près de 300.000 voix (774.182) celles de 1877. Le 20 février 1890, les candidats socialistes réunirent 1.427.877 voix. Ce dernier chiffre proclame bien haut l'impuissance de la loi de répression du 21 octobre 1878.

Si, outre les causes de succès déjà énumérées, nous herchons à nous rendre compte des autres éléments es succès socialistes, il faut reconnaître qu'ils sont aultiples. Les causes générales qui entretiennent esprit révolutionnaire dans les masses sont nom-reuses. La situation politique n'a jamais été sans nxiété, les charges militaires sont lourdes, l'intérêt articulier guide trop souvent les partis conservateurs, es représentants du capitalisme sont presque toujours estés sourds à tous les enseignements des événements; râce au développement de tous les besoins, les ommes sont plus que jamais mécontents de leur ort; enfin, les compensations qu'offre la vie vérita-lement chrétienne sont moins comprises que jamais C'est dans ces circonstances que les congrès socialistes nternationaux de Paris sont venus pousser avec une uissance exceptionnelle le cri de Karl Marx : « Prolé-aires du monde, unissez-vous! » — Une agitation ourde s'est emparée du monde ouvrier; il se pro-uisit des grèves telles qu'on ne les avait jamais vues, t ces grèves s'organisèrent là où on ne les avait pas rues possibles.

En même temps, les socialistes allemands dé-loyèrent une activité digne d'une meilleure cause. eurs chefs étaient partout, au congrès de Paris, au rocès d'Elberfeld, aux séances du Reichstag. Cette ctivité extérieure était dépassée par une autre activité, ui se dérobait même aux regards scrutateurs de la olice. Nous avons vu plus haut comment, à la suite e la loi contre les socialistes, ceux-ci surent s'orga-

niser secrètement partout; comment ils surent multiplier toutes les formes de l'association. Les promenades mêmes et les parties de plaisir dans les bois, si chères aux Allemands, furent exploitées. Rien n'était plus facile que de faire parvenir partout les instructions données par les chefs occultes. Dans les ateliers où les ouvriers se rencontrent tous les jours, on pouvait s'entendre sans éveiller l'attention; on pouvait prendre et faire prendre des engagements. Puis, le *Sozialdemokrat,* répandu clandestinement, venait, de semaine en semaine, apporter une parole passionnée, qui agissait avec la puissance du journal interdit, avec la puissance du secret ou du mystère.

Trente-cinq députés socialistes furent élus en 1890. Pour le parti, le premier but à atteindre n'était cependant pas l'action politique au sein du parlement. Avant tout, les socialistes veulent se compter; ils veulent, au moyen de l'agitation, répandre leurs idées. Quand ils seront le nombre, disent-ils, la révolution définitive se fera d'elle-même.

Troisième période. — Après le succès électoral du parti socialiste en 1887, le gouvernement de l'empire avait songé à introduire dans la loi du 21 octobre un droit d'expatriation et de bannissement par un projet de loi qui portait la date du 14 janvier 1888; le Reichstag avait repoussé la proposition du gouvernement et, au lieu de prolonger la durée de la loi du 21 octobre de cinq ans, comme le demandait le gouvernement, il ne l'avait prolongée que de deux ans, du 30 septembre 1888 au 30 septembre 1890. Déjà en 1889 le gou-

ernement résolut de rendre permanente une loi si eu efficace.

Le projet de loi qu'il présenta dans ce but au Reichsıg contenait quelques modifications qui semblaient ttténuer certaines dispositions de la loi du 11 octobre. ependant, dès le débat général en première lecture, sort du projet parut douteux. Un petit groupe de éputés du Centre qui avait voté pour la prolongation e la loi en 1887, déclara catégoriquement, par la ouche d'un de ses vétérans les plus vénérés, Pierre eichensperger, que désormais la loi contre les sociastes était jugée. Le projet du gouvernement fut renoyé à une commission, qui accepta la durée indéfinie e la loi, mais seulement à la condition qu'elle n'acordât plus à l'administration la faculté d'expulser des erritoires mis en état de siège les meneurs qui lui paıissaient plus dangereux.

En troisième lecture, les Conservateurs déclarèrent e pas pouvoir voter pour un projet de loi ainsi mutilé, ui enlevait au gouvernement son arme principale. n conséquence, les Nationaux-libéraux se trouvèrent resque seuls à voter pour le projet de loi, qui resta n minorité. Le vote qui amena ce résultat eut lieu le 5 janvier 1890, quelques semaines avant les élecions du 20 février, qui devaient déplacer complèteıent la majorité dans le parlement allemand.

Le 1er octobre 1890 les socialistes allemands rentrèent sous le régime du droit commun. Ils célébrèrent jour comme un jour de triomphe. A Berlin, ils s'éıient réunis la veille dans les grandes salles où ils

avaient coutume de tenir leurs assemblées, et ils attendirent avec impatience que minuit eût sonné, pour saluer l'heure de la délivrance. Leurs chefs leur adressèrent des discours qui exprimaient leur joie et leurs espérances.

Dans les quartiers ouvriers de la capitale, la couleur rouge se montrait partout dès la pointe du jour.

La direction du parti ne perdit point de temps. On avait compris qu'une situation nouvelle demandait une organisation nouvelle.

Un congrès général se réunit, dans ce but, à Halle, du 12 au 18 octobre. Pour répondre aux exigences des législations des divers États de l'empire, il constitua le socialisme allemand en parti politique, sous le nom de *Parti démocratique socialiste de l'Allemagne.*

Est membre de ce parti toute personne qui en adopte le programme et est prête à lui donner son appui. Les membres, dans les diverses circonscriptions électorales, nomment chaque année dans des réunions publiques des *hommes de confiance;* c'est avec ceux-ci que correspond la direction centrale ou le *comité directeur.*

Le parti est représenté par une assemblée générale ou un congrès, qui se réunit chaque année. Ce congrès est formé par les délégués des diverses circonscriptions électorales, par les députés socialistes du Reichstag et par les membres de la direction centrale. Le comité directeur se compose, à son tour, de douze membre, à savoir de deux présidents, de deux secrétaires, d'un caissier et de sept contrôleurs. Tous ces fonctionnaires du parti sont nommés par le congrès annuel.

Pour que rien ne manquât dans l'organisation générale, il fut décidé à Halle que le parti aurait son journal officiel.

Il va sans dire que les chefs les plus connus du socialisme allemand entrèrent dans le comité directeur : l'ancien fabricant de manteaux de femme, le juif millionnaire Singer, fut nommé président, Bebel devint trésorier et Auer fut désigné comme secrétaire. Le journal officiel, le *Vorwaerts*, fut confié à Liebknecht.

Ce journal devait indiquer la voie et donner le ton à tous les autres journaux socialistes, qui semblèrent sortir de terre et devinrent en peu de temps plus nombreux qu'ils ne l'avaient été avant la loi du 21 octobre 1878.

La réorganisation du socialisme allemand réclamait un nouveau programme. Le programme de Gotha, imposé par les circonstances en 1875, ne pouvait être maintenu. La revision, demandée depuis longtemps, fut votée à l'unanimité au congrès de Halle, sur la proposition de Liebknecht.

Il était facile de prévoir que les théories de Marx triompheraient dans le nouveau programme. Le culte de Lassalle se maintenait toujours, mais la plupart de ses idées avaient fait leur temps.

La voie fut préparée au nouveau programme par la publication venue de Londres, dont nous avons parlé plus haut, qui tomba comme une bombe au milieu des combinaisons qui s'élaboraient. L'ancien collaborateur de Marx, le patriarche du socialisme marxiste,

Frédéric Engels, veillait à Londres; il voulait empêcher à tout prix un nouveau compromis.

En 1875, Marx avait écrit une critique extrêmement vive, presque violente, du projet du programme de Gotha; cette critique avait été adressée, le 5 mai 1875, au socialiste Bracke, pour être discrètement communiquée à un petit nombre de socialistes influents. Quelques chefs du parti seulement en eurent connaissance à cette époque. Bebel ne fut pas de ce nombre, malgré le désir exprimé par Marx. A l'insu du comité directeur, Frédéric Engels fit paraître, au mois de février 1891, dans la *Neue Zeit*, l'implacable critique du programme de Gotha. Une véritable stupéfaction accueillit cette publication; on tenta même de mettre en doute l'authenticité de la pièce, mais le *Vorwaerts* s'empressa de dissiper les doutes. L'autorité de Marx fit le reste. La critique d'outre-tombe donna le coup de grâce au programme de Gotha.

Le congrès général d'Erfurt, réuni du 14 au 20 octobre 1891, dota le socialisme allemand de son programme actuel, appelé le programme d'Erfurt. Le projet de ce nouveau programme fut présenté par le comité directeur dans le sens du plus pur marxisme. la *Neue Zeit* le modifia et le rendit plus précis, la commission revisionniste du congrès d'Erfurt l'amenda légèrement, et Liebknecht le fit voter par le congrès.

Liebknecht opéra très habilement. Il couvrit d'abord de fleurs le programme de Gotha, *qui avait rendu de si grands services, mais qui se trouvait condamné par la science.* Il fit ensuite l'apologie du nouveau pro

gramme, de ses déclarations et de ses revendications, et il conjura le congrès de ne pas trop s'attacher aux mots. « Il n'existe pas de programme parfait, dit-il. L'essentiel, c'est que le programme marque d'une manière claire et précise le but que nous voulons atteindre... A vous d'y mettre le vrai sens... Que tous nos efforts tendent à le réaliser. » Un tonnerre d'applaudissements accueillit les conclusions du vieux révolutionnaire. On proposa de passer à l'ordre du jour sur tous les amendements et de voter en bloc le projet de programme proposé par la commission. Ce vote eut lieu à l'unanimité aux applaudissements des membres du congrès, le 21 octobre 1891. Le socialisme allemand avait passé tout entier sous le drapeau du socialisme marxiste.

Si le programme d'Erfurt n'est point parfait, il est au moins très habilement conçu. Il est tout aussi remarquable par ce qu'il a évité de dire que par ce qu'il a dit. Tout ce qui peut gêner la propagande socialiste et l'union du parti est simplement écarté.

Le programme d'Erfurt évite avec soin de parler de l'État futur (Zukunftstaat) que le socialisme entend créer. Liebknecht s'est contenté de déclarer que le développement économique amènera de lui-même la société de l'avenir et qu'il est, en conséquence, très oiseux de vouloir parler dès maintenant de la nature et de l'organisation de cette société!

La même méthode a été suivie à l'égard des derniers débris des théories de Lassalle. Le programme d'Erfurt les ignore. Il ne parle ni *de la loi d'airain,* ni des *so-*

ciétés coopératives de production subventionnées par l'État, ni du *produit intégral du travail,* ni d'une action socialiste circonscrite par *les limites nationales,* ni de *la masse réactionnaire.* Bien plus, le programme d'Erfurt, dans sa partie générale, ne parle plus de l'*État* socialiste, il ne prononce pas ce mot.

Ce qui peut-être étonnera davantage, c'est que le programme d'Erfurt ne mentionne même plus le principe qui est inscrit en tête du programme de Gotha; il ne dit plus que *le travail est la source de toute richesse et de toute culture.* C'est que la critique du maître avait paru, et que celui-ci s'était ri des conséquences que le programme de Gotha avait tirées d'un principe faux.

Le programme d'Erfurt va si loin dans sa prudence que, pour empêcher le système socialiste et le nouveau programme de crouler par la base, il ne fait pas plus mention de la théorie de la valeur selon Marx que du principe du programme de Gotha.

Passant à côté de principes trop contestables et justement contestés, le programme d'Erfurt, dans sa partie générale, entre de but en blanc dans le domaine des faits économiques. Il expose à sa manière les conséquences de la production capitaliste. Il voit le remède dans la propriété collective des instruments de production. Il déclare que la substitution de la propriété collective à la propriété privée doit être l'œuvre de la classe ouvrière. Il convie celle-ci, en conséquence, à une lutte politique internationale qui doit lui livrer partout le pouvoir.

Dans la partie pratique, le programme d'Erfurt ou-re largement les portes à l'agitation politique. Il eut :

1° Le suffrage universel étendu aux deux sexes et à utes les élections,

2° La législation directe par le peuple,

3° L'éducation donnée en vue du service militaire énéral,

4° L'abrogation de toutes les lois qui entravent la bre manifestation des opinions,

5° L'abrogation des lois qui, sous le rapport des roits publics et privés, placent la femme dans une ituation d'infériorité vis-à-vis de l'homme,

6° La religion déclarée chose privée,

7° La laïcisation de l'école... et la gratuité de l'ins-ruction, des fournitures scolaires et de l'alimentation,

8° La gratuité de la procédure et de la défense de-ant les tribunaux... et l'abolition de la peine de nort,

9° La gratuité de l'assistance médicale... et de l'in-umation,

10° L'impôt progressit sur le revenu et sur le ca-ital.

En ce qui concerne la protection de la classe ou-rière, le parti démocratique socialiste allemand ré-lame :

1° Une législation protectrice efficace, nationale et iternationale, basée sur les principes suivants :

a) Fixation d'une journée normale de travail qui ne épassera pas huit heures,

b) Interdiction du travail des enfants âgés de moins de quatorze ans,

c) Interdiction du travail de nuit, excepté pour les industries dont la nature exige le travail de nuit,

d) Un intervalle non interrompu de repos d'au moins trente-six heures par semaine,

c) Interdiction du système appelé le Trucksystem;

2° La surveillance de toutes les industries par un secrétariat général du travail, par des inspecteurs divisionnaires et par des chambres du travail;

3° L'assimilation des droits des ouvriers agricoles et des domestiques à gages aux droits des ouvriers industriels, et l'abolition du règlement pour les domestiques;

4° La sauvegarde du droit de coalition;

5° La monopolisation de toutes les assurances ouvrières à opérer par l'empire, avec la participation efficace des ouvriers à l'administration de ces assurances.

Le but poursuivi par les auteurs du programme d'Erfurt est évident : ils ont voulu parer aux scissions doctrinales dans la partie théorique du programme; en même temps, ils ont voulu grouper autour du drapeau socialiste le plus de mécontents possible.

Le programme d'Erfurt est un appel à l'action, à l'agitation sur toute la ligne. D'un bout de l'Allemagne à l'autre, dans la presse et dans les réunions publiques, la propagande socialiste s'est mise à commenter le programme. Les agitateurs, depuis Bebel et Liebknecht jusqu'au plus jeune ouvrier transformé en

tribun, se sont attachés principalement à développer dans le sens socialiste les conséquences de la production capitaliste.

L'élasticité du programme d'Erfurt a permis au parti démocratique socialiste allemand d'avoir une espèce de droite et une espèce de gauche. A la tête de cette droite d'un nouveau genre s'est placé le chef bavarois de Vollmar, à qui un mariage très riche a permis de se donner une villa toute bourgeoise, et qui a cru pouvoir aller récemment jusqu'à appeler la société de l'avenir, le *rêve* de l'avenir. Il a provoqué un petit orage en se montrant favorable au socialisme d'État.

Les indépendants, appelés aussi les *Jeunes*, dont les chefs ont été excommuniés à Erfurt, ne laissent pas que de faire beaucoup de bruit à Berlin.

Pour parer à des divergences trop marquées dans l'interprétation du programme d'Erfurt, le socialisme allemand fit publier un double commentaire, plus ou moins officiel, du programme, un petit et un grand catéchisme. Le petit catéchisme porte le titre : « Principes et revendications de la démocratie socialiste »; il est l'œuvre de Charles Kautsky et de Bruno Schœnlank. Le commentaire principal, intitulé : « Le programme d'Erfurt interprété dans sa partie générale », est dû exclusivement à la plume de Kautsky, le rédacteur principal de la revue socialiste *Die neue Zeit* et l'une des célébrités dogmatiques du socialisme allemand.

Deux faits peuvent servir encore à caractériser la situation actuelle du socialisme allemand. Ce sont le

congrès de Berlin du mois de novembre 1892 et le débat de quatre jours suscité au Reichstag, le 31 janvier 1893, par le député catholique Bachem, qui somma les socialistes de donner enfin une définition précise de l'*État de l'avenir* (Zukunftstaat), promis par eux aux populations ouvrières.

Le congrès de Berlin n'eut pas l'importance des congrès d'Erfurt et de Halle. Il siégea du 14 au 21 novembre 1892. Le nombre des délégués fut de 228, parmi lesquels on ne comptait que peu d'ouvriers proprement dits[1]. Le congrès eut pour résultat principal de maintenir la paix dans le parti. Il se prononça contre le socialisme d'État et contre l'antisémitisme. Le comité directeur resta le même; il y eut dans son sein un changement peu important : le caissier Bebel et le coprésident Gerisch échangèrent leurs fonctions.

D'après le rapport annuel présenté au congrès de Berlin par le comité directeur, les cotisations des membres du parti s'élevèrent, depuis le 1er octobre 1891 jusqu'au dernier septembre 1892, à la somme de 231.895 marks.

Le parti disposait, au mois de septembre 1892, de 70 feuilles *politiques*, savoir : 32 paraissant six fois, 20 paraissant trois fois, 6 paraissant deux fois et 12 paraissant une fois par semaine. Le parti avait dépensé, dans une seule année, plus de soixante mille marks pour subventionner cette presse. Il avait, en outre, donné au journal socialiste belge *Le Peuple*

1. Les agitateurs socialistes, pour être plus libres dans leur action, entreprennent souvent un négoce quelconque.

ne subvention de 4.000 marks, *pour l'aider dans sa lutte en faveur du suffrage universel.*

Nous empruntons encore au rapport du comité directeur la déclaration suivante concernant le serment :

« Le parti démocratique socialiste n'a jamais caché qu'il repousse la forme religieuse du serment ; la signification religieuse du serment ne le touche pas. Il reconnaît à l'État le droit d'imposer le témoignage obligatoire devant les tribunaux, témoignage qu'il considère cependant comme une obligation civile et humaine. En face de cette obligation, un témoin peut en refuser le serment, mais on ne saurait lui reconnaître le droit du mensonge. »

Du 31 janvier au 7 février 1893, le socialisme allemand se trouvait assis sur la sellette du Reichstag. Les députés socialistes avaient été plus que jamais d'une humeur provocatrice quand, passant du rôle défensif au rôle offensif, le député Bachem les interpella sur leur société de l'avenir : « Vous attaquez sans cesse l'organisation sociale actuelle, leur dit-il; dites-nous d'une manière précise quel est votre État de l'avenir (Zukunftstaat). Vous conviez l'ouvrier à marcher avec vous; avant de vous suivre, l'ouvrier raisonnable veut savoir quel est en réalité cet État vers lequel vous prétendez le conduire. Oui, l'ouvrier vous demande de lui tracer d'une manière claire et saisissable le plan de votre organisation sociale future. Ne dites pas : « Nous en parlerons quand nous serons arrivés au but. » Cela reviendrait à dire : Je dormirai dans telle maison, quand je l'aurai; comme je ne sais pas

encore actuellement si je l'aurai, je me dispense en attendant de dormir. » — Bebel demanda le renvoi de la discussion à la prochaine séance. Sa réponse fut alors ce qu'elle aurait été s'il avait répondu immédiatement. Il s'en prit au terme d'État, dont son adversaire s'était servi. « Si vous aviez étudié la littérature socialiste contemporaine, répliqua-t-il au député Bachem, vous n'auriez pas songé à nous poser votre question relative à l'*État* de l'avenir, par le motif bien simple que nous ne voulons pas d'*État* de l'avenir. Je le reconnais, il y a dix, douze ou quinze ans, une question de ce genre aurait pu nous être adressée, parce que la démocratie socialiste, au point de vue de la théorie, n'était pas aussi avancée qu'aujourd'hui. Nous ne sommes pas seulement un parti révolutionnaire, pour me servir de votre manière de parler; nous sommes encore un parti qui tend toujours à progresser, un parti qui apprend toujours, qui passe sans cesse par une *mue spirituelle*[1]. »

Bebel, se servant avec complaisance de son expression de mue spirituelle, énuméra aussitôt une série de transformations amenées par cette mue. Si le socialisme allemand ne veut pas *d'État* de l'avenir, il veut une *société* de l'avenir. Bebel s'est gardé de trahir les secrets de l'organisation de cette *société* de l'avenir, « Il est superflu, dit-il, de parler dès maintenant de cette organisation, car nous ne savons pas quelle sera

1. Séance du Reichstag, 3 février 1893, compte rendu sténographique, p. 814.

situation quand cette organisation devra être éta-
ie. »

En terminant son discours, Bebel jeta au Reichstag blasphème grossier de Heine : « Nous abandonnons ciel aux anges et aux moineaux. »

Dans une réplique, le député Richter appuya impi-yablement sur la *mue* du socialisme en général et sur elle du député Bebel en particulier. Il tira aussi, avec ne logique inflexible, les conséquences du seul dogme ositif du socialisme, celui de la propriété collective vec la réglementation de la production et de la con-ommation.

Chose étrange, un parti qui n'a aucun plan précis de éorganisation sociale, convie les ouvriers du monde ntier à s'unir pour la destruction de l'édifice social ctuel; et, alors qu'il ne sait pas ce qu'il donnera aux iasses altérées de jouissance, il affirme avec une au-ace inouïe qu'il est le salut.

Peu de temps après la discussion parlementaire sur société de l'avenir du socialisme, le Reichstag fut issous parce qu'il avait repoussé l'augmentation de armée, demandée par le gouvernement. Les nouvelles lections eurent lieu le 15 juin 1893, au milieu d'une rande agitation et dans les circonstances les plus fa-orables au socialisme. Les candidatures socialistes, osées dans 386 circonscriptions sur 397, réunirent .786.738 voix; 44 députés socialistes furent élus.

Dans le rapport présenté au congrès annuel quel-ues mois plus tard, les chefs du socialisme allemand endirent compte à leur manière de ce triomphe, et ex-

posèrent tout le plan de leur organisation électorale avec cinquante-trois comités spéciaux.

Ce congrès, réuni du 22 au 27 octobre 1893 dans la catholique ville de Cologne, dans le but avéré de déclarer la guerre aux catholiques, ne fut pas aussi important qu'on eût pu l'attendre. Il traita de l'amélioration de la presse socialiste officielle et de l'agitation à la campagne, qui n'avait pas produit les résultats espérés. Il approuva la ligne de conduite des députés socialistes. Il régla la célébration de la fête du 1er mai et recommanda le chômage de ce jour, partout où les circonstances le permettaient. Il sépara la cause du socialisme de celle de l'antisémitisme. Il demanda une agitation incessante en faveur du suffrage universel.

On avait reproché au comité directeur du parti socialiste de ne pas appuyer assez efficacement le mouvement de l'association professionnelle. Une discussion extrêmement vive, qui dégénéra en véritable dispute, fut soulevée par ce reproche. Les principaux membres du comité directeur prirent à partie le chef du mouvement de l'association professionnelle, Legien. Le comité directeur avait évidemment peur de voir surgir en face de lui, par l'organisation spéciale du mouvement de l'association professsionnelle, une influence gênante; il craignait aussi que, à force de songer à satisfaire les intérêts de la profession, on n'oubliât le but final du mouvement socialiste, qui n'est pas d'améliorer l'état social actuel, mais de renverser la société.

Jamais Bebel ne fut plus violent que dans ce débat. En général, il prit au congrès de Cologne des airs de dic-

ıteur. Cette attitude n'empêcha pas les dissentiments u parti de se produire plus ouvertement que jamais. Le socialisme allemand a gagné en extension; il a erdu en union.

Anarchisme.

L'influence plus ou moins grande de l'anarchisme ans un pays dépend du caractère général de la popu-ıtion et de l'organisation du socialisme. La forte or-ınisation du socialisme collectiviste en Allemagne a ›ujours empêché l'anarchisme d'y arriver à un déve-ıppement bien considérable. Cependant le socialisme lemand, si actif, si âpre à la besogne, a produit beau-›up trop d'ennemis de la société; il n'était guère ›ssible que, dans les rangs de ces ennemis de l'ordre ›cial, il ne se trouvât pas un certain nombre d'hom-ıes portés à employer les moyens violents.

Nos lecteurs savent déjà que l'anarchisme a été in-oduit en Allemagne, en Autriche et dans une partie e la Suisse par l'ancien collègue de Bebel et de Lieb-ıeckt, Jean Most. Le journal anarchiste, la *Liberté* *'reiheit*), que Most publia d'abord en Angleterre, pé-étra longtemps en Allemagne au nombre de plusieurs entaines d'exemplaires. L'*Autonomie,* qui remplaça *Freiheit* à Londres, sut trouver à son tour le chemin e l'Allemagne.

L'anarchisme agissant presque toujours en secret, ›n histoire ne se révèle guère que par les procès, les ttentats et les crimes.

Un attentat qui aurait pu prendre des proportions

formidables et qui émut vivement l'opinion publique, fut l'attentat projeté pour le jour même de l'inauguration du monument national de *Nierdewald* par l'empereur Guillaume. Le député Richter en parla le premier dans une séance de la commission de la loi contre les socialistes, le 26 avril 1884; le ministre de Puttkammer se garda de démentir l'assertion de Richter, à laquelle il fit même allusion dans une séance plénière du Reichstag. — D'après la presse allemande, les révélations de l'anarchiste Rupsch auraient enlevé tout doute à ce sujet; une descente judiciaire aurait eu lieu le 5 et le 6 juillet; elle aurait amené la découverte d'une quantité considérable de dynamite à l'endroit indiqué par Rupsch.

Le 1er juillet 1885, l'anarchiste Lieske, cordonnier de profession, traduit devant la cour d'assises de Francfort sous la prévention d'avoir assassiné le conseiller de police Rumpff, fut condamné à mort. Lieske ne fit pas d'aveu. En apprenant sa condamnation, il s'écria, en s'adressant à ses juges : « Malheur à vous! vous ne survivrez pas longtemps à votre arrêt de sang; vos noms seront cloués au pilori! » Puis il dit au procureur : « Vous ne condamnerez plus personne. »

Au commencement du mois d'avril 1892, quatre anarchistes polonais, élégamment vêtus, se rendirent de Berlin dans le grand-duché de Posen. Ils se présentèrent au curé de Koscielek, le doyen de Poninski. Ils lui réclamèrent tout son argent, au nom d'un arrêt de condamnation porté par leur parti. Le curé, blessé par un premier coup de revolver, se précipita par la fenêtre

lans le jardin, où deux balles vinrent encore l'atteindre. ,es cris de secours et les détonations réunirent un rand nombre de paysans polonais, qui se mirent réso-ument à la poursuite des anarchistes et engagèrent la utte contre eux. Deux anarchistes tombèrent, et les eux autres, se voyant dans l'impossibilité de fuir, ournèrent leurs armes contre eux-mêmes. On trouva ur les cadavres des anarchistes des cartes rouges en-adrées de noir et une liste de curés polonais. Sur une des cartes on lisait l'arrêt suivant : « Le comité es anarchistes polonais ordonne au doyen de Poninski e livrer tout l'argent qu'il possède, pour les besoins e l'organisation des anarchistes polonais. En cas de ésobéissance ou de dénonciation à la police, le comité xécutif punit de mort le doyen de Poninski. — Le ecrétaire. »

Le 9 juin 1893, la cour de Leipzig condamna à des eines très sévères quatre mineurs convaincus d'ap-artenir au club anarchiste de l'*Autonomie* de Londres, ui avaient excité les mineurs du district de la Ruhr, l'occasion d'une grève, à recourir à la *propagande ar le fait*.

II. — Angleterre.

Socialisme.

Le mouvement socialiste a été plus lent en Angle-erre qu'on ne pouvait le supposer. Cependant il s'est ccentué davantage depuis plusieurs années. L'Angle-erre a aujourd'hui deux groupes socialistes assez

puissants ; le socialisme est représenté au parlement, et il exerce une influence visible sur les congrès des associations professionnelles.

Comment se fait-il que le socialisme n'ait pas complètement envahi l'Angleterre ? Ce pays a devancé tous les autres dans les voies de la production capitaliste; son prolétariat est depuis longtemps organisé dans ses Trade-Unions ou ses associations professionnelles ; de plus, il a donné asile à tous les conspirateurs et il a vu naître l'Internationale.

Les essais communistes d'Owen ont eu lieu de bonne heure en Angleterre. L'agitation *chartiste*, qui avait un but social, a été considérable. Non seulement l'Internationale a été fondée en Angleterre, mais elle a compté, avant la fin de l'année 1886, 25.175 membres. Toutes les conditions ordinaires du succès de la propagande socialiste étaient là, surtout un prolétariat plus nombreux et un capitalisme plus accentué que partout ailleurs. Les efforts de propagande n'ont pas manqué. « Si l'Angleterre est pour nous, écrivait en 1878 un correspondant de l'ancien *Vorwaerts* allemand, le mouvement sera irrésistible. » Ce correspondant voyait s'ébranler à une époque indéterminée les légions des prolétaires britanniques. Cependant ces légions ne se sont pas encore ébranlées. Pourquoi ne l'ont-elles point fait? Est-il à craindre qu'elles le fassent?

L'insuccès relatif des théories socialistes est diversement expliqué. « Nous sommes convaincu, disait le *Spectator* du 15 juin 1878, que, si les campagnards

nglais sont restés spectateurs impassibles au milieu le l'agitation du socialisme, qui régnait dans d'autres ays, c'est grâce à l'existence d'une loi des pauvres. e prolétaire la trouve pour ainsi dire au seuil de sa orte; elle lui tend une main amie et le détourne de a route misérable dans laquelle il n'aurait trouvé que 'horrible perspective de mourir de faim. » Cette adniration pour le *poor law* est loin d'être partagée par out le monde, même en Angleterre. Certes, ce n'est as devant une taxe des pauvres que le socialisme alemand songerait à désarmer.

D'autres ont attribué le peu de succès du socialisme n Angleterre à la liberté de tout dire, de tout écrire, le tout produire en public, qui aurait mis l'ouvrier nglais à même de se rendre compte de l'insanité des loctrines socialistes. Nous nous contentons de faire bserver que le socialisme, loin de considérer cette iberté de tout dire comme peu favorable, la réclame u contraire dans tous les programmes du parti. — Le orrespondant de l'ancien organe du socialisme allenand, du *Vorwaerts*, que nous venons de citer, attribue l'indifférence de l'ouvrier anglais à l'ignorance dans laquelle il se trouve par rapport à la doctrine libératrice : l'ouvrier anglais n'aime pas cette doctrine, selon le correspondant, parce qu'il ne la connaît pas.

Les causes qui, à notre avis, ont ralenti jusqu'ici le mouvement socialiste en Angleterre sont multiples. L'ouvrier anglais en général est religieux; il a une aversion instinctive pour un système social qui est la négation de toute religion. Le *Vorwaerts* s'est plaint

plus d'une fois de ce qu'il appelait *la superstition religieuse* du peuple anglais.

A cette première cause de l'insuccès du socialisme nous en ajoutons une autre que nous trouvons dans le caractère de l'ouvrier anglais. Celui-ci est positif, très préoccupé de ses intérêts immédiats et peu accessible aux rêves théoriques. Dans une réunion publique, une motion ayant pour but la hausse de son salaire trouvera bien plus aisément son adhésion qu'une motion qui se rapporterait à la propriété collective. « Les neuf dixièmes des paroles et des propositions d'un congrès ouvrier anglais, écrit un publiciste, se rapportent à l'administration intérieure du pays ou aux intérêts particuliers de chacun. Il ne se passe rien de pareil dans les congrès ouvriers français dans lesquels les lois soumises à la Chambre ne sont pas même mentionnées. »

Il faut reconnaître aussi une grande influence à l'organisation du monde ouvrier en Angleterre. L'association y a atteint presque le dernier degré de son développement. L'ouvrier anglais est peu libre dans son mouvement individuel; il appartient à l'association, dont la discipline est sévère comme celle d'une armée. Ce n'est pas sans raison que le *Vorwaerts* attaquait autrefois avec passion les chefs des Trade-Unions, dont l'autorité est très grande sur l'ouvrier : « Ils sont trade-unionistes, disait le *Vorwaerts;* la liberté n'a rien à attendre d'eux; ils trouvent mieux leur compte à vivre en paix avec la bourgeoisie. »

Enfin, ne négligeons pas de tenir compte de la pré-

pondérance des prodigieux capitaux de l'Angleterre. Qui donc n'a pas été témoin de la puissance du capital, de sa puissance sociale? Cette dernière surtout est incontestable dans le pays où le capital a produit plus que partout ailleurs ce que l'on a appelé ses merveilles.

Les influences que nous venons de signaler ont empêché le développement du socialisme en Angleterre de répondre aux espérances des agitateurs socialistes; mais elles ne purent entièrement arrêter ce développement.

Si l'Angleterre, d'une part, subit des influences peu favorables à la diffusion du socialisme, les causes qui, d'autre part, favorisent cette diffusion n'y manquent pas.

Le problème social se posera un jour nécessairement en Angleterre dans toute sa gravité. Le prolétariat le plus nombreux sera là en face d'un capital énorme qui se trouve entre les mains d'un petit nombre de propriétaires et de capitalistes. Le capital, en Angleterre, a su offrir jusqu'ici des ressources au travail, et les conditions de travail y sont relativement meilleures que dans la plupart des autres pays. Grâce à l'activité et à l'habileté de l'industrie anglaise, celle-ci a trouvé sans cesse de nouveaux débouchés dans toutes les parties du monde. Mais nous voyons les diverses contrées s'émanciper les unes après les autres, développer leur propre industrie, et se défendre par des droits protecteurs contre l'invasion des produits anglais. Qu'adviendra-t-il le jour où les débouchés actuels se fermeront, au moins en partie?

Des milliers d'ouvriers se trouveront tout à coup sans travail et sans pain; ils demanderont l'un et l'autre au capital, qui ne pourra rien donner. Ce jour-là, les idées socialistes ne seront-elles pas plus facilement acceptées! Les bataillons des prolétaires britanniques resteront-ils impassibles, calculant froidement leur intérêt et obéissant au mot d'ordre des chefs des Trade-Unions? Nous en doutons.

Toutes les qualités personnelles des Anglais, tous les avantages de leur constitution ne sont pas de nature à écarter le danger de l'organisation sociale de l'Angleterre. Rappelons ici une importante parole prononcée par M. Gladstone à la Chambre des Communes, le 14 février 1843 : « C'est un des caractères les plus tristes de l'état social de notre pays que l'augmentation constante des richesses et l'accumulation du capital des classes élevées soient accompagnées d'une diminution de la puissance de consommation et d'une plus grande somme de privations et de souffrances dans les classes pauvres. »

L'Internationale rendit aux Trade-Unions des services que ces associations surent apprécier. Dans leurs grandes grèves, l'Internationale empêcha plus d'une fois les ouvriers étrangers d'aller remplacer les grévistes anglais. Avant la fin de l'année 1866, l'Internationale comptait 25.175 membres en Angleterre. En 1869, le congrès des Trade-Unions, réuni à Birmingham, admit le principe que l'organisation des ouvriers devait être internationale; il recommanda, en conséquence, aux ouvriers du Royaume-Uni de

soutenir l'Internationale et de s'y affilier. Il y eut même des associations professionnelles qui s'affilièrent directement à l'Internationale, mais sans se confondre avec elle : elles conservèrent leur organisation, leurs traditions et leurs doctrines.

Cela ne pouvait suffire à Karl Marx; il voulait avoir des sections spéciales de l'Internationale, qui seraient pénétrées de son esprit et de ses tendances. Ces sections furent fondées à Londres et dans plusieurs autres grandes villes. On leur donna un conseil fédéral. Leurs meetings firent beaucoup de bruit.

Vint la Commune de Paris. Ses excès produisirent un mouvement d'horreur. Le peuple anglais, qui est plus sensible aux faits qu'aux paroles, voyait là un fait sans précédent, un fait qui le fit reculer d'épouvante. Lorsque, dans un manifeste retentissant, le Conseil général de l'Internationale crut devoir se prononcer hautement en faveur de la Commune, c'en était trop : une grande partie des Trade-Unions qui s'étaient fait affilier, renonça à l'alliance qui venait à peine d'être conclue; G. Odger, membre du Conseil général de l'Internationale, sortit de ce Conseil! Cédant à l'impression du moment, le congrès des Trade-Unions réuni à Nottingham, en 1872, n'hésita pas à exclure de son programme toute politique.

A partir de ce moment, la propagande socialiste fut plus ou moins languissante en Angleterre jusqu'à l'année 1881, où l'anarchisme et le socialisme s'affirmèrent de nouveau davantage. En 1882 fut fondée la *Fédération démocratique d'Angleterre,* qui devint plus tard la

Fédération démocratique socialiste. Elle publia, en 1883, un violent manifeste socialiste qui se terminait par ce triple appel : « Instruisons!... Agitons!... Organisons!... » Les manifestations socialistes se succédèrent en 1883 et en 1884. En même temps, une propagande active en faveur de la *nationalisation du sol* fut entreprise en Angleterre et en Écosse.

En 1885, l'armée socialiste n'était pas encore bien grande; une scission dans ses rangs menaçait de lui être fatale. Cette scission néanmoins eut lieu. Deux groupes se formèrent : La *Fédération démocratique* et la *Ligue socialiste.*

Une question personnelle fut l'occasion de la scission. L'avocat M. N. Hyndmann se trouvait à la tête de la *Fédération.* On l'avait d'abord exalté outre mesure, mais on ne tarda pas de l'appeler le tyran de la *Fédération.*

D'après l'organe du socialisme allemand, le *Sozialdemokrat,* M. Hyndmann aurait donné trop dans le *nationalisme;* il aurait favorisé les ouvriers anglais aux dépens des ouvriers étrangers qui étaient venus servir la cause du socialisme; il aurait même semé la haine contre les étrangers.

Parmi les dissidents se trouvait Edw. Aveling, le gendre de Karl Marx, et le poète anglais Morris. Hyndmann et la *Fédération* conservèrent cependant dans leur parti des agitateurs très capables, entre autres J. Burns et J. F. Murray.

La *Fédération démocratique socialiste* se tint davantage sur le terrain national et elle affirma la nécessité

de l'action politique. La *Ligue socialiste* s'affilia au socialisme international ou marxiste; elle n'admit pas l'action politique dans son programme, sous prétexte que l'heure n'en était pas encore venue en Angleterre, et qu'il fallait se servir des forces limitées dont on disposait, dans le but exclusif de la propagande socialiste.

Malgré la scission, les deux groupes surent sacrifier leurs rancunes à la cause commune. Ils ne se combattirent guère; ils évitèrent même de se rencontrer sur le même terrain : la *Ligue socialiste* se consacra à la propagande dans les provinces, tandis que la *Fédération* cherchait à agir au moyen des grands mouvements ouvriers, auxquels elle se mêla toujours davantage.

Nous verrons se succéder ces mouvements ouvriers, et nous y trouverons trop souvent la main de la *Fédération.* Quelquefois la *Ligue* et la *Fédération* uniront leurs efforts.

En 1886 commença une vaste agitation des ouvriers sans travail.

L'année 1887 vit un nouveau genre de démonstrations. C'est dans les principaux temples protestants de Londres que les socialistes engagèrent les ouvriers sans travail à étaler leur misère.

Au mois d'octobre et au mois de novembre de la même année d'immenses colonnes d'ouvriers sans travail traversèrent les rues de Londres et les faubourgs pour se réunir à Trafalgar-Square ou à Hyde-Park. Des meetings nombreux furent tenus. Il y eut plusieurs fois des rencontres sanglantes entre les manifestants et la police qui voulait les disperser.

Dans toutes ces manifestations, les hommes de la *Fédération* jouèrent leur rôle. J. Burns surtout montra une ardeur d'agitation qui ne se lassait point. Grâce à tous ces efforts, les socialistes parvinrent à exercer une influence de plus en plus grande dans les rangs des travailleurs.

Le congrès annuel des Trade-Unions, tenu en 1887 à Swansea, du 5 au 10 septembre, permit de constater jusqu'à quel point l'idée socialiste avait pénétré dans ces vastes associations.

Tandis que le congrès de 1886, tenu à Hull, s'était prononcé, à une faible majorité, contre la nationalisation du sol, le congrès de Swansea se déclara favorable à cette nationalisation.

Ce congrès adopta aussi la proposition de convoquer à Londres, au mois de novembre 1888, un congrès international composé des délégués des sociétés ouvrières de l'Europe. Cependant, on semblait encore redouter l'influence des chefs du parti socialiste allemand. Le *comité parlementaire* des Trade-Unions, qui fut chargé de préparer le congrès, décida qu'on n'y admettrait que des *délégués directs d'associations ouvrières*. Par cette décision, les chefs parlementaires du socialisme allemand se trouvaient écartés, parce qu'ils n'étaient pas des délégués d'associations ouvrières.

L'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et l'Amérique ne furent pas représentées au congrès de Londres. Le congrès comptait néanmoins 110 membres qui étaient les délégués de 1.100.000 ouvriers. Sur les 69 délégués anglais, 15 étaient socialistes. Peu s'en fallut que le

principal agitateur de la *Fédération démocratique socialiste,* J. Burns, ne fût nommé président du congrès : il obtint 42 voix contre 61 données à M. Shipton, président du comité parlementaire des Trade-Unions. Ce que le congrès ouvrier de Londres affirma avant tout c'était l'association internationale des ouvriers ; il adopta les résolutions suivantes :

« Les ouvriers organisés se constitueront en parti de classe en face de tous les partis politiques sur une base à la fois économique et politique, pour faciliter aux travailleurs la conquête du pouvoir public dans la commune, le département et l'État.

« Le parti de classe de chaque nation aura son comité ouvrier, et les comités ainsi constitués s'entendront entre eux sur les questions importantes qui intéresseront les ouvriers des divers pays.

« Un congrès international aura lieu tous les ans dans l'une des nations adhérentes à cette convention. Dans le prochain congrès, qui se réunira à Paris, seront discutés les détails de l'organisation qui réglera les rapports des comités nationaux entre eux. »

Sur la proposition du délégué italien Lazzari, le congrès *engagea les travailleurs à abandonner l'idée nationale, qui n'engendre que la haine et la guerre, l'amélioration du sort de la classe ouvrière n'étant possible que par une entente établie sur la base d'une organisation internationale.*

Aux deux congrès ouvriers internationaux réunis à Paris, en 1889, au mois de juillet, les socialistes anglais étaient à leur poste, les adeptes de la *Ligue so-*

cialiste au congrès des Marxistes, et les adeptes de la Fédération au congrès des Possibilistes. Au congrès des Marxistes, on compta 21 délégués anglais. Au congrès des Possibilistes, les Anglais jouèrent un des principaux rôles.

Ce qui appela davantage l'attention générale sur le mouvement socialiste en Angleterre, ce fut la grève gigantesque des ouvriers des docks, une grève de plus de cent mille ouvriers non organisés, qui dura depuis le 13 août jusqu'au 14 septembre 1889. Le chef incontesté de la grève était J. Burns, l'agitateur de la *Fédération démocratique socialiste;* le pacificateur devait être l'illustre cardinal Manning.

Les socialistes anglais reparurent au congrès international de Bruxelles. Il prirent une part prépondérante aux grandes manifestations du mois de mai en faveur de la journée de huit heures. Cependant, le vingt-cinquième congrès des Trade-Unions, réuni à Glasgow, du 5 au 11 septembre 1892, fit un effort pour écarter tout soupçon de socialisme, en repoussant par 689 voix contre 97 la proposition de se faire représenter au congrès socialiste international de Zurich, au mois d'août 1893. Ce vote appela toutes les foudres du socialisme allemand sur les Trade-Unions. Plus tard, le comité parlementaire des Trade-Unions revint sur la résolution du congrès, et décida d'envoyer des délégués à Zurich.

Le socialisme ne se lassera pas. Il tentera de toute manière de s'emparer des Trade-Unions ou d'organiser les ouvriers anglais en dehors de ces vieilles as-

sociations. Nous avons vu quels sont les principaux obstacles qu'il aura à vaincre. Ils sont bien puissants.

Pour être plus forts, les socialistes ont récemment résolu de renoncer à leurs querelles. Leurs trois groupes, la *Fédération démocratique socialiste*, la *Ligue socialiste* et le groupe moins important connu sous le nom de *Fabian Society* se sont rapprochés et ont publié un manifeste commun, dans lequel ils désignent en huit articles le but que le socialisme doit atteindre avant tout en Angleterre. Ils réclament dans ce manifeste : la journée légale de huit heures, l'exclusion de l'ouvrier trop jeune de tout travail salarié, l'entretien gratuit des enfants pauvres, un salaire égal pour un travail égal, qu'il soit fait par une femme ou par un homme, un salaire *minimum* convenable pour les ouvriers employés par l'État ou par les communes, l'interdiction du système du contrat, le suffrage universel et une compensation pour les services rendus à la cause publique. Le manifeste est signé par les chefs des trois groupes : *Hyndmann* (Fédération), *William Morris* (Ligue) et Bernard Shaw (Fabian Society).

Au congrès socialiste international de Zurich, l'Angleterre et l'Irlande étaient représentées par 65 délégués, qui n'étaient pas tous socialistes. Ils votèrent cependant la plupart en faveur du principe de la propriété collective.

Le socialiste Ben-Tillet, au congrès des Trade-Unions qui siégea à Belfast, du 4 au 9 septembre, proposa de créer un fonds destiné à soutenir des candidats ouvriers pour le parlement; le délégué Macdonald, de

Londres, compléta la proposition, en demandant qu'on n'admît que des candidats acceptant le principe de la propriété collective. Les deux propositions furent votées par 137 délégués contre 97. Ce vote inattendu a une importance qu'on ne saurait nier. Il prouve que l'idée socialiste envahit de plus en plus les associations ouvrières de l'Angleterre.

Anarchisme.

C'est en Angleterre qu'une impulsion nouvelle fut donnée à l'anarchisme par le congrès anarchiste qui siégea à Londres du 14 au 19 juillet 1881. Ce congrès était dû principalement à l'initiative de l'anarchiste allemand Most et du nihiliste russe Hartmann. A côté de la section anarchiste allemande se formèrent bientôt à Londres une section anglaise, une section française, une section slave et une section irlandaise.

Malgré le langage infernal que l'on tint dans les écrits et les réunions anarchistes, le gouvernement n'intervint que lorsque la *Freiheit* de Most se mit à glorifier les assassinats irlandais. La *Freiheit* et son éditeur furent condamnés; quelques agitateurs quittèrent Londres. Most se rendit en Amérique. Londres resta cependant le rendez-vous des anarchistes de tous les pays. L'*Autonomie* y remplaça la *Freiheit,* comme organe de l'anarchisme allemand. Le Belge V. Dave et l'Autrichien Peuckert parurent exercer extérieurement une grande influence sur les divers groupes anarchistes; mais d'autres chefs donnaient le mot d'ordre à l'heure de l'action.

Il est facile de voir que maintenant encore Londres est un des principaux rendez-vous anarchistes. C'est là que, dans les derniers temps, les entreprises de l'anarchisme ont été combinées plus d'une fois, c'est de là que partirent souvent les hommes de la *propagande par le fait,* c'est là enfin que les anarchistes fugitifs trouvent un refuge[1].

III. — Autriche-Hongrie.

Socialisme.

L'histoire du socialisme en Autriche est instructive sous plusieurs rapports. Elle fait voir entre autres comment les gouvernements eux-mêmes fournissent quelquefois au socialisme les éléments de succès que, sans leurs fautes, il aurait eu de la peine à trouver.

Les premiers ferments socialistes ont été jetés en Autriche par les sociétés secrètes; ils furent introduits principalement du côté de l'Italie et de la Suisse. Cette propagande ténébreuse n'eut pas de succès auprès des masses. Le mouvement socialiste ne devint sérieux en Autriche que par l'importation de l'agitation du socialisme allemand. Oberwinder, l'un des principaux agitateurs de la première période de l'histoire du socialisme autrichien, était venu de l'Allemagne du Sud; il était disciple de Lassalle. Les premières recrues, le socialisme autrichien les trouva dans les sociétés pour

1. Voir l'*Histoire générale de l'anarchisme.*

le *perfectionnement de l'ouvrier* selon le système de Schultze-Delitsch, importé de l'Allemagne.

Le développement du socialisme en Autriche rencontra de puissants obstacles dans la foi profonde des ouvriers catholiques, dans le sentiment national des populations des diverses parties de l'empire et dans une espèce d'isolement des grands centres industriels.

Le régime véreux qui suivit à Vienne les désastres de la guerre de 1866 réveilla toutes les mauvaises passions. Le parti dominant, pour pouvoir se servir des masses, les livra aux excitations du radicalisme ; du radicalisme au socialisme il n'y a pas loin. Chaque fois qu'on avait besoin, dans l'intérêt de la cause libérale, d'une manifestation populaire, des meneurs, trompés ou soudoyés, promenèrent dans les rues de Vienne les masses tumultueuses d'une populace excitée par un journalisme vénal, sans conscience et sans dignité. C'est de là que vint au socialisme autrichien un caractère politique plus accentué. C'est pour ce motif encore que nous le voyons longtemps apparaître et agir par soubresauts; il n'arriva que lentement à une réelle organisation.

Ajoutons aussi que le socialisme autrichien a des tendances plus violentes que le socialisme allemand. Un moment, l'anarchisme menaça de l'entraîner dans ses rangs, et aujourd'hui encore les résolutions de ses congrès sont très radicales. Il a fait presque généralement du 1er mai un jour de chômage, malgré tous les obstacles qui se sont présentés.

Les populations rurales de l'Autriche et de la Hongrie ne résistèrent point partout à la propagande so-

cialiste. Des *Sociétés libres de Paysans* (freie Bauernvereine) se constituèrent dans plusieurs provinces, plus particulièrement en Styrie, où elles parvinrent même à se donner un organe spécial, la *Volonté des Paysans* (*der Bauernwille*).

Le 10 juillet 1868, les ouvriers de Vienne adressèrent aux ouvriers anglais et français un manifeste où les idées de l'Internationale coulaient à pleins bords. Des milliers d'ouvriers étaient alors agglomérés à Vienne et autour de Vienne; on se représente aisément l'action que l'agitation socialiste devait exercer au sein de cette multitude de *salariés*. L'Internationale compta bientôt dix mille membres dans la capitale et de nombreux adhérents sur plusieurs points de l'Empire d'Autriche. La Société des ouvriers tchèques, de Vienne, fut affiliée au mois de février 1869, et elle s'empressa d'agir à Prague. Le 11 avril de la même année, parut à Vienne un nouvel organe socialiste, *la Volonté du Peuple* (der Volkswille). Vienne put voir, le 30 mai 1869, une assemblée socialiste de plus de vingt mille personnes. Au mois d'août, 98.607 ouvriers autrichiens se firent représenter au congrès socialiste d'Eisenach. Enfin, le 18 décembre, les ouvriers firent une démonstration capable d'inspirer à Vienne les plus sérieuses inquiétudes. Ils arrêtèrent le travail à la même heure dans tous les ateliers, et se portèrent en masses compactes devant le palais du Reichsrath.

L'arrivée du ministère fédéraliste Hohenwarth calma un instant l'agitation socialiste. Les ouvriers avaient une grande confiance dans le ministre Schæfflé, dont

ils connaissaient les théories politico-sociales. De sor côté, le ministère Hohenwarth recherchait l'appui dı peuple, et il avait la sincère volonté de s'occuper d(ses griefs. Il voulait avant tout détacher les société: ouvrières de l'Internationale, et il espérait pouvoir le: gagner à l'idée fédéraliste. Mais les réformes économi-ques et politiques ne marchant pas assez vite au gr(des ouvriers, les meneurs profitèrent du méconte-ment général et se mirent au service des libéraux. L(ministère Hohenwarth fut renversé, et le mouvemen socialiste poursuivit le cours de son développement.

Les suites désastreuses de la grande débâcle finan-cière de Vienne ne purent que favoriser le socialism autrichien, qui souffrait d'une crise intérieure. En 1874 l'agitateur Oberwinder fut mis au ban de l'Internatio-nale par le Conseil général siégeant à New-York. Cett mesure ne fit que consolider le triomphe du socialism marxiste.

A la fin de l'année 1879, le socialisme autrichie comptait 202 groupes plus ou moins nombreux. C chiffre s'éleva à 224 jusqu'à la fin de l'année 188(65 groupes appartenaient à la Bohême, 33 à Vienne (12 au Tyrol. Dans le cours de l'année 1879 et de l'ar-née 1880, la police avait dissous un nombre assez cor-sidérable de groupes.

Les organes du socialisme autrichien naissaient (mouraient rapidement. Leur langage était très violen Il ne l'était cependant pas assez au gré des lecteur: et l'on faisait sans cesse une propagande clandestir d'écrits incendiaires, imprimés à l'étranger.

En 1882 les socialistes collectivistes d'Autriche se séparèrent publiquement des anarchistes, à l'occasion des crimes anarchistes que nous relaterons plus bas. Le 4 juillet 1882 eut lieu l'audacieux attentat anarchiste sur la personne du fabricant de chaussures Merstallinger. Ce crime produisit une vive impression d'horreur. Les socialistes collectivistes éprouvèrent le besoin de dégager leur responsabilité. Dans une grande réunion qui se tint à Vienne, le 31 août 1882, ils votèrent une résolution qui déclinait toute solidarité avec ceux qui proclament la guerre sociale par *tous les moyens*, quels qu'ils soient. Un des nombreux assistants ayant proposé de s'unir à la bourgeoisie contre l'anarchisme, Bardorf, le principal orateur de la réunion, repoussa la proposition, en disant : « Nous sommes sur le terrain de la guerre sociale, et nous y resterons jusqu'à ce que la victoire nous appartienne [1]. »

La réunion de Vienne ne suffit point; un congrès national socialiste siégea à Brünn le 15 et le 16 octobre 1882. Quarante-quatre délégués, qui représentaient les groupes de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie, du Tyrol, de la Haute-Autriche, de Vienne, de Graetz, etc., étaient présents. Trois délégués anarchistes s'étant retirés pendant les débats, les autres membres du congrès séparèrent à l'unanimité leur cause de celle des anarchistes.

Les crimes des anarchistes autrichiens en 1883 et en 1884 ne purent qu'entraver la propagande socialiste.

1. *Der Sozialdemokrat*, 7 septembre 1882.

Il en fut de même des mesures de répression qui furent prises contre le socialisme révolutionnaire en 1885.

Un calme relatif suivit l'année 1885. Il doit être attribué, sans doute, en partie aux mesures de répression, mais deux autres causes y ont puissamment contribué. D'abord, la scission des socialistes autrichiens en anarchistes et en collectivistes modérés paralysa l'action de ces derniers. Puis un grand nombre d'adeptes du parti socialiste suivit avec intérêt les efforts faits par la législation pour amener l'amélioration du sort des ouvriers. Ces efforts étaient dus principalement à l'initiative des conservateurs catholiques. La législation ouvrière réalisa en peu de temps des progrès importants; pour plus d'une question elle devança même celle des autres pays. L'impression qui en résulta fut considérable dans la population ouvrière, malgré les menées des agitateurs socialistes, qui ne négligèrent rien pour prémunir les leurs. Ils publièrent dans le *Sozialdemokrat* de Zurich, au mois de janvier 1885, un manifeste qui mérite d'être signalé. Qu'on en juge par les lignes suivantes[1] :

« Nous avons vu à l'œuvre les alliés de la réaction. Nous avons pu constater tout ce qu'il y a d'hypocrisie dans les phrases consacrées à leur sollicitude pour les intérêts du petit métier et de l'ouvrier industriel, ainsi que dans leurs tirades contre la corruption. L'obligation du livret de l'ouvrier est plus rigoureuse. La fixation légale de la journée normale de travail est entou-

1. H. Oberwinder, *Sozialismus und Sozialpolitik*, Berlin, p. 146.

ée de clauses qui rendent l'action de la loi complètement illusoire. Vingt-deux industries sont livrées à l'arbitraire de l'administration. Le congrès des métiers, que les cléricaux ont réuni à Brünn, fait entrevoir de nouvelles tentatives destinées à entraver le développement économique. Il y a là une preuve évidente de la stagnation intellectuelle de la bande réactionnaire... Il est du devoir de tous les nôtres de profiter de toutes les occasions pour organiser la résistance contre les partis réactionnaires et d'éclairer le peuple sur ses véritables intérêts... »

Ces conseils furent plus ou moins suivis; l'agitation socialiste, moins bruyante qu'autrefois, ne disparut pas. Diverses réunions et les procès socialistes qui se succédèrent vinrent montrer périodiquement que le socialisme n'était point mort. Si de nombreuses associations avaient été dissoutes et si d'autres avaient prononcé elles-mêmes leur dissolution, les socialistes trouvèrent moyen de se donner rendez-vous dans les sociétés de secours mutuel, principalement dans les sociétés de secours en cas de maladie ou d'invalidité. Ces sociétés s'étendaient à toute l'Autriche et comptaient plus de cent mille membres, parmi lesquels les socialistes étaient très nombreux.

En présence des mesures de répression, les socialistes d'Autriche, à l'exemple des socialistes d'Allemagne, éprouvèrent le besoin de s'unir et de s'organiser. Le 31 décembre 1888, on apprit qu'un meeting ou une réunion socialiste avait eu lieu à Hainfeld. Cette réunion eut toute l'importance d'un congrès. Elle fut

habilement préparée. Tous les délégués socialistes furent personnellement invités, de sorte que la police ne put intervenir.

Le congrès de Hainfeld ne réunit pas moins de 67 délégués : 22 de Vienne, 5 de la Basse-Autriche, 2 de la Haute-Autriche, 1 de Salzbourg, 6 de la Styrie, 2 de la Carinthie, 2 de la Carniole, 2 du Tyrol, 10 de la Bohême, 10 de la Moravie, 1 de la Silésie, 1 de la Galicie. Outre ces délégués, 30 hôtes se trouvaient présents.

La composition du congrès a une signification qu'il est à peine besoin de relever; elle montre que le socialisme a envahi les diverses parties de l'Autriche. Le rôle le plus important fut joué au congrès par le Dr Adler, un millionnaire de Vienne, d'origine juive. Des télégrammes et des adresses de félicitation vinrent de Schmichov, de Vordernberg, de Gabel, de Bucharest, de Wischau, de Rossitz, de Londres, de Paris, de Gotha, de Triest, de Deutsch-Liebau, de Reichenberg, de Zwitau, de Vienne, de Freudenthal, de Dornbirn, de Boskowitz [1]. Le socialiste allemand Auer assistait au congrès à titre de correspondant des socialistes allemands.

Le congrès fit une déclaration de principes et prit des résolutions. La déclaration et les résolutions ressemblent à celles de presque tous les congrès socialistes. On réclama l'abrogation de toutes les lois d'exception, le suffrage universel et direct, la gratuité de l'enseignement primaire et de l'enseignement supé-

1. *Sozialdemokrat*, 12 janvier 1889.

rieur à tous les degrés, la séparation de l'Église et de l'État, la suppression des armées permanentes.

En ce qui concerne la législation ouvrière, le congrès de Hainfeld réclama :

1° Une entière liberté de coalition;

2° La journée normale de travail réduite absolument à huit heures;

3° L'interdiction du travail de nuit;

4° Le repos du dimanche;

5° L'interdiction du travail des enfants au-dessous de quatorze ans;

6° L'interdiction d'employer les femmes dans des industries nuisibles à leur organisme;

7° L'extension de toutes ces dispositions à la grande industrie, aux entreprises de transport, aux métiers et à l'industrie domestique;

8° L'application de peines personnelles aux entrepreneurs qui transgressent ces dispositions;

9° La création de corps d'ouvriers qui, par l'entremise d'inspecteurs choisis par eux, prendront part au contrôle de l'exécution des lois protectrices de l'ouvrier;

10° L'ouverture de négociations à l'effet d'arriver à une législation ouvrière internationale;

11° L'étude des moyens qui permettront d'étendre cette législation aux ouvriers agricoles.

Ce qui constitue surtout l'importance du congrès de Hainfeld, c'est qu'il a de nouveau groupé et organisé le socialisme autrichien, dont il a proclamé hautement la solidarité avec le socialisme international.

Le congrès réuni à Vienne en 1892, pendant la semaine de la Pentecôte, acheva l'œuvre du congrès de Hainfeld. 113 délégués y représentaient les groupes socialistes de 96 localités. Le congrès expulsa du parti socialiste quelques dissidents très remuants, qui s'unirent aux anarchistes pour former le *parti des socialistes indépendants,* à l'instar de ce qui s'était fait en Allemagne après le congrès d'Erfurt.

Le congrès de Vienne maintint le programme de Hainfeld, en y ajoutant deux revendications : celle de l'abolition des contributions indirectes et celle de l'égalité sociale et économique des deux sexes.

On constata au congrès de Vienne que les groupes socialistes s'étaient élevés en Autriche de 210 à 331 et qu'on avait augmenté de 53 le nombre des associations professionnelles.

Ce furent les ouvriers ou plutôt les socialistes autrichiens, sous la direction de leur chef Adler, qui, en 1893, pour fêter le 1er mai, réunirent les plus grandes masses et firent accepter le plus généralement le chômage. La ville de Vienne ne vit pas moins de 46 réunions publiques, et près de 120.000 ouvriers prirent part aux excursions qu'on avait organisées. A l'exception des ateliers de l'État, tous les autres avaient cessé le travail; deux journaux, le journal officiel et un autre, furent les seuls qui parurent dans la capitale le 2 mai.

Le socialisme autrichien se fit représenter au congrès de Zurich par 34 délégués, dont 7 tchèques.

Avant et après le congrès de Zurich, le socialisme

autrichien, fortement organisé, se livra à une vaste agitation en faveur du suffrage universel.

Le *socialisme en Hongrie* a une histoire spéciale. D'une part, la Révolution lui avait préparé la voie, mais d'autre part l'agitation lui était rendue plus difficile parce que la Hongrie a peu d'industrie. Le socialisme hongrois n'arrivera jamais à un puissant développement s'il ne parvient pas à entraîner le nombreux prolétariat agricole du pays. On le comprit de bonne heure.

Le congrès de *non électeurs* qui se tint à Pesth le dimanche et le lundi de Pâques de l'année 1878[1], et qui n'était qu'un congrès socialiste masqué, adressa déjà au prolétariat agricole l'appel suivant :

« O peuple, géant endormi, réveille-toi et vois enfin ta puissance. C'est toi, ne l'oublie pas, qui cultives les champs, qui fais fructifier la prairie et le vignoble; c'est toi qui manies le marteau, qui fauches et qui files; c'est toi qui élèves la demeure qui nous abrite; c'est par toi seul que l'État peut subsister, cet État qui tombera en ruine le jour où tu ne consentiras plus à former la classe sur laquelle pèsent tous les devoirs à remplir. Il est temps que tu saches ce que tu peux et que tu réclames ce qui est ton droit »[1].

En 1880, le socialisme hongrois put réunir un congrès de 111 délégués avec 152 mandats. Il possédait deux journaux et une revue mensuelle. Son principal agitateur fut Löb (Leo) Frankl, un juif de Pesth qui, en 1871, avait été ministre du commerce de la Commune

1. *Vorwaerts,* 5 mai 1878. — Leo Frankl siégeait au bureau du congrès de Pesth.

de Paris, sous le nom de Leo Frenkel. Il s'était hâté de disparaître après la chute de la Commune.

En 1889, les premiers succès du socialisme hongrois étaient assez sérieusement compromis. L'agitateur Löb Frankl, qui avait été condamné à dix-huit mois de prison pour un délit de presse, avait quitté le pays au sortir de la prison. Après son départ, la désunion s'était mise partout, l'agitation se ralentit; on ne sut plus parler aux masses.

Depuis cette époque, le socialisme hongrois a relevé la tête. Un congrès socialiste, qui se tint à Pesth le 6, le 7 et le 8 janvier 1893, réunit 60 délégués de Pesth et 33 délégués de la province. Ces chiffres prouvent que le socialisme est assez fortement organisé dans la capitale de la Hongrie. Deux délégués croates siégèrent au milieu des délégués hongrois.

Ce nouveau congrès de Pesth adopta le programme de Hainfeld, en y ajoutant le principe de l'égalité sociale et économique des deux sexes. Il donna une attention spéciale aux rapports que firent quelques délégués de la province sur la situation des ouvriers agricoles.

En 1892, la police avait interdit toutes les réunions publiques à Pesth le premier mai; plusieurs réunions publiques eurent lieu le premier mai 1893. 10 délégués représentèrent au congrès de Zurich les socialistes hongrois et leurs 23 syndicats.

Anarchisme.

Les anarchistes d'Autriche ont acquis la plus sinistre célébrité. Sous un rapport ces anarchistes ont su dépas-

ser les nihilistes : ils ont enrichi le vocabulaire des crimes politiques d'une espèce nouvelle, ils ont tenté de faire de l'assassinat pour vol un assassinat politique.

Nulle population ne semble moins portée à la violence que la population autrichienne : si l'anarchisme a su néanmoins trouver au sein de cette population un terrain affreusement fécond, quel est le pays qui puisse désormais se croire à l'abri des plus sanglants excès? La propagande dirigée par l'anarchiste Most trouva d'autant plus facilement accès en Autriche que le socialisme autrichien était moins organisé. Déjà en 1881 la *Freiheit* engagea les ouvriers à se livrer à l'étude de la chimie et leur fit comprendre avec quel succès la société pouvait être combattue à l'aide de la dynamite. Des écrits incendiaires répandus clandestinement et l'organe anarchiste la *Zukunft* (*l'Avenir*) continuèrent à exciter les adeptes. On tenta d'abord de soulever le peuple par des manifestations tumultueuses dans les rues de Vienne ; la police tint tête avec énergie, et toutes les tentatives échouèrent. C'est alors que les chefs du mouvement, qui s'intitulaient le *Comité exécutif*, songèrent, conformément à un mot d'ordre donné par la *Freiheit*, à agir non plus en masse, mais par des coups isolés, pour semer partout la terreur. Ces coups ne furent pas seulement dirigés contre le gouvernement et contre la police, mais encore contre les hommes les plus inoffensifs, contre des inconnus dont la mort pouvait être matériellement utile aux anarchistes. Il fallait à ceux-ci de l'argent : ils tuèrent pour terroriser, ils tuèrent pour avoir de l'argent, ils tuèrent avec fanatisme.

Voici, du moins en partie, l'épouvantable bilan de l'anarchisme autrichien.

4 juillet 1882. — Attentat contre la vie du fabricant de chaussures Merstallinger, dans le but de le dépouiller.

Août 1883. — Un manifeste révolutionnaire, répandu à profusion à Vienne, demande que l'on en vienne à des actes. Il termine par ces mots : « A bas les tyrans et les sbires! A bas les exploiteurs et ceux qui trompent le peuple! »

10 août 1883. — Une émeute a lieu devant le local de la direction de la police.

25 août 1883. — La *Freiheit* annonce que Vienne verra bientôt d'autres surprises.

Septembre 1883. — Une série de démonstrations se produisent. Des lettres et des écrits clandestins profèrent des menaces et signifient des arrêts de mort.

22 octobre 1883. — La *Propagande par le fait*, annoncée par la *Freiheit* et par les manifestes clandestins, commence. L'aide-pharmacien Lienhardt et le soldat Adels sont assassinés à Strasbourg pendant la nuit par trois anarchistes : Stellmacher, Kammerer et un inconnu, qui espéraient trouver dans la pharmacie où ils pénétrèrent des poisons et de l'argent.

26 et 27 octobre 1883. — Un conventicule anarchiste a lieu à Lanz-Enzersdorf, près de Vienne. Les délégués des groupes anarchistes acceptent les projets sinistres de la *Propagande par le fait* et prennent la résolution de combattre par tous les moyens en leur pouvoir les *exploiteurs et les agents de l'autorité*.

22 novembre. — Kammerer et Stellmacher attentent à la vie du banquier Heilbronner à Stuttgart, le dépouillent, et versent l'argent dans les caisses de l'anarchisme.

15 décembre 1883. — L'agent de police Hlubeck est assassiné par Kammerer.

30 décembre 1883. — A l'église de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans un faubourg de Vienne, pendant le sermon du P. Hammerlé, Rédemptoriste, des anarchistes jettent la panique dans l'immense auditoire, poussent des cris, lancent des pierres contre la chaire, et produisent un désordre tel, qu'une catastrophe aurait été inévitable si les pompiers n'avaient réussi à briser une porte et à pénétrer dans l'église.

10 janvier 1884. — Le changeur Eisert et sa famille sont assassinés par Stellmacher et Kammerer, qui les dépouillent pour remplir les caisses de la *Propagande par le fait*

20 janvier 1884. — Stellmacher assassine l'agent de police Ferdinand Blœch.

Voilà la *Propagande par le fait,* qui, nous n'hésitons pas à le dire, a dépassé le nihilisme! Les crimes que nous venons de consigner ne peuvent être mis en doute. Ils se sont produits publiquement, ou ont été avoués par leurs auteurs et revendiqués hautement au nom du parti par la presse anarchiste. Nous faisons grâce à nos lecteurs de plusieurs explosions de bombes de dynamite, qui eurent lieu dans le cours de cette année. Un attentat projeté pour venger l'exécution de Stellmacher fut prévenu par la police de Pesth, qui

découvrit et arrêta les conjurés. On trouva au domicile de l'un d'eux des écrits anarchistes et des bombes de dynamite en préparation.

L'organisation avouée par l'anarchiste Kammerer est à peu près celle que le congrès réuni à Londres en 1881 a adoptée. D'après les aveux de Kammerer, les anarchistes sont partagés en groupes distincts et indépendants, mais confédérés. Ils entretiennent des relations mutuelles. Les propositions faites dans un groupe sont communiquées aux autres. Une certaine émulation régnait entre les groupes au beau temps de la *Propagande par le fait;* chacun voulait *donner signe de vie*. Ah! ils ont donné signe de vie! Ils ont doté le dix-neuvième siècle d'un genre de fanatisme et d'une espèce de crime que les siècles antérieurs ignoraient.

Montrons à nos lecteurs deux types d'anarchistes, Stellmacher et Kammerer, les auteurs de presque tous les assassinats que nous venons d'énumérer. Ils sont tombés entre les mains de la justice; ils ont été pendus à Vienne, le premier le 8 août 1884, le second le 20 septembre suivant. Leurs corps ont été livrés à l'anatomie; leur vie et leur mort, leurs déclarations et leurs aveux appartiennent à tous ceux qui étudient sérieusement les phénomènes du monde moral et social.

Stellmacher et Kammerer étaient jeunes : Stellmacher avait trente ans, et Kammerer vingt-deux ans. Ils avaient été soldats, le premier en Allemagne, le second en Autriche. Ils furent socialistes avant de devenir anarchistes. Les théories socialistes leur avaient appris la haine de la société, la presse anarchiste leur ensei-

gna la méthode la plus prompte de satisfaire cette haine. Cette presse acheva ce que l'enseignement socialiste avait commencé : elle tua dans l'âme de ces forcenés toute foi en Dieu et, par conséquent, toute conscience; elle leur donna une autre morale que celle qui a toujours régi le monde, la morale nouvelle du *Catéchisme révolutionnaire de Bakounine,* d'après laquelle *tout ce qui favorise la Révolution sociale est légitime.* Ils en sont venus à se croire des héros en volant et en tuant, et après leur mort leur parti les a célébrés comme des martyrs.

Tout ce que nous venons de dire est pleinement confirmé par les aveux et les déclarations de Stellmacher et de Kammerer. Stellmacher a lu, à l'audience du procès qui amena sa condamnation, un mémoire écrit de sa propre main, dans lequel il exposait ses griefs socialistes et donnait le motif de ses crimes. Un frisson nous a saisi à la lecture de la première ligne de ce mémoire : *Voici avant tout ma profession de foi. Je ne crois pas en Dieu, car je ne puis croire qu'en ce que je sais* [1].

D'après la *Gazette de Francfort,* Stellmacher conserva l'air arrogant jusqu'au pied du gibet, où il repoussa une dernière fois tout secours de la religion. Il semble s'être attendu jusqu'au dernier moment à sa délivrance par une émeute anarchiste à Vienne. En s'avançant vers le poteau fatal, il jeta un regard investigateur sur les

1. *Vor Allem mein Glanbensbekenntniss. Ich glaube nicht in Gott, und zwar desshalb, weil ich nur glauben kann was ich weiss.* (*Vaterland*, Wien, 10 Juni.)

cellules de la prison qui faisait face au lieu de l'exécution; puis il baissa les yeux avec un air de déception.

Kammerer, soldat déserteur, fut jugé par un conseil de guerre. Les procès-verbaux de l'auditeur militaire Grimm constatent que Kammerer a fait l'aveu de tous les crimes qui lui étaient imputés, qu'il a déclaré les avoir commis au service du parti anarchiste, et qu'il n'a pas montré de repentir. Son arrogance, comme celle de Stellmacher, ne s'est point démentie. Il conserva jusqu'au dernier moment le fanatisme du meurtre; il était persuadé qu'il avait accompli de grands exploits et que son attitude *héroïque* était admirée au loin. Comme Stellmacher, il s'attendait à être délivré et, comme Stellmacher, il repoussa finalement, en athée désespéré, les derniers secours de la religion.

En détournant avec autant de tristesse que d'horreur notre regard de ces deux gibets, dont l'anarchisme a tenté de faire des instruments de martyre, nous nous souvenons involontairement d'une considération aussi profonde que vraie du comte J. de Maistre sur la découverte des crimes et des châtiments par la justice humaine. On sait comment, après la perpétration des assassinats de Strasbourg, dans la nuit du 22 octobre, toutes les recherches de la police demeurèrent sans résultat. La police fut même si sévèrement appréciée à cette occasion par l'opinion publique, que nous serions presque tenté de plaider en sa faveur les circonstances atténuantes. La police pouvait-elle savoir qu'elle se trouvait en présence de crimes anarchistes? Pouvait-elle supposer que des hommes qui n'avaient

jamais vu Strasbourg, se fussent concertés en Suisse sur la manière d'assassiner à Strasbourg un inconnu? C'est de la façon la plus inattendue que tout fut découvert, et nous apprîmes avec stupéfaction que les assassinats de Strasbourg avaient ouvert une série de crimes anarchistes. Le comte J. de Maistre a raison de dire :

« Il y a souvent dans les circonstances qui décèlent les plus habiles scélérats quelque chose de si inattendu, de si surprenant, de si *imprévoyable*, que les hommes, appelés par leur état ou par leurs réflexions à suivre ces sortes d'affaires, se sentent inclinés à croire que la justice humaine n'est pas tout à fait dénuée, dans la recherche des coupables, d'une certaine assistance extraordinaire [1]. »

L'anarchisme autrichien, après avoir produit Kammerer et armé Stellmacher, ralentit ses fureurs, sans renoncer à la lutte. « A bas les tyrans et les sbires! A bas les exploiteurs et ceux qui trompent le peuple! » Tels étaient les derniers mots d'un écrit incendiaire qui, une année après tant d'attentats, en appelait de nouveau à la violence. On croyait un moment à l'existence d'un anarchisme fortement organisé. On put constater bientôt que l'anarchisme ne possède nulle part une organisation forte et permanente. Il ressemble au nihilisme, et se produit par des explosions soudaines.

En 1886, la police de Vienne s'empara, au mois

1. *Soirées de Saint-Pétersbourg,* premier entretien

d'octobre, dans une auberge de Penzing, près de Vienne, d'une bande d'anarchistes. La bande formait deux groupes, dont le premier était chargé de fournir des ressources au moyen de la fabrication de fausse monnaie; le second était chargé de la *propagande par le fait.* Dix-sept personnes furent arrêtées. Un instant Vienne s'était crue en danger de sauter. L'instruction de l'affaire fit voir plus tard que la presse en avait énormément exagéré les proportions.

Au moment même où nous écrivons ces lignes, le 28 septembre 1893, la presse annonce la découverte d'un nouveau complot anarchiste à Vienne. On a opéré douze arrestations. On a trouvé tout un atelier anarchiste. Les papiers qu'on a saisis établissent que les anarchistes de Vienne sont en rapport avec les anarchistes de Prague, de Pesth, de Londres et d'Amérique.

IV. — Belgique.

Socialisme.

Le socialisme belge est assurément un des plus bruyants. Les socialistes belges s'agitent beaucoup et sont disposés à la violence.

La Belgique a de grands centres industriels et un très grand nombre d'ouvriers mineurs, son sol étant pour ainsi dire fait de houille et de fer. Son prolétariat ouvrier est donc très considérable. Le salaire de l'ouvrier belge est, en général, inférieur à celui de l'ou-

rier anglais et de l'ouvrier français. L'industrie a employé et emploie encore les femmes et les enfants dans le fortes proportions. Le chiffre des personnes assisées est relativement très grand ; le consul anglais Grattan l'a porté jusqu'à la septième partie de la population totale.

Une enquête publique a révélé, il y a quelques années, sur plusieurs points, des souffrances trop réelles et une situation qui réclame une réforme urgente.

A l'occasion des grèves de 1886, qui prirent par eur violence le caractère d'une insurrection, le ministre de Puttkammer reprocha à l'Église d'être impuissante en Belgique contre le mouvement socialiste. M. de Puttkammer avait tort. Il oubliait que la plupart les industriels atteints par ces grèves étaient loin d'être les industriels chrétiens, et que le gouvernement, sous le régime duquel la situation sociale et économique de l'année 1886 avait été préparée, était un gouvernement libéral, hostile à l'Église.

Si le socialisme belge ne s'est pas développé plus rapidement, la foi des populations et les efforts souvent admirables de la charité catholique y contribuèrent en grande partie.

Hors de là presque tout favorisait le socialisme. La population industrielle est massée dans de grands centres. Les lois ouvraient la porte à deux battants aux agitateurs et à leurs moyens d'action. Les luttes politiques sans cesse renaissantes et surtout la guerre violente faite à l'Église par le libéralisme excitaient toutes les passions. Dans ces luttes, on ne songeait

pas aux misères ouvrières et à la situation sociale. Comme Gambetta en France, Frère-Orban mettait en doute l'existence d'une question sociale en Belgique. Le principe du *laisser faire* domina du reste si longtemps dans les régions gouvernementales et dans les chambres belges, que ce n'est que depuis peu d'années que la législation se mit à s'occuper sérieusement de la protection ouvrière. Ce mouvement est dû principalement à l'impulsion des évêques et des associations catholiques.

Il est difficile de retracer en peu de mots les évolutions du socialisme belge depuis plus d'un quart de siècle. La première section belge de l'Internationale s'établit à Liège au mois de décembre 1866. Elle ne demeura pas longtemps seule.

En 1869, l'Internationale belge avait à son service six journaux, et elle comptait à peu près 64.000 membres. A partir de ce moment, elle joua un rôle considérable; elle donna le mot d'ordre aux ouvriers, qui s'agitèrent sans cesse. Les grandes grèves de Seraing et des environs de Mons et les engagements sanglants qu'elles amenèrent avec la troupe eurent un retentissement douloureux. Le Conseil général belge invita les associés au calme, *parce que tous les frères n'avaient pas encore reconnu la nécessité de briser leurs chaînes*. Dans un long et violent manifeste, le Conseil général de Londres dénonca au monde ouvrier l'industrie belge et le gouvernement.

L'Internationale belge protesta contre la guerre en 1870; en 1871, elle sympathisa avec la Commune, et

lle protesta encore lorsque Dumortier proposa à la hambre de voter l'extradition des chefs de la Commune réfugiés en Belgique.

Lorsque la dissension se mit dans les rangs de l'Internationale, le socialisme belge, toujours indiscipliné, encha du côté de Bakounine et fut excommunié par e Conseil général de l'Internationale, siégeant à New-ork.

Malgré ses réunions et ses congrès, le socialisme elge fut dès lors hésitant dans son programme. Une lée, qu'il n'a pas abandonnée aujourd'hui, le hanta toujours : c'est l'idée de la grève universelle. Parmi ses rganes, les uns se prononçaient pour l'action poliique et les autres la repoussaient. Ils se distinguaient ous par une impiété vraiment satanique, qu'ils avaient éritée des organes du libéralisme maçonnique. Le *Miabeau* est allé jusqu'à écrire que l'idée de Dieu est mmorale et absolument contraire au progrès. L'*Ami u peuple* a dit, de son côté : « Nous maudissons l'idée e Dieu... »

Le socialisme belge se réconcilia avec le socialisme narxiste au congrès international de Gand. A partir de ette époque, le socialisme collectiviste gagna toujours u terrain. En 1882 et en 1883, l'agitateur socialiste llemand de Vollmar vint en Belgique; il assista à ivers congrès et à de nombreuses réunions socialistes our stimuler les frères belges et pour les porter à organiser.

« La Belgique ne manque pas de socialistes convainus et décidés, » disait le *Sozialdemokrat* au sujet de

la mission de Vollmar, « mais l'organisation fait complètement défaut. En parlant du *Parti socialiste belge*, on désigne des hommes qui partagent les mêmes idées et non des hommes unis et groupés dans le but de poursuivre un résultat politique déterminé[1]. »

L'année 1885 semblait n'appartenir qu'aux anarchistes et à leurs exploits. Cependant les socialistes collectivistes étaient à l'œuvre. Le *Sozialdemokrat* trouva excellent l'esprit qui régnait dans le congrès de Bruxelles, réuni le 5 et le 6 avril.

A Gand, l'agitateur socialiste Édouard Anseele jeta les bases d'une solide organisation et fonda le *Vooruit*, journal paraissant six fois par semaine. Le *Peuple* parut à Bruxelles pour le pays wallon.

En 1886, vint une explosion sanglante de la haine sociale, qui fit penser un instant à la Commune. Les désordres commencèrent à Liège, le 18 mars. Une grève régionale les suivit. Le 25 et le 26 mars, l'agitation passa au bassin de Charleroi, d'où elle s'étendit, comme une marée montante, toujours plus furieuse. Une véritable rage de destruction s'empara des masses ouvrières qui avaient quitté leur travail. A Jumet, les grévistes incendièrent les *Verreries* nationales, les verreries et le château de M. Baudoux; plusieurs verreries furent anéanties sur d'autres points.

Les scènes de vandalisme de Liège, de Charleroi, de Jumet, ainsi que nous venons de le dire, sont l'œuvre d'un accès furieux de haine sociale. L'enquête de la

1. *Der Sozialdemokrat*, 8 mars 1883.

Commission du travail, instituée depuis par le gouvernement belge, n'a que trop fait voir ce qui a contribué à produire et à entretenir cette haine sociale. Celle-ci couvait sous la cendre, attendant l'étincelle, qui vint de trois côtés à la fois : du côté de l'anarchisme, du côté du radicalisme et du côté du socialisme. L'étincelle amena l'explosion.

On trouva entre les mains des grévistes de Charleroi le fameux *Catéchisme du peuple* d'Alfred Defuisseaux, qui fut répandu à près de deux cent mille exemplaires, sous prétexte de faire de l'agitation en faveur du suffrage universel. Pour caractériser ce catéchisme, nous nous contentons de citer deux questions et deux réponses de la septième leçon.

Question : « Tu es un esclave? »

Réponse : « Oui, je suis un esclave. »

Question : « Qui est-ce qui te gouverne? »

Réponse : « Trente mille privilégiés. »

Alfred Defuisseaux et son frère Léon sont les fils d'un ancien sénateur belge, d'un millionnaire. A certaines heures, leur zèle d'agitateurs échevelés paraît être un zèle d'emprunt. Ils jouèrent avec Édouard Anseele, Volders et le docteur de Pæpe, un rôle prépondérant dans le développement du socialisme belge.

Volders, rédacteur du *Peuple,* devint de plus en plus le principal agitateur de Bruxelles. Cependant il faut considérer Anseele comme le véritable organisateur du socialisme belge. Fils d'un cordonnier belge, il doit son influence à son audace, à ses infatigables efforts et à sa grande habileté. Il dota les socialistes de Gand

d'une boulangerie et d'une brasserie, appartenant à des sociétés coopératives, ainsi que de vastes magasins de confection. Anseele est le socialiste selon le cœur du *Sozialdemokrat,* le représentant décidé du socialisme collectiviste. Il est inutile d'ajouter qu'il a connu de bonne heure la prison politique.

Vers la fin de l'année 1886, on forma à Gand une société de jeunes socialistes destinés à entrer dans l'armée pour y propager la haine sociale. L'année fut ainsi marquée jusqu'au bout par les entreprises les plus audacieuses de sectaires que rien ne lassait. Le langage de la presse socialiste belge répondait parfaitement à cette situation; il fut d'une violence inouïe contre les autorités et contre le gouvernement.

Au commencement de l'année 1887, on estimait à 150.000 exemplaires le tirage des divers organes socialistes de la Belgique. Une scission que l'on essaya vainement de masquer vint alors jeter le trouble dans le camp collectiviste; elle eut lieu au sujet de la grève générale résolue par le congrès du mois de juin 1886. Le Conseil général du parti ouvrier socialiste, sous l'inspiration d'Anseele et de Jean Volders, trouvait que le moment de songer à cette grève n'était pas encore venu, tandis que le fougueux Defuisseaux voulait aller de l'avant. Dans une réunion qui se tint à Jolimont, Defuisseaux fut exclu du parti.

La lutte entre les deux camps se prolongea jusqu'en 1889. La réconciliation se fit, grâce à l'intervention de J. Volders, à l'occasion d'une réunion de sociétés coopératives du Borinage.

Nous croyons superflu de rendre compte des nombreux congrès du socialisme belge. Il nous suffit de constater que le socialisme belge, autrefois si désuni et si indiscipliné, possède depuis 1889 une certaine organisation, copiée sur celle du socialisme allemand.

Au congrès marxiste international du 14 juillet 1889, c'est J. Volders qui présenta le rapport sur la situation du parti socialiste en Belgique. Il crut pouvoir déclarer que l'organisation du parti était excellente, meilleure peut-être que dans tout autre pays (!). Désormais, selon le rédacteur du *Peuple*, rien ne saurait plus arrêter dans sa marche le socialisme belge.

Que faut-il penser des secours d'argent que le socialisme allemand aurait fournis au socialisme belge? Dans une lettre, attribuée à tort ou à raison au duc d'Ursel, il est question de l'envoi d'un secours de 15.000 francs, adressé directement de Strasbourg au comité provincial socialiste de Mons, en 1888.

L'auteur de la lettre semble croire que cette somme provenait des socialistes allemands. Nous nous sommes permis d'en douter dans une publication antérieure, parce que les ressources du socialisme allemand étaient alors absorbées par ses propres besoins. Mais les plus intimes relations entre le socialisme allemand et le socialisme belge sont évidentes. Les Belges ont contribué aux frais électoraux du 20 février 1890; leurs télégrammes de félicitation n'ont pas été les moins enthousiastes. Récemment, un socialiste belge est allé étudier sur place à Berlin l'organisation électorale socialiste. Les chefs du socialisme belge ont servi d'intermé-

diaires pour négocier l'admission des Allemands au congrès ouvrier international de 1888, négociation qui échoua malgré leurs efforts. Anseele et Volders ont siégé à côté de Bebel et de Liebknecht à La Haye et à Paris. Ce qui ne peut être contesté, c'est que les socialistes allemands envoyèrent, en 1892, un secours de 5.000 francs, pour l'agrandissement du format du journal socialiste de Bruxelles *Le Peuple*. Cette somme figure au compte général présenté au congrès de Berlin par le comité directeur du parti socialiste allemand, au mois de novembre 1892. Une note du comité directeur justifie la dépense en disant que l'agrandissement du format du journal socialiste de Bruxelles était nécessaire pour le mettre à même d'agir avec plus de succès dans la lutte engagée à l'effet de conquérir le suffrage universel. « Le comité, dit la note, a cru devoir accorder aux frères belges ce témoignage de solidarité internationale. »

Au mois d'août 1891 siégea à Bruxelles le congrès international du socialisme marxiste. Il ne pouvait manquer de donner une impulsion sérieuse au développement du socialisme belge, dont l'organisation fut fortifiée par les résolutions admises par le congrès concernant les associations professionnelles.

Au mois d'avril 1893, après de nombreuses manifestations en faveur du suffrage universel, les socialistes belges tentèrent de mettre à exécution le projet depuis longtemps caressé d'une grève générale, pour peser sur les résolutions de l'Assemblée constituante du pays. D'après les renseignements de la presse,

150.000 ouvriers quittèrent successivement leur travail. Cette grève, accompagnée de violents excès, allait devenir une insurrection quand la Constituante belge, en votant la proposition Nyssens, admit en principe le suffrage universel.

Le socialisme belge a pris place dans le corps enseignant de l'université de Bruxelles.

Il a envoyé au congrès de Zurich 15 délégués et 2 déléguées.

Anarchisme.

Il y eut, dès le commencement, dans les rangs du socialisme belge, une tendance prononcée vers le socialisme violent et indiscipliné. On rencontra des socialistes belges parmi les partisans de la sécession de Bakounine. Plus tard le socialisme radical belge forma l'*Union révolutionnaire* et eut pour organe *La Persévérance*. En 1881, il entretint une correspondance suivie avec le comité organisateur anarchiste qui prépara le fameux congrès de Londres destiné à raviver et à réorganiser l'anarchisme. Il soumit à ce comité une proposition concernant l'emploi des matières explosibles [1].

Au mois de février 1883, la Belgique vit l'explosion d'une bombe de dynamite. L'explosion tua l'anarchiste Métayer, qui portait la bombe, et amena l'arrestation de l'anarchiste Civoct, trop connu en France.

L'anarchisme belge eut sa part d'action, principalement à Liège, dans l'agitation violente de l'année 1886.

1. Dr Zacher, *Die rothe Internationale*, p. 100.

Le Belge V. Dave joua un rôle assez important dans la direction d'une partie des anarchistes réunis à Londres.

C'est grâce à l'anarchisme belge que les anarchistes de Londres purent communiquer facilement avec l'Allemagne.

Nous ne pouvons énumérer toutes les explosions de dynamite qui se succédèrent en Belgique, surtout depuis l'année 1888.

Le 1er et le 2 mai 1892, trois formidables explosions se succédèrent à Liège et répandirent partout la terreur. L'une de ces explosions devait détruire un des monuments religieux les plus anciens et les plus remarquables de Liège, la vénérable église de Saint-Martin; elle produisit seulement des dégâts déplorables.

Un peu plus tard, Liège fut témoin de l'assassinat anarchiste, c'est-à-dire de l'assassinat entrepris pour procurer de l'argent au parti.

Au mois d'avril 1893, sur les indications de la police française et avec son concours, les *Vengeurs de Ravachol,* une bande d'anarchistes français et belges, furent découverts dans un faubourg de Bruxelles, où ils avaient établi un véritable atelier pour la fabrication de bombes de dynamite et de machines infernales.

Les Vengeurs partaient de là pour pratiquer la « Propagande par le fait ». On ne parvint à arrêter que deux *Vengeurs,* les frères Schouppe

V. — Danemark.

Socialisme.

Le socialisme pénétra de bonne heure dans le Danemark. L'Internationale y fit son entrée en 1871. Le terrain lui était préparé par l'agitation politique presque permanente dans ce pays, depuis 1847.

Un véritable parti conservateur n'existe pas en Danemark : la différence entre la droite et la gauche de son parlement consiste en ce que le libéralisme de la gauche est un peu plus avancé que celui de la droite.

La liberté de l'industrie ayant été introduite en Danemark en 1857, on vit un rapide développement de la grande industrie dans la ville même de Copenhague et autour de cette ville. Plus de trente mille ouvriers se massèrent là. Les libéraux de la droite sollicitèrent les voix de ces ouvriers et cherchèrent à les gagner à l'aide du programme social de Schulze-Delitsch, dont la religion était exclue. On forma ainsi des ouvriers libéraux qui ne tardèrent pas à se montrer mûrs pour le socialisme.

En 1871, les trois aventuriers Pio, Geleff et Prix publièrent un organe socialiste et réunirent la première section de l'Internationale. En 1872, l'Internationale comptait déjà 8.000 membres en Danemark, dont 5.000 à Copenhague.

Les socialistes danois avaient trop de confiance en eux-mêmes. Leurs chefs convoquèrent, pour le 5 mai 1872, une assemblée générale en plein air, que la po-

lice fit interdire; les socialistes crurent pouvoir passer outre, et il y eut une collision sanglante entre les ouvriers et la force armée. Les chefs des ouvriers furent arrêtés; on fit de vastes enquêtes, après lesquelles les agitateurs principaux furent sévèrement condamnés et toutes les sections existantes dissoutes. Les socialistes ne se déconcertèrent point : ils se donnèrent d'autres chefs, s'associèrent sous d'autres titres, firent des démonstrations menaçantes dans les rues de la capitale, et honorèrent leurs chefs prisonniers d'une ovation imposante sous les fenêtres de leur prison.

Il n'était pas difficile de reconnaître que le mouvement socialiste danois recevait son impulsion principale de l'Allemagne. Les espèces de Trade-Unions que les ouvriers danois organisèrent après la dissolution de leurs sections internationales étaient fondées sur une base *lassalléenne*. L'administration centrale de ces associations ouvrières déclara nettement, dans un manifeste, que le but des associations était d'affranchir l'ouvrier de la servitude du salaire.

Un incident peu glorieux semblait devoir arrêter les progrès du socialisme danois. Invités à rendre leurs comptes, les chefs Pio et Gelef ne purent le faire. Ils disparurent, laissant une caisse vide et l'organe du parti grevé d'une dette de 8.000 couronnes. Mais les encouragements des socialistes allemands contribuèrent à maintenir le mouvement.

En 1882, le socialisme danois attira de nouveau l'attention. Un long cortège socialiste, composé d'une vingtaine de groupes ouvriers, avec 31 drapeaux rou-

ges, traversa la capitale. Le *Socialdemokraten*, l'organe du socialisme danois, agrandit son format.

En 1883, le fameux congrès des socialistes allemands qui siégea à Copenhague, du 29 mars au 2 avril, au local même des socialistes danois, encouragea vivement ces derniers. Ils allèrent d'audace en audace, de succès en succès. Le *Socialdemokraten* arriva à un tirage quotidien de 13.000 exemplaires; le tailleur socialiste, P. Holm, devint membre du parlement; Copenhague vit un cortège socialiste de 90 associations et de 21 corps de musique, avec 80 drapeaux.

Le 25 juillet 1885, le tirage du *Socialdemokraten* atteignit le chiffre de 20.000 exemplaires. Le socialisme danois était toujours principalement répandu dans l'île de Seeland; il était moins connu dans le reste du royaume, où l'agriculture domine. Cependant, ses conquêtes devaient aussi s'étendre à une partie de la population agricole, laquelle tend de plus en plus à se partager en deux camps : les paysans qui sont grands propriétaires, d'une part, et les petits propriétaires, avec les ouvriers de la campagne, les domestiques et les journaliers, d'autre part. En 1848, les paysans purent se libérer, à des taux très favorables, des droits féodaux qui pesaient sur leurs terres; de tenanciers qu'ils étaient, ils devinrent tout à coup propriétaires. En peu de temps ils arrivèrent à une grande aisance, dont ils ne songèrent pas à partager les bienfaits avec les petits fermiers et la masse des ouvriers de la campagne. C'est dans les rangs de ces derniers que la propagande socialiste s'exerce sans cesse; elle est fa-

vorisée par le mécontentement qui y règne. Le Danemark est, pour cette raison même, un des pays où le socialisme a le plus de succès parmi les ouvriers agricoles.

Une scission qui ressemble à celle des socialistes français et anglais eut lieu, en 1889, dans les rangs des socialistes danois au sujet de la tactique électorale. Les uns se prononcèrent, dans les élections, pour une alliance avec les libéraux, les autres refusèrent toute alliance. Les dissidents, exclus du parti, formèrent le *Parti révolutionnaire socialiste des ouvriers en Danemark.* Les dissidents se firent représenter au congrès international de Paris, où M. Petersen, leur délégué, apprécia sévèrement l'ancien parti : « L'esprit du petit bourgeois y règne; on y croit que le socialisme continental ne peut être appliqué en Danemark. On a bien accepté le programme du socialisme allemand, mais on l'a mutilé. »

Aux élections du 15 janvier 1890, trois députés socialistes furent élus par 17.000 voix.

Un délégué danois représentait 17.000 socialistes, partagés en 150 groupes, au congrès international de Zurich.

VI. — Espagne et Portugal.

Socialisme.

Nous distinguons deux périodes dans l'histoire du socialisme espagnol, la période de l'Internationale et la période qui suivit l'Internationale. Grâce aux cir-

constances exceptionnelles dans lesquelles il s'est produit, le socialisme se propagea rapidement en Espagne dans la première période, et il prit dès lors un caractère de violence qui le fit pencher vers l'anarchisme.

Le socialisme espagnol remonte, comme association, à la révolution de septembre 1868. Toutes les passions étaient alors en fermentation. Les révolutions successives avaient ébranlé tous les fondements de la société. Tout le monde avait conspiré en Espagne : la dynastie, l'administration, l'armée. L'Internationale crut que le tour de son peuple à elle était enfin venu; le Comité central de Genève et le Conseil général de Londres firent, l'un après l'autre, appel aux prolétaires d'Espagne : « Amis, leur écrivait le Conseil général, il faut agir avec vigueur, afin que cette révolution arrive à un résultat et qu'elle ne soit pas seulement politique, mais encore sociale. »

L'Internationale put enregistrer bientôt d'étonnants succès. La première section fut fondée à Barcelone le 2 mars 1869, en même temps que l'organe socialiste « La Fédération ». L'inauguration d'une section centrale à Madrid suivit presque immédiatement; celle-ci, prenant son rôle au sérieux, s'adressa aussitôt aux ouvriers de tous les pays : « Notre patrie et notre religion, dit-elle, c'est l'*humanité*. Le monde appartient à l'humanité... Rappelons-nous toujours que les rois ne sont pas les seuls tyrans de la terre... » — L'emphase que nous voyons ici se retrouve presque dans tous les documents qui émanent du socialisme espagnol. — Au

mois de septembre 1869, l'Internationale comptait en Espagne 195 sections et 20.000 membres, la plupart dans la Catalogne et dans l'Andalousie; un membre de l'Internationale siégeait dans les Cortès. L'affiliation régulière de toutes ces sections à l'Internationale cosmopolite eut lieu en 1870.

Le Conseil central des groupes espagnols avait acquis une importance telle qu'il se sentit appeler à protester, à l'instar des groupes d'Angleterre et de Belgique, contre la guerre franco-allemande, le 20 juillet 1870. Dans cette protestation, on maudissait *cent mille fois le préjugé de ce qu'on appelle la patrie.*

Le ministère Sagasta prit peur et se mit à poursuivre l'Internationale. Le Conseil fédéral d'Espagne répondit en attaquant vivement la *bourgeoisie,* l'aristocratie du capital qui a remplacé l'ancienne aristocratie.

La répression amena insensiblement le socialisme espagnol dans le camp de Bakounine. La propagande était réduite à être secrète, et Bakounine s'entendait mieux que Marx à agir dans l'ombre. Les émissaires conduisirent les opérations avec autant d'habileté que d'audace. Leur système répondait, du reste, mieux à l'ardeur passionnée des Espagnols, et les idées de fédération, traditionnelles en Espagne, repoussaient les tendances centralisatrices du marxisme. On vit bientôt le congrès socialiste de Saragosse, qui siégea du 4 au 11 avril 1874, adhérer aux résolutions antiautoritaires ou antimarxistes du congrès régional belge du mois de décembre 1871, où l'on avait décidé que l'*Internationale n'est pas une association despotique dont les mem-*

bres doivent obéir à un mot d'ordre venu d'en haut, mais qu'elle est une fédération d'associations indépendantes, entre lesquelles le Conseil général doit servir de centre de correspondance. C'était le bakouninisme que le congrès de Saragosse venait de voter sans le savoir. Les partisans de Marx le comprirent; mais, quand ils tentèrent de remonter le courant, ils furent simplement exclus de la fédération internationale de Madrid. Ils fondèrent la *Nouvelle Fédération de Madrid,* qui eut son *Nouveau Conseil fédéral,* et qui se fit représenter par deux délégués au congrès général de La Haye. Quatre délégués représentèrent les fédérations conduites par l'alliance de Bakounine; ces quatre délégués votèrent avec les Belges et les Jurassiens, avec lesquels ils se rendirent au congrès sécessionniste de Saint-Imier, en Suisse. Enfin, le 25 décembre 1872, sur l'invitation du Comité jurassien, 36 fédérations espagnoles se réunirent en congrès à Cordoue, et s'organisèrent définitivement d'après le mode bakouniniste. Le parti de Marx, réduit de plus en plus, se sépara ouvertement des fédérés.

Vint l'abdication du prince Amédée, le 10 février 1873. La fermentation devint plus grande que jamais en Espagne : ce noble pays fut livré successivement à Figueras, à Salmeron, à Pi y Margal, à Castelar; les tendances socialistes de Pi y Margal étaient connues, et elles ne tardèrent pas à se manifester davantage : la puissance de l'Internationale était arrivée à son apogée. Le 20 août 1872, la fédération espagnole se composait de 371 sections corporatives et de 114

sections mixtes; le 20 août 1873, elle était arrivée à 557 sections corporatives et 117 sections mixtes. Heureusement que toutes ces forces n'étaient pas sérieusement organisées et qu'elles étaient groupées d'après le système de Bakounine; une action commune et concertée, telle qu'une plus forte centralisation l'aurait rendue possible, eût pu amener les plus grands bouleversements.

Presque au lendemain de l'abdication d'Amédée, le 23 février, le Conseil général de l'Internationale siégeant à New-York, jugeant l'occasion favorable à une entrée en campagne, avait fait parvenir aux ouvriers espagnols une adresse caractéristique dans laquelle nous croyons devoir signaler les lignes suivantes :

« Le rejeton de la maison de Savoie, le fils du brocanteur de Nice, du héros d'Aspromonte, a évacué le trône... Ouvriers espagnols, vous devez être vous-mêmes les artisans de votre fortune... Rassemblez-vous, organisez-vous pour établir la république sociale. Si vous n'êtes pas assez forts pour tenter cette entreprise, protestez contre la république bourgeoise!... »

Les fédérations bakouninistes n'écoutèrent pas les avis du Conseil général marxiste, qui ne voulait pas d'alliance avec la bourgeoisie radicale. Elles se liguèrent avec les républicains fédéralistes dans le but d'établir partout, à l'exemple de la *Commune* de Paris, non pas précisément la commune, mais le *canton*. C'est l'origine de l'insurrection *cantonaliste,* qui caractérise l'histoire du socialisme espagnol. On put voir alors quels terribles ravages les doctrines bakou-

ninistes avaient produits en peu de temps dans certains centres ouvriers de l'Espagne.

Le 13 février 1873, 30.000 *prolétaires* se réunirent à Barcelone, et, le 16, ils décrétèrent quelles seraient désormais les conditions du travail à Barcelone et dans d'autres villes. Le mouvement s'étendit. A Malaga, la garnison fut désarmée, les casernes furent incendiées et l'on proclama la république fédérative. Dans l'Estramadure, les paysans insurgés s'emparèrent des biens communaux et se les partagèrent. Dans la province le Badajoz, ils destituèrent plusieurs municipalités et s'emparèrent des biens des grands propriétaires, ous prétexte que ceux-ci se les étaient appropriés u préjudice de la commune. Le Comité de salut publie réduisit de moitié les redevances des baux, ordonna la confiscation des biens de l'Église, supprima es pensions et décréta la remise des fabriques et des erres non exploitées entre les mains de ceux qui voudraient les rendre productives. A Grenade, on décréta e même la confiscation des revenus des domaines de État, de l'Église et des couvents; on résolut de fondre es cloches et d'imposer aux principaux contribuables ne contribution forcée de 120.000 réaux. Les ouvriers e la Catalogne demandèrent que l'État leur procurât u travail en établissant des sociétés coopératives e production. Le 7 juillet, les ouvriers socialistes 'Alcoy organisèrent une grève générale; le 9, ils 'emparèrent de la maison de ville, après avoir tué lusieurs agents de police et quelques gendarmes; ils ivrèrent ensuite l'alcade à une foule furieuse qui l'as-

sassina, et traîna son cadavre dans les rues de la ville. San-Lucar, Cadix, Séville, Carthagène, Grenade et d'autres villes s'insurgèrent. Presque partout, les bakouninistes faisaient partie des juntes cantonales. Le sang coula de tous les côtés. On connaît la résistance de Carthagène. A Valence, où les marxistes avaient aussi pris part à l'insurrection, la lutte se prolongea pendant quinze jours. Une dernière levée de boucliers socialistes eut lieu et fut réprimée à Barcelone, au mois de janvier 1874; la résistance fut sanglante et opiniâtre.

Ce fut la dictature militaire de Serrano qui eut définitivement raison de toutes ces insurrections *cantonales*. Elle décréta l'état de siège, et prononça la dissolution de tous les cercles et de toutes les associations politiques, où l'*on conspirait contre la sûreté publique, contre les intérêts de la patrie, contre l'inviolabilité de la terre espagnole*... Le décret avait particulièrement en vue l'Internationale.

Les excès commis dans les insurrections cantonalistes, leur complet insuccès et la répression sévère qui suivit, détachèrent de l'Internationale espagnole un grand nombre d'adeptes, et des sections entières prirent la résolution de se dissoudre.

C'était la fin de la première période de l'histoire du socialisme espagnol, ce n'était pas la fin de ce socialisme lui-même. Celui-ci se maintint avec son caractère spécial.

Oliva Moncasi, qui tira un coup de pistolet sur le roi Alphonse XII, le 25 octobre 1878, déclara être internationaliste.

On attribua dans plusieurs provinces aux interna-onalistes les nombreux et grands incendies qui, en 378, 1879, 1880 et 1881, produisirent de si grands ra-ages dans des propriétés couvertes de pâturages ou oisées[1].

Un congrès socialiste, composé de délégués nom-reux, se réunit à Barcelone vers la fin de l'année 881. Par 108 contre 8, il adopta un programme col-ectiviste. Une résolution en faveur des nihilistes russes fut proposée.

Les socialistes anarchistes et les socialistes marxis-es se séparèrent toujours davantage. Les groupes narchistes furent pendant quelque temps les plus ombreux.

C'est le nord de l'Espagne qui devint le centre des roupes collectivistes. Les grandes grèves de Barce-one témoignent de leur influence.

Les collectivistes d'Espagne se firent représenter au ongrès marxiste international de Paris, en 1889. Le élégué Iglésias présenta à ce congrès un rapport sur a situation du socialisme en Espagne. Ce rapport vouait les premiers succès des Bakouninistes, mais il ffirma que *cette erreur était* vaincue et que les socialis-es d'Espagne se groupaient sur le terrain du *socialisme cientifique*. Plusieurs mouvements anarchistes et de ombreuses explosions de dynamite ont donné un si-istre démenti à une partie du rapport d'Iglésias.

Depuis le congrès international de Paris, les socia-

1. *Journal des Débats*, 22 août 1881.

listes espagnols essaient de se compter chaque année le 1er mai. Les grèves, les meetings, les résolutions à effet comptent parmi leurs principaux moyens d'action. Leurs divers organes ont toujours été très bruyants.

Au congrès international de Zurich, deux délégués représentaient les collectivistes espagnols. Ils déclarèrent n'avoir rien de commun avec les anarchistes.

Le mouvement socialiste en Portugal commença plus tard qu'en Espagne. Il suivit une marche plus lente mais plus régulière. L'Internationale prit pied en Portugal au mois de novembre 1871 : elle n'avait alors que 32 adeptes; au mois de février 1873, ce chiffre s'était élevé à 15.000. Les réfugiés espagnols n'ont pas peu contribué à propager l'Internationale en Portugal.

Le socialisme portugais tint son premier congrès du 1er au 4 février 1877. D'après l'organe socialiste *O Protesto*, ce congrès essaya de constituer le parti socialiste portugais sur les bases du socialisme allemand.

L'organe du socialisme allemand, le *Sozialdemokrat*, dans son numéro du 19 avril 1883, a dit du socialisme portugais :

« Le socialisme gagne du terrain en Portugal, en même temps que l'idée républicaine. »

Le socialisme portugais était représenté au congrès international de Paris, en 1889, par un seul délégué. Il se met régulièrement en mouvement le 1er mai. Il donne naturellement la main au parti républicain. Il a un organe qui fut fondé le 1er mai 1890 et qui porte le titre : *A Republica social*. Son centre d'action est à Oporto.

Malgré tout le bruit fait surtout par le socialisme spagnol, les socialistes espagnols et les socialistes ortugais sont relativement moins nombreux qu'on ne ourrait le supposer. La révolution en Espagne et le égime maçonnique en Portugal ont, il est vrai, préaré à souhait le terrain au socialisme; mais celui-ci trouvé un puissant obstacle dans la foi du peuple. 'ancien *Vorwaerts* de Leipzig disait un jour des ouriers de Munster en Westphalie : « Les prolétaires e ce pays ne savent que prier et travailler. » Le grand ombre des prolétaires d'Espagne et de Portugal sait ncore prier et travailler.

Anarchisme.

Les exploits anarchistes sont beaucoup moins conus en Portugal qu'en Espagne. Le tempérament des ocialistes méridionaux les fait pencher généralement u côté de l'anarchisme; ils ne se sont jamais soumis u'avec peine à la discipline du socialisme collectiste. Bakounine eut des succès faciles en Espagne, ous venons de le voir. L'anarchisme qu'il y implanta maintint après sa mort.

Un délégué espagnol se trouva au congrès anarchiste Londres au mois de juillet 1881. Les anarchistes pagnols s'organisèrent au congrès de Barcelone, le et le 25 septembre 1881, où 143 délégués se renntrèrent. Leur programme demandait l'autonomie osolue des communes fédérées entre elles. Il y eut es congrès anarchistes en 1882 (à Séville), en 1883 Valence), en 1884 (à Séville). A ce dernier congrès,

251 délégués représentaient 492 sections, lesquelle comptaient ensemble 49.560 membres. Le *Révolté* d Genève poussa un cri de triomphe en reproduisant c dernier chiffre. L'organe principal des anarchistes es pagnols, la *Revista social* de Madrid, se glorifiait alor d'avoir 10.000 abonnés. Son langage était aussi violen qu'impie.

Peut-on imputer à l'anarchisme espagnol les excè commis par la *Main-Noire* (Mano Nera)? Cette formi dable société secrète provoqua, en 1882 et au commen cement de 1883, une vaste agitation agraire et ouvrière principalement dans l'Andalousie, qui fut, pendant si mois, le théâtre de brigandages, de grèves, d'agres sions nocturnes, de séquestres de personnes et d'acte de violence de toute nature, sans en excepter l'assassi nat. On parvint à arrêter de nombreux membres de l *Main-Noire*, dont plusieurs firent des révélations. L justice put découvrir l'organisation de la société, qu avait des tribunaux secrets; on releva plus de quatorz sentences de mort prononcées par ces tribunaux. Cepen dant il fut impossible de constater d'une manière cer taine que la *Main-Noire* faisait partie de la fédératio anarchiste. La *Revista social* déclina énergiquemen toute solidarité avec les hommes de la *Main-Noire*.

Nous nous garderons de prononcer là où la justic du pays n'a point prononcé. Nous nous permettron cependant de dire que, si la *Main-Noire* ne faisait pa partie de la fédération anarchiste, elle avait au moin emprunté à celle-ci, non seulement ses moyens d'ac tion, mais aussi ses principes. On lit, en effet, ce qu

uit dans ses statuts : « La terre existe pour le bien-tre commun des hommes, qui tous ont un droit égal la posséder; elle a été fécondée par l'activité des ravailleurs; l'organisation sociale actuelle est absurde t criminelle: ce sont les travailleurs qui produisent, t les riches fainéants les tiennent dans leurs serres; ussi ne saurait-on être animé d'une haine trop pro-onde contre tous les partis politiques... La société léclare les riches hors du droit des gens; elle proclame ue pour les combattre comme ils le méritent tous les noyens sont bons et nécessaires, sans excepter le fer, e feu et même la calomnie[1]. » — Assurément, un oufle nihiliste ou anarchiste a passé là!

Depuis 1884, l'anarchisme d'Espagne semble avoir erdu en importance, mais il n'a pas cessé de donner igne de vie d'époque en époque. En 1887, il provo-ua une émeute à Valence. Dans une assemblée d'a-archistes, réunie à Madrid en 1887 pour célébrer 'anniversaire de la Commune, le président de l'as-emblée déclara que, dans une situation semblable à elle de la Commune, les anarchistes de Madrid arrê-eraient les principaux capitalistes et en fusilleraient in nombre double de celui des travailleurs qu'on au-ait fusillés. Il déclara, en outre, que les anarchistes s'empareraient de la Banque d'Espagne ainsi que de la Banque hypothécaire et qu'ils brûleraient les registres le propriété avec le Grand-Livre de la dette publique.

Nous ne mentionnerons qu'en passant une pièce

1. E. de Laveleye, p. 276.

étrange trouvée sur les anarchistes dont on s'empara, et qui résumait en dix points l'horrible doctrine du catéchisme de Bakounine sur les devoirs de l'anarchiste.

Les explosions de bombes de dynamite et d'autres exploits violents furent si nombreux, dans diverses villes d'Espagne, qu'il suffit d'en faire mention ici d'une manière générale. Nous ne mettons pas tous ces attentats au compte de l'anarchisme, mais la plupart de ces faits criminels sont son œuvre.

Du reste, l'explosion d'une bombe, qui eut lieu par accident à Madrid au mois de juin 1893 et qui tua le chef anarchiste Ruiz, révéla, par les papiers qu'on trouva sur ce dernier et plus tard sur son compagnon arrêté à Lisbonne, que l'anarchisme espagnol existe toujours et qu'il est toujours digne de lui-même. La bombe, qui éclata près de la demeure de l'ancien ministre Canovas, devait être l'instrument de la vengeance anarchiste contre le ministre qui n'avait pas fait gracier les auteurs du sanglant exploit anarchiste de Xérès.

Le 24 septembre 1893, pendant une parade militaire à Barcelone, une bombe lancée par un anarchiste éclata près du général Martinez Campos. Deux hommes furent tués à ses côtés; le général et plusieurs autres personnes furent blessées. Quelques jours après, une explosion de dynamite se produisit à Merida, dans la province de Badajoz. Il y eut de nombreux blessés, et quelques maisons furent endommagées. — Tant il est vrai que l'anarchisme espagnol n'est pas mort! L'anarchisme vivra autant que le socialisme, dont il est

ombre sanglante. Madrid et Barcelone semblent at-
rer de préférence les anarchistes.

Ces lignes étaient écrites depuis plusieurs jours quand
Espagne, engagée dans la guerre avec les Kabyles,
onsternée par la catastrophe de Santander, dut être
émoin d'un des plus horribles forfaits anarchistes.
ans la nuit du 7 novembre, deux bombes furent lan-
ées dans un théâtre de Barcelone; l'une d'elles fit
xplosion : elle tua vingt-deux personnes et fit quarante
lessés. Les anarchistes qui lancèrent ces bombes pré-
endirent venger ainsi la mort de l'auteur de l'atten-
at du 24 septembre. Jamais vengeance ne fut plus
dieuse, ni plus féroce, ni plus stupide.

VII. — France.

Socialisme.

L'histoire du mouvement socialiste en France est de
a plus haute importance. Pour caractériser suffisam-
ment ce mouvement, nous parlerons : 1° du mouvement
ocialiste avant l'Internationale, 2° de l'Internationale
vant la Commune, 3° de l'Internationale pendant la
ommune et après la Commune, et 4° du mouvement
ocialiste depuis la disparition de l'Internationale.

A. — *Le mouvement socialiste en France avant l'In-
rnationale.* — Le mouvement socialiste date, en
rance, presque du même jour que le mouvement
ourgeois. La grande Révolution avait à peine établi
règne de la bourgeoisie que déjà le socialisme ap-

parut dans les doctrines communistes de Babœuf et dans sa *Société du Panthéon* ou des *Égaux*.

La Restauration vit le prophète du communisme ou du socialisme, Saint-Simon. Lorsque la domination de la bourgeoisie était devenue plus exclusive sous le règne de Louis-Philippe, les docteurs et les conspirateurs du socialisme furent très nombreux. Parmi les docteurs du socialisme, nous nommerons seulement Fourier, Cabet, Pierre Leroux, Louis Blanc et Proudhon, le plus important de tous, dont la doctrine se résume dans le fameux paradoxe : *La propriété, c'est le vol*. Nous avons la douleur de joindre à ces noms celui de Lamennais. Les conspirateurs socialistes les plus connus sont Blanqui, Barbès et Bernard.

Il n'entre pas dans notre plan d'étudier les divers systèmes communistes et socialistes qui se succédèrent depuis les théories de Babœuf jusqu'à celles de Proudhon. Ils ont tous un fond commun, qui est la négation de la société actuelle. Cette négation est plus complète chez les uns que chez les autres : ils diffèrent principalement dans leurs méthodes de reconstruction sociale. Le communisme des uns est plus mystique; celui des autres est plus grossièrement matérialiste. Nous croyons qu'il est aujourd'hui superflu d'entrer dans les détails ou plutôt dans le labyrinthe de tous ces systèmes : le socialisme actuel, celui dont nous esquissons la marche envahissante, et dont l'étude s'impose à tout homme sérieux, emprunte quelque chose à tous les systèmes, mais il n'adopte entièrement aucun d'eux.

Il y a trente ans, lorsque l'Internationale parut en France, elle eut de rapides succès, parce qu'elle arrivait en temps opportun, et que les idées socialistes avaient déjà envahi en partie la classe ouvrière. Un pareil mouvement social ne pouvait être l'œuvre de quelques années; il était l'œuvre de plus d'un demi-siècle. La Révolution avait favorisé le capital; celui-ci exploita la machine à sa façon et groupa rapidement autour d'elle un prolétariat d'un nouveau genre. Ce que nous avons exposé plus haut, dans la partie générale, s'accomplit à la lettre en France.

La foule se massa partout autour de la machine, s'arrachant à ses anciennes habitudes sociales. Hommes, femmes, enfants, tous se présentaient, demandant le travail facilité. Il n'y avait ni règle ni organisation, car ni la législation, ni l'organisation municipale, ni même l'opinion publique n'étaient préparées à une situation nouvelle si subitement créée. C'était le *laisser faire*.

On était ébloui des merveilles de la machine, de sa puissance d'action et de production, des richesses qu'elle accumulait, et l'on oubliait trop souvent l'homme qui était mis au service de la machine.

On s'aperçut trop tard que c'était une monstruosité que ces salariés de huit, neuf ou dix ans que l'industrie avait formés. On s'aperçut trop tard que, sans le savoir, l'enfant et la mère faisaient en quelque sorte concurrence au père. On s'aperçut trop tard de l'existence précaire faite au prolétariat par la concurrence illimitée. On s'aperçut trop tard des proportions menaçantes prises par ce même prolétariat, dont les lé-

gions augmentent fatalement par suite de la méthode adoptée par la production capitaliste.

L'immigration excessive dans les villes suivit de près le mouvement que nous venons de décrire. La Révolution songea de bonne heure à exploiter les masses ouvrières. L'agitation commença déjà sous la Restauration. Elle gagna sous le gouvernement de Juillet. A mesure que le capital et la grande industrie devinrent plus dominants, les rangs du prolétariat se peuplèrent davantage. Saint-Simon vint marquer une ligne de démarcation profonde entre la bourgeoisie et le peuple; il eut la fatale inspiration de les distinguer en deux classes sociales dont les intérêts sont opposés et se combattent mutuellement. La bourgeoisie semblait ne pas se douter de l'abîme qui se creusait entre elle et le peuple. Le gouvernement ne fit presque rien pour conjurer le danger ni au point de vue moral, ni au point de vue social, ni au point de vue économique.

On ne peut guère citer de cette époque qu'une seule loi favorable à la classe ouvrière : c'est la loi sur les fabriques votée en 1841. Elle demeura malheureusement à l'état de lettre morte, parce qu'on n'avait pas su pourvoir à son exécution.

Tandis que la loi favorable à la classe ouvrière n'était pas appliquée, on fit usage avec beaucoup de rigueur de la loi sur les coalitions et on réprima sévèrement des coalitions ouvrières qui avaient pour but de faire hausser les salaires. Louis-Philippe avait les idées les plus étroites sur la question sociale : il voyait dans le peuple un élément remuant qu'il fallait sans cesse

contenir, et il croyait que l'argent et la force finiraient toujours pour avoir raison d'une aspiration sociale quelconque. Guizot, de son côté, disait que le besoin continuel de travail offrait une garantie suffisante contre les tendances révolutionnaires de la classe pauvre. Pendant que le gouvernement savait si peu comprendre la gravité de la situation, l'opposition républicaine exploitait à son profit les souffrances et le mécontentement de l'ouvrier. La presse révolutionnaire vulgarisait les systèmes socialistes ou communistes. Il y avait peu d'organes franchement socialistes; mais pour être plus sûrs d'arriver à leur but, les journaux révolutionnaires acceptaient la phraséologie communiste : ils rendaient la société directement responsable des souffrances du peuple, et il n'était question partout que de *l'organisation du travail.*

Sur ces entrefaites arriva la révolution de 1848. La bourgeoisie radicale l'avait préparée; elle fut cependant, en réalité, une révolution ouvrière. En 1848, les ouvriers furent vainqueurs à Paris, comme en 1871 : en 1848, ils ne surent pas profiter de leur victoire; en 1871, l'Internationale les avait *organisés,* et ils entendirent régner eux-mêmes. Le caractère social de la révolution de 1848 est évident; la question sociale s'imposait par suite de la grande part prise à la révolution par les ouvriers. Un décret du gouvernement provisoire ne tarda pas à réduire la journée de travail. On forma une chambre du travail, et celle-ci s'empressa de réclamer des sociétés de production subventionnées par le gouvernement. Louis Blanc fit même signer un décret

par lequel le gouvernement provisoire s'engageait à *garantir à l'ouvrier son entretien par le travail et à procurer du travail à tous les citoyens*. Conformément à ce décret vraiment socialiste, on créa les trop fameux *Ateliers nationaux*. On établit enfin une commission spéciale pour l'étude de la question économique : elle siégea au Luxembourg, sous la présidence de Louis Blanc.

On ne put satisfaire les exigences de l'élément révolutionnaire socialiste; celles-ci devinrent, au contraire, de jour en jour plus grandes et plus impérieuses. Il y eut un mouvement insurrectionnel le 15 mai, qui fut bientôt suivi des sanglantes journées de juin, après lesquelles Proudhon s'écria que le prolétariat n'existait plus. Le prolétariat existait encore; mais ses chefs avaient compris que l'heure n'était pas venue pour une action politique. L'agitation changea momentanément de direction : il ne fut plus question que du mouvement économique. C'était le temps des associations qui devaient sauver le prolétariat. On fonda des sociétés coopératives de production et de consommation. L'Assemblée nationale fut entraînée dans le mouvement; elle vota un crédit de trois millions en faveur des associations ouvrières. Le résultat ne répondit pas aux promesses qui avaient été faites avec enthousiasme.

La plupart des associations nées pendant la République éphémère de 1848 étaient animées de l'esprit révolutionnaire et atteintes d'un ferment de socialisme. L'Empire recueillit cet héritage, et il semble avoir pris à tâche de le faire fructifier. L'Empire n'avait pas l'intel

ligence des grandes lois sur lesquelles repose la société ; l'empereur lui-même n'était pas étranger à certaines idées *saint-simoniennes*. Du reste, Napoléon poursuivait avant tout un intérêt dynastique. Il avait adopté la maxime qu'il faut diviser pour régner ; il ne voulait ni la domination de la bourgeoisie, ni celle du peuple ; mais le peuple et la bourgeoisie devaient tour à tour servir ses intérêts. Il commença par écarter la classe ouvrière de la scène politique, après avoir demandé au peuple le plébiscite qui fit l'Empire.

Plus tard l'Empire résolut de nouveau de se servir de la classe ouvrière pour tenir le capital en échec. On fit tout pour procurer du travail aux ouvriers. Des travaux publics furent entrepris et exécutés dans des proportions inouïes ; les communes rivalisaient avec l'État. L'État rétribua avantageusement les ouvriers, et força ainsi l'industrie à élever de même ses salaires. On ne craignit point, pour transformer Paris, de réunir dans les faubourgs de la capitale des masses énormes d'ouvriers qui se comptaient par centaines de mille, et d'offrir ainsi au socialisme militant une sphère d'action illimitée.

Les anciennes associations ouvrières avaient en grande partie disparu ; il s'agissait d'organiser de nouvelles associations favorables à l'Empire. Celles-ci devaient trouver les ressources nécessaires dans la *Société du Crédit au travail*, dans la *Caisse d'escompte des Associations populaires*, dans la *Caisse des Associations coopératives*, à laquelle Napoléon donna 500.000 francs. En peu de temps, les sociétés mutuelles de crédit, les

sociétés de consommation et les sociétés de production devinrent assez nombreuses à Paris et dans les villes les plus importantes.

On fit aux ouvriers quelques autres concessions qui leur permirent de s'organiser davantage. Nous sommes loin de blâmer les mesures qui furent prises à cette époque pour améliorer le sort de l'ouvrier. Mais l'intérêt politique avait une trop grande part dans ces mesures.

La politique qui inaugura la campagne d'Italie fut fatale à un autre titre. Les intérêts les plus sacrés furent surbordonnés au succès de cette politique, on favorisa une véritable propagande antireligieuse, qui atteignit les rangs du peuple. Cette propagande produisit au sein des populations ouvrières des grandes villes les résultats que le *Kulturkampf* devait produire plus tard en Allemagne.

Les démonstrations jouaient un rôle important dans le système politique de Napoléon III. Les ouvriers durent servir pour ces démonstrations. En 1862, on avait envoyé à l'Exposition de Londres une délégation d'ouvriers français qui avaient fêté avec les ouvriers anglais, dans *la taverne des Francs-maçons*, à Londres, la *fraternité internationale des ouvriers*. L'idée d'établir des rapports internationaux entre les ouvriers des divers pays s'était déjà produite à cette occasion. En 1863, la démonstration organisée par la politique de l'Empire en faveur des Polonais, amena de nouveau à Londres une délégation d'ouvriers français. Nos lecteurs savent que le projet de fonder l'Internationale fut arrêté à

cette occasion. L'Internationale fut, de fait, fondée le 28 septembre 1864. Les délégués des ouvriers français prirent une grande part à cette fondation, quoique Karl Marx, l'élève et l'ancien compagnon des socialistes révolutionnaires de Paris, sût s'emparer de la direction de la vaste association.

B. — *L'Internationale en France avant la Commune.* — Oscar Testut, dans son histoire de l'Internationale en France, reproduit un grand nombre de documents qui permettent d'apprécier le véritable caractère des agissements de l'Internationale. Les renseignements fournis par Testut sont complétés par les citations que le principal historien allemand du socialisme contemporain, Rodolphe Meyer, emprunte au *Vorbote*, une publication mensuelle officieuse de l'Internationale, éditée en Suisse et dirigée par Jean-Philippe Becker.

La loi contre les coalitions fut abrogée en France, en 1864, et avec elle disparut le principal obstacle qui s'opposait à la propagation de l'Internationale. La première section fut établie à Paris au mois de janvier 1865, dans la rue des Gravilliers, n° 44. On invita publiquement les corporations ouvrières, qui s'étaient formées après l'abolition de la loi contre les coalitions, à adhérer à l'Internationale. Le gouvernement laissa faire.

J.-Ph. Becker rapporte que les premiers succès enivrèrent les chefs français, et que la direction supérieure eut de la peine à modérer leur ardeur révolutionnaire.

Cependant ces mêmes chefs surent être très prudents. Ils savaient que Napoléon se faisait illusion sur le mouvement ouvrier, et qu'il croyait pouvoir utilement s'en servir comme d'un spectre rouge pour effrayer la bourgeoisie; ils se gardaient de toute démarche qui aurait pu dissiper les illusions de l'empereur, et proclamaient bien haut leur neutralité politique.

Ce fut le congrès international de Genève qui éveilla d'abord l'attention de la police française. Cependant les délégués français n'y avaient pas dépouillé toute prudence. Pour ne point effaroucher la police, ils évitèrent d'appuyer une motion qui se prononçait en principe contre toute religion, et ils firent écarter de l'ordre du jour une résolution en faveur de la Pologne.

Après le congrès de Genève, on ne permit plus à la section de Lyon les réunions de plus de cinq cents personnes, qu'on avait tolérées jusque-là; la distribution des statuts de l'Internationale fut prohibée. Remarquons ici que l'organisation de l'Internationale n'avait pas été régulière en France. La loi sur les associations rendait impossible la réunion officielle et publique de ses nombreuses sections; elle n'existait pas légalement comme une association autonome et indépendante; ses affiliés étaient considérés comme membres d'une association anglaise.

Le nombre des affiliés de l'Internationale grandi leur audace. La guerre ayant menacé d'éclater entre la France et la Prusse à l'occasion de la question de Luxembourg, les constructeurs de machines de Berlin firen parvenir une adresse pacifique à leurs frères de Paris

Les correspondants de la commission parisienne, Tolain, Fribourg et Varlin, répondirent : « C'est au nom de la solidarité universelle, invoquée par *l'Association internationale*, que nous échangeons avec vous le salut pacifique qui cimentera à nouveau l'alliance indissoluble des travailleurs [1]. »

La réunion du congrès général de l'Internationale pour l'année 1867 devait avoir lieu à Paris; le gouvernement français s'y opposa, et le congrès se réunit à Lausanne. Le rapport annuel du Conseil général de Londres signala au congrès les succès croissants de l'Internationale en France; il fit connaître l'établissement définitif des sections régulières de Paris, Caen, Lyon, Bordeaux, Rouen, la Guadeloupe, Vienne, Neuville-sur-Saône, Pantin, Saint-Denis, Puteaux, Neufchâteau, Lisieux, Condé-sur-Noireau, Harcourt-Thierry, Granville, Argentan, Castelnaudary, Auch, Orléans, Nantes, Villefranche, Marseille, Fuveau, le Havre et Alger.

Au congrès de Lausanne, les délégués français firent de nouveaux efforts pour empêcher le congrès de professer l'athéisme au nom de l'Internationale et de se prononcer contre la propriété privée.

La plupart des délégués français au congrès général de Bruxelles, au mois de septembre 1868, votèrent encore avec la minorité contre la propriété collective du sol.

Au congrès de Bâle en 1869, comme au congrès de

1. Ap. Oscar Testut, l'*Internationale et le Jacobinisme*, t. I, p. 239.

Bruxelles, on constata officiellement le développement constant de l'Internationale en France.

Oscar Testut trace le tableau suivant du mouvement de l'Internationale en 1869.

« Nous arrivons à 1869. Les événements vont se précipiter : les réunions publiques, les élections, les nombreuses grèves, le malaise général, les excitations de la démagogie, les théories subversives répandues dans les masses par une certaine presse, l'attitude des partis extrêmes, l'agitation des esprits, voilà autant de causes destinées à faciliter le jeu de l'Internationale et à lui permettre d'accentuer encore davantage son rôle politique. En France, à la faveur de la nouvelle loi sur les réunions publiques, la propagande socialiste et révolutionnaire va pouvoir se donner libre carrière. »

De 1869 à 1870, l'agitation entreprise au profit de l'Internationale atteignit son apogée en France. Le congrès de Bâle, qui avait enfin osé proclamer que la société a le droit de supprimer la propriété individuelle et de la transformer en propriété collective c'est-à-dire qui avait osé affirmer hautement le socialisme de l'Internationale, le congrès de Bâle grandit le espérances de l'association cosmopolite et poussa jusqu'à l'exaltation le zèle de quelques-uns de ses coryphées. Tous comptèrent sur la France. Il faut voir dan les principaux organes du parti, tant en France qu'en Suisse et en Belgique, avec quelle assurance ils annonçaient la révolution sociale et déclaraient la guerre au prêtre, au soldat, au propriétaire ou au rentier. « Nou qui produisons, s'écriait un de ces organes, nous de

vons être l'État; et nous pouvons l'être, si nous le voulons bien. »

L'Internationale se servit alors utilement en France de deux hommes et de trois faits. Les deux hommes étaient Raspail et Rochefort; les trois faits étaient une grande grève du Creuzot, la mort de Victor Noir et le Plébiscite.

Le 12 avril, lorsque la grève du Creuzot n'était pas encore terminée, le citoyen Dumay, qui proclama la Commune au Creuzot le 26 mars 1871, écrivit à Varlin :

« La section de l'Internationale du Creuzot est en voie de formation; nous sommes aidés par le citoyen Malon qui, dans une réunion privée que nous avons eue, a complètement terminé ce que nous avions si bien commencé. Les principes socialistes sont implantés ici maintenant[1]. »

La période plébiscitaire enleva certaines barrières que la loi opposait à la propagande de l'Internationale, et en même temps elle vit se produire, surtout dans les grands centres, la surexcitation la plus vive. L'Internationale avait trop l'instinct révolutionnaire pour ne pas profiter de circonstances aussi favorables. Il y eut plusieurs manifestes. « Partout, dit Testut, nous voyons les coryphées de l'Internationale diriger les réunions publiques, dont le Plébiscite fut le prétexte, et rivaliser de violence dans leurs attaques. A Lyon, à Rouen, à Marseille, même débordement des passions révolutionnaires qu'à Paris. »

1. Ap. O. Testut, *op. cit.*, t. I, p. 413.

Pour faciliter aux sociétés ouvrières de France l'a-grégation à l'Internationale, malgré les mesures prises par le gouvernement, le Conseil général de Londres déclara que l'on considérerait comme agrégée toute corporation qui aurait un correspondant direct auprès du Conseil général. Un seul correspondant pouvait re-présenter un nombre indéfini de corporations.

Une lettre du trop fameux général Cluseret prouve jusqu'à quel point l'Internationale se croyait à la veille d'une révolution sociale en France au commencement de l'année 1870. Cluseret s'était trouvé dans la même prison que les membres du deuxième comité central de Paris, condamnés en 1868; il se mit en relation ave eux, et, après sa libération, il fut chargé, par leu intermédiaire, d'une mission de propagande en faveu de l'Internationale en Amérique. Dans son adresse au travailleurs américains, pour leur notifier sa nomina-tion au poste de *représentant de la Chambre fédéra parisienne,* Cluseret avait dit :

« Il y a en ce moment deux représentants de France en Amérique : celui des fainéants, nommé p Napoléon, à Washington, et celui des travailleurs, é par eux, à New-York. Est-ce que je m'inquiète mon collègue? Pas le moins du monde. »

Il est impossible de déterminer à point nommé l forces de l'Internationale en France dans la premiè moitié de l'année 1870. On cherchait à dérober de tou-tes les manières l'organisation de ces forces à l'œil la police. On groupait les ouvriers sous les noms et a titres les plus variés. On distinguait quatre grands

fédérations ayant chacune ses statuts : les fédérations de Paris, de Lyon, de Marseille, de Rouen. Chaque fédération s'étendait à un nombre très considérable de sections. La fédération de Paris comprenait les sections de Vaugirard, de Meudon, de Clichy, de Batignolles, de Belleville, du Panthéon, de Montmartre, de Grenelle, de la Villette, de Montrouge, de l'Est, de la Maison-Blanche, du Cercle des études sociales, du Cercle des études socialistes et positivistes. Paris avait aussi une section allemande. — Bakounine régnait par ses lieutenants dans la fédération de Lyon, et il aspirait à dominer tout le mouvement français. Il n'atteignit pas complètement son but, mais son influence fut très grande, et il a sa part de responsabilité dans l'établissement de la Commune. La fédération de Lyon comprenait les sections lyonnaises, celles de Saint-Étienne, de Givors, de Grenoble, de Neuville-sur-Saône, de Vienne, de Saint-Symphorien, etc. — La fédération de Rouen, placée sous l'habile direction d'Aubry, était très active et très puissante. Le manifeste qu'elle émit à l'occasion de la grève du Creuzot s'élève avec véhémence contre l'emploi de la force armée. Les sections qui étaient de son ressort s'étendaient jusqu'à Lille.

La fédération de Marseille subissait, comme celle de Lyon, l'influence de Bakounine. Son agent le plus actif était Bastelica, un tout jeune homme. Elle comptait, au mois d'août 1870, vingt-sept associations fédérées, parmi lesquelles se faisait remarquer la Chambre syndicale des matelots de la marine marchande. — Outre les sections fédérées que nous venons de dési-

gner, nommons encore les sections d'Aix, de Brest, de Mulhouse[1], de Besançon, d'Elbeuf, de Limoges, de Roubaix, de Cambrai, du Mans, de Reims, de Réthel, de Saint-Quentin, de Sedan, de Gontaron (Var), de Dijon, de Cosne, de Tourcoing, du Creuzot, de Fourchambault, de Bordeaux, de Villefranche, de Fuveau, de Tournon, de Crest, de Caen, etc.

Dans la matinée du 30 avril, la dépêche suivante, au chiffre de l'administration, était adressée à tous les procureurs généraux par le ministre de la justice Ollivier :

« Arrêtez sur-le-champ tous les individus qui dirigent l'Internationale. Nous les poursuivons à Paris. La situation devient grave. »

En vertu de ces instructions et d'autres du même genre, transmises les jours suivants, de nombreuses arrestations furent opérées, principalement à Paris et à Lyon[2].

On n'eut plus le temps de juger les membres de l'Internationale arrêtés à Lyon. A Paris, trente-huit personnes furent renvoyées devant le tribunal correctionnel. Le jugement fut rendu à l'audience du 8 juillet : Le tribunal prononça contre sept accusés la peine d'une année de prison; la plupart des autres furent

1. M. Testut publie une lettre adressée, à la date du 6 mars 1870, au citoyen Varlin par un des chefs du mouvement socialiste à Mulhouse, qui demande les statuts de l'Internationale et des conseils. Les réunions que ce chef organisa après la guerre étaient assez fréquentées.

2. O. Testut, *l'Internationale et le Jacobinisme*, t. I, p. 80.

condamnés à deux mois de prison. Ces derniers n'avaient pas encore expié toute leur peine que déjà l'Empire avait cessé d'exister. Les angoisses de la guerre la plus désastreuse vinrent dominer toutes les autres préoccupations.

L'attitude de l'Internationale pendant la guerre mérite une attention spéciale. Au premier signal de la lutte, une proclamation à Paris, un manifeste à Londres, des démonstrations à Brunswick, à Chemnitz et à Berlin se prononcèrent contre elle. Le *Vorbote* se félicita de voir que le patriotisme lui-même avait perdu de son influence sur la classe ouvrière. Le manifeste de Londres, daté du 23 juillet, disait que le glas funèbre de l'Empire avait sonné à Paris. Ce même manifeste, considéré généralement comme l'œuvre de Karl Marx, représentait la guerre du côté allemand comme purement défensive et imposée.

Le Conseil général, ou mieux Karl Marx, changea de langage après le 4 septembre. Un nouveau manifeste fut lancé; il demandait que la République française fût reconnue et traitée avec générosité. Une proclamation du comité du parti démocratique et socialiste allemand, inspirée par Marx et datée de Brunswick le 5 septembre, invita les ouvriers allemands à se lever en masse pour obtenir une paix honorable en faveur du peuple français; la proclamation s'élevait avec beaucoup de force contre l'annexion projetée de l'Alsace et de la Lorraine. « Nous savons que notre pensée est celle des ouvriers allemands, » disait la proclamation. « Ils ne toléreront pas l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine,

dans l'intérêt de la paix et de la liberté, dans l'intérêt de la civilisation de l'Occident contre la barbarie des Cosaques... » La proclamation se terminait par ces mots :

« Vive la lutte internationale du prolétariat uni! Si nous voyons aujourd'hui un grand peuple reprendre de nouveau en main sa destinée, si nous ne voyons plus seulement la république en Suisse et au delà de l'Océan; si elle existe de fait en Espagne et en France, n'hésitons plus à pousser le cri qui, un jour, annoncera aussi l'aurore de la liberté en Allemagne, le cri de triomphe : Vive la République! »

Les membres du comité socialiste qui avaient signé cette proclamation furent arrêtés par le général Vogel de Falkenstein. La démonstration ou le mouvement ouvrier que Marx attendait ne se produisit pas en Allemagne. Dès le 9 septembre, parut un troisième manifeste du Conseil général de Londres. Ce manifeste tient compte de toutes les difficultés de la situation faite par les événements à la classe ouvrière en France, il conseille de temporiser. Ce serait se livrer à la folie du désespoir que de tenter de renverser le gouvernement actuel, composé d'*orléanistes notoires et de bourgeois*. Les ouvriers français doivent se borner à profiter des libertés républicaines pour pousser activement leur organisation indépendante. Cette organisation leur donnera des *forces herculéennes*, qui seront toutes-puissantes pour régénérer la France et pour procurer l'œuvre commune, l'émancipation du travail.

Une lettre du secrétaire correspondant pour la France auprès du Conseil général, Eugène Dupont, avait

donné les mêmes conseils à Albert Richard. La lettre est datée de Londres, le 6 septembre 1870. Cette lettre révèle tout un plan de campagne; nous croyons devoir la transcrire en entier.

« La piteuse fin du Soulouque impérial nous amène au pouvoir les *Favre* et les *Gambetta*. Rien n'est changé. La puissance est toujours à la bourgeoisie. Dans ces circonstances, le rôle des ouvriers ou plutôt leur devoir est de *laisser cette vermine bourgeoise* faire la paix avec les Prussiens (car la honte de cet acte ne se détachera jamais d'eux), de ne pas les affermir par des émeutes, mais de profiter des libertés que les circonstances vont apporter pour organiser toutes les forces de la classe ouvrière. La bourgeoisie, qui est dans ce moment affolée de son triomphe, ne s'apercevra pas tout d'abord des progrès de l'organisation, et pour le jour de la *véritable guerre* les travailleurs seront prêts.

« Activer, répandre partout cette organisation, c'est la tâche de notre association. Redoublez donc d'énergie, frères lyonnais. Que votre dévouement se centuple! Groupez autour de vous tous les hommes actifs et convaincus! Organisez tous les travailleurs de votre ville sous le drapeau de notre chère association! Que le mot d'ordre des travailleurs soit partout l'*Internationale*, et *le but que nous voulons atteindre sera bien près*.

« Le Conseil général a écrit à tous les correspondants, afin que leurs efforts se concentrent dans ce *ce sens pour agir avec ensemble au moment opportun et décisif*.

« *A l'œuvre sans relâche jusqu'à la révolution sociale!*
« A bas la bourgeoisie! Vive l'Internationale [1].
« Salut fraternel à tous.

« Eugène Dupont,
« Secrétaire correspondant pour la France. »

L'influence du Conseil général de Londres était faible à Lyon où dominaient les idées de Bakounine. Albert Richard était lui-même un des fondateurs de l'Alliance bakouniniste. Le prestige de Marx avait généralement baissé depuis la guerre, et l'on commençait à désigner l'inspirateur du Conseil général sous le nom de *juif allemand*. Il ne faut donc pas s'étonner de voir que les conseils de prudence venus de Londres furent peu suivis. Les sections françaises de l'Internationale firent presque partout alliance avec le radicalisme le plus avancé pour tenter d'arriver au pouvoir, grâce au trouble produit par les malheurs de la guerre. Elles s'agitèrent à Paris, à Bordeaux, à Rouen, mais principalement à Lyon et à Marseille. A trois reprises, elles tentèrent de s'emparer de Lyon : le 28 septembre, le 3 et le 4 novembre, le 19 et le 20 décembre. Elles ne reculèrent pas, à cette heure suprême, devant la désorganisation de la France. Elles voulaient placer à la tête de l'armée leur général Cluseret. La troisième fois, on songeait en outre à confier le gouvernement de Lyon *au brave général Garibaldi*, qu'on représentait comme le *grand patriarche de la*

1. Ap. O. Testut, t. II, p. 26.

République, le seul qui n'eût jamais trahi[1]. Au mois de septembre, Bakounine en personne était accouru à Lyon. Voici les résolutions qu'il proposait de concert avec ses principaux adeptes :

« Art. 1er. — La machine administrative et gouvernementale de l'État, étant impossible, est abolie.

« Le peuple de France rentre en pleine possession de lui-même.

« Art. 2. — Tous les tribunaux criminels et civils sont suspendus et remplacés par la justice du peuple.

« Art. 3. — Le paiement de l'impôt et des hypothèques est suspendu.

« L'impôt est remplacé par les contributions des communes fédérées, prélevées sur les classes riches, proportionnellement au salut de la France.

« Art. 4. — L'État, étant déchu, ne pourra plus intervenir dans le paiement des dettes privées.

« Art. 5. — Toutes les organisations municipales existantes sont cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées par des comités du salut de la France, qui exerceront tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat du peuple.

« Art. 6. — Chaque comité du chef-lieu de département enverra deux délégués pour former la convention révolutionnaire du salut de la France.

« Art. 7. — Cette convention se réunira immédiatement à l'hôtel de ville de Lyon, comme étant la seconde ville de France et la plus à portée de pourvoir énergiquement à la défense du pays.

1. Ap. O. Testut, t. II, p. 26.

« Cette convention, appuyée par le peuple entier, sauvera la France.

« Aux armes!!! »

(*Suivent vingt-six signatures de membres de l'Internationale.*)

Nous faisons grâce à nos lecteurs de l'énumération des mesures qui devaient être décrétées d'urgence, parmi lesquelles figuraient un emprunt forcé et obligatoire sur les immeubles, la confiscation, au profit de la nation, des biens de tous ceux qui se rendraient à l'étranger, une réquisition progressive sur les fortunes, la fonte des cloches, l'ordre aux banquiers d'hypothéquer immédiatement tous les biens du clergé...

L'insuccès de la tentative du 28 septembre désola Bakounine. Il écrivit le même jour à son collègue Palix :

« Je quitte Lyon le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France. Elle deviendra une vice-royauté de l'Allemagne. A la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands, qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes leur permettront de dire. L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse, unie au knout du czar de Saint-Pétersbourg, va assurer la tranquillité et l'ordre public, au moins pour cinquante ans, sur tout le continent de l'Europe. Adieu la liberté, adieu le socialisme, la justice pour le peuple et le triomphe de l'humanité. Tout cela pouvait tsorir du désastre actuel de la France. Tout cela en

serait sorti, si le peuple de France, si le peuple de Lyon l'avait voulu [1]. »

Faire servir le désastre de la France au triomphe de leurs rêves insensés, tel était bien le but que se proposaient les chefs de l'Internationale. Les émeutes de Lyon le prouveraient jusqu'à l'évidence, si nous n'en avions pas la preuve bien autrement douloureuse dans l'événement le plus considérable, le plus tragique, le plus sinistre de l'histoire de l'Internationale; nous voulons parler de la *Commune* de Paris, dont nous avons à tracer maintenant l'horrible silhouette.

C. — L'Internationale pendant la Commune de Paris et après la Commune. — Le socialisme marxiste peut répudier la tentative de Lyon; il peut dire que cette tentative était avant tout l'œuvre de l'anarchiste Bakounine. Le socialisme marxiste n'a jamais répudié la Commune; pour se rendre compte de la manière dont ce socialisme comprend la révolution, il importe donc de préciser la part de responsabilité de l'Internationale marxiste dans l'établissement et les entreprises de la Commune.

Quelle est cette part de responsabilité? Nous croyons devoir accorder à cette question une attention spéciale, d'autant plus que le socialisme marxiste fait tous ses efforts pour réhabiliter la Commune.

Nos lecteurs viennent de voir comment l'Internationale avait préparé la *révolution sociale*. Cependant la Commune n'est pas exclusivement son œuvre : elle

1. O. Testut, t. II, p. 40-41.

a été établie par la bourgeoisie radicale de concert avec l'Internationale. La bourgeoisie radicale trouvait l'idée de la Commune ailleurs que dans le programme de l'Internationale; elle l'avait rencontrée écrite en caractères sanglants dans l'histoire de la grande Révolution. L'Internationale prit part à l'établissement de la Commune; grâce à l'organisation dont elle disposait, elle y exerça de plus en plus une influence prépondérante. Nous voyons, dans les soixante-treize jours d'existence de la Commune, les internationaux gagner sans cesse du terrain; ils firent successivement adopter leurs principes, de telle sorte que le Conseil général de Londres put enfin accepter comme sienne l'œuvre de la Commune dans un des plus importants manifestes dictés par Marx.

M. Rodolphe Meyer dit qu'il est difficile d'apprécier d'une manière impartiale les événements de la Commune. Quoi qu'il en soit de cette difficulté, il nous paraît certain que M. R. Meyer n'a pas su la vaincre. La justesse du coup d'œil lui fait ici complètement défaut, parce qu'il n'a guère étudié que les sources hostiles au gouvernement français. Il croit tenir la balance égale entre le gouvernement et la Commune, et il la fait pencher évidemment du côté de la Commune. M. R. Meyer rend M. Thiers et ses ministres responsables des suites de la révolution de Paris, non pas à cause de cette hésitation funeste qu'on leur a tant reprochée, mais parce qu'ils n'ont pas assez hésité, ou plutôt parce qu'ils n'ont pas fait les concessions voulues. Il croit à toutes les barbaries que les

auteurs favorables à la Commune mettent à la charge de l'armée française dès l'ouverture des hostilités. Il admet sérieusement que la Commune a maintenu l'ordre. Il croit que le gouvernement a présenté la situation sous un faux jour. Selon lui, les *Versaillais* auraient dû reconnaître aux troupes communardes la qualité de belligérants. Enfin, l'historien de l'émancipation de la quatrième couche sociale ne sait pas s'il ne faut pas admettre que l'incendie de certains édifices de Paris fût voulu par quelques membres du gouvernement pour faire disparaître des documents compromettants pour eux.

Nous ne partageons pas l'indulgence de M. R. Meyer pour la Commune de Paris, qui est l'un des plus grands crimes de notre siècle, malheureusement trop fécond en crimes. Elle n'a respecté ni la patrie, qu'elle aurait ruinée à jamais s'il n'avait dépendu que d'elle; ni la liberté individuelle, qu'elle a mille fois sacrifiée à ses haines et à ses préventions; ni la propriété, qu'elle a atteinte par ses décrets.

Le règne de la Commune n'a guère duré que deux mois; quel régime a jamais su accumuler en si peu de temps autant d'attentats de tout genre? Dans le registre d'écrou, on compte, du 18 mars au 23 mai 1871, rien que pour les hommes, 3.632 détenus. Pour quel motif et en vertu de quel droit ces hommes ont-ils été arrêtés? Qu'on pénètre avec Maxime du Camp dans les prisons de la Commune; qu'on passe en revue le personnel de sa police et de sa justice, depuis Raoul Rigault et Théophile Ferré jusqu'au dernier agent;

qu'on interroge ses propres généraux sur son armée; qu'on tienne compte des violences sans nom exercées contre des personnes uniquement suspectes parce qu'elles avaient été jusque-là fidèles à leur devoir; qu'on suppute enfin les pillages officiels et les énormes réquisitions; il ne sera nullement nécessaire d'en appeler à la féroce loi des otages et aux horreurs des derniers jours de la Commune, pour reconnaître que Maxime du Camp a tracé un portrait pris sur le vif dans les lignes suivantes :

« Je n'ai dit que la vérité sur la Commune, mais je n'ai pas dit toute la vérité. Celle-ci est parfois si particulièrement monstrueuse, elle révèle des actes de férocité, de débauche, de perversion tellement effroyables, que dans bien des cas j'ai dû garder le silence par respect pour moi-même. Toute la ménagerie des passions mauvaises avait brisé sa cage pendant la Commune, et, durant deux longs mois, s'est vautrée en pleine bestialité au milieu du bouleversement moral le plus extravagant que jamais l'histoire ait eu à constater. On ne peut reprocher à la Commune d'avoir été hypocrite; elle ne s'est point dissimulée; elle a été très franche. Comme une prostituée sans vergogne, elle a tout fait voir, et l'on a été surpris de la quantité d'ulcères qui la rongeaient... On a dit que mon livre avait été une œuvre de polémique; on s'est trompé. Les faits de la Commune échappent à la politique et appartiennent exclusivement à la criminalité [1]. »

1. *Les Convulsions de Paris*, t. I, p III.

Un seul trait n'a peut-être pas été suffisamment accusé dans l'esquisse de Maxime du Camp, — un trait caractéristique : c'est la haine satanique de la Commune contre la religion.

Cette haine s'est produite dès les premiers jours par le décret du 2 avril ainsi conçu :

« Art. 1er. — L'Église est séparée de l'État.

« Art. 2. — Le budget des cultes est supprimé.

« Art. 3. — Les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales.

« Art. 4. — Une enquête sera faite immédiatement sur ces biens. »

Ce décret n'était que le signal d'une orgie sacrilège, renouvelée tous les jours, qui devait enfin aboutir à l'assassinat des otages et à ce massacre horrible des Dominicains, que Maxime du Camp appelle la *chasse aux prêtres*.

R. Meyer semble ignorer complètement les inqualifiables profanations et les exactions de tout genre perpétrées dans les églises et les établissements religieux. Il faut en lire les détails dans l'*Histoire de la Commune* par M. l'abbé Vidieu, qui a été témoin lui-même des scènes qu'il décrit et qui a recueilli avec le plus grand soin les dépositions de témoins oculaires. On dévalisa Notre-Dame, Notre-Dame de Lorette, Notre-Dame des Victoires, Saint-Eustache, Saint-Vincent de Paul, Saint-Jean, Saint-François, Saint-Martin, Saint Pierre, Notre-Dame de Clignancourt, Saint-Bernard, Saint-Roch, Saint-Honoré, Saint-Médard, Saint-Jac-

ques du Haut-Pas, la chapelle Bréa, Notre-Dame de la Croix, Saint-Ambroise, Notre-Dame de Bercy, Saint-Lambert, Saint-Christophe, Saint-Germain l'Auxerrois, Saint-Pierre de Montrouge[1], etc.

Voici ce qui se passa à Notre-Dame des Victoires : « Les tabernacles furent arrachés, les autels démolis, les confessionnaux renversés, les dalles du temple brisées. Outre le corps de sainte Aurélie, qui reposait sous l'autel de la Vierge, celui du vénérable M. Desgenettes, exhumé au pied du même autel, fut profané aussi. Les caveaux renfermant les ossements des religieux augustins furent violés. En même temps, on volait l'argent des troncs, on dépouillait l'église de tous les ornements sans exception, on dévalisait les sacristies; la fureur des pillards s'arrêta lorsque le sanctuaire ne présenta plus que l'aspect de la ruine. Alors commença une autre orgie également navrante. L'argent trouvé dans l'église avait été partagé entre les gardes nationaux; il servit à payer les frais d'une ripaille à laquelle prirent part des cantinières et d'autres femmes de mœurs douteuses. Ces revenants de quatre-vingt-treize se revêtirent des ornements sacerdotaux, et simulèrent des cérémonies religieuses où l'odieux était mêlé au grotesque. La saturnale ne cessa que lorsque la fatigue et l'ivresse eurent vaincu les héros de cette sacrilège comédie. Les chefs se réservèrent tous les objets précieux, les calices, les ciboires, les couronnes offertes par le Pape à Notre-Dame des Vic-

1. L'abbé Vidieu, *Histoire de la Commune*, p. 227.

toires, le trésor complet de l'église, toutes les valeurs et le linge [1]. »

Il y avait quelque chose de plus hideux que ces orgies; c'étaient les lâches et abominables diffamations que l'on multipliait contre les victimes de la Commune pour les dénoncer à la haine populaire. Écoutons Maxime du Camp : « On avait fouillé les vieux ossuaires des églises qui avaient servi de lieux de sépulture, nul ne l'ignore, jusqu'au jour où le Parlement, s'inquiétant de la salubrité publique, rendit l'arrêt prohibitif du 21 mai 1765. Le plus jeune des squelettes trouvés à Saint-Laurent, à Notre-Dame des Victoires et ailleurs, avait donc au moins cent ans; il fallait être aveugle ou stupide pour ne point le reconnaître. On y mit tout ce que l'on avait de mauvaise foi; ces débris humains devinrent les restes de jeunes filles entraînées par les prêtres dans les églises, étranglées ou condamnées à mourir de faim dans l'*in-pace*. On vendit à grands cris dans les rues un *canard* à gravures représentant les cadavres enfermés dans la crypte : « La voyez-vous, « cette scène horrible : ces jeunes femmes, ces jeunes « filles, attirées par des promesses ou l'espoir du plaisir, « qui se réveillent ici liées, scellées, murées vives!.. Ici « le catholicisme est à l'œuvre! contemplez-le! » — On ne peut sérieusement pas imaginer que l'on ait un seul instant ajouté foi à de pareilles turlupinades, bonnes à faire peur aux petits enfants; et cependant on fit semblant d'y croire, afin de donner un prétexte, sinon un

1. Vidieu, *Hist. de la Commune*, p. 226.

motif, à la haine farouche que l'on voulait exciter contre tout ce qui touchait de près ou de loin à la religion catholique. On méditait déjà l'assassinat des prêtres, et il fallait ne pas s'exposer à trouver des instruments indociles au jour du crime. Aussi, il n'est calomnie monstrueuse et bête que l'on n'ait répandue dans le monde de la fédération, monde aviné, crédule, honteusement ignorant et fanatique. On ne se contentait pas de piller les églises, d'y installer les clubs où l'on dégorgeait les plus violentes inepties, d'arrêter les prêtres, les religieux, les religieuses, de les vilipender, de les injurier, de les incarcérer; on inventait sur ces pauvres gens des contes à dormir debout[1]. »

Il serait superflu d'aller plus loin dans l'énumération des crimes de la Commune pour prouver, à l'encontre de M. R. Meyer, que la Commune n'a pas maintenu l'ordre. Nous devons signaler maintenant les mesures qui révèlent spécialement l'intervention de l'Internationale et qui portent le cachet des doctrines socialistes. M. R. Meyer croit savoir de bonne source que l'Internationale dépensa à Paris, du 3 au 18 mars, la somme de 782.615 francs pour préparer l'insurrection. D'après le même auteur, l'Internationale aurait fait parvenir à Paris, dans le courant de mars 1871, la somme de deux millions, cinq mille fusils Remington, dix mille revolvers et cinq millions de cartouches.

Pendant que l'on négociait entre Paris et Versailles, et qu'on publiait proclamation sur proclamation, les chefs de l'Internationale, qui savaient ce qu'ils vou-

1. Maxime du Camp, *les Convulsions de Paris*, p. 193-196.

aient, agissaient avec une activité étonnante et organisaient leurs forces. Les premières élections municipales de Paris produisirent déjà un résultat assez favorable à l'Internationale. Sans doute, sur quatre-vingt-dix élus, l'Internationale ne comptait qu'une douzaine de ses membres, mais ils représentaient les quartiers les plus populeux. L'un d'eux, Beslay, devint président d'âge du conseil. Dans son discours d'ouverture, il prononça ces deux phrases qui renfermaient tout un programme : « La République de 1793 était un soldat; la République de 1871 est un ouvrier. »

La Commune prit un caractère *international* en admettant des étrangers dans son sein. Les idées de l'Internationale percèrent dans certains décrets et dans les proclamations. Un décret du 29 mars remit les loyers échus. Nous ne parlons pas des décrets qui atteignirent les propriétés ecclésiastiques; sous ce rapport le radicalisme et le socialisme étaient d'accord. Une proclamation du 7 avril se terminait par ces mots : « Vive la République une, indivisible, démocratique et *sociale!* » Un décret du 16 avril chargea les syndicats ouvriers de faire l'inventaire des ateliers et des fabriques désertés par leurs propriétaires, et de rechercher les moyens de les exploiter par des sociétés coopératives. Quoique ce décret parlât encore d'une indemnité à fixer aux propriétaires, il était évidemment dicté par la doctrine socialiste de l'exploitation des ateliers industriels par l'État.

Le 17 avril eurent lieu les élections complémentaires de la Commune. La Commune et le comité central

de la garde nationale se composaient alors d'une centaine de membres, sur lesquels on comptait vingt et un membres notoirement affiliés à l'Internationale.

Le programme de certains chefs de l'Internationale, principalement de ceux qui appartenaient au camp bakouniniste, fut exécuté presque à la lettre dans les derniers jours de la Commune, lorsque la colonne Vendôme tomba et qu'on en vint enfin au pétrole, aux produits chimiques et à l'incendie, surtout à l'incendie des monuments.

La Commune de 1871 se distingue de la Commune de la grande Révolution précisément parce que la première porte le cachet de l'Internationale. Voici ce qu'était ou ce que devait être la Commune de 1871 d'après la définition d'un manifeste du Conseil général de Londres. Elle ne devait pas ressembler à une caricature de la constitution des villes françaises pendant la grande Révolution. Elle devait être le règne de la classe ouvrière, le triomphe du *producteur* sur l'*exploiteur*, la forme politique qui assurât enfin l'émancipation du travail. Elle devait faire du capital et du sol l'instrument du travail libre et solidaire.

Selon le manifeste du Conseil général, la Commune représentait tous les éléments sains de la société française; elle était à la fois nationale et internationale, ainsi qu'il convenait à la pionnière de l'émancipation des ouvriers du monde entier. Elle fit d'un juif hongrois un de ses ministres; elle plaça des Polonais à la tête de ses défenseurs. Les mesures prises par elle indiquent le but que poursuivra tout gouvernement qui

prétendra être populaire. Elle interdit le travail de nuit pour les garçons boulangers; elle abolit les amendes dans les ateliers et les fabriques; elle fit exploiter par des sociétés coopératives les ateliers fermés ou désertés.

Ce que nous venons de dire nous autoriserait suffisamment à appeler la Commune l'œuvre de l'Internationale. Tout motif de doute disparaît devant l'attitude prise par l'Internationale hors de la France, pendant que la Commune était encore au pouvoir et après sa chute.

Dès le début de la guerre fratricide que la Commune avait entreprise contre le gouvernement français, les chefs de l'Internationale dans les pays étrangers ne se faisaient pas illusion sur l'issue de la lutte. Ni Karl Marx, ni les autres chefs ne comptaient sur le succès; cependant ils ne condamnaient pas cette levée de boucliers, ils voulaient que l'on fît cette première tentative, qui ouvrirait la voie à d'autres et indiquerait le but à atteindre. Le numéro du mois de mars 1871 du *Vorbote* nous révèle toute la pensée des chefs de l'Internationale.

« L'histoire, dit cet organe autorisé de l'Internationale, se trouve en présence d'une révolution que la démocratie socialiste du monde entier doit saluer avec enthousiasme. Que cette révolution sociale triomphe ou qu'elle succombe, elle sera toujours un phénomène d'autant plus considérable que les chances de succès auront été plus faciles et les difficultés plus insurmontables. Nous avons sous les yeux un *martyre* imposant

de nos frères. Leur sang fécondera les sillons de la liberté; leurs souffrances seront vengées le jour de l'inévitable triomphe de la démocratie sociale. »

Lorsque la lutte était au plus fort, le *Vorbote* s'écriait, dans son numéro d'avril :

« La tentative de la Commune n'est qu'un épisode dans la révolution sociale qui a commencé son mouvement; qu'elle réussisse ou qu'elle échoue, elle sera utile de toute manière à la cause de tous. Son succès pourra améliorer la marche des événements ; son échec n'influera en rien sur le résultat définitif du grand mouvement révolutionnaire... Les défaites que nous avons subies jusqu'ici ont toujours servi la cause des ouvriers : elles ont contribué au progrès de la classification sociale; elles ont amené une séparation plus tranchée; elles ont donné conscience d'elle-même à la classe ouvrière et lui ont appris à lutter avec plus d'énergie et de haine contre la réaction. »

Le monde entier, en apprenant les derniers excès de la Commune, poussa un cri d'horreur. Le *Vorbote*, tous les organes socialistes à sa suite et le Conseil général de Londres firent d'unanimes efforts pour atténuer et effacer cette première impression. Ils ne se contentèrent pas de plaider des circonstances atténuantes; ils se firent audacieusement les accusateurs du gouvernement français et de la société en général. La Commune fut représentée comme la grande victime de la bourgeoisie. Ceux qui étaient tombés sous le drapeau de la Commune étaient acclamés comme les martyrs du prolétariat :

« Maintenant que la révolution du mois de mars a été malheureuse, disait le *Vorbote*, elle mérite à un nouveau titre nos plus ardentes sympathies. Elle porte sur son front la couronne la plus belle et la plus impérissable, la couronne du martyre. La Commune est morte! Vive la Commune! »

Mais rien n'égale l'audace avec laquelle le Conseil général, probablement par la plume de Marx, jeta le gant au sentiment public de l'Europe dans le long manifeste adressé à tous les membres de l'Association internationale en Europe et dans les États-Unis. Ce document, daté du 30 mai 1871, a été publié tout entier par le *Volksstaat* de Leipzig. Il est pour l'Internationale le récit officiel des événements de la Commune; il doit en être devant l'histoire l'apologie autorisée. Quand on parcourt le manifeste, on se demande avec un sentiment d'effroi dans quelle sphère d'idées il faut vivre pour apprécier ainsi de semblables forfaits. La première partie du document tend à établir que le gouvernement *de la défense nationale* n'a été que le gouvernement de la *trahison nationale*, et qu'il a préféré signer la capitulation de Paris plutôt que de voir triompher la capitale par le dévouement de l'ouvrier. Le gouvernement de M. Thiers a dignement continué, d'après le manifeste, l'œuvre des hommes de la capitulation. Les hommes de ce gouvernement sont pris à partie l'un après l'autre; M. Thiers est représenté comme n'ayant poursuivi dans toute sa vie politique d'autre but que l'assujettissement du travail par le capital.

La deuxième partie du manifeste prétend faire peser toute la responsabilité de l'insurrection du 18 mars sur le gouvernement de M. Thiers, qui aurait conspiré contre la Révolution. La conduite des généraux Vinoy et d'Aurelle de Paladines est peinte sous les couleurs les plus noires. Les généraux Lecomte et Clément Thomas auraient été tués par leurs propres soldats, trop fidèles aux habitudes qu'on leur avait fait prendre. L'armée de Versailles seule se serait rendue coupable de véritables actes de cannibales. La Commune se serait trouvée réduite à défendre Paris contre les bandits de M. Thiers.

Nous avons déjà parlé de la troisième partie du manifeste, qui définit la Commune et marque son but. La Commune devait mettre fin à la domination exclusive d'une classe sociale au détriment de l'autre. Elle a voulu enlever à la classe dominante ses instruments de domination : l'armée, la police et le clergé. Elle a mis à la portée du peuple tous les établissements d'instruction. Après avoir enlevé aux magistrats une indépendance fictive, elle les a rendus vraiment responsables, en les rendant éligibles.

L'organisation de la Commune de Paris devait servir de modèle à l'organisation de toutes les communes de France. Le manifeste ne craint pas de glorifier les *vertus* de la Commune. Plus de voies de fait contre la sûreté des personnes, plus de cadavres à la Morgue, plus de femmes de mauvaise vie ! ! ! On revit la véritable femme de Paris, héroïque comme les femmes de l'antiquité ! ! ! La Commune, c'était Paris *travaillant, pen-*

sant, luttant, répandant son sang, transfiguré par l'enthousiasme de son initiative historique, oubliant, pour ainsi dire, dans sa préoccupation de fonder une société nouvelle, que les cannibales étaient à ses portes... Paris n'était que vérité; Versailles n'était que mensonge.

Ce délire de la glorification du mal est peut-être encore dépassé dans la quatrième partie du manifeste, où il est rendu compte de la dernière lutte de la Commune. M. Thiers y est traité sans pitié, comme le bourreau le plus perfide et le plus cruel. Le Paris si serein des travailleurs est changé subitement en un pandémonium. Le manifeste rappelle le souvenir des *martyrs du prolétariat*. Il les acclame. Après avoir dit qu'on ignore quels sont les monuments incendiés par les Versaillais et quels sont ceux que les défenseurs de la Commune ont détruits, le manifeste assume cyniquement la responsabilité de cette œuvre barbare de destruction. Le feu est une arme permise à la guerre. La Commune a employé le feu pour fermer les rues larges et droites de Haussmann et pour couvrir la retraite des vaincus. Si vandalisme il y a eu, dit le manifeste, c'était le vandalisme de la défense désespérée. — Le Conseil général de l'Internationale ne craint pas d'évoquer au bénéfice de la Commune le souvenir de l'incendie de Moscou.

Quant aux otages, le manifeste rappelle que c'est l'armée allemande qui a fait revivre cet usage, et déclare ensuite que M. Thiers est ici le véritable assassin : « La Commune lui a offert à plusieurs reprises d'é-

changer l'archevêque de Paris et toute la prêtraille contre le seul Blanqui... »

Tel est le manifeste qui nous livre la pensée de l'Internationale sur les événements de la Commune. On ne peut s'étonner de voir un tel document se terminer par une déclaration de guerre à mort aux classes qui possèdent : « Après le lundi de la Pentecôte de l'année 1871, il ne peut plus y avoir ni trêve ni paix entre les ouvriers de France et ceux qui s'attribuent le produit de leur travail. »

Le manifeste du Conseil général, non moins que les lueurs sinistres de l'incendie de Paris, nous permet d'entrevoir les formidables mystères et les haines terribles que recèle la société moderne. Grâce au manifeste, la Commune est sacrée aux yeux de l'Internationale de tous les pays. Les socialistes l'ont acclamée à la tribune du Reichstag allemand et dans leur presse comme dans leurs assemblées populaires. Pour célébrer l'anniversaire de la chute de la Commune, le journal officiel du socialisme allemand, le *Vorwaerts* d'autrefois, publia un jour en tête de ses colonnes un extrait de l'histoire de la Commune par Lissagaray. Cet extrait, qui donne un chiffre exagéré des victimes, était encadré de noir, et le *Vorwaerts* le fit suivre de ces lignes : « Le prolétariat n'oublie pas ses martyrs. Il n'oublie pas le crime de ses ennemis. Il sait quel est son devoir. »

Il ne faut pas s'étonner que les chefs de l'Internationale aient tout tenté pour réhabiliter la Commune. Ils avaient compté principalement sur les révolution-

naires français. La chute de la Commune dispersa en quelque sorte les principales forces de l'armée de l'Internationale. L'horreur des crimes de la Commune fit plus encore que les coups de l'armée de Versailles. La propagande de l'Internationale fut entravée non seulement en France mais encore dans la plupart des autres pays de l'Europe. Une année après la chute de la Commune, le congrès général de La Haye devait prononcer la translation du Conseil général de l'Internationale en Amérique.

Le fonctionnement régulier de la vaste association devait bientôt cesser, après avoir été d'abord interdit en France par la loi du 14 mars 1872. Mais le mouvement socialiste fut loin d'être complètement arrêté. Il continua d'abord d'une manière plus latente pour se produire plus tard de nouveau au grand jour.

Les membres et les partisans fugitifs de la Commune, qui s'étaient dispersés, établirent autant que possible leur domicile dans les pays voisins de la France. Ils continuèrent à entretenir, par tous les moyens, des rapports secrets avec les hommes du parti révolutionnaire. Les journaux français favorables aux idées de l'Internationale, n'ayant plus le champ complètement libre dans le domaine social, se jetèrent avec d'autant plus de passion sur le terrain religieux; ils savaient qu'ils minaient la société en cherchant à miner la religion.

Les réfugiés de la Commune avaient essayé d'abord d'exercer une pression révolutionnaire sur le Conseil général de Londres. Ils voulaient faire de l'Internatio-

nale *l'organisation insurrectionnelle permanente du prolétariat*. La majorité du Conseil général se refusa à transformer la grande association en une conspiration *blanquiste* et à la faire mettre au ban de tous les pays. Au congrès de La Haye, les communards fugitifs firent une dernière tentative pour arriver à leur but; Marx les évinça habilement. Quand ils virent le Conseil général transférer son siège à New-York, ils l'accusèrent dans une brochure de fuir au delà de l'Océan pour se soustraire à son devoir.

Les fugitifs de la Commune s'organisèrent pour se livrer à une vaste propagande antisociale. Rodolphe Meyer affirme qu'il a trouvé les traces de l'action des *Blanquistes* en Amérique, dans les pays romans, en Suisse, en Autriche, dans les pays danubiens alors agités par l'insurrection et la guerre, et enfin dans l'Alsace-Lorraine. Les *Blanquistes* n'étaient pas étrangers à l'insurrection cantonaliste d'Espagne. Voici comment R. Meyer rend compte de la propagande des fugitifs de la Commune.

« Partout où ils arrivent, ils prêchent l'évangile de la Commune. Ils s'unissent aux partis les plus radicaux dans la classe ouvrière; ils appuient l'agitation socialiste là où ils la trouvent; ils soufflent dans toutes les directions la haine des classes, une haine furieuse et sans pitié. Ils peignent en traits sombres ce qu'ils appellent les tueries des communards par l'armée de Mac-Mahon. Ils posent en victimes pour la cause commune des ouvriers. »

Nous sommes hors d'état de pouvoir contrôler dans

tous les pays que nous venons de nommer l'appréciation du publiciste qui a réuni tant de documents se rapportant à la lutte sociale moderne. Il a dit avec raison qu'un certain nombre de réfugiés de la Commune passèrent en Alsace. Quelques-uns d'entre eux ont offert leur plume aux journaux; ils y ont accepté le rôle peu glorieux d'insulter l'Église sans défense et de publier des articles antisociaux. Leurs articles trahissaient tous l'encre communarde. L'un des réfugiés, un homme de lettres (!), qui a joué un rôle pendant la Commune, a semé partout les plus hideuses brochures.

Au mois de juin 1873, le gouvernement français fut averti que l'Internationale avait député des agents dans les grandes villes pour faire de la propagande parmi les troupes de leur garnison. Le ministre de la guerre recommanda par une circulaire spéciale la plus active vigilance aux généraux commandants.

C'est la dernière fois que nous rencontrons la main de l'Internationale dans la propagation des idées socialistes en France. Cette propagation entra dans une nouvelle phase.

D. — Le mouvement socialiste en France depuis la dissolution de l'Internationale. — L'histoire du mouvement socialiste depuis la dissolution de l'Internationale jusqu'aux élections du 20 août 1893 est une histoire de près de vingt ans. Nous devons la retracer en quelques pages. La propagande socialiste, d'abord plus ou moins secrète, s'affirme plus tard dans les congrès; elle devient de plus en plus bruyante dans la

presse, dans les manifestations de tout genre, dans de grandes grèves et enfin dans la Chambre française et dans les Conseils municipaux.

La propagande socialiste française suivit fidèlement les dernières recommandations de l'Internationale relatives à l'organisation du monde ouvrier par les associations professionnelles ou les syndicats.

Ce fut le mot d'ordre du congrès de Paris en 1876 : « Je viens vous proposer l'union syndicale de tous les travailleurs de France sans exception, » a dit le citoyen Dufau. « A Paris, la tête; aux paysans, le corps. » Le citoyen Dufau a dit encore : « Nous devons nous enrégimenter, il faut que le général soit soldat et le soldat général. »

Le congrès ouvrier de Lyon, qui siégea du 28 janvier au 8 février 1878, tenait à la fois du congrès de Paris et du congrès international de Gand. Le citoyen Ballivet indiqua la voie à suivre : « Poursuivre activement la formation des syndicats.

« Créer partout des cercles mixtes d'études sociales pour la propagande des principes.

« Fédérer de bas en haut ces syndicats et ces cercles. »

La théorie du collectivisme fut exposée au congrès de Lyon; cependant la majorité du congrès repoussa une proposition invitant les associations ouvrières à étudier les moyens pratiques pour mettre en exécution le principe de la *propriété collective* du sol et des instruments de travail.

On n'outragea pas moins la religion au congrès de Lyon qu'aux congrès de Paris et de Gand.

Le congrès de Marseille, qui s'ouvrit le 20 octo-
)re 1879, jeta enfin le masque. Il s'intitula, dès la pre-
nière séance, le troisième congrès ouvrier *socialiste.*
'ar soixante voix contre trente-six, il se prononça pour
'idée collectiviste et déclara que la propriété *collective*
le tous les instruments de travail et de tous les moyens
le production devait être l'objet de tous les efforts du
)rolétariat.

Le congrès de Marseille ne se contenta pas de formu-
er des principes; il vota l'organisation d'un parti ou-
rier par la fédération des syndicats et des groupes
l'études sociales. Il divisa, à cet effet, la France en
ix régions : celle de Paris ou du *Centre,* celle de Lyon
u de l'*Est,* celle de Marseille ou du *Midi,* celle de
ordeaux ou de l'*Ouest*, celle de Lille ou du *Nord*,
elle d'Alger ou de l'*Algérie.*

Les fédérations régionales ne tardèrent pas à se cons-
ituer. Chaque fédération était représentée par un co-
nité formé de délégués des syndicats et des groupes
l'études sociales. Un des principaux services de ces
omités était la préparation des congrès régionaux.

Ces congrès régionaux affirmèrent le collectivisme à
'exemple du congrès de Marseille. Lorsque le qua-
rième congrès national, celui du Havre, dut se réu-
ir, de grands efforts furent tentés pour former un
arti socialiste opportuniste et pour obtenir le désaveu
les doctrines collectivistes. La tactique ne réussit
as. Elle amena cependant une scission, et il y eut
leux congrès.

Le congrès modéré ou opportuniste, appelé le con-

grès de la salle Franklin, fut le moins important.

Le second congrès réunissait plus de cinquante délégués, qui représentaient cent dix-neuf syndicats ouvriers et onze cercles d'études sociales. Il se considérait comme étant seul l'authentique continuateur des congrès ouvriers socialistes de France. Toutes les questions y furent appréciées au point de vue collectiviste.

Dans les congrès de l'ancienne Internationale, les délégués français avaient presque toujours repoussé les résolutions socialistes. Et voilà que le collectivisme, presque ignoré en France, fit soudain irruption, pour se produire de plus en plus, de journal en journal, de réunion en réunion, de congrès en congrès! Peu de doctrines subversives ont pu en si peu de temps se répandre aussi loin.

Une nouvelle scission vint s'ajouter bientôt à celle du congrès du Havre. Elle fut amenée par des motifs d'une importance secondaire. Jules Guesde, un des socialistes français les plus capables, exerçait une influence que ses adversaires voyaient de mauvais œil. Il avait groupé autour de son journal l'*Égalité* l'élément socialiste *bourgeois*. Le *Prolétaire*, l'organe de ses adversaires, s'adressa davantage à l'élément *ouvrier* et rallia les communards amnistiés, qui, eux aussi, supportaient mal l'espèce de domination de Jules Guesde et de son groupe. Un incident électoral raviva l'opposition contre ces derniers. Le congrès de Reims, au mois de novembre 1881, reconnut le *Prolétaire* comme l'organe du parti ouvrier; ce qui n'em-

êcha pas Jules Guesde de publier de nouveau l'*Éga-ité*, qui avait cessé de paraître pendant quelque temps. a scission éclata enfin au congrès de Saint-Étienne, ui s'ouvrit le 25 septembre 1882.

La grande majorité des délégués se prononça pour e parti du *Prolétaire*. Sur 335 groupes, qui étaient re-résentés au congrès de Saint-Étienne, Jules Guesde e rallia que les délégués de 32 groupes. Ceux-ci sui-irent leur chef et allèrent s'assembler en congrès à oanne. Les délégués des 41 groupes de la *Fédération u Nord* restèrent neutres.

Ce qui séparait les deux camps collectivistes, celui e Saint-Étienne et celui de Roanne, c'étaient des uestions personnelles et une question de tactique. es chefs du camp de Saint-Étienne furent les socia-istes Brousse, Malon, Daynaud, Labusquière, Jof-rin, etc. Les hommes de l'*Égalité* les ont appelés les *ossibilistes*, tandis qu'ils furent désignés eux-mêmes ar leurs adversaires sous le nom de *Marxistes*.

Les *Possibilistes* admettent comme les *Marxistes* le ogme socialiste de la *propriété collective;* mais au oint de vue de la tactique ils disent qu'il faut réaliser 'abord ce qui est *possible* et arriver à la *propriété col-ective communale*. En matière d'organisation, les *Pos-ibilistes* résistent au système selon eux trop centrali-ateur des *Marxistes*, ils permettent de substituer des rogrammes locaux à un *programme minimum* unique.

Par la dénomination de *Marxistes*, les *Possibilistes* 'entendaient pas reprocher aux partisans de Jules uesde de professer le système de Marx, qu'ils admet-

tent eux-mêmes; ils voulaient dire seulement que Guesde et les siens subissaient trop l'influence directe de K. Marx. Assurément, ce n'était pas sans raison. Marx avait pris part à la rédaction du *programme minimum*, que Jules Guesde fit accepter au congrès du Havre, et les relations entre Guesde et l'école de Marx étaient depuis longtemps excellentes. Guesde avait été un des collaborateurs de l'ancienne revue scientifique du socialisme allemand, la *Zukunft* (*L'Avenir*). Ajoutons que Lafargue, un des principaux collaborateurs de Guesde, est le gendre de K. Marx.

A partir du congrès de Saint-Étienne les socialistes et les communistes français de toutes les nuances ont été compris sous les cinq dénominations suivantes : 1° le parti de l'*Alliance socialiste républicaine* (les *Blanquistes*), 2° le *Parti ouvrier français* (les *Marxistes*), 3° le *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français* (les *Possibilistes*), 4° les Anarchistes, 5° les *Socialistes indépendants*.

Depuis, on a dû distinguer encore les Possibilistes en *Broussistes* et en *Allemanistes*, selon qu'ils suivaient comme chef Brousse [1] ou Allemane.

Les Possibilistes sont plus nombreux à Paris, les Marxistes en province.

En 1885, dans sa revue de l'année, le *Sozialdemokrat* allemand appréciait ainsi la situation du socialisme français :

« Depuis les sanglantes journées du mois de mai

1. D'abord anarchiste fougueux, Brousse est devenu le socialiste le plus modéré.

871, le socialisme était complètement épuisé en 'rance. Aujourd'hui, il s'impose aux hommes politiques qui demandent les voix des électeurs éclairés des ;randes villes. Les dissensions des chefs du mouvenent ont pu leur nuire personnellement; mais elles ı'ont guère nui à la cause même du socialisme. Celui-ci s'affirme d'une manière bien plus concrète ¡u'autrefois. Le prolétariat revendique toujours plus ›uissamment ses intérêts de classe. Ce qui divise en:ore les partis, ce sont plutôt des questions personneles que des questions de principe. Il n'y a plus de lifférence essentielle entre l'attitude du blanquiste 'aillant au Conseil municipal de Paris et celle de son :ollègue Chabert, le représentant de l'association ou'rière socialiste. »

On s'est étonné récemment de voir les socialistes alemands offrir aux socialistes français, à l'occasion des ·lections de 1893, un secours de 2.500 francs. Déjà, le !4 septembre 1885, le *Sozialdemocrat* avait invité les ocialistes allemands à venir au secours de leurs frères le France pour les élections du 4 octobre : « Il faut le l'argent, disait-il, pour les élections... Les frères le France nous ont assistés si généreusement dans ıos dernières élections; il est de notre devoir mainteıant d'aller aussi à leur secours. »

L'agitation socialiste ne se lassa plus. Elle finit par ›énétrer jusque dans les églises, où les prédicateurs urent violemment interrompus. Elle sut profiter de tout ›our s'affirmer et pour soulever la haine sociale. Les onvois funèbres, les manifestations de tout genre,

les réunions et les congrès, la grande grève de Decazeville et toutes les grèves qui suivirent, les procès retentissants, les anniversaires de la Commune (le 18 mars et le 25 mai), les bruits de guerre, les élections générales, les élections municipales, même l'élection du président de la République, depuis 1890 le chômage et les manifestations du 1er mai, tout dut servir à l'affirmation et à la propagande du socialisme.

Qui ne se souvient du rôle joué dans ces diverses circonstances par les citoyens Allemane, Basly, Baudin, A. Boyer, Brissac, Broussac, Camélinat, Calvinhac, Chabert, Clément, Cluseret, Deville, Duc-Quercy, Dumay, Eudes, Faillet, Ferré, Ferroul, Gambon, Jules Guesde, Humbert, Jaclard, Joffrin, Lachize, Lafargue, Lavy, Lépigne, Lisbonne, Lissagaray, Longuet, B. Malon, Protat, Félix Pyat, Roche, Susini, Thivrier, Vaughan?..... Pourquoi ne nommerions-nous pas aussi la citoyenne Louise Michel, socialiste ou anarchiste à son heure?

De tous ces noms, c'est incontestablement celui de Jules Guesde[1] qui est le plus cher à la presse socialiste allemande. Elle vient de saluer son élection, qui la consola de tous les échecs du 20 août : elle l'appelle le premier orateur socialiste de France et le considère comme un penseur hors ligne.

La réhabilitation de la Commune par les fêtes du 18 mars et du 25 mai a montré d'année en année combien les idées socialistes gagnaient du terrain. Au com

1. Mathieu Basile né à Paris en 1845.

mencement ce ne furent que quelques groupes qui osèrent glorifier la Commune par leurs réunions commémoratives. En 1888, il y eut, d'après une correspondance du *Sozialdemokrat*[2], plus de cent réunions de ce genre à Paris et dans les faubourgs, et les ouvriers de la province ne restèrent pas en arrière.

Le socialisme et l'internationalisme marchaient côte à côte, l'un se développait avec l'autre. En 1887, à l'occasion de l'augmentation de l'effectif de l'armée allemande, des réunions socialistes protestèrent contre la guerre à Paris, à Beauvais, à Nantes, à Saint-Quentin, à Roubaix et à Reims. Les socialistes français firent parvenir aux socialistes allemands une adresse commune, dans laquelle ils déclaraient que, le cas échéant, ils se mettraient devant les fusils et les canons. L'adresse se terminait par ces mots : « Vive la paix ! Vive le socialisme international ! Vive l'union de toutes les classes ouvrières ! »

Cette adresse était signée par six sociétés de Paris, par la Fédération ouvrière du département de l'Allier, par le Comité central révolutionnaire socialiste de la Gironde, par la Fédération socialiste du département de la Haute-Vienne, par les groupes réunis du Parti ouvrier à Reims, par six associations professionnelles de Lyon, par l'Union des associations professionnelles de Bordeaux, par le Comité central socialiste du département du Cher et par les groupes socialistes de Beauvais, Vichy-Cusset, Roanne, Troyes, Guise, Moulins, Le Mans, Alais, etc...

1. 31 mars 1888.

Les socialistes se livraient avec d'autant plus d'ardeur à leur internationalisme qu'ils avaient remarqué qu'on ne songeait plus à exécuter la loi contre l'Internationale. En 1878, ils avaient voulu réunir à Paris un congrès international, à l'occasion de l'Exposition universelle; mais le jour qui précéda l'ouverture de ce congrès, les membres du comité organisateur et les délégués qui étaient déjà arrivés furent arrêtés. Un second essai de tourner la loi contre l'Internationale fut timidement tenté en 1883; on n'invita qu'un nombre restreint de délégués étrangers, et on les choisit dans les pays où le mouvement ouvrier n'avait pas pris de caractère menaçant. En 1886, toutes les précautions furent jugées superflues par les organisateurs d'une conférence; loin d'être inquiétés, ils purent terminer les travaux de la conférence par un grand banquet, auquel plusieurs membres du Conseil municipal de Paris vinrent prendre part.

Ce qui ne fut pas possible à l'occasion de l'Exposition de 1878, se fit à l'occasion de l'Exposition de 1889. Paris vit deux puissants congrès socialistes internationaux, le congrès des Marxistes et le congrès des Possibilistes. Nous avons rendu compte, dans la partie générale de notre travail, des circonstances dans lesquelles se tinrent ces congrès, de leurs résolutions et de l'impulsion qu'ils donnèrent au mouvement socialiste. On peut dire principalement du congrès marxiste qu'il établit une Internationale d'un nouveau genre, destinée à être beaucoup plus nombreuse, plus universelle, plus unie et plus disciplinée que l'ancienne.

Au congrès marxiste, on passa en quelque sorte en revue les bataillons du socialisme des divers pays qui étaient représentés. Un délégué de chaque pays dut lire un rapport sur la situation du socialisme et des socialistes dans ce pays.

Jules Guesde présenta le rapport sur les forces du socialisme français. D'après ce rapport, le socialisme français ne se distingue pas du socialisme allemand et il n'y a qu'un seul vrai socialisme dans le monde, qui a partout le même drapeau, le drapeau rouge du prolétariat. Jules Guesde laisse de côté les Possibilistes; parlant des trois grands groupes représentés au congrès marxiste, de la Fédération des Chambres syndicales françaises (qui a son siège à Bordeaux), de l'organisation du Comité central révolutionnaire (blanquiste), du Parti des ouvriers (collectiviste), il affirme que ces trois groupes n'obéissent qu'à une seule et même pensée. Il porte à 430 le nombre des associations qui font partie de la Fédération. Il constate que dans tous les grands centres il y a des associations qui dépendent soit du Comité central révolutionnaire, soit du Parti des ouvriers. Quant à ce dernier, Jules Guesde déclare que ce serait un crime contre le parti même que d'exagérer ses forces. Il est loin, dit-il, d'être aussi puissant que le parti démocratique socialiste d'Allemagne, parce que les ouvriers ont eu une trop grande confiance dans la république bourgeoise. Le succès du Parti des ouvriers sera certain le jour où les ouvriers comprendront qu'ils doivent prendre eux-mêmes leurs intérêts en main.

Le congrès de Paris a aussi institué la fête socialiste internationale du 1er mai. Elle devait être avant tout un moyen d'agitation en faveur de la journée de huit heures, elle est devenue la plus vaste démonstration socialiste. Le 1er mai, le socialisme fait marcher ses bataillons dans tous les pays. En France, les manifestations du 1er mai se sont étendues à toutes les grandes villes et aux centres industriels. Sans être directement insurrectionnelles, ces manifestations du socialisme français ont été moins disciplinées que les manifestations allemandes, malgré tous les efforts des chefs. Le sang a coulé sur plusieurs points. L'épisode de Fourmies, qui a montré aux ouvriers l'héroïque dévouement d'un prêtre catholique, restera comme un des plus douloureux souvenirs de la fête du 1er mai.

Il est un autre *moyen* de nous rendre compte de la situation sociale, qui nous fait mieux comprendre les résultats de l'agitation socialiste en France que le rapport de Jules Guesde, les fêtes commémoratives de la Commune et les manifestations du 1er mai, c'est le rapprochement du chiffre des voix obtenues par les candidats socialistes dans les élections générales qui ont eu lieu depuis 1885. En 1885, les candidats du socialisme organisé ne réunirent guère que 30.000 voix. En 1889, les candidats possibilistes obtinrent, à Paris et dans les départements, 53.316 voix; le chiffre des voix données aux autres socialistes, dans vingt départements, fut de 123.003. Le 20 août 1893, les candidats socialistes de toute nuance réunirent 599.588 voix sur 7.153.472.

Quoique le chiffre des voix obtenues par les socialistes, le 20 août 1893, soit considérable, il n'y eut que peu d'élus au premier tour de scrutin. Le scrutin de ballotage éleva à trente-sept le nombre des vrais députés socialistes des *diverses nuances*[1], parmi lesquels on ne compte que douze marxistes.

Les socialistes attendaient et avaient annoncé un nombre plus élevé de députés. Ils attribuèrent leur insuccès relatif à leurs scissions.

Qu'on se garde cependant de parler avec dérision des luttes intestines du socialisme français. Les *Possibilistes* et les *Marxistes* peuvent se lancer mutuellement l'injure et le sarcasme; les anarchistes peuvent répondre aux modérés à coups de poing ou d'assommoir : il faut en conclure que ces énergumènes ne sont pas appelés à restaurer la société, mais il n'est pas permis de dédaigner leur agitation. S'ils ne peuvent créer, ils peuvent détruire, et ils poussent leur œuvre de destruction sociale avec une énergie et une activité incontestables.

Anarchisme.

Il nous reste à exposer brièvement le mouvement anarchiste en France. Trois noms sont mêlés au début de son histoire, les noms de Bakounine, d'Élisée Reclus et du prince de Krapotkine (ou Kropotkine).

« Il est plusieurs parrains, » a dit un auteur anarchiste, « mais il n'est qu'un père : c'est Michel Bakou-

1. 6 Allemanistes, 2 Broussistes, 4 Blanquistes, 13 Indépendants et 12 Marxistes.

nine. » Nous avons parlé plus haut de l'influence que « ce père » exerça à Lyon et à Marseille, dès l'année 1870. Cette influence laissa des traces. Lorsque l'anarchisme recommença à lever la tête et à se grouper, il trouva en France le plus d'éléments là où la main de Bakounine s'était fait sentir davantage, et à proximité de cette ville de Genève où l'anarchisme français avait à la fois son principal organe, le *Révolté*, et ses chefs les plus influents, Élisée Reclus et Krapotkine.

Le parti anarchiste ne donna cependant guère signe de vie en France, après les tentatives qui avaient été faites pendant la guerre, que vers 1880.

Dans le procès anarchiste de Lyon, au mois de janvier 1883, à l'audience du 17 janvier, M. Perraudin, commissaire spécial pour la police politique, fit une déposition très intéressante sur le mouvement anarchiste à Lyon.

« Selon moi, dit-il, le parti anarchiste s'est formé à Lyon en 1880 seulement, à la suite d'un congrès régional de l'Est, où le parti ouvrier se divisa en deux fractions : les *Suffragistes* et les *Abstentionnistes*. A la tête des derniers se plaça Bernard.

« Cette fraction, sans importance au début, sous l'action énergique de Bernard, prit bientôt une grande extension. Elle s'étendit dans les divers quartiers de Lyon et dans les villes environnantes. Elle devint la Fédération révolutionnaire de Lyon.

« Le 4 juillet 1881, la Fédération était déjà forte; ce qui le prouve, c'est qu'une réunion privée désigna

Krapotkine pour assister au congrès de Londres, qui devait avoir lieu le 14 du même mois.

« En août, ce parti fit afficher deux manifestations sur les murs de la ville, prêchant l'abstention et la révolution violente par tous les moyens possibles. C'était à l'occasion des élections législatives.

« A la suite de la loi sur la presse et sur les réunions, ce parti devint de plus en plus fort et ne respecta plus rien... »

Krapotkine ne fut pas le seul délégué des anarchistes français au congrès de Londres. A la suite de ce congrès, qui réorganisa l'anarchisme, on vit s'établir à Paris la *Ligue révolutionnaire* internationale, qui entretint des relations avec les anarchistes de Londres, en même temps que des fédérations qui étaient en rapport avec les anarchistes de Genève s'établirent dans d'autres centres ouvriers.

La *Fédération internationale révolutionnaire de l'Est,* qui avait son centre à Lyon et qui s'étendait sur plusieurs départements, était la plus importante des fédérations françaises. C'est avec Lyon et Genève que correspondaient les groupes anarchistes du district houiller de Montceau-les-Mines, qui parvinrent si vite à une triste célébrité.

On s'est demandé comment l'anarchisme avait pu commencer ses nouveaux exploits à Montceau-les-Mines, où la situation économique des ouvriers était de beaucoup meilleure que dans d'autres centres industriels [1]. La réponse a été donnée même avant les atten-

1. Le prix moyen du salaire d'une journée était de 4 francs

tats de Montceau-les-Mines par l'*Étendard révolutionnaire*, l'organe anarchiste de Lyon. Il a écrit :

« Une révolution ayant pour but un renversement politique tomberait sous l'indifférence, mais une conflagration générale entraînant des millions d'affamés qui veulent satisfaire leurs appétits, par quelle force peut-elle être repoussée? *Que de villes, bourgs, hameaux, bourgades dépourvus de soldats, où pourrait commencer le branle-bas!* Car c'est là qu'il faut commencer. Portons ensuite la main sur les points dégarnis de troupes. »

Ces lignes expliquent tout. Le district houiller de Montceau était dans les conditions marquées par l'*Étendard révolutionnaire*. Il avait une population de plusieurs milliers d'ouvriers, il était dépourvu de toute police, de toute force militaire.

Le 13 et le 14 août 1882, se tint à Genève une réunion anarchiste. Les groupes qui y étaient représentés appartenaient à diverses fédérations; ils étaient établis à Lyon, à Villefranche, à Saint-Étienne, à Vienne, à Paris, à Bordeaux, à *Montceau;* avec les membres de la Fédération jurassienne, il y avait là cinquante compagnons réunis, non compris le délégué italien. Le

58 cent. pour les ouvriers qui travaillaient dans les mines, et de 3 francs 64 cent. pour les ouvriers en général, y compris les femmes et les enfants. En 1881, la subvention de la Compagnie des mines pour la caisse de secours était de 261.000 francs, tandis que le versement des ouvriers ne s'élevait qu'à 149.000 francs. Grâce à une caisse de retraite, ces mêmes ouvriers pouvaient obtenir à l'âge de cinquante-cinq ans, quelquefois déjà à l'âge de quarante-cinq ans, une pension qui pouvait arriver jusqu'à 900 francs par an.

compagnon de Montceau fit cette déclaration : « Nous sommes décidés à l'action. »

Au moment où le compagnon parlait, l'*action* avait déjà commencé. Elle était une œuvre de destruction dirigée contre des croix, une école de Sœurs, une chapelle. Elle était accompagnée d'autres tentatives et de menaces sinistres.

Le *Révolté* de Genève s'écria : « Quelle belle initiative! Quelle correction révolutionnaire! Il n'est pas possible qu'une aussi héroïque propagande reste longtemps inféconde. »

Quand les anarchistes de Montceau furent traduits devant la cour d'assises de Chalon-sur-Saône, au mois d'octobre 1882, un système de terrorisation qui rappelle celui des nihilistes fut mis en œuvre de tous les côtés à la fois. Des menaces de tout genre furent adressées à la cour, aux jurés, aux témoins; en même temps des explosions de bombes de dynamite eurent lieu à Lyon.

Un fait presque inouï dans les annales judiciaires se produisit alors.

Avant le prononcé de l'arrêt, le procureur général requit et la cour prononça le renvoi de l'affaire à une autre session, en raison des menaces de mort adressées aux témoins et aux jurés, menaces aggravées par les attentats de Lyon.

L'affaire fut renvoyée plus tard à la cour d'assises de Riom. Les explosions de Lyon, bien plus que toutes les menaces, ont contribué à amener cette mesure, qui fut prise par la cour de Chalon à l'audience du 24 oc-

tobre : deux jours auparavant avaient eu lieu les explosions.

« Que se passe-t-il dans notre tranquille pays de France? » écrivit à ce sujet M. Leroy-Beaulieu dans *l'Économiste français*. « Est-ce une véritable lutte sociale qui se prépare? Est-ce simplement le gouvernement qui donne une nouvelle preuve d'ahurissement? A notre avis les deux explications sont vraies. »

Les explosions de Lyon qui produisirent une impression si violente furent l'explosion du restaurant Bellecour, qui blessa une dizaine de victimes, et l'explosion du bureau de recrutement. L'effervescence fut immense. On prit partout les mesures les plus sévères. On s'empara des principaux agitateurs anarchistes. Le prince de Krapotkine, qui, après avoir été expulsé de Genève, s'était retiré à Thonon, dans la Haute-Savoie, fut aussi arrêté. On mit en même temps la main sur des papiers importants.

Le procès qui fut intenté aux agitateurs anarchistes devant le tribunal correctionnel de Lyon enleva tout doute sur l'existence d'une fédération anarchiste. Il fit connaître l'activité des anarchistes lyonnais, qui, en peu de temps, avaient tenu vingt-quatre conférences privées et treize conférences publiques. A l'audience, Krapotkine ne dissimula ni son passé révolutionnaire, ni son système, ni ses espérances. Réfugié en Suisse, il fut, d'abord sous un pseudonyme et ensuite sous son vrai nom, le continuateur de l'œuvre de Bakounine; fondateur et rédacteur principal du *Révolté,* il fut l'âme de l'anarchisme. Le procès de Lyon nous le

montre à Genève, à Thonon, à Lyon, à Saint-Étienne, à Paris, à Londres. La vie de sa vie est la révolution. » J'ai toujours travaillé à la consolidation du parti anarchiste, dit-il, durant toute ma vie, j'ai propagé les idées de ce parti. »

Nous ne suivrons pas partout le drapeau noir des anarchistes; nous ne compterons pas toutes les explosions de bombes de dynamite, qui leur furent attribuées; nous n'énumérerons pas toutes leurs réunions tumultueuses; nous ne décrirons pas toutes leurs rixes violentes avec les membres des autres partis antisociaux; nous n'analyserons pas tous les articles furieux de leurs principaux organes, pas même ceux de l'*Attaque* et de la *Révolte*, qui remplaça à Paris le *Révolté* de Genève.

En 1887, l'anarchiste Clément Duval préluda aux exploits de Ravachol. Il avait voulu incendier en plein Paris, rue de Montceau, l'hôtel de Mme Madeleine Lemaire, l'artiste peintre, après l'avoir complètement dévalisé. Il fut arrêté. Traduit devant la cour d'assises, il ne voulut pas admettre qu'il était un simple voleur, un incendiaire, un assassin. Il prétendait devoir être considéré comme un anarchiste politique, un partisan de la propagande par le fait, un représentant du pauvre peuple. Il fut condamné à mort, mais il interjeta appel pour avoir encore une fois l'occasion d'exposer publiquement les doctrines anarchistes.

« Devant la seconde cour d'assises, dit-il, j'exposerai mes doctrines d'anarchiste, et je serai ainsi encore utile à mon parti... Ce qui fait, en effet, que le peuple

des travailleurs n'est pas tout entier anarchiste, c'est qu'il ignore nos principes... Il faut donc les divulguer le plus possible, et une tribune de cour d'assises est une bonne tribune... Quant au résultat de mon second procès, il ne m'inquiète guère. Il y a longtemps que j'ai fait le sacrifice de ma tête à mon parti.

« Les douze bourgeois qui auront à me juger me condamneront encore à mort. Et ils feront bien.

« Autant je me suis hâté de signer mon pourvoi pour arriver au but de propagande des idées anarchistes que je me propose, autant, si la Cour de cassation refuse, je me montrerai rebelle à signer un pourvoi en grâce qui amoindrirait ma personnalité politique... Jusqu'à l'échafaud je serai crâne... Je ne ferai de courbette devant personne! Mes compagnons n'auront pas à rougir de moi. Qu'ils soient certains que je donnerai le bon exemple! »

Le voleur, l'incendiaire, l'assassin prétend donner le bon exemple en affirmant son droit au crime! C'est à ce point d'incroyable perversité que la révolution sociale conduit ses plus fanatiques partisans.

En 1892, Clément Duval sera dépassé d'une coudée par Ravachol. Avant de rappeler à nos lecteurs la terrorisation anarchiste de 1892, nous avons besoin de signaler l'*Indicateur anarchiste*.

L'anarchisme n'a pas seulement son catéchisme, que nos lecteurs connaissent; il n'a pas seulement une presse, dont les produits ressemblent aux ricanements du démon du meurtre et de la destruction; il a son indicateur à lui; oui, il a l'*Indicateur anarchiste*, livré

à la police de Paris par un agent secret. L'*Indicateur,* imprimé à Londres, donne plus de cent recettes pour fabriquer des engins de destruction. Il consacre un chapitre entier à la fabrication des bombes. Un autre chapitre s'occupe de la *tactique révolutionnaire*, en particulier de la construction des barricades. L'*Indicateur* désigne spécialement les vieilles cathédrales gothiques à la rage des destructeurs. Il demande que le *cyclone révolutionnaire* renverse tout ce qui résiste aux rêves sauvages de l'anarchisme. Il veut que le désespoir, le meurtre et l'incendie poussent les masses à s'insurger contre l'ordre actuel.

Il est inutile d'insister sur les titres que se sont donnés les groupes anarchistes de Montceau, de Paris et des autres centres. Ces titres, tristement prétentieux, ont leur signification. Nous citons les suivants :

« Le *Drapeau rouge,* l'*Éclaireur,* l'*Avant-garde,* le *Bonnet rouge,* la *Jeune Montagne,* les *Misérables,* la *Lutte,* la *Hache,* la *Panthère des Batignolles,* » etc.

La terreur anarchiste s'empara tout à coup de la France et particulièrement de Paris au mois de mars et au mois d'avril 1892. Jusque-là, ni les attentats de Montceau, ni les explosions de Lyon, ni toutes les autres qui suivirent n'avaient pu troubler l'insouciance de la bourgeoisie. Elle refusa longtemps de voir la main de l'anarchisme dans les attentats de Montceau ; la police elle-même ne prenait pas au sérieux les menaces des anarchistes. On se racontait, non sans intérêt, les exploits de l'anarchiste Pini, qui commit plus de vingt vols et fut condamné à vingt ans de tra-

vaux forcés. Quatre explosions, qui se succédèrent à Paris depuis le 29 février jusqu'au 27 mars, jetèrent dans l'épouvante la capitale de la France. Deux de ces explosions, celles du boulevard de Saint-Germain et de la rue de Clichy, étaient l'œuvre de Ravachol, le héros de l'anarchisme actif, qui fut pendant quelque temps l'homme le plus redouté. Son arrestation, qui eut lieu le 30 mars au restaurant Véry, fut signalée comme un événement. Dans le monde de la presse, c'était à qui donnerait le plus de détails sur la vie de ce criminel étrange, qu'une longue impunité faisait renoncer à toute prudence et qui était arrivé, grâce aux théories socialistes et anarchistes, à se justifier à ses propres yeux, au point de se considérer comme un sauveur de l'humanité. Ravachol était faux monnayeur, il avait violé un tombeau dans les circonstances les plus horribles, il avait tué un vieillard de 92 ans pour voler son argent, il était coupable de trois autres assassinats. Il a essayé de justifier le meurtre du vieillard, en disant que celui-ci était un être inutile à la société. Appartenait-il à Ravachol de juger quels sont les êtres utiles ou inutiles à la société et de tuer ceux qu'il lui plaisait de considérer comme inutiles? Quant au vol des 25.000 francs que possédait le vieillard, il en réserva une partie pour les besoins de l'anarchisme, c'est-à-dire pour préparer d'autres crimes. Certes, cette circonstance n'est point faite pour excuser l'assassinat.

Le président de la cour d'assises de la Loire, devant laquelle comparut Ravachol, trouva l'expression qu'il

ıllait dans une observation qu'il dut adresser à Ravahol pendant l'audience. Celui-ci ayant essayé de parer *au nom des ouvriers*, le président l'interrompit et invita à *parler au nom des assassins*.

Une seule circonstance atténuante peut être invoquée en faveur de ce forcené. C'est pour avoir lu les crits anarchistes que Ravachol est devenu l'homme qu'il a été, une brute lâchée contre ceux qui ne lui ressemblaient pas.

Telle est l'aberration amenée par les idées socialistes et anarchistes, qu'on a qualifié Ravachol de martyr. Eh bien, comment est-il allé à la mort, ce martyr? C'est en chantant le sixième couplet du *Père Duchesne*, une chanson horrible et ordurière que nous ne pouvons pas reproduire. Quelle est la dernière parole adressée par lui à ceux qui l'entouraient? Devant la guillotine, il eut un moment de silence, puis il tourna ses regards vers le bourreau Deibler et lui cria : *Cochon!*

Ravachol n'était pas seul. Il appartenait, comme tout anarchiste, à un groupe. Il comptait sur ses compagnons jusqu'au dernier moment. Avant d'être jugé à Montbrison, Ravachol avait dû comparaître d'abord devant la cour d'assises de la Seine, le 27 avril. Pendant la soirée du 25 avril, une explosion se produisit dans le restaurant Véry où l'anarchiste avait été arrêté. Véry, le propriétaire du restaurant, et un consommateur du nom de Hamono reçurent d'horribles blessures auxquelles ils succombèrent plus tard. Les compagnons voulaient venger et sauver le compagnon; ils voulaient donner un avertissement aux jurés de Paris.

Quand Ravachol se trouva devant les jurés de Montbrison, il y eut encore des menaces et de l'agitation. Mais on n'alla pas plus loin. Nous lisons à ce sujet dans un livre attribué à un anarchiste : « Parmi les hâbleurs d'imprimerie et de réunion publique, on ne trouva point les dix gaillards résolus, — résolus au bagne ou aux galères, — capables de tenter son évasion. »

Peut-être la dynamite manquait-elle. L'auteur[1] que nous venons de citer affirme que les anarchistes ne peuvent guère opérer qu'avec la dynamite qu'ils volent; ils ne réussissent pas à fabriquer des explosifs qui leur inspirent de la confiance à eux-mêmes.

Si la dynamite manque quelquefois, les dynamiteurs n'ont pas plus manqué depuis Ravachol qu'avant Ravachol.

Pour la consolation de ceux qui craignent, nous empruntons encore à l'auteur des *Coulisses de l'Anarchie* l'observation suivante :

« Depuis six ans, on a commis 1.123 attentats à la dynamite en Europe et 502 en Amérique, soit un total de 1.615 explosions. Comptons les morts : ils sont au nombre de vingt et un. »

Il n'en est pas moins vrai que la dynamite est le plus formidable allié que la Révolution ait eu.

Nous avions clos ici nos observations sur l'anarchisme en France, quand éclata dans la Chambre française, le 9 décembre, la bombe de l'anarchiste Vaillant. Cet attentat fit de nombreux blessés qui, sans une de ces circonstances qu'on appelle fortuites et qui ne le

1. *Coulisses de l'Anarchie*, p. 106.

sont pas, auraient été autant de morts. Il émut l'Europe et épouvanta la France. Il ouvre une nouvelle série de crimes. Les attentats étaient dirigés autrefois contre les rois et les empereurs; le tour des représentants du peuple est venu. C'est la lutte du *peuple* contre le peuple; c'est *l'anarchie*.

VIII. — Hollande.

Socialisme.

Le mouvement socialiste eut beaucoup de peine à prendre en Hollande. La population s'adonne principalement à l'agriculture et au commerce; il y a peu d'industrie dans le pays. La vie de famille y a conservé généralement les anciennes traditions. Dans certaines parties du royaume, les sentiments religieux se montrent profondément enracinés au cœur du peuple.

Un ancien organe officiel du socialisme allemand, le *Volksstaat*, a donné aux adeptes, pour la fondation de nouveaux journaux, le conseil suivant : « Vous trouverez un terrain mieux préparé là où il y a eu d'autres journaux, surtout des journaux qui ont tourné le plus possible à gauche. » R. Meyer applique ces paroles à la Hollande, et il accuse le libéralisme hollandais, ses théories et sa presse, d'avoir préparé la voie au socialisme.

C'est de la Belgique que le socialisme pénétra en Hollande. La première section hollandaise de l'Internationale fut formée par les ouvriers constructeurs du port d'Amsterdam; elle put déjà se constituer en section centrale, le 23 août 1869. De nouvelles sections

s'établirent bientôt à Arnheim, Harlem, Utrecht, Rotterdam, La Haye. Les comités de propagande et la presse socialiste, à peine née, déployèrent une grande activité, surtout après la défaite de la Commune; on répandit des brochures incendiaires, et les émissaires de l'Internationale pénétrèrent jusque dans les ateliers des petites villes.

La bourgeoisie hollandaise fut prise d'une certaine frayeur. On renvoya des ateliers les ouvriers socialistes, et les doctrines de l'*Internationale* furent vivement combattues par la presse officieuse. On fit, d'un autre côté, des concessions très équitables aux ouvriers; on éleva les salaires, et quelques lois protectrices du travail furent rendues.

Au commencement de l'année 1873, Amsterdam possédait dix sections de l'Internationale, qui comptaient 1.800 membres.

Il y eut ensuite un temps d'arrêt dans le développement du socialisme hollandais. Le 23 mai 1877, le moniteur du socialisme allemand, le *Vorwaerts*, constata d'abord que les progrès du socialisme en Hollande n'étaient pas assez considérables à son gré. Sans être un pays industriel, dit-il, la Hollande nous offre cependant un prolétariat nombreux et tout à fait misérable en face de fortunes colossales. Le *Vorwaerts* attribua ensuite la stagnation du mouvement socialiste au manque d'énergie et d'intelligence dans l'agitation; il l'attribua surtout aux sentiments religieux de la population. Il écrivit ces paroles bien dignes d'être signalées :

« *Pour que le socialisme prospère, il faut certaines dispositions morales, une certaine atmosphère spirituelle, il faut que l'on ait extirpé de la tête du peuple les vieux préjugés, et principalement les mythes et les dogmes que l'on appelle la religion.* »

L'homme qui devait faire tout ce que le *Vorwaerts* demandait, allait venir. Chose singulière, cet homme était un ancien prédicant protestant, F. Domela *Nieuwenhuis.*

Demandons au *Sozialdemokrat,* qui fut si longtemps l'organe du socialisme allemand, de nous dire, à sa manière, qui était Nieuwenhuis.

« Nieuwenhuis était prédicant à l'église luthérienne de La Haye. Il avait derrière un brillant passé littéraire, artistique, philosophique et théologique. Il était un orateur distingué. Grâce a sa fortune, à ses talents, à sa position, il pouvait tout espérer.

« Mais il avait un cœur sensible, une âme droite, un esprit élevé et avide de connaître. Avec de semblables dispositions, l'étude des grandes questions sociales devait le conduire au socialisme. Il devint, en effet, socialiste et apôtre du socialisme. Comme son évangile du socialisme ne s'accordait guère avec l'évangile de Luther, il se démit publiquement de ses fonctions de prédicant. Son dernier sermon fut en même temps un manifeste du socialisme et de la libre pensée...

« Une nouvelle vie avait commencé pour lui, celle d'un agitateur; elle ne lui laissa plus un seul jour de trêve. Il parcourut les Pays-Bas d'un bout à l'autre,

commentant partout, devant les bourgeois, les paysans et les ouvriers, le programme socialiste. Il créa le journal *Recht voor Allen*, qui paraît depuis neuf ans et qui est une des meilleures publications socialistes du continent...

« Il fut bientôt entouré de tout un corps d'agitateurs zélés et convaincus. Il nous suffit de nommer le vieux tailleur Gerhardt et ses fils, Liebers, Fortuin, Van der Strad, Croll, Belderock, Smit, Helsdingen... Ainsi fut créé en Hollande un parti socialiste, qui ne le cède ni au parti belge, ni au parti danois, ni même au parti allemand [1]. »

Vingt délégués hollandais siégèrent au congrès de Rotterdam, le 24 décembre 1882. Les socialistes du pays se groupèrent en six sections, ayant leur centre de direction à La Haye.

L'agitation prit un nouvel essor au mois d'août 1883, à l'occasion de l'Exposition coloniale d'Amsterdam.

Au mois de novembre de la même année, le *Journal des Débats* publia une correspondance d'Amsterdam, qui exprimait sans détour les craintes inspirées par le mouvement révolutionnaire.

« Dans les villes commerçantes et industrielles, et principalement dans les grandes cités d'Amsterdam et de Rotterdam, autour des *Singels* et des *Grachten* de toutes dénominations, dont les maisons larges et ravissantes de propreté se mirent coquettement dans les canaux, s'étend le fouillis de rues étroites, de minus-

1. *Der Sozialdemokrat*, 4 mars 1887.

ules taudis où s'entasse l'innombrable armée de travailleurs, le vaste camp de la misère où grouille une population sans nom. Or, le sentiment de ces classes laborieuses et souffrantes est depuis quelques années notablement modifié. Si l'on y compte toujours un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers restés fidèles à la loi de leurs pères, à la maison d'Orange, le nombre de ceux qui subissent l'action des idées socialistes ou même anarchistes va toujours croissant. »

Les derniers mois de l'année 1885 virent en Hollande des réunions ouvrières très agitées et une grande manifestation en faveur du suffrage universel. L'agitation prit un caractère plus grave en 1881; le *Recht voor Allen* ne recula devant aucune audace.

A l'occasion d'une visite faite par le roi et la famille royale à Amsterdam, il écrivit ces lignes : « Quand viendra-t-il, le temps où un homme semblable aux autres se trouvera à la tête de la république des Pays-Bas?... Levez-vous, hommes du mouvement ouvrier; éclairez le peuple et rendez-le meilleur! Le grand jour de la Révolution est proche; la lumière de la liberté apparaît en flammes rouges à l'horizon; la dernière chaîne du peuple néerlandais va être brisée. »

Après un semblable langage, l'émeute sanglante qui consterna Amsterdam le 26 juillet 1886, à l'occasion de l'interdiction du jeu aux anguilles, ne peut étonner personne. L'agitation socialiste n'était pas étrangère à l'émeute. Dans la foule on vit en grand nombre des hommes et des femmes qui portaient des brassards rouges.

Le 21 mars 1888, Domela Nieuwenhuis fut élu député aux états généraux à Schoterland par 1.167 voix sur 2.203. Son rôle devint plus que jamais dominant dans les rangs des socialistes hollandais. Il fit bientôt partie de l'état-major du socialisme international. Il assista avec le compagnon Croll à la conférence de La Haye, qui prépara le congrès marxiste international du 14 juillet 1889. Il fut délégué à ce congrès et il y présenta, sur l'état du socialisme hollandais, un rapport que le *Sozialdemokrat* résuma en ces termes :

« La situation des ouvriers en Hollande est pitoyable, la Bourse y règne plus que partout ailleurs, les libertés du peuple sont foulées aux pieds, le gouvernement fait ce qu'il veut. C'est ainsi qu'il est arrivé une fois que le roi a nommé ministre de la justice son chambellan. Le mouvement ouvrier va de son mieux. On demande en première ligne le suffrage direct et universel; il est bien naturel que, en dernier ressort, il faille aboutir à la prise de possession par le peuple des moyens de travail. Eu égard au développement de son mouvement ouvrier, la Hollande ne peut pas avoir la prétention de marcher à la tête des divers peuples, mais elle marchera côte à côte avec les grandes nations dans la lutte pour l'émancipation du travail. »

Ce rapport n'est évidemment pas l'œuvre d'un observateur impartial; mais il est toujours utile de savoir ce que les socialistes pensent d'eux-mêmes.

Aux dernières élections pour les états généraux de Hollande, Domela Nieuwenhuis ne fut pas réélu.

Ses relations avec le socialisme allemand s'étaient éjà troublées au congrès marxiste international de ruxelles, en 1891.

Son socialisme farouche supportait difficilement le ocialisme diplomatique des Liebknecht, des Bebel, es Singer. Il eut une discussion violente avec Liebnecht, qui aime à l'appeler le millionnaire, le prédiant en disponibilité.

Au congrès de Zurich, Domela Nieuwenhuis préenta de nouveau la proposition d'une grève généale des ouvriers dans le cas d'une déclaration de uerre, proposition qu'il avait déjà soumise au conrès de Bruxelles. Les socialistes allemands repousèrent la proposition au congrès de Zurich, comme ls l'avaient repoussée et fait repousser au congrès de ruxelles.

Domela Nieuwenhuis parut fort mécontent des alures du socialisme allemand à son égard; il ne brisa as avec le congrès marxiste de Zurich, mais il se résenta aussi aux séances du congrès *anarchiste,* qui iégeait en même temps que le congrès marxiste.

En Hollande, la dictature de Nieuwenhuis n'est plus incontestée dans le parti socialiste. Quant à ce parti lui-même, il est bien organisé, et il a considérablement augmenté en nombre. Il s'est fait représenter par *six* délégués au congrès de Zurich! L'un de ces délégués représentait toute une section d'instituteurs socialistes. Ni à Paris ni à Berlin l'instituteur socialiste n'a manqué; mais il appartenait à la Hollande de présenter une section spéciale d'instituteurs

IX. — Italie.

Socialisme.

L'Italie, qui est par excellence le pays des sociétés secrètes et des conspirations, dut paraître aux yeux du socialisme naissant une terre prédestinée. Nous verrons que l'Internationale y apparut presque aussitôt après sa formation. Que de circonstances favorables s'offraient à elle : une agitation politique et révolutionnaire sans trêve, les doctrines subversives produites de la manière la plus violente, la haine politique transformée en haine religieuse, un gouvernement faible et souvent complice de la Révolution, une dilapidation inouïe des fonds publics, le mépris du droit de propriété dans la sécularisation des biens du clergé, la crise financière la plus prolongée, la misère dans des proportions inconnues auparavant! Certes, il y avait là pour les apôtres du socialisme de quoi remuer les masses. Cependant le socialisme n'est pas aussi avancé en Italie qu'en Allemagne. Le prolétariat italien n'a pas conscience de lui-même comme classe particulière, » dit M. Rodolphe Meyer. Nous disons, nous, que la grande masse du peuple italien, profondément religieuse, a trop conscience de l'égalité des hommes devant Dieu pour voir dans l'inégalité des conditions humaines une ligne de démarcation sociale et pour être accessible à la haine de caste que le socialisme cherche à inspirer. Le prolétariat industriel n'est pas très considérable en Italie. Les paysans forment la classe ouvrière de beaucoup la plus impor-

tante. Ces paysans sont principalement des fermiers, et leur condition matérielle laisse trop à désirer surtout dans la Lombardie, dans l'Italie méridionale et en Sicile.

L'Italie a, en général, un système agraire déplorable. C'est ce qui explique le succès relatif de la propagande socialiste et anarchiste à la campagne. Que de fois le télégraphe n'a-t-il pas dû parler d'attroupements anarchistes de paysans!

Pourquoi, dans ces circonstances, le socialisme italien ne s'est-il pas répandu plus rapidement? — *Les paysans attendent tout de Dieu!* répond M. R. Meyer; c'est-à-dire qu'ils sont chrétiens, et ils trouvent dans leurs sentiments religieux la force morale et les consolations qui les soutiennent.

Le socialisme prit racine, en Italie, dans les grandes villes et dans les localités où se trouvaient des foyers révolutionnaires. Il y porte, pour ce motif même, une empreinte spéciale, celle de la conspiration. C'est la révolution politique qui fit surgir tout d'abord les sociétés soi-disant ouvrières. La plupart durent leur origine à l'influence de Mazzini et de Cavour.

Cette influence fut telle, que, lorsque Mazzini se sépara de l'Internationale, qui n'avait pas accepté les statuts présentés par lui, la propagande de l'Internationale en Italie se trouva comme paralysée. Il se forma deux ou plutôt trois camps dans les sociétés ouvrières de l'Italie : le camp mazzinien, qui resta le plus considérable jusqu'à la mort de son chef, le camp garibaldien, qui était d'un radicalisme plus avancé que

le camp mazzinien, et le camp de l'Internationale. Cette Internationale était d'abord presque exclusivement celle de l'Alliance bakouniniste, l'Internationale extrême. Mazzini voulait une solution révolutionnaire de la question politique et une solution pacifique de la question sociale. Ses adeptes adhéraient généralement, au point de vue social, aux idées bourgeoises de Schultze-Delitsch. Les sociétés qui s'autorisaient du nom de Garibaldi n'obéissaient pas à un système défini et unique : les statuts qu'elles se donnèrent, les discours qu'on prononçait dans leurs réunions et les articles de leurs journaux offrent un mélange incohérent de socialisme et de radicalisme.

La haine contre l'Église catholique est leur seule vraie marque de fabrique.

Quant aux sociétés ouvrières dévouées à Bakounine, voici comment elles furent appréciées par un comité du congrès de l'Internationale réuni à La Haye, comité hostile à Bakounine :

« L'*Alliance,* en Italie, n'est pas une association ouvrière, mais une tourbe de déclassés, la lie de la bourgeoisie. Les prétendues sections italiennes sont dirigées par des avocats sans clients, des médecins sans malades, des étudiants qui ne connaissent que le billard, des commis-voyageurs et d'autres commis de commerce, enfin des journalistes de la petite presse d'une réputation plus ou moins douteuse. »

D'après l'*Almanach socialiste* de Zanardelli, il y avait, vers la fin de l'année 1872, des sections socialistes à Girgenti, Grotte, Porto Empedocle, Sciacca, Tra-

pani, Melfi, Imola, Sinigaglia, Forli, Fano, Montelparo, Lugo, Mirandole, Ancone, Jesi, Fermo, Rimini, Massignano, San Potito, Fusignano, Faenza, San Giovanni, in Persiceto, San Arcangelo, Marcerata, Florence, Sienne, Empoli, Bologne, Pescia, Pistoie, Fiesole, Livourne, Milan, Lecco, Lodi, Mantoue, Ferrare, Venise, Gênes et Turin.

Depuis la mort de Mazzini, de Bakounine et de Garibaldi, le socialisme marxiste a exercé une plus grande influence en Italie.

Une correspondance de l'ancien *Vorwaerts*, datée du 31 mars 1878, affirme que les progrès du socialisme marxiste étaient alors plus sensibles dans le nord de l'Italie, parmi le prolétariat industriel. A Rome, le socialisme marxiste avait pour organe *Il Dovere* (Le Devoir).

Nous ne nous arrêterons pas à signaler l'attitude échevelée de la presse antisociale d'Italie et ses blasphèmes délirants, les manifestes violents de groupes révolutionnaires, les congrès régionaux qui se multiplièrent.

Déjà en 1882 le mot d'ordre du socialisme collectiviste en Italie fut de profiter de la nouvelle loi électorale et de tenter de faire entrer des socialistes au parlement. Les anarchistes ne parvinrent pas à arrêter le mouvement : « Le bulletin de vote, écrivit le journal socialiste *Avanti*, n'exclut pas le coup de fusil au moment opportun [1]. » Les candidats socialistes réunirent 49.154 voix, chiffre important si on le compare au chiffre total des voix émises.

1. *Der Sozialdemokrat*, 23 mars 1882.

Les villes qui donnèrent le plus de voix aux candidats socialistes furent : Forli, Imola, Livourne, Lodi, Mantoue, Pavie, Pesaro, Urbino, Ravenne et Reggio. Milan compta 1.200 voix socialistes. André Costa se signala parmi les agitateurs.

En 1883 et en 1884, le *Sozialdemokrat* de Zurich se félicita des succès socialistes en Italie. Ces succès ne furent pas aussi grands que l'organe officiel du socialisme allemand le disait; mais ils n'étaient que trop réels. Dans une élection supplémentaire, qui eut lieu au mois de janvier de cette année à Parme, le candidat socialiste, le Dr Musini, obtint 3.666 voix contre 3.351 qui furent données au candidat libéral. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que le mouvement atteignit toujours davantage les campagnes, surtout dans l'Italie centrale. Comment en pouvait-il être autrement? Comment des populations, dont les souffrances étaient grandes et auxquelles des gouvernants impies faisaient perdre la foi de gaieté de cœur, pouvaient-elles ne pas devenir la proie d'une doctrine qui flatte tous les appétits et répond à toutes les passions? Comment ces populations pouvaient-elles respecter la propriété et croire à ses titres, en voyant le gouvernement lui-même fouler aux pieds des droits aussi sacrés que ceux des biens de la Propagande? La logique du socialisme est impitoyable. Si l'État du roi Humbert a le droit de mettre la main sur les biens de la Propagande, pourquoi l'État d'André Costa n'aurait-il pas le droit de faire de même?

Pour juger des relations qui existaient déjà à cette

époque entre le socialisme italien et le socialisme allemand ou le socialisme cosmopolite, il suffit de jeter un coup d'œil sur le programme d'action du parti démocratique et socialiste de la Romagne. Ce programme a été publié au mois d'octobre 1883. Il peut se résumer dans les points suivants :

1° Répandre autant que possible les idées socialistes ;

2° Organiser fortement les éléments du parti démocratique et socialiste ;

3° Organiser les associations du métier ;

4° Appuyer et même provoquer par des grèves la lutte contre la domination du capital ;

5° Appuyer et provoquer toutes les réformes politiques et économiques ;

6° Prendre une part très active aux élections administratives, pour arriver à dominer dans les communes ;

7° Poser des candidatures ouvrières et socialistes pour le parlement ;

8° Appuyer et provoquer, si cela est nécessaire, des manifestations populaires contre les privilèges économiques et politiques ;

9° *Combattre constamment et sans merci tous les préjugés religieux ;*

10° Se préparer tous les moyens pour le jour où la lutte décisive s'imposera.

Dans un congrès, où siégèrent quatre-vingts délégués, les socialistes de la Romagne changèrent le titre de leur parti. Celui-ci ne devait plus s'appeler le *Parti*

socialiste révolutionnaire romagnol, mais le *Parti socialiste révolutionnaire italien,* parce qu'il avait des sections assez nombreuses dans le reste du royaume d'Italie.

Ce changement de titre ne suffit pas. La centralisation de l'Italie n'avait pas effacé les limites des provinces; la concentration socialiste ne pouvait avoir si facilement raison de ces limites.

On parvint non sans peine à former des fédérations provinciales peu disciplinées. Les difficultés furent bien plus grandes quand il fut question de former un véritable parti socialiste national.

Il est vrai qu'on parla d'un parti ouvrier *italien.* Du 4 au 8 décembre 1885, celui-ci tint un congrès à Mantoue, où 132 groupes se firent représenter par 99 délégués. Cette association fut dissoute le 23 juin 1886, et les membres de son comité central furent arrêtés. Un procès retentissant, dans lequel cent trente témoins furent entendus, aboutit à la condamnation des prévenus Casati, Croce, Lazzari, Brando et Dante.

Vers la fin de l'année 1887, nous voyons le *Parti ouvrier italien* reconstitué. Il tint un congrès à Pavie au mois de septembre. Une centaine de sociétés ouvrières s'y firent représenter, entre autres celles de Milan, Brescia, Turin, Gênes, Alexandrie, Crémone, Venise, Bologne, Imola, Novare, Côme et Mantoue. Le député socialiste André Costa fut présent. La feuille *Il Fascio operajo,* publiée à Milan, fut maintenue comme organe du parti.

Le Comité central du *Parti ouvrier italien* envoya

une adresse au congrès des socialistes allemands réunis à Schœnenwegen près de Saint-Gall, au mois d'octobre 1887. Il déplorait dans ce document que les socialistes italiens montrassent si peu de fermeté et si peu de fidélité à leurs convictions.

Onze délégués italiens prirent part au congrès international marxiste de Paris en 1889; trois d'entre eux, qui appartenaient à l'anarchisme et qui se conduisaient en conséquence, furent mis à la porte de la salle du congrès.

En 1890, les socialistes et les révolutionnaires d'Italie furent des premiers à acclamer les succès électoraux du socialisme allemand.

Nous empruntons au numéro rouge du *Sozialdemokrat*, qui annonça ces succès, quelques lignes du télégramme du *Circolo Radikale* de Rome ?

« Le *Circolo*..... salue dans les socialistes allemands les pionniers de la nouvelle révolution pour la justice sociale.

« Les démocrates italiens se rappelleront toujours avec orgueil que Mazzini, malgré son antipathie contre les théories de Marx..., a prédit, il y a nombre d'années, que la jeune Allemagne et la jeune Italie seront appelées à résoudre la question sociale. »

Les rapports intimes entre l'ancienne forme de la révolution et la nouvelle n'ont jamais été plus clairement affirmés.

Un nouveau parti ouvrier se fonda enfin en Italie, d'après les principes et le modèle du socialisme allemand; il proclama la lutte de classe. Il tint sa première

assemblée générale au mois d'août 1891 à Milan. Ses succès furent rapides. En 1893 il put réunir un congrès à Gênes, où il formula son programme, se sépara des anarchistes et désigna Milan comme siège central du parti.

L'alliance entre le socialisme italien et le socialisme allemand vient de s'affirmer de nouveau au congrès international de Zurich, où les délégués allemands n'eurent pas de plus fidèles défenseurs de leurs propositions que les délégués italiens. Ceux-ci étaient cette fois au nombre de 22.

Aux congrès internationaux de Paris et de Bruxelles, les délégués italiens n'avaient représenté que les groupes ou les fédérations qui les avaient élus ; au congrès de Zurich, ils prétendaient représenter le socialisme italien. C'est la première fois, au dire du *Vorwaerts*, que la délégation italienne prit un caractère national.

On fit à cette délégation l'honneur de lui offrir la présidence de l'assemblée générale, le sixième jour du congrès.

Ce fut la femme de l'agitateur Turati, une Russe du nom de Kolischoff, qui occupa le fauteuil.

Malgré cet honneur et malgré la qualification de délégation italienne, l'union n'est point complète entre les socialistes italiens. Dans l'ancienne patrie des sociétés secrètes, les associations de tout genre fourmillent. Il est très difficile de démêler le vrai caractère de toutes ces associations, de même qu'il est presque impossible de préciser le vrai caractère de toutes les nombreuses émeutes et de toutes les démonstrations encore plus nombreuses. Les villes d'Italie ont vu des

légions d'affamés se réunir et s'agiter comme à Londres; nous nous garderons de faire des socialistes de tous ces affamés.

Il faut reconnaître cependant que, par suite de la fondation du nouveau parti ouvrier, qui joua un certain rôle au congrès de Zurich, le socialisme marxiste a pris un développement considérable. Il avait trouvé son vrai terrain, la lutte de classe, et son vrai mobile, la haine de classe. Son organe *La Lotta di classe* (La Lutte de classe) sut raviver l'agitation, qui était poussée par plusieurs révolutionnaires bien résolus : Turati, le rédacteur de la *Critica sociale* de Milan, les avocats Tanzi, Croce, Lazzari, Bertini, della Torre.

Quelques semaines après le congrès de Zurich, les meneurs du socialisme marxiste convoquèrent à Reggio d'Emilia le second congrès du nouveau parti ouvrier italien. Il siégea du 8 au 11 septembre, et fut incontestablement le congrès le plus considérable du socialisme italien. 300 délégués y représentaient plus de 300 associations, qui comprenaient à leur tour au-delà de 200.000 adhérents, auxquels il faut joindre 10.000 paysans du pays de Mantoue. Le but principal du congrès était d'introduire une sévère discipline de parti. Il imposa aux députés socialistes : 1° de se séparer nettement des députés bourgeois, 2° de poursuivre dans les débats et les délibérations de la Chambre les tendances socialistes, 3° de se mettre sans cesse en rapport avec le parti par l'entremise d'un secrétaire commun à tous, 4° de répéter sans cesse dans leurs discours que leur parti n'a pas confiance dans les ré-

formes tentées par la bourgeoisie pour pouvoir se maintenir, 5° de se soumettre aux décisions des assemblées générales et des assemblées provinciales, 6° de se trouver à leur poste soit le 1[er] mai, soit au début des grèves, et de tout faire pour assurer le succès de ces manifestations, 7° de ne jamais voter pour les propositions du gouvernement, 8° de s'en tenir en tout au programme du parti socialiste.

Ces résolutions avaient été inspirées par le congrès de Zurich, où Turati s'était déjà exprimé dans le même sens. Le nouveau parti ouvrier fut appelé par le congrès *le Parti socialiste des travailleurs italiens*.

Une grande manifestation, à laquelle prirent part 8.000 personnes, suivit le congrès de Reggio. Des discours passionnés, où le futur paradis socialiste était présenté sous les couleurs les plus séduisantes, où l'on parlait avec un vrai fanatisme du prochain triomphe de la démocratie socialiste, furent prononcés par Andrea Costa, Beremini, Prampolini, Turati; les orateurs furent applaudis à outrance par le peuple. Près de 1.000 paysans, qui prirent part à la manifestation, se firent particulièrement remarquer par leur attitude.

Le nombre relativement considérable des ouvriers agricoles et des paysans qui prirent part au congrès de Reggio et à la manifestation qu'il provoqua, est un avertissement sérieux. La situation économique du pays, les impôts écrasants qui pèsent sur le sol, des constitutions agraires qui ne répondent plus aux besoins actuels, la misère devenue plus grande depuis quelques années, enfin l'esprit révolutionnaire ré-

pandu partout et entretenu par la presse et par les associations subversives, toutes ces causes réunies ont contribué à pousser ces paysans dans les bras du socialisme.

Anarchisme.

Le tempérament a porté de tout temps le socialisme italien du côté de l'anarchisme. L'Internationale italienne appartenait presque tout entière à l'Alliance de Bakounine. Après la mort de ce dernier, l'anarchisme italien obéit à l'influence de Malatesta et de Carlo Cafiero. Vers la fin de l'année 1876, Malatesta prit l'initiative de la fameuse *Propagande par le fait.* Il signa avec Carlo Cafiero la déclaration suivante :

« La fédération italienne croit que le *fait insurrectionnel destiné à affirmer par des actes les principes socialistes est le moyen de propagande le plus efficace* et le seul qui, sans tromper et corrompre les masses, puisse pénétrer jusque dans les couches sociales les plus profondes et attirer les forces vives de l'humanité dans la lutte que soutient l'Internationale. »

Ce langage est aussi clair que cynique. Quatre mois plus tard, Malatesta, secondé par Cafiero et suivi par une bande de trente hommes, se présenta, le 5 avril 1877, sur la place du petit village de Lentino. Il fait prisonnier le syndaco, brûle publiquement les archives, prend l'argent des caisses municipales pour le partager, du moins en partie, entre les habitants pauvres. Les carabiniers étant survenus, il résiste, et deux soldats sont tués. Il poursuit ses exploits encore pen-

dant six jours et vide les caisses de trois autres petites communes. Il est enfin cerné et pris avec tous ses hommes.

Plus tard, Malatesta trouvera plus commode l'anarchisme du livre et du journal. Il écrira son *Fra-Contadini* et publiera l'*Associazione* d'abord à Nice, puis à Londres.

L'arrestation des deux chefs entrava pour quelques années le mouvement anarchiste en Italie; il reprit vie vers 1880. Il se fit représenter au congrès anarchiste de Londres, en 1881, par les deux délégués Malatesta et Cafiero.

A la suite de l'impulsion donnée par ce congrès, les anarchistes italiens redevinrent plus nombreux; presque tous les socialistes de l'Italie centrale refusèrent de prendre part aux élections, conformément aux principes de l'anarchisme. La lutte entre les socialistes modérés et les anarchistes fut très vive. Ces derniers s'agitèrent beaucoup en 1883. Ils prirent part à toutes les démonstrations révolutionnaires à Florence, à Rome et dans d'autres villes, profitant de tout pour se produire, tantôt de l'anniversaire de la république romaine et de celui de la Commune de Paris, tantôt de certains autres jours qui rappellent le souvenir de ceux qu'on nomme les martyrs de la révolution sociale.

Leur chef le plus ardent, Malatesta, fut arrêté de nouveau à Florence au mois de mai 1883. Son arrestation et celle de ses complices amenèrent de vastes investigations dans les principales villes d'Italie de la part de la justice italienne, et il ne fut pas difficile à

celle-ci de trouver les traces de toute l'organisation anarchiste, qui étendait au loin ses réseaux. On découvrit des groupes déjà constitués et d'autres en formation. Malatesta et ses complices furent condamnés à des peines sévères le 1er janvier 1884. Cette condamnation n'empêcha pas la *Question sociale*, une publication hebdomadaire anarchiste, de paraître à Florence. Au mois de septembre 1884, cinquante-six anarchistes furent encore condamnés à Florence, presque tous par contumace.

Inutile d'insister sur l'extrême violence de langage des anarchistes italiens, tant dans leurs discours que dans leurs écrits. Ils ont vraiment la frénésie du blasphème. Ils exaltent tous les hauts faits de la Révolution cosmopolite. Le 30 mars 1884, on arrêta un émissaire qui portait de Pistoie à Florence cinq cents manifestes où l'on faisait l'apothéose de la Commune de Paris. C'était la seconde édition d'un écrit que la police de Florence avait déjà saisi à la gare quelques jours auparavant.

Vers la même époque, il y eut des attentats de dynamite, notamment à Gênes. Au mois de juin 1884, les journaux rapportèrent que, à la suite de ces attentats, et sur l'avis de la police anglaise, la police italienne aurait fait parvenir au Vatican la recommandation de surveiller l'intérieur de la basilique de Saint-Pierre; en même temps le nombre des agents de sûreté aurait été considérablement augmenté aux abords du Vatican. Triste spectacle que celui de la révolution couronnée se défendant ainsi contre la révolution de la dynamite!

L'histoire de l'anarchisme en Italie est restée depuis 1884 jusqu'à nos jours à peu près ce qu'elle a été de 1880 à 1884. Ce sont des démonstrations violentes, des insurrections locales qui se produisent dans diverses villes et plus spécialement à Rome, des arrestations en masse, de grands procès à sensation, des luttes souvent sanglantes entre les anarchistes et les marxistes.

De nombreux anarchistes furent arrêtés à Massa au mois d'octobre 1885. On écrivit à ce sujet au *Journal de Genève :*

« Les arrestations d'anarchistes qui ont eu lieu à Massa ont été motivées par la constitution dans cette localité de deux nouveaux groupes socialistes-révolutionnaires ayant pour titre *La Mano nera* (la Main noire) et *Morte ai borghesi* (Mort aux bourgeois).

« Le programme de ces groupes est bien simple : il consiste dans la destruction de la propriété et des propriétaires, dans la distribution de manifestes clandestins, dans la rébellion constante contre les agents de la force publique. Le drapeau rouge et noir couvre ces hauts faits....

« La fédération anarchiste de Massa et de Carrare compte au moins vingt groupes composés des individus les plus dangereux du pays.

« La fédération internationale italienne reçoit des instructions révolutionnaires d'Alexandrie en Égypte et de Buénos-Ayres, où il y a des sections composées de réfugiés. »

Le mois de juillet 1888 fut témoin de scandaleuses démonstrations dans les Romagnes en l'honneur du

député Cipriani. Cipriani avait un passé digne de son anarchisme. Il s'était distingué à sa manière à Paris pendant la Commune; il avait été condamné en France, puis expulsé. En Italie, il avait été écroué dans la maison de force de Porto-Longone, où il devait passer vingt-cinq années de détention. Tour à tour socialiste et anarchiste, Cipriani était pendant quelque temps l'idole de la populace. Les électeurs de Ravenne, Forli et Césène l'avaient élu député cinq fois de suite, bien que l'élection fût nulle. Le roi Humbert, avant d'entreprendre un voyage projeté dans les Romagnes, gracia l'hôte de Porto-Longone, qui fut accueilli, partout où il se présentait, par les cris révolutionnaires ou anarchistes : « Vive Cipriani! Vive la Commune! » — Plus tard Cipriani dut quitter de nouveau l'Italie; il tendit la main aux anarchistes de Paris et de Bruxelles.

L'annnée 1889 fut très agitée en Italie. Dans le Milanais, ce furent les troubles agraires; à Rome, les émeutes des ouvriers sans travail; ailleurs, des grèves et des démonstrations d'affamés, accompagnées d'actes de violence. A Césène parut un nouveau journal socialiste, l'*Ottantanove,* qui vint donner le vrai sens à toute l'agitation. Le journal était imprimé sur papier rouge; au-dessous de son titre on lisait la devise de Garibaldi : « L'internationale est le soleil de l'avenir, » et le mot de Proudhon : « La propriété, c'est le vol. » Le journal se proposait de combattre les privilèges, la société actuelle, la famille et l'Église. Hâtons-nous de dire cependant que le *Sozialdemokrat,* tout en excusant

les désordres arrivés dans les villes italiennes, les mit au compte de l'anarchisme.

Nous venons de voir que, au congrès international marxiste du 14 juillet, trois délégués italiens, qui appartenaient à l'anarchisme, se firent expulser de la salle du congrès.

Une lutte sanglante des anarchistes avec la police et plusieurs explosions de dynamite signalèrent le 1er mai de l'année 1891 à Rome.

Au mois de septembre suivant, le ministre de l'Intérieur fit surveiller de plus près les meneurs anarchistes.

Au mois d'octobre, les anarchistes et les marxistes engagèrent entre eux une vraie bataille à San-Michele, près de Ravenne. Il y eut quatre morts; quatre combattants furent blessés mortellement, douze autres reçurent des blessures moins graves.

Cinquante anarchistes furent arrêtés à Rome dans les derniers jours du mois d'avril 1892. Il y eut de nombreuses arrestations dans d'autres villes; elles n'appartenaient pas toutes à l'anarchisme. On attribua aux anarchistes l'explosion de trois bombes jetées au milieu d'une procession à Caltanisetta, en Sicile. Seize personnes furent blessées. Des exploits semblables à ceux que nous venons de rapporter furent signalés par la presse en 1893.

L'anarchisme a-t-il gagné du terrain en Italie? Il est difficile de le dire d'une manière précise. Il est certain qu'il s'y maintient avec ses groupes plus ou moins unis, avec ses réunions tumultueuses et avec sa presse qui se signale par ses blasphèmes. Au congrès anarchiste

qui siégea à Zurich à côté du congrès marxiste, l'anarchiste italien Molinari fit la déclaration suivante : « Nous disons : Ni Dieu ni maître! Il faut ajouter : Ni parlement ni maître! »

X. — POLOGNE.

Socialisme.

Nous croyons devoir accorder ici une place spéciale à la Pologne. Il sera principalement question de la Pologne russe. Le socialisme allemand s'est occupé de la propagande dans le grand-duché de Posen, et le socialisme autrichien a étendu son action jusque dans la Galicie. Dans le rapport récent du comité directeur du parti socialiste allemand, celui-ci s'est félicité des succès électoraux obtenus parmi les populations polonaises du royaume de Prusse. Cependant les socialistes polonais du grand-duché de Posen et des provinces voisines ont résolu, dans un congrès tenu à Berlin au mois de septembre 1893, de se constituer en un parti socialiste polonais.

Aux congrès socialistes internationaux de Paris, de Bruxelles et de Zurich, on n'a pas fait de distinction entre le socialisme de la Pologne russe et celui de la Pologne prussienne ou de la Pologne autrichienne. A Zurich, la Pologne comptait parmi les vingt nations représentées au congrès, et la langue polonaise était une des seize langues qui y furent parlées. Dans la salle du congrès, on lisait en langue polonaise l'inscription : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

Un grand nombre d'ouvriers originaires du grand-duché de Posen vivent à Berlin; ils ne résistèrent pas tous aux séductions du socialisme. Ceux qui s'étaient livrés à l'agitation socialiste portèrent à leur tour l'agitation dans leur pays d'origine. Elle y arrivait, du reste, par toutes les autres voies qui facilitent aujourd'hui la propagation des idées subversives.

La foi sincère de la population protégeait celle-ci, et son sentiment national si vif entravait la diffusion de théories qui sont opposées à tout sentiment national; de plus, le prolétariat industriel de la Pologne n'est pas très considérable. Néanmoins, la propagande socialiste se développa dans le grand-duché de Posen comme dans d'autres pays.

Le député polonais de Jazdzewski fit au Reichstag allemand la déclaration suivante, le 21 mars 1884, à l'occasion des débats sur la loi contre les socialistes :

« Jusqu'en 1878, jusqu'à la loi du 18 octobre 1878, il n'y avait pas de socialistes dans le grand-duché de Posen, du moins on n'y trouvait pas un seul socialiste polonais. Mais je constate que depuis 1878 un mouvement socialiste, un mouvement encore modéré, s'est fait remarquer dans notre population ouvrière; ceux de mes collègues, que leurs fonctions mettent à même de mieux observer ce mouvement, confirmeront, je n'en doute point, ce que je viens de dire. »

Posen a eu, comme d'autres villes d'Allemagne, un grand procès socialiste, qui s'est terminé au mois d'avril 1887. Plusieurs inculpés ont été condamnés à des peines variant entre deux ans et deux mois de prison.

Le socialisme polonais a aujourd'hui son organe et sa littérature. Il s'est affirmé aux élections du 15 juin 1893.

La situation de la Galicie, sous le rapport de la propagande socialiste, ressemble à celle du grand-duché de Posen, avec la différence que l'action du socialisme a été plus suivie et plus puissante dans le grand-duché de Posen.

En 1889, Lemberg eut aussi un procès soi-disant socialiste qui fit beaucoup de bruit, pour aboutir à de minces résultats. Un seul des nombreux inculpés s'avoua franchement socialiste.

Il n'en est pas moins vrai que Lemberg et Cracovie possèdent des groupes socialistes fort remuants, qui firent parler d'eux à maintes reprises. Ils furent réorganisés en même temps que les socialistes d'Autriche. Les principaux mouvements du socialisme de Vienne et de Pesth se firent sentir à Lemberg et à Cracovie.

C'est dans la Pologne russe que le socialisme, après de longs efforts, paraît avoir trouvé le plus d'éléments. Quoique ce socialisme soit forcé de se masquer et d'agir dans l'ombre, il n'est pas impossible de suivre son développement.

La correspondance suivante du *Sozialdemokrat*, à part quelques appréciations trop partiales, rend assez bien compte de la situation tant de tout l'ancien royaume de Pologne en général que de la Pologne russe en particulier :

« Le mouvement polonais, dont on ne remarquait presque rien, il y a cinq ans, marche aujourd'hui len-

tement mais sûrement. Toutes les espérances n'ont pas été réalisées; cependant, quand on considère toutes les difficultés qu'on avait à vaincre, quand on tient compte de la situation politique du pays et de l'attitude hostile des classes éclairées, on peut dire que les résultats obtenus jusqu'ici sont un gage de succès. N'oublions pas que rien n'avait préparé les voies au socialisme, ni propagande démocratique, ni propagande antireligieuse. On peut dire de la Pologne, plus que de tout autre pays, que tous les partis sont à l'égard du parti socialiste une masse noire de réactionnaires et de patriotes.

« Malgré tous ces obstacles, les socialistes polonais ont su former dans chacune des trois divisions du pays un noyau compact de champions convaincus. Ils ont su attirer au socialisme les sympathies des ouvriers les plus intelligents, et ils ont créé toute une littérature de brochures qui rendent les plus grands services...

« Le mouvement a commencé dans la Pologne russe; c'est là qu'il a obtenu le plus de résultats... Dans l'impossibilité d'agir sur la législation de manière à améliorer le sort de la classe ouvrière, on a dû se borner à la propagande révolutionnaire. Varsovie a fourni le plus d'agents... »

On était habitué à ne trouver en Pologne que des sociétés secrètes obéissant avant tout à l'idée nationale. Au commencement de l'année 1883, une association secrète d'un autre genre, appelée *la Solidarité,* se révèle à Varsovie. Son programme se sépare de celui de toutes les sociétés polonaises : il renonce à l'idée

nationale, qui a si souvent soulevé la Pologne, et il ressemble en tout aux programmes socialistes des autres pays.

Le groupe socialiste de Varsovie parvint à faire imprimer clandestinement dans cette ville même un organe spécial intitulé *Le Prolétariat*, et portant l'épigraphe bien significative : « Liberté, Fabriques, Terre. » Un autre organe socialiste polonais, le *Przedswit*, est imprimé à Genève. Depuis le mois de mai 1885, le socialisme polonais possède en outre une revue mensuelle, imprimée à l'étranger.

Il y a dans le socialiste de la Pologne russe presque toujours quelque chose du nihiliste russe ou de l'anarchiste. Un procès socialiste, qui eut lieu en 1885, le montre clairement.

Au mois de juillet 1884, on annonça la découverte d'un complot contre la vie de l'empereur de Russie, au moment où celui-ci devait arriver à Varsovie pour une revue militaire. De nombreuses arrestations furent faites, entre autres celle du juge de paix Bardowsky. Des révélations arrachées à quelques détenus firent continuer les arrestations, qui arrivèrent jusqu'au chiffre de 122. L'instruction de l'affaire dura plus d'une année. Se trouvait-on en présence d'une entreprise nihiliste ou panslaviste? Le socialisme n'était-il pas engagé dans la mystérieuse affaire? D'après une correspondance certainement bien renseignée, publiée par le *Sozialdemokrat*[1], il y aurait eu quatre catégories d'accusés : des membres du parti socialiste appelé *Solidarnosz*,

1. *Der Sozialdemokrat*, 15 janvier 1886.

des membres du parti socialiste terroriste, appelé *le Prolétariat,* des membres de l'association socialiste de la *Croix rouge,* et enfin des membres du comité de la *Narodnaja Wolja*[1]. Le 29 août 1885, vingt-quatre accusés partirent pour la Sibérie, où ils devaient passer de quatre à cinq ans; dix autres accusés furent condamnés ensuite à quatre ou cinq mois de détention dans une forteresse. On fut sans pitié pour vingt-huit accusés, contre lesquels près de cent témoins furent appelés à déposer. Ils furent jugés au mois de décembre. Le juge de paix Bardowsky et cinq autres accusés furent condamnés à la mort par strangulation; dix-huit furent condamnés à seize ans de travaux forcés dans les mines; deux, à dix ans et huit mois de travaux forcés avec bannissement perpétuel en Sibérie; les deux derniers enfin, à la déportation perpétuelle en Sibérie. La peine de mort de deux condamnés fut commuée en celle de vingt ans de travaux forcés. Bardowsky, Kunitzky, Ossowsky, et Petrussinski moururent au cri de : « Vive la révolution sociale! »

Le *Sozialdemokrat* fut plein d'admiration pour l'attitude de la plupart des accusés. Il exalta l'accusé Warynski, qu'il appela un socialiste des plus braves et des plus généreux, et il reproduisit les paroles suivantes que Warynski aurait prononcées devant ses juges : « Je ne me reconnais pas coupable; je ne puis voir un crime dans mes opinions. Je considère la révolution sociale comme une évolution historique. Notre parti ne songeait pas à faire cette révolution; mais il voulait y pré-

1. Une association nihiliste.

parer la classe ouvrière. *Il est vrai que le reproche de quelques homicides pèse sur nous. Ce ne furent pas des meurtres communs; nous n'avons pas assassiné des adversaires politiques; nous n'avons fait qu'exécuter des condamnations à la peine de mort prononcées contre des traîtres. Cela m'est douloureux, comme tout cas de mort, comme la mort du soldat sur le champ de bataille, comme la mort de l'ouvrier sous la roue d'une machine.* »

Nous avons souligné ces dernières lignes. Elles nous montrent à quel effrayant égarement du sens moral les sociétés secrètes conduisent leurs membres, qui sont aussi leurs victimes. Le correspondant du *Sozialdemokrat* ne semble voir là qu'un langage digne de son admiration.

Quatre délégués représentèrent le socialisme polonais au congrès marxiste du 14 juillet. C'est une femme, Mme Jankowska, qui fut chargée de présenter le rapport; elle s'acquitta de sa tâche en femme exaltée. Elle commença par dire qu'en Pologne on cherchait à copier autant que possible la tactique, ainsi que le mode de propagande et d'agitation de l'Allemagne. « La fureur du peuple polonais, dit-elle ensuite, se déchargeait autrefois comme un orage; il se recueille aujourd'hui et réunit ses forces pour frapper un grand coup. La Pologne parut un peu tard sur le théâtre où le drame de la démocratie socialiste est représenté; mais, en quelque lieu que ce soit, elle saura remplir le rôle qui un jour lui sera assigné[1]. »

1. *Der Sozialdemokrat*, 3 août 1889.

Vraiment, la Pologne s'était donné un rôle plus beau que celui que lui réserve la révolutionnaire Jankowska!

Les délégués polonais au congrès de Paris avaient été au nombre de quatre; au congrès de Zurich ils furent au nombre de dix. Le socialisme polonais ne semble pas être en décadence.

Anarchisme.

Nous venons de voir comment en Pologne le socialisme touche facilement à l'anarchisme ou au nihilisme russe. Il est difficile de dire où le socialisme cesse et où l'anarchisme commence.

Le fait suivant, arrivé au mois de juin 1881, peut nous montrer, à côté de ceux qui se sont produits dans le procès de 1885, que les socialistes polonais ont été à l'école des nihilistes et qu'ils ne reculent pas devant les moyens violents.

Un membre du groupe socialiste de Varsovie fut assassiné comme dénonciateur. Le comité central fit répandre secrètement la proclamation suivante :

« Considérant que des preuves irrécusables établissent que François Helscher, membre du parti du *Prolétariat* à Zgierz (Pologne russe), est devenu dénonciateur, sans qu'il puisse invoquer les moindres motifs d'excuse,

« Le *Comité central* arrête :

« 1° Pour empêcher François Helscher de nuire à l'organisation du parti,

« 2° Pour le punir de sa trahison,

« *a*) Ledit François Helscher est condamné à mort;

« *b*) Le comité des ouvriers de Zgierz est chargé d'exécuter ce jugement...

« Varsovie, le 28 mai.

« *Le Comité central*[1]. »

Cet arrêt fut exécuté le 6 juin 1881.

Le *Sozialdemokrat* pense que cette proclamation n'a pas besoin de commentaire. Nous le pensons aussi, mais dans un autre sens que l'organe du socialisme allemand.

Nous avons rapporté plus haut, en parlant de l'anarchisme en Allemagne, l'odieux attentat contre le curé de Koscieleck et la fin tragique de quatre anarchistes du grand-duché de Posen.

Tant que le régime russe en Pologne restera ce qu'il est, le socialisme polonais tiendra toujours de l'anarchisme ou du nihilisme.

XI. — Roumanie, Serbie et Bulgarie.

Socialisme.

La Roumanie, la Serbie et la Bulgarie étaient représentées au dernier congrès socialiste international réuni à Zurich. C'est en l'honneur des délégués de ces trois pays que le cri de ralliement : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » figurait aussi en langue grecque dans la salle du congrès.

Deux délégués prétendaient représenter les socia-

1. *Der Sozialdemokrat*, 3 juillet 1884.

listes bulgares. Que la révolution sociale ait aussi ses partisans en Bulgarie, dans un pays agité par tant de mouvements politiques et de conspirations, personne ne peut s'en étonner.

A la date du 11 octobre 1885, on mandait de Buckarest à la *Presse* de Vienne que, d'après une correspondance de Philippopoli, émanée d'une source sûre, le véritable promoteur de l'insurrection rouméliote était un certain Itoyanoff, qui, depuis longtemps, parcourait le pays pour y faire de la propagande socialiste.

Cependant, malgré la présence des deux délégués bulgares à Zurich, le socialisme marxiste ne paraît avoir dans la Bulgarie et la Roumélie ni un nombre considérable de partisans, ni une organisation bien régulière. Le prolétariat industriel y est peu considérable. La principale industrie du pays, c'est l'agriculture.

Les populations rurales constituent la masse de la nation.

Il en est de même de la Serbie, qui était représentée à Zurich par un seul délégué. Déjà en 1873 M. R. Meyer signalait en Serbie et en Roumanie des mouvements ouvriers qui trahissaient des tendances socialistes. Il était naturel, du reste, que les rapports entre le panslavisme russe et la Serbie aient propagé dans celle-ci des idées de propriété collective, empruntées à la constitution de la commune russe.

Le numéro du 12 janvier 1882 du *Sozialdemokrat* annonça à ses lecteurs que, dans les élections complémentaires pour la Skouptchina, plusieurs candidats *radicaux socialistes* avaient triomphé.

L'histoire du socialisme serbe nomme même une femme dans ses fastes, Militza Theodorowitsch. Elle enseigna d'abord les langues, et elle trouva ainsi l'occasion de servir le socialisme par la propagande personnelle autant que par la plume. Formée à l'école du romancier nihiliste Tschernischewski, elle se disposait à jouer un rôle plus éclatant : elle avait étudié la médecine à Saint-Pétersbourg, à Zurich et à Paris, et elle avait déjà passé les premiers examens dans cette dernière ville, quand la maladie la ramena dans son pays, où la mort l'atteignit au mois de décembre 1881.

Ce que nous venons de rapporter donne au socialisme serbe une couleur plutôt russe que marxiste. Ajoutons cependant que Militza Theodorowitsch correspondait avec les organes du socialisme allemand, le *Volksstaat*, le *Vorwaerts* et le *Sozialdemokrat*.

Le délégué serbe, un homme d'une vie aventurière, se présenta au congrès de Zurich au nom de quelques centaines d'adeptes.

Le socialisme a fait plus de progrès en Roumanie. Une agitation inattendue se fit remarquer en 1882. Des groupes nombreux de paysans vinrent à Buckarest pour demander qu'on leur abandonnât des terres de l'État. D'où venait ce mouvement? Qui est-ce qui l'avait provoqué? Quel en était le but? La presse, la chambre et le gouvernement se livrèrent à d'étranges suppositions : ils croyaient à une excitation venue du dehors; ils parlaient d'une distribution d'argent, faite par des mains mystérieuses. « Il n'y avait ni distribution d'argent ni mystère, écrivit un correspondant du *Sozialde-*

mokrat; nous savons tout, la bourgeoisie engraissée seule n'est pas capable de voir ce qui se passe. »

Le *Sozialdemokrat* rapporte que les chefs du mouvement socialiste firent traduire, pour l'usage des paysans de Roumanie, la brochure du socialiste Bracke : *A bas les démocrates socialistes!* Cette brochure, avec d'autres écrits de même tendance, fut jetée en masse parmi les paysans.

« La propagande, dit encore le *Sozialdemokrat,* fait des progrès extraordinaires parmi les paysans; on aperçoit les symptômes du mouvement à peu près dans toutes les grandes villes... Le peuple n'ignore pas que la terre lui revient de droit, et il est à même de comprendre la propriété collective... On l'entendit dire bien haut, ce printemps, qu'il fallait faire main basse sur les grands propriétaires et donner leurs propriétés aux communes....

« Le peuple de Roumanie chante notre devise :

« La machine à l'ouvrier!
Paysan, à toi la terre! »

Le socialisme roumain s'est fait représenter par quatre délégués au congrès international de Paris, en 1889. L'agitateur Mani exposa la situation du mouvement socialiste.

« Quoique l'industrie du pays soit peu développée, le socialisme avance; il fait même des progrès parmi les paysans. Les professeurs et les étudiants de l'université de Jassy ont principalement contribué à ce résultat, en traduisant les écrits de Marx, d'Engels et de

Lassalle. Aussi, malgré la pression de la police et malgré le mode des élections, qui ne sont pas directes, a-t-on réussi à faire nommer des députés socialistes. A l'exception du mouvement qui se produit à la campagne, nous nous trouvons encore dans la période de la théorie ; nous espérons néanmoins, grâce à l'appui des frères des pays voisins, que le mouvement s'étendra toujours plus loin; nous sommes d'autant plus autorisés à nourrir cet espoir, que la socialisation des domaines, qui avait été demandée, n'a point été accordée ; on n'a fait que les diviser en parcelles. On reconnaîtra bientôt que la situation ne s'est pas améliorée. Le jour où cela sera constaté, le socialisme jettera de fortes racines dans les rangs du peuple. »

Depuis trois ans, toutes les espérances de l'agitateur Mani ne se sont pas réalisées. Cependant, les professeurs et les étudiants de l'université de Jassy aidant, le socialisme roumain n'est pas en décadence. Il a envoyé cinq délégués au congrès de Zurich.

XII. — Russie.

Socialisme.

S'il est difficile à l'observateur étranger de se rendre compte de ce qui se passe dans l'intérieur de l'immense empire russe, il lui est presque impossible de se renseigner suffisamment sur le mouvement socialiste en Russie sans interroger ceux qui sont mêlés à ce mouvement. Il y a moins d'un quart de siècle, le fait

d'un mouvement socialiste marxiste au sein même de l'empire Russe eût paru inadmissible. N'est-ce pas d'ailleurs le russe Bakounine qui dota l'Europe occidentale de l'anarchisme, lequel demande tout à la révolution violente? Le mouvement marxiste russe ne peut cependant plus être contesté aujourd'hui.

Il est vrai que, pour la plupart des coryphées du nihilisme, la révolution politique en Russie devait être aussi une révolution sociale. Alexandre Herzen adhérait au saint-simonisme; le romancier Tschernischewsky, qui a suscité la femme nihiliste, obéissait à des idées antisociales. L'Internationale vint, à son tour, exercer son influence en Russie. Karl Marx put représenter déjà en 1870 de nombreuses sections russes au Conseil général de l'Internationale à Londres. Qui le croirait? la Commune de Paris elle-même enthousiasma la jeunesse russe. Mais de là à la constitution d'un parti démocratique socialiste, comme en Allemagne, la distance semblait très grande, pour ne pas dire infranchissable. Que s'est-il donc passé depuis le temps de Bakounine, du sinistre créateur de l'anarchisme?

Interrogeons d'abord le vieux révolutionnaire Lawroff, un ancien colonel russe. Il présenta au congrès socialiste international de Paris un rapport sur la situation du socialisme en Russie. Il était le mieux à même de présenter ce rapport. Lorsqu'il prit la parole, le congrès le salua par des applaudissements prolongés. Il constata que la révolution russe, dont il retraça l'histoire, devenait de plus en plus une révolution socialiste. Il désigna comme étant les deux partis les plus

puissants de la révolution russe le parti de la *Narodnaja Wolja* et celui du *Tschorny Peredjel.* Le premier est plutôt le parti des moyens violents, le second accepte davantage la tactique et les théories du socialisme *allemand*[1]. Les deux partis diffèrent encore sur un autre point : le premier se recrutait jusqu'ici principalement dans le monde des étudiants et des étudiantes. Sans répudier le secours de la jeunesse universitaire, le parti du *Tschorny Peredjel,* qui a passé du fédéralisme au socialisme, cherche à s'appuyer sur l'ouvrier, comme le socialisme de l'Europe occidentale. Bien plus, à l'instar des fédérations socialistes de l'Europe occidentale, ce parti a fondé récemment l'*Alliance des démocrates socialistes russes.*

A la tête de l'*Alliance* se trouvent Plechanow, P. Axelrod et l'ancienne nihiliste Wjera Sassulitsch. Le rédacteur principal de l'organe du parti, Plechanow, est l'âme de l'*Alliance.*

Wjera Sassulitsch, la nihiliste qui tua le général Trépow et qui fut acquittée par des jurés appartenant à toutes les classes de la société, se mit de bonne heure en correspondance, après sa fuite, avec les socialistes allemands. Elle écrivit aux socialistes réunis à Zurich le 5 février 1882. Deux années plus tard, Wjera publia à Genève, où elle s'était réfugiée, une traduction en langue russe de la brochure de F. Engels : *Du socialisme utopiste au socialisme scientifique.*

1. Lawroff appela aussi l'attention du congrès sur les ouvriers juifs émigrés de la Russie et établis à New-York; ils ont adopté une organisation socialiste, et ils se sont donné un organe spécial, le *Znamia* (le Drapeau).

Dans l'introduction de sa publication, la nihiliste dit qu'il faut « que la *classe ouvrière* arrive à avoir conscience de sa puissance sociale ». « Dans ce but, ajoute-t-elle, déposons toute appréhension devant la théorie du socialisme scientifique, et ne craignons point que celle-ci condamne la révolution à de stériles lenteurs. Il faut chercher à bien comprendre cette théorie, il faut l'étudier à fond, afin de ne pas avoir l'air de copier servilement les socialistes de l'Europe occidentale. Nous devons être à même d'entrer dans la lutte avec indépendance et d'imprimer au mouvement le caractère propre à notre pays. »

Lawroff n'est pas anarchiste à la façon de Bakounine, il n'est pas non plus socialiste à la façon de Marx, quoique le congrès de Paris l'ait salué si vivement; mais il veut la révolution sociale. Le socialiste russe le plus correct aux yeux du socialisme allemand est le jeune écrivain révolutionnaire Plechanow. Une correspondance russe publiée, le 22 mars 1890, par le *Sozialdemokrat*, l'exalte sans réserve. D'après cette correspondance, nul autre écrivain au service de la révolution russe ne connaîtrait aussi bien que Plechanow les hommes et les choses de notre temps. C'est après une étude approfondie de la littérature socialiste de l'Europe occidentale qu'il serait arrivé à reconnaître que les ouvriers sont, par suite de leur condition, l'élément révolutionnaire *par excellence* (!). « Plechanow, dit la correspondance, combat énergiquement la vieille superstition qui voyait dans la jeunesse universitaire l'alpha et l'oméga du système révolution-

naire; il fait valoir dans toute sa force le principe de la lutte de toute une classe. » Toute la théorie marxiste se trouve dans l'ouvrage principal de Plechanow, *Nos Controverses*, où il établit que ce n'est pas le système usé de la propriété collective communale qui doit servir de point de départ au socialisme russe, mais la production capitaliste.

L'*Alliance* dirigée par Plechanow a fondé une *Bibliothèque ouvrière* et elle publie des brochures socialistes destinées à être distribuées aux ouvriers. Elle a aussi son organe, pour lequel elle a adopté le titre même de l'organe du socialisme allemand, avec la devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » Le *Sozialdemokrat* russe a paru à Genève au mois de septembre 1888. Son but hautement avoué est de populariser en Russie le socialisme moderne. Le premier numéro essaya de prouver, dans un article *sur les moyens d'arriver à une constitution*, que tous les efforts seraient inutiles sans le secours du peuple ouvrier des villes, ou, en d'autres termes, sans le secours d'une puissante agitation socialiste.

L'*Alliance* poursuit donc l'avènement du prolétariat ouvrier. Pour atteindre ce but, elle réclame la liberté de presse, la liberté de réunion, la liberté de coalition et le suffrage universel. Son programme est celui du socialisme international.

Lawroff ne fut pas seul à présenter un rapport sur la situation du socialisme russe au congrès de Paris; Plechanow rendit compte lui-même des espérances de l'*Alliance*.

« L'ancien système économique est ébranlé, » dit-il. « La commune agraire, que maint socialiste a glorifiée autrefois et qui est cependant un des fondements de l'absolutisme russe, devient de plus en plus un instrument d'exploitation du paysan entre les mains de la bourgeoisie de la province. Les pauvres immigrent dans les villes et dans les centres industriels; la fabrique ruine l'industrie domestique autrefois si florissante. Grâce aux besoins du trésor, le gouvernement se voit réduit à favoriser la production capitaliste. Il mine ainsi lui-même le sol sous ses pieds, et nous, socialistes, nous ne pouvons qu'en être satisfaits. Le prolétariat qui se formera sur les ruines de la commune agraire renversera l'absolutisme. La Russie révolutionnaire, malgré ses efforts héroïques, n'a rien pu contre cet absolutisme, parce qu'elle était isolée de la masse du peuple. »

Plechanow représenta encore le socialisme russe au congrès de Zurich. Il y déclina aussi nettement que possible toute solidarité avec le panslavisme dans le débat soulevé par une proposition de grève générale en cas de déclaration de guerre. Les socialistes allemands combattirent d'autant plus vivement la proposition, émanée de la délégation hollandaise, que Bebel avait déclaré au parlement allemand que le parti démocratique socialiste marcherait si une guerre contre la Russie venait à éclater. Plechanow vint au secours des socialistes allemands. « Les Cosaques russes sont incapables de toute civilisation, » s'écria-t-il. « Le Czar règne en tyran. Tous les amis de l'humanité doi-

vent considérer comme un devoir de contribuer à renverser le régime de terreur que le czarisme a établi. » Plechanow alla jusqu'à provoquer une violente interruption de la part de plusieurs délégués français, en disant que la France rampe à genoux devant le czarisme.

Il est à peine nécessaire de faire observer ici que Plechanow ne demeure pas en Russie. Il vit à l'étranger, où ses livres et ses écrits de tout genre sont publiés.

Dans la salle du congrès de Zurich on pouvait lire aussi en langue russe le cri de ralliement : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous?

Nihilisme.

Tout le monde a entendu parler des nihilistes russes; cependant la question du *Nihilisme* est encore aujourd'hui enveloppée de mystère. Le parti nihiliste est-il un parti politique ou un parti social? Le nihilisme se confond-il avec l'anarchisme? Citons d'abord à ce sujet l'opinion de deux historiens du socialisme et celle de M. de Bismarck.

Eugène Jaeger croit à un grand développement du socialisme en Russie. Mais il fait observer que la révolution russe a dû établir son quartier général à l'étranger. Il signale la propagande antisociale de Bakounine en Suisse et celle de l'agitateur Herzen, qui publia pendant de longues années en Angleterre son *Kolokol* (La Cloche), jeté par mille voies clandestines en Russie comme un brandon incendiaire.

Selon Rodolphe Meyer, l'agitation de Herzen et de Bakounine n'aurait pas été dirigée contre la Russie,

mais contre l'Europe occidentale, au profit de la Russie; Herzen et Bakounine auraient été des agents russes, soit au service direct du gouvernement, soit au service du parti panslaviste. Karl Marx et ses adeptes ont aussi accusé Bakounine d'être un agent russe.

Au parlement allemand, à la séance du 9 mai 1884, M. de Bismarck, répondant à Windthorst, caractérisa à sa façon le nihilisme russe : « L'ouvrier russe est impérialiste, dit-il; il serait prêt à tuer le nihiliste, si on le lui permettait. Les nihilistes ne sortent pas des rangs de la classe ouvrière... Ils se recrutent dans le *prolétariat des bacheliers* (aus den Abiturientenproletariat). Ils proviennent d'un excès de production de gens dont l'éducation est incomplète... Le nihiliste russe est une espèce de progressiste avorté portant le cachet spécial de son pays. »

Il y a quelque vérité dans chacune de ces trois opinions. Le nihilisme s'est recruté jusque dans les derniers temps dans le *prolétariat des bacheliers*, selon la pittoresque expression de M. de Bismark. L'on dit que, sur 50.000 étudiants que l'on compte en Russie, l'école jette annuellement sur le pavé environ 6.000 jeunes gens dont ni les besoins matériels ni les aspirations ne peuvent être satisfaits. Ajoutons à ce chiffre celui des étudiantes qui se trouvent dans le même cas, et nous aurons facilement une idée de l'action de ce prolétariat d'un nouveau genre; prolétariat qui, du reste, est en voie de formation encore ailleurs qu'en Russie. Mais un mouvement révolutionnaire du carac-

tère et de l'étendue du nihilisme russe, un mouvement qui résiste depuis si longtemps à tous les efforts d'une répression sans merci, n'est pas l'œuvre exclusive de quelques milliers d'étudiants et d'étudiantes mécontents. Le nihilisme russe porte bien le cachet du pays; mais, pour peu que nous le regardions de près, nous voyons que, du moins dans sa dernière évolution, il porte les traits de la révolution sociale, ainsi que nous venons de le constater avec Lawroff et Plechanow.

Il est incontestable, d'autre part, que Bakounine est resté panslaviste jusqu'à la fin. Nous ne confondrons cependant pas l'anarchisme créé par Bakounine avec le nihilisme russe. La révolution anarchiste est avant tout sociale, la révolution nihiliste est, pour un grand nombre de ses adeptes, d'abord politique et ensuite sociale. On a dit aussi que tout socialiste n'est pas par le fait même un nihiliste, mais que tout nihiliste est en attendant un socialiste.

Jetons un rapide coup d'œil sur l'histoire du nihilisme, à l'aide de documents qui deviennent de plus en plus nombreux. Il est pour nous hors de doute que la source première du nihilisme, comme du socialisme, se trouve dans le matérialisme athée, qui, par l'école, a envahi de vastes sphères de la société russe. Nous dirions volontiers que c'est avec une imprévoyance inouïe, s'il n'y avait qu'imprévoyance, que l'enseignement public a été livré en Russie aux sectaires les plus impies et aux transfuges révolutionnaires. Il y a longtemps que le comte Joseph de Maistre, l'homme de notre siècle qui a su le mieux prévoir l'avenir, a

écrit les lignes suivantes dans un mémoire adressé à l'empereur Alexandre Ier :

« Il n'y a qu'une secte. C'est ce qu'aucun homme d'État ne doit ignorer ni oublier. Cette secte, qui est tout à la fois une et plusieurs, environne la Russie, ou, pour mieux dire, la pénètre de toute part, et l'attaque jusque dans ses racines les plus profondes. Elle n'a pas besoin, comme dans le seizième siècle, de monter en chaire, de lever des armées, et d'ameuter publiquement les peuples. Ses moyens, de nos jours, sont plus adroits : elle réserve le bruit pour la fin. *Il ne lui faut aujourd'hui que l'oreille des enfants de tout âge* et la patience des souverains. »

Le comte de Maistre, devinant en quelque sorte le nom qui servirait à désigner la négation universelle entrevue par lui, appela *Rienistes* les hommes qu'il crut devoir signaler.

Les établissements d'instruction secondaire pour les filles étaient venus, en 1858, rivaliser d'impiété avec les autres. D'après Nicolaï Karlowitsch, on compterait actuellement en Russie 185 établissements d'instruction secondaire pour les filles.

L'académie de Saint-Pétersbourg comptait, il y a peu d'années, 789 étudiantes. Moscou et Kiew en possédaient aussi un nombre considérable. L'étudiante russe est connue dans plusieurs universités de l'Europe occidentale, principalement à Zurich.

L'État, ou le pouvoir des Czars, ne croyait guère qu'en lui-même et il étouffait toute autre force sociale.

L'Église russe enchaînée était absolument impuis-

sante. De nombreux fils et filles de popes entrèrent dans les rangs des nihilistes.

Le romancier nihiliste Tschernischewski, qui exerça par ses romans une influence funeste sur les jeunes filles, qu'il transformait en nihilistes, était fils d'un pope.

Tel était le milieu dans lequel le nihilisme et ses adeptes se formaient. Le nihilisme ne fut pas du premier coup ce qu'il est aujourd'hui. Il traversa les trois phases que la révolution a traversées aussi dans d'autres pays pour aboutir au socialisme.

Dans sa première période, le nihilisme fut une *négation religieuse,* philosophique et morale. Un des récents historiens du nihilisme, Alphonse Thun, le constate en ces termes : « Le nihilisme se montra avant tout sur le terrain religieux et philosophique, où il eut le jeu facile, car en Russie le pope n'est qu'un personnage ridicule, et les classes cultivées ne sont plus guère croyantes. On traduisit et on popularisa les écrits de Feuerbach, Bûchner, Moleschott, Darwin, Bukle, Spencer et Comte. La jeunesse fut complètement dominée par ce mouvement athée et matérialiste [1]. »

La négation *politique* ne tarda pas à suivre la négation religieuse. Jusqu'après 1870, le mouvement nihiliste fut, en général, libéral et démocratique. Il arriva ensuite rapidement à la négation *sociale,* grâce à l'influence de l'Internationale et, qui le croirait? au prestige exercé sur la jeunesse par la Commune de Paris.

1. Alph. Thun, *Geschichte der revolutionaeren Bewegungen in Russland*, Leipsig, 1883, p. 35.

Dans cette période, ce sont les ouvrages de Proudhon, le *Capital* de Karl Marx et les écrits de Lassalle qui furent répandus à profusion.

Remarquons, en passant, que le nihilisme, comme doctrine, est une importation de l'Occident. Il n'a rien inventé. C'est dans la pratique révolutionnaire qu'il a su être affreusement original. Il a organisé l'assassinat, comme on ne l'avait jamais fait avant lui, et il offre dans la nihiliste le sinistre idéal de la femme émancipée.

On s'étonne que M. de Bismarck ait pu méconnaître le caractère socialiste dans le dernier développement du nihilisme. L'historien du nihilisme que nous venons de citer distingue quatre périodes dans le dernier développement du mouvement révolutionnaire russe : la période de la propagande, depuis 1872 à 1875; la période de l'agitation révolutionnaire, depuis 1875 à 1877; la période de la transition au terrorisme, depuis 1878 à 1879; et enfin la période du terrorisme, depuis 1879. Caractérisons en peu de mots chaque période.

L'impulsion qui agita la jeunesse russe pendant la période de *propagande* vint principalement du dehors par les voyageurs et par le prestige personnel de quelques agitateurs socialistes russes. Parmi ces derniers dominent deux noms qui ont leur place marquée dans l'histoire du socialisme : Bakounine, que nos lecteurs connaissent, et Lawroff, l'ancien colonel dont nous venons de parler, autrefois professeur à l'académie militaire de Saint-Pétersbourg, l'écrivain socialiste russe le plus important de cette période. Un foyer de propagande, ou plutôt toute une école de propagandistes se forma à

Zurich en Suisse, autour de l'université et de l'école polytechnique de cette ville. En 1873, pendant le semestre d'été, on ne compta pas moins de quarante-cinq étudiants russes et *cent étudiantes* à l'université de Zurich; les élèves russes de l'école polytechnique étaient arrivés au nombre de quatre-vingt-quatorze dans le semestre d'hiver de 1872 à 1873. Sur les cent étudiantes de l'université, soixante-dix-sept se livraient à l'étude de la médecine[1] (!). Quand on songe de quels principes cette jeunesse, dont l'éducation de famille avait été fausse ou incomplète, a été imbue à l'école, et que l'on tient compte du caractère russe si prompt à l'exaltation, on comprend aisément combien il fut facile à Bakounine et à Lawroff de fanatiser ces ardentes imaginations. Lorsque le gouvernement russe, averti de ce qui se passait, interdit à ses sujets de fréquenter l'université de Zurich, le but des agitateurs était presque atteint; le socialisme russe avait à son service une petite armée, pleine d'ardeur, capable de toutes les audaces et de toutes les aventures.

Cependant, en Russie, la propagande ne s'organisa pas facilement. Plusieurs systèmes se trouvaient en présence. Les uns se prononçaient pour la révolution politique; les autres, avec Bakounine et Lawroff, voulaient d'abord la révolution sociale. Pour eux l'égalité sociale et économique devait passer avant la liberté politique. La révolution politique, disaient-ils, n'aboutirait qu'à un changement de maître. Bakounine et Lawroff n'é-

1. Alph. Thun, p. 66.

taient cependant pas complètement d'accord. Selon le premier, la propagande ne devait pas se borner à répandre les doctrines socialistes et anarchistes, elle devait encore exciter sur différents points du territoire des émeutes sans cesse répétées, pour maintenir le pays dans l'agitation. Lawroff, de son côté, voulait une propagande en quelque sorte pacifique, semblable à celle des socialistes allemands Bebel et Liebknecht; d'après son système, la révolution devait d'abord se faire dans les idées du peuple pour se produire ensuite d'elle-même au dehors.

Au milieu de ces agitations éclata le mot magique : « Allons au peuple! » qui entraîna la jeunesse révolutionnaire. Tout le monde voulait se mêler au peuple, pour lui dire quels sont ses droits et comment il pourrait conquérir le bonheur. Les uns se contentèrent d'excursions faites dans tous les sens; les autres allèrent jusqu'à renoncer à leurs carrières libérales et apprirent des métiers, pour entrer dans les ateliers, ou pour se fixer au milieu des populations. La propagande s'étendit jusque dans les prisons.

On comprit qu'on n'aboutirait à aucun résultat si l'on ne parvenait pas à endoctriner les paysans. Pour être moins suspects à ceux-ci, les propagandistes se faisaient brunir le visage et rendaient leurs mains rugueuses; le faux passeport dans les bottes, la valise remplie d'écrits socialistes et révolutionnaires, ils allaient à l'aventure [1], prêts à s'arrêter partout où ils seraient bien accueillis. Les femmes furent les plus

1. Alph. Thun, p. 95.

enthousiastes. Quelques-unes d'entre elles, qui appartenaient à la plus haute société, Natalie Armfeld, Barbe Batjuskowa, Sophie Perowskaja, Sophie Lœschern de Herzfeld et d'autres surent se condamner aux plus humbles et aux plus durs travaux des champs ou au travail des fabriques[1]. Sophie Perowskaja, qui prit part au meurtre de l'empereur Alexandre II, en donnant aux conjurés le signal par un mouvement de son voile, alla d'abord de village en village au bord de la Kama, vaccinant les enfants; elle fut ensuite institutrice dans la province de Twer, et pratiqua plus tard la chirurgie.

Ce qui nous a toujours étonné, toujours consterné, c'est la nihiliste russe. Nous ne la confondons pas avec la pétroleuse. La pétroleuse est la femme abrutie; la nihiliste est la femme russe cultivée. Elle a passé par tous les degrés de l'éducation russe; elle était assise sur les bancs des écoles, elle a brillé dans les gymnases de femmes; on l'a vue à l'université. Elle est le type de la femme libre, telle que la science sans la religion peut la produire. Elle est l'égale de l'homme; elle manie le revolver et le poignard comme lui. Elle dépasse même l'homme dans le mépris de la mort. Elle renonce à sa famille pour devenir révolutionnaire. A l'encontre de la martyre chrétienne, qui a souvent été livrée par son père, la nihiliste est prête à trahir son père. Elle peut se marier; ce n'est pas pour être épouse et mère, c'est pour se soustraire à l'autorité de ses

1. Alph. Thun, p. 104.

parents et se livrer tout entière à la secte. Tout ce qu'elle a reçu d'énergie, de générosité, elle le voue à la Révolution. La grandeur du forfait révolutionnaire, loin de l'effrayer, la remplit d'enthousiasme.

On dit que la nihiliste russe est le produit d'un roman du nihiliste Tschernischewski. Ce roman était peut-être l'étincelle qui alluma l'incendie, mais la matière inflammable était là, préparée de longue date.

Au nombre des propagandistes se trouvait aussi le jeune prince Krapotkine, qui devait remplacer plus tard son compatriote Bakounine dans la direction de l'anarchisme. Il avait été aide de camp du général gouverneur en Sibérie et secrétaire de la Société impériale de géographie.

Le mouvement propagandiste, provoqué par un élan presque subit, ne sut pas assez masquer ses menées. L'œuvre de conspiration du nihilisme n'était qu'à son début. Une énergique répression, entreprise au mois de juillet 1874, devait mettre le désarroi dans les rangs de la propagande. 770 personnes furent mises en accusation en moins d'une année.

Les succès des propagandistes, quoiqu'ils ne répondissent point à leur enthousiasme, n'étaient cependant pas sans importance. En 1875, il y avait peu de provinces sans colonies ou associations socialistes. Les adeptes du mouvement étaient plus nombreux dans les villes qui possédaient des universités.

Dans une telle situation, la révolution ne songea pas à abdiquer devant la répression. Celle-ci ayant paralysé la propagande plus ou moins pacifique, on eut re-

cours à d'autres moyens. A la période de la propagande succéda la période de l'*agitation révolutionnaire.*

Cette période fut un apprentissage de conspiration. On ne recula devant aucun moyen pour avoir des adeptes. Afin d'être plus libres et d'obtenir des passeports, les jeunes filles nihilistes contractèrent des mariages simulés. Les associations d'étudiants appelées *Communes* (!) devinrent plus nombreuses; on fonda des sociétés secrètes, même à la campagne. Il y eut des démonstrations, de petites émeutes, des grèves. Comme les arrestations étaient toujours nombreuses, on s'organisa, soit pour délivrer les détenus, soit pour les soulager.

Qu'on juge par un seul exemple des moyens dont disposait cette dernière organisation. Il s'agissait de délivrer le prince de Krapotkine, qui avait été arrêté et qui était détenu dans la citadelle de Saint-Pétersbourg. Le détenu se fit transférer à l'hôpital comme malade, et c'est là que le projet d'évasion fut arrêté. Krapotkine avait remarqué qu'à une certaine époque, en été, lorsque l'on amenait à l'hôpital le bois pour l'hiver, on laissait une porte sans gardien. C'est par cette porte que le détenu résolut de sortir. Il fallait qu'il fût sûr de ne pas rencontrer d'obstacle au dehors; dans ce but, un ami devait immédiatement recevoir le fugitif dans une voiture; de plus, cinq hommes devaient être postés dans les rues de distance en distance, pour avertir en cas de danger; un sixième devait indiquer le moment favorable et donner le signal de l'évasion, en lançant un ballon rouge. Par mal-

heur, on ne put trouver de ballon rouge dans tout Saint-Pétersbourg, et celui que les conjurés confectionnèrent eux-mêmes rapidement ne s'éleva pas assez haut pour être aperçu par Krapotkine. Le premier insuccès ne déconcerta point l'audacieux nihiliste. Un second projet d'évasion fut immédiatement combiné. Les sons d'un violon devaient cette fois remplacer le ballon rouge. Krapotkine se promenait dans la cour de l'hôpital, le 29 juin 1876, revêtu du manteau des malades. Le violon se fit entendre un instant et se tut presque aussitôt, parce qu'une voiture chargée de bois se dirigeait vers la porte de l'hôpital. La voiture est entrée, le violon se fait entendre de nouveau, mais au moment où Krapotkine va s'élancer, les sons expirent subitement : à une distance assez considérable, une patrouille traverse les rues. Quelques minutes se passent, les sons reprennent; prompt comme l'éclair, Krapotkine dépouille le manteau des malades, se précipite par la porte mal gardée et se jette dans la voiture qui l'attend. Le futur chef de l'anarchisme dans l'Europe occidentale est sauvé[1].

Cependant ni l'audace ni l'activité des conjurés n'aboutirent à un résultat éclatant dans la période de l'agitation révolutionnaire. C'était l'époque de la guerre contre la Turquie, et l'agitation de la guerre dominait de beaucoup l'agitation factice de la révolution. Trois conséquences de l'agitation révolutionnaire doivent néanmoins être signalées. Elle habitua d'abord de plus en plus la Russie aux sociétés secrètes. Les procès qui

1 Alph. Thun, p. 145-146.

eurent lieu ensuite donnèrent aux nihilistes l'occasion de s'affirmer; ils parurent en accusateurs plutôt qu'en accusés, et leurs discours eurent un retentissement funeste. Enfin, les révolutionnaires qui avaient placé l'action sociale avant l'action politique, se voyant écrasés par la répression, en vinrent presque tous à changer d'avis. Le gouvernement est le principal obstacle, dirent-ils, il faut faire une guerre à mort au gouvernement et arriver par la révolution politique à la révolution sociale. C'était le *Terrorisme* qui se préparait.

Le coup de revolver que Wjera Sassulitsch tira, le 24 janvier 1878, sur le chef de la police de Saint-Pétersbourg, le général Trépow, annonça la longue série d'attentats qui devaient épouvanter le monde civilisé et inaugurer une nouvelle ère révolutionnaire. L'histoire connaissait, sans doute, avant Wjera Sassulitscht, l'assassinat politique, mais elle ne connaissait pas la vaste et permanente organisation de l'assassinat qu'il était réservé au nihilisme de créer.

Le coup de revolver de Wjera Sassulitsch mérite d'attirer l'attention encore à un autre titre. Wjera fut traduite devant des jurés qui appartenaient à toutes les classes de la société, et à la question si l'accusée avait blessé le genéral Trépow par un coup de revolver, ces jurés, pour amener l'acquittement de l'accusée, répondirent négativement. Ce verdict fut accueilli par la foule des assistants avec un enthousiasme frénétique. Dans la rue, le peuple arracha aux gendarmes la nihiliste, qui put s'enfuir et passer la frontière. Une pareille scène est assurément faite pour renseigner le lecteur

le plus sceptique sur la situation sociale de la Russie et sur les résultats de la propagande révolutionnaire.

L'organisation nihiliste, que les dernières années ont fait voir, n'était pas complète en 1878. C'est la lutte avec le gouvernement qui la compléta successivement. Les révolutionnaires comprirent qu'ils avaient besoin de centraliser leurs forces pour agir avec plus de suite et d'ensemble et qu'une discipline impitoyable était nécessaire. Pendant qu'on centralisait ainsi à Saint-Pétersbourg le mouvement révolutionnaire, on s'initiait dans le midi de la Russie à la pratique du terrorisme.

Ce sont les procès et les biographies de révolutionnaires condamnés et exécutés qui ont permis de saisir quelques fils de l'organisation nihiliste. Tout paraît prévu dans cette organisation. La presse clandestine fonctionne d'une manière étonnante. On connaît jusque dans les moindres détails les ressources que les principales villes offrent à la conjuration. Les maisons où un révolutionnaire peut se présenter sont marquées; tous les coins qui peuvent cacher sa fuite sont indiqués; il sait où il trouvera des recéleurs s'il est poursuivi. Ces recéleurs font souvent partie de l'administration. Les nihilistes ont tous leur poste : l'un est employé dans la presse, l'autre au colportage, un troisième au soin des détenus, un quatrième à la confection des engins de destruction, un cinquième à l'assassinat. Quand la mort de l'empereur Alexandre fut résolue, on vit plusieurs conjurés se disputer l'horrible honneur de ce meurtre.

Cependant le nihiliste prétend ne pas tuer pour tuer.

D'après la théorie du comité exécutif, le meurtre est un moyen de combat imposé par les circonstances spéciales dans lesquelles se trouve la Russie. L'organe officiel du comité, la *Narodnaja Wolja* (le Vœu du peuple [1]) blâma le meurtre du président des États-Unis d'Amérique Garfield et déclara à cette occasion que la violence ne peut être employée que contre la violence.

Voici, d'après l'almanach du *Vœu du peuple,* le bilan du mouvement révolutionnaire russe et polonais depuis 1871 jusqu'en 1882. Ce mouvement a eu 101 procès, 31 condamnations à mort, 209 condamnations aux travaux forcés, 190 condamnations à l'exil, 134 condamnations à la prison. Il a créé une littérature considérable; il a établi des presses à l'étranger et au cœur même de la Russie.

Son activité mystérieuse ne s'est pas lassée. D'après une communication publiée par la presse, le mémoire que le directeur de la police russe présenta au Czar sur le mouvement nihiliste pendant l'année 1887, aurait contenu les chiffres suivants. Il y aurait eu 4 attentats contre le Czar; 9 autres auraient été découverts avant toute exécution. 707 attentats auraient été dirigés contre des fonctionnaires publics; 11 d'entre eux seulement auraient abouti. La police russe aurait découvert et brisé 7 presses dites clandestines. 2.850 arrestations de nihilistes auraient été opérées. 20.000 exemplaires d'écrits révolutionnaires et 50.000 exemplaires du journal nihiliste *Zemlsa i Volta* auraient été séquestrés.

Cette communication est d'origine révolutionnaire;

1. Nos 7 et 8; v. Alph. Thun, p. 201.

elle est par le fait même suspecte de partialité. Ce qui prouve mieux que toutes les dépêches et toutes les communications de la presse clandestine russe que le nihilisme n'a pas désarmé, ce sont les nombreux et grands procès nihilistes, dont la presse non révolutionnaire est forcée d'entretenir si souvent ses lecteurs.

Il se fait d'époque en époque comme un silence de mort sur la tombe ou l'exil de quelques nihilistes condamnés ; la presse optimiste annonce alors que c'en est fait de la révolution russe, que la police en a eu raison ; puis tout à coup un attentat, préparé avec une perspicacité étonnante, exécuté avec une audace inouïe, vient épouvanter l'opinion et apprendre à tous que le nihilisme est resté lui-même.

La première partie de notre travail sur la révolution sociale en Russie a fait connaître sa plus récente évolution sous la direction de Plechanow.

Elle propage le socialisme marxiste, mais elle ne semble pas prête à renoncer à la conspiration ni à la violence. Les socialistes allemands ont, du reste, toujours pris la défense du nihilisme russe.

Si nous donnions maintenant l'énumération de tous les complots, de tous les attentats, de tous les meurtres dus au nihilisme, quel horrible bilan nous placerions sous les yeux de nos lecteurs ! Nous nous contenterons de rappeler les faits principaux :

Au mois de février 1878, Vjera Sassoulitch tue par deux coups de feu le chef de la police Trépoff.

Au mois d'août 1878, le général Metzentsoff, chef de

la section de la haute police, est poignardé à Saint-Pétersbourg sur la place Michel.

Au mois de mars 1879, le prince Dimitri Krapotkine, gouverneur de la province de Karkoff, est tué d'un coup de revolver, dans la rue, à Saint-Pétersbourg.

Quinze jours plus tard, le colonel de gendarmerie Knoop, chef de police à Odessa, est trouvé étranglé dans son lit.

Au mois d'avril 1879, J. Solowief tire quatre coups de revolver sur l'empereur de Russie.

Au mois de décembre 1879, une partie du train qui ramène le Czar de Crimée saute à l'entrée de Moscou.

Au mois de février 1880, le laqueur Khaltourine fait sauter un étage du Palais d'hiver à Saint-Pétersbourg. Les nihilistes avertissent le Czar qu'il n'échappera pas à leurs coups.

Le 13 mars 1881, Ryssakoff et Zelaboff jettent à l'empereur Alexandre II des bombes dont l'explosion met fin à ses jours.

Au mois de décembre 1881, le général Tchérévine, le chef de la police, est l'objet d'une tentative d'assassinat par le revolver.

Au mois de décembre 1883, le lieutenant-colonel de gendarmerie Sudéikin, considéré comme l'âme de la *Ligue Sainte*, est audacieusement assassiné au moment même où il opère une perquisition dans un quartier suspect.

Au mois de juin 1884, le capitaine de gendarmerie Gidshen est assassiné à Odessa. Ce meurtre est attribué à l'étudiante nihiliste Agathe Josifowna

Karolewitsch, âgée de dix-neuf ans, fille d'un pope.

Au mois de juillet 1884, on annonce la découverte d'un complot contre la vie de l'empereur à Varsovie.

Au mois d'août 1884, uue jeune fille, Marie Kaljuschnaja, tente d'assassiner à Odessa le chef de la gendarmerie Katansky.

D'époque en époque la presse annonce des complots en 1884 et en 1885.

Nous avons reproduit plus haut le bilan de la conspiration nihiliste en 1887.

Le 5 juillet 1889, le tribunal de police correctionnelle de Paris condamne à trois ans de prison les nihilistes Reinstein, Nakadschize, Lavrenius, Lwoff, Stepanoff et Katchintzeff. « J'ai quitté la Russie, dit Reinstein, chargé d'une mission bien précise; je saurai l'accomplir. »

Le 29 novembre 1890, Padlewski tue à Paris le général Seliverstoff, ancien chef de la police russe et chef de la gendarmerie.

Au mois de décembre 1890, un capitaine de gendarmerie est assassiné avec une cruauté inouïe dans une forêt près de Shornoff, dans le gouvernement de Kieff.

Au mois d'avril 1891, on annonce la découverte d'un grand complot nihiliste.

Au mois de novembre 1891, à la suite de menaces nihilistes, on prend des précautions extraordinaires en Allemagne et en Russie pour le retour de l'empereur venant du Danemark.

Au mois de décembre 1891, on annonce de nouveau

la découverte d'un complot à Varsovie. Soixante personnes sont arrêtées.

Au mois de septembre 1892, la presse parle encore une fois d'un complot contre la vie de l'empereur et d'un grand nombre d'arrestations à Varsovie.

Nous terminons ici cette lugubre statistique. Elle jette une lueur effrayante sur la nature du nihilisme et sur la situation de la société russe. Elle nous dispense de passer en revue les procès nihilistes, qui sont tout aussi étranges par les procédés de la justice que par le grand nombre des accusés, par l'audace des conjurés que par les sinistres mystères qu'ils révèlent. Ces procès ont continué en 1893.

XIII. — Suède et Norvège.

Socialisme.

La Suède, qui a peu d'industrie, peu de grandes villes, et dont presque tous les habitants possèdent quelque propriété, semblait devoir être et rester fermée au socialisme; elle est cependant aussi atteinte du mal social : elle l'est moins que le Danemark, ou plutôt que Copenhague.

Un homme d'une activité et d'une ténacité dignes d'une meilleure cause est parvenu, dans les dernières années, à donner une certaine importance au socialisme suédois : c'est l'agitateur Auguste Palm. Il est tailleur de profession; le métier de tailleur a, de tout temps, peuplé les rangs des utopistes mécontents.

Il sera utile à nos lecteurs de connaître les pérégri-

nations du tailleur Palm, pour se rendre compte de ce que l'on peut mettre d'énergie au service de la révolution sociale. Palm se forma en Allemagne. Il revint de là vers la fin de l'année 1881, et s'établit d'abord à Malmœ, où il rassembla quelques débris épars d'une période antérieure de propagande socialiste. De Malmœ, il se rendit sans hésiter à Stockholm : il fut d'abord mal accueilli dans la capitale, où tout local lui fut refusé pour une réunion. Sans se déconcerter, Palm assembla environ mille ouvriers dans une forêt. Il fit si bien que la corporation des menuisiers s'empressa de lui offrir, pour ses conférences, la salle où elle avait coutume de réunir ses membres. Après Stockholm, ce fut le tour de Gothenbourg, où le tailleur socialiste parvint à faire ses conférences dans un temple de méthodistes, qu'il loua pour quelque temps. La police de Gothenbourg fut moins hospitalière que les méthodistes; Palm dut retourner à Malmœ, où il fonda un journal de propagande : *Folksvilja* (*Le Vœu du peuple*). Ce fut en 1882, au printemps. Les ressources n'étaient pas suffisantes, la publication du journal dut subir une interruption, et plus que jamais Palm se livra à la propagande ambulante. Il parcourut tout le pays. En 140 jours, il tint 79 réunions, et vendit par milliers les premiers numéros de son journal. Des cercles de propagande furent organisés à Calmar, Carlskrona, Helsinghorg, Stockholm, Oscarkamm et Orebro. Néanmoins, le succès ne répondit pas partout à ses efforts. D'après le *Sozialdemokrat* de Zurich, les principaux obstacles vinrent de la police et de ce que, dans le lan-

gage socialiste, on appelle l'ignorance des ouvriers. Palm fut plus heureux à Upsal, où il donna plusieurs conférences publiques, et où les étudiants fraternisèrent avec les ouvriers. Le *Sozialdemokrat* ne manqua pas d'en donner acte aux étudiants : « Les étudiants scandinaves, en général, dit-il, ne sont pas tombés aussi bas que les étudiants allemands, qui, en fait de servilisme, sont au-dessous de toute critique[1]. »

En 1885, le socialiste allemand de Vollmar vint en Suède. Un nouvel organe fut fondé à Stockholm même, sous le titre de *Socialdemokraten*. En 1886, on compta dans la capitale de la Suède de 4.000 à 5.000 socialistes, et, comme en Allemagne, ils cherchaient à pénétrer dans les diverses associations professionnelles.

Au commencement de l'année 1889, l'*Alliance démocratique socialiste* de Stockholm put adresser un manifeste à toutes les corporations ouvrières de la Suède qui avaient adopté le programme socialiste, et convoquer un congrès à l'effet de constituer le *Parti socialiste de la Suède*. La veille du jour où la Suède célébra le soixantième anniversaire de la naissance de son roi, les socialistes réunirent en plein air une grande assemblée ouvrière, qui adopta la résolution :

« Il est du devoir de tout bon démocrate de travailler à la suppression des institutions monarchiques et à leur remplacement par des institutions républicaines. »

Les socialistes suédois étaient représentés par deux délégués au congrès de Paris. L'un d'eux, le délégué

1. 25 octobre 1883.

Palmgreen, déclara qu'il avait l'honneur de présenter le rapport sur le socialisme suédois parce que les rédacteurs des quatre journaux socialistes et dix des principaux agitateurs se trouvaient en prison. D'après son rapport, soixante-quinze associations professionnelles et politiques s'étaient fait représenter au congrès socialiste de Stockholm, le 27 avril 1889.

Depuis 1889, le socialisme suédois a encore fait parler de lui. Il s'est affirmé par ses manifestations du 1er mai et par ses réunions.

Les progrès du socialisme ont été plus lents en *Norvège* qu'en Suède. Encore en 1887 une correspondance publiée par le *Sozialdemokrat*[1] se plaignait amèrement de cette lenteur, qu'elle attribuait aux luttes politiques du pays et surtout à l'esprit profondément religieux de la population. « Nulle part, disait-elle, vous ne rencontrerez autant de sectes, mais dès que vous toucherez à la base du système, on vous traitera d'esprit-fort. Vous aurez beau rendre compte aux gens des contradictions qu'ils admettent, vous les battrez avec leurs propres armes; ils en appelleront à la *Parole de Dieu*, et ils resteront ce qu'ils ont été. »

En bon socialiste, l'auteur de la correspondance était révolté de voir les pêcheurs de Norvège vivre très sobrement; il ne supportait pas qu'ils eussent si peu de besoins.

Une correspondance du *Sozialdemokrat* du 14 septembre 1889 tint un autre langage. Elle voyait s'ouvrir une ère nouvelle pour le socialisme norvégien parce

1. 1er juillet.

que le *Parti des Sociétés ouvrières unies de la Norvège*, dans son troisième congrès tenu à Christiania, « avait passé à la doctrine socialiste, en admettant le principe fondamental du programme moderne du monde ouvrier ».

Le socialisme norvégien envoya un délégué au congrès de Paris. Deux délégués de la *Société des ouvriers de Christiania* se présentèrent encore après l'ouverture du congrès. Gjerd, le délégué du socialisme norvégien, reconnut dans son rapport que ce socialisme n'était pas encore très fort. « Mais, ajouta-t-il, il est entré dans la période des persécutions venues de la part du gouvernement; rien ne prouve mieux combien il a gagné en importance. »

Le socialisme norvégien a son organe, qui porte aussi le nom significatif de *Socialdemocraten*.

Dans les derniers temps, l'agitation politique de la Norvège a détourné l'attention de son agitation sociale. Néanmoins, le socialisme norvégien n'a pas manqué d'envoyer son délégué au congrès socialiste international de Zurich.

XIV. — Suisse.

Socialisme.

Il faut distinguer entre le socialisme suisse et le socialisme en Suisse. La Suisse a été et est encore le refuge des révolutionnaires sociaux, comme des révolutionnaires politiques. Ces derniers représentaient

souvent des opinions qui ne pouvaient pas trouver d'écho en Suisse; il n'en était pas de même des révolutionnaires sociaux. Le socialisme hébergé par la Suisse s'y propagea.

L'Internationale s'implanta de bonne heure en Suisse. Elle trouva les premiers éléments pour ses sections dans le *Grütliverein*, une grande association ouvrière, et dans les sociétés pour le perfectionnement de l'ouvrier. Plusieurs sections du *Grütliverein* passèrent à l'Internationale et l'organe de cette association, le *Grütlianer,* se montra peu à peu accessible aux idées socialistes.

L'agitateur principal fut d'abord le socialiste allemand Jean-Philippe Becker. Il forma des sections de l'Internationale avec les ouvriers allemands qui étaient établis sur les différents points de la Confédération suisse; il sut rallier ensuite à ces sections plusieurs sociétés ouvrières de la Suisse. Il organisa même une fédération de sections ouvrières de la Suisse romande.

Le comité central allemand, qu'il fonda à Genève, de 1864 à 1867, et qui était dirigé par lui, déploya un zèle infatigable : il avait pour organe le *Vorbote;* il avait, en outre, sept autres publications à son service.

Au mois d'août 1868, cinquante sociétés pour le perfectionnement de l'ouvrier furent affiliées à l'Internationale. Des sections de femmes se formèrent à Genève, à Bâle, à Birsfelden et dans d'autres localités. En 1869, Genève ne possédait pas moins de trente-deux sections de l'Internationale, et le comité central fut en mesure

de dépenser la somme de 57.407 francs pour soutenir diverses grèves.

Les succès du comité central furent tels, que la direction de l'Internationale y vit un danger; Marx craignit que le comité de Genève ne devînt trop puissant. Pour empêcher Becker d'être un rival dangereux, il créa, à son insu, un second comité central à Zurich.

Le guerre de 1870, les excès de la Commune et l'exclusion de Bakounine avec ses adeptes, votée par le congrès de l'Internationale réuni à La Haye, entravèrent pour quelque temps les progrès du socialisme collectiviste en Suisse. Du reste, la Suisse offrait d'autres obstacles à une rapide diffusion du socialisme. Sa constitution fédéraliste empêchait les foyers socialistes de Genève, de Zurich, de Bâle, de Berne et de quelques centres industriels d'exercer directement leur influence dans d'autres cantons. Dans la plupart des cantons le peuple est religieux et la petite propriété est dominante. De plus, les établissements industriels sont éparpillés dans le pays, il y a peu de grandes agglomérations ouvrières, et la propagande est rendue difficile.

Le socialisme marxiste de la Suisse se réunit en congrès à Neufchâtel presque au même moment où siégeait en Allemagne le congrès de Gotha. Le congrès de Neufchâtel était principalement dirigé contre les anarchistes.

En 1878, pendant que les débats sur la loi contre les socialistes avaient lieu à Berlin, une réunion publique s'était assemblée à Berne dans le but avoué de fonder une association de secours pour les réfugiés *politiques*

d'Allemagne. Plus tard, Zurich devint le foyer de la propagande clandestine qui devait entretenir le mouvement socialiste allemand. C'est à Zurich que furent publiées les brochures destinées à être introduites en Allemagne; c'est à Zurich que parut pendant plusieurs années le *Sozialdemokrat,* l'organe officiel du parti socialiste allemand; c'est encore non loin de Zurich que se tint le fameux congrès socialiste de Wyden.

Cette propagande active du socialisme allemand devait exercer aussi une certaine action sur le socialisme suisse. Les socialistes parlant la langue allemande étaient presque tous réunis dans une même association, soit qu'ils fussent venus de l'Allemagne, soit qu'ils appartinssent à la Suisse. Leur organe commun était la *Tagwacht.* Cette situation fut modifiée. Dans le congrès d'Olten, qui fut réuni du 6 au 8 novembre 1880, la dissolution de l'*Union ouvrière suisse* fut résolue; les socialistes suisses se constituèrent à part, ainsi que les socialistes venus d'Allemagne; l'organe des premiers devait être la *Voix des ouvriers* (*Die Arbeiterstimme*), et l'organe des derniers le *Sozialdemokrat.*

En 1881, Zurich et Berne refusèrent de recevoir le congrès socialiste international. A la suite de l'agitation produite par ce refus, il y eut un mouvement réactionnaire au sein du *Grütliverein,* qui sépara sa cause de celle de la démocratie socialiste. Cette résolution, votée au mois d'août 1881, fut loin d'enlever au socialisme tous les membres du *Grütliverein.*

La propagande socialiste comprit qu'elle devait faire tous les efforts pour cimenter l'alliance des socialistes

allemands demeurant en Suisse et des socialistes suisses. Unir, organiser, grouper les forces pour une action commune, tel fut le mot d'ordre donné par les chefs dans les deux camps. Dans ce but, les principaux agitateurs du socialisme allemand parcoururent la Suisse d'époque en époque; ils insistèrent autant sur la nécessité d'une meilleure organisation que sur l'importance d'une propagande que rien ne lasse. De Vollmar, Grillenberger, Liebknecht et Bebel firent successivement leurs tournées de propagande.

Un congrès ouvrier fut réuni à Zurich, le 9 et le 10 septembre 1883, principalement dans le but de consolider l'entente entre les socialistes allemands et les socialistes suisses. On y décida que dans les questions politiques concernant la Suisse les ouvriers allemands s'abstiendraient, mais que l'action serait commune dans les questions économiques et sociales.

En 1886, le 15 juin, les socialistes suisses et étrangers protestèrent à Zurich, dans une réunion publique, contre l'expulsion d'un grand nombre d'anarchistes.

Le socialiste silésien Greulich, devenu bourgeois suisse, fut nommé *Secrétaire fédéral du travail*, sur la proposition de la *Fédération des ouvriers* (*Arbeiterbund*).

Le congrès socialiste allemand de Saint-Gall, en 1887, exerça une influence puissante sur le socialisme suisse.

Des événements importants signalèrent l'histoire du socialisme en Suisse en 1888. C'est l'année où M. de Bismarck tenta d'atteindre à Zurich le foyer de l'agita-

tion socialiste de l'Allemagne; c'est l'année où il fit demander au Conseil fédéral suisse des mesures plus sévères contre les socialistes; c'est l'année où les agents provocateurs aux ordres de la police de Berlin furent démasqués à la tribune du Reichstag par les députés socialistes Singer et Bebel; c'est enfin l'année où l'expulsion des rédacteurs et des imprimeurs du *Sozialdemokrat* causa une si vive émotion.

Soit de sa propre initiative et sous l'influence de la gravité de la situation, soit en obéissant à un signe venu de Berlin, le Conseil fédéral songea à réorganiser la police politique pour surveiller plus activement les étrangers domiciliés en Suisse. Il adressa à ce sujet un message au Conseil national, le 12 mars 1888, et lui demanda de voter un crédit de 20.000 francs. Le Conseil national adopta ce crédit, le 20 mars, par 132 voix.

Lorsque, quatre semaines après ce vote, le Conseil fédéral, par six voix sur sept, prononça l'expulsion des quatre socialistes étrangers qui avaient la part principale dans la publication du *Sozialdemokrat,* l'agitation dans le camp socialiste suisse fut plus grande que jamais.

On put voir alors jusqu'à quel point la solidarité était complète entre les socialistes suisses et les socialistes allemands. La *Arbeiterstimme,* l'organe des socialistes suisses, parut encadrée de noir. Le socialiste suisse Conzett se mit à la tête du *Sozialdemokrat* jusqu'à ce que l'organe des socialistes allemands pût trouver un nouvel asile. Bientôt des réunions socialistes eurent lieu à Zurich et à Genève pour protester contre

es décrets d'expulsion du Conseil fédéral. Les premiers articles du *Sozialdemokrat* sous la direction de Conzett et les discours des meetings de protestation semblaient vouloir jeter le gant au Conseil fédéral.

Dans un banquet d'adieu offert aux expulsés, le socialiste Otto Lang termina un discours très violent contre le Bundesrath par ces mots :

« Il y a dix ans, nous étions peu nombreux en Suisse; aujourd'hui, nous formons une armée organisée. Laissons de nouveau passer dix ans sur notre pays, et nous serons encore là, toujours plus forts. — Nous ne dirons pas adieu pour toujours à nos amis; disons-leur plutôt : Au revoir dans notre pays *libre!* au revoir! »

Ces démonstrations ne doivent pas nous étonner. Quoique les socialistes suisses eussent leurs organes propres, le *Sozialdemokrat* donnait l'impulsion principale à l'action du socialisme en Suisse : il était l'âme des cercles socialistes de Zurich, de Winterthour, d'Aarau, de Bâle, de Frauenfeld, de Saint-Gall, de Schaffhouse, de Coire, de Zoug, de Neufchâtel, de Lausanne, de Genève, etc. L'imprimerie créée à Zurich pour la publication du *Sozialdemokrat* servait uniquement pour la propagande socialiste. Elle publiait une série de petits traités socialistes à 20 ou 25 centimes. Chaque cercle socialiste avait sa bibliothèque, et presque chaque numéro du *Sozialdemokrat* annonçait les nouvelles publications qui devaient faire partie de cette bibliothèque.

Le 21 octobre 1888, le congrès ouvrier de Berne, où

57 sociétés diverses étaient représentées, se prononça pour la constitution d'un parti *démocratique socialiste* en Suisse. Ce parti se constitua définitivement à Berne le 15 janvier 1889; 47 sections du *Grütliverein* firent connaître leur adhésion.

Le 22 avril 1889, l'inspecteur de police de Mulhouse, Wohlgemuth, fut arrêté à Rheinfelden au moment où il allait conférer avec le socialiste Lutz, originaire de la Bavière et domicilié à Bâle, dont il avait fait un agent provocateur. Cette affaire prit des proportions plus grandes que toutes celles qui l'avaient précédée. Pendant quelque temps elle occupa l'attention de l'Europe, elle souleva une grande irritation dans la Suisse et elle servit la cause du socialisme.

Le 27 octobre, le *Parti démocratique socialiste suisse* eut son premier congrès. 40 délégués y représentaient les groupes socialistes de 20 localités. On y décida que, dans les élections au Conseil national, le parti poserait des candidatures partout où il possède une certaine force.

On verra les socialistes entrer dans plusieurs grands Conseils et au Conseil national.

La Suisse envoya 7 délégués au congrès marxiste international de Paris en 1889.

Depuis 1889, le socialisme suisse n'a pas cessé de se produire. Il eut ses démonstrations le 1er mai, et il fit du bruit dans les périodes électorales. Il pénétra de plus en plus dans les sections du *Grütliverein*. Cette association, qui avait séparé en 1881 sa cause de celle du socialisme, revint sur sa décision dans la réunion

de ses délégués à Olten, le 8 octobre 1892. Elle adopta une résolution d'après laquelle le *Grütliverein* poursuit le développement du progrès politique et social *en prenant pour base la démocratie socialiste.*

Zurich, qui avait refusé en 1881 de recevoir le congrès socialiste international, l'accueillit en 1893, au mois d'août. Un cortège de huit mille personnes se déploya dans ses rues la veille de l'ouverture des séances du congrès. Parmi les nombreuses musiques qui figuraient dans le cortège se trouvaient deux musiques militaires. Les groupes socialistes et les groupes ouvriers de la Suisse envoyèrent 117 délégués au congrès.

Le socialisme suisse présente les deux tendances que l'on retrouve partout, la tendance plus modérée et la tendance plus avancée ou plus violente. Zurich, en particulier, vit des assemblées socialistes bien tumultueuses. En général, le socialisme suisse tient moins à la théorie que le socialisme allemand; les moyens pratiques l'intéressent davantage. A l'heure même où nous écrivons, il s'occupe activement de la question du droit au travail, que les théoriciens allemands ont abandonnée. Il a recueilli les cinquante mille signatures nécessaires pour provoquer un plébiscite sur un projet de loi tendant à établir ce droit en Suisse.

Aux élections pour le Conseil national, au mois d'octobre 1893, le socialisme suisse a essayé de poser des candidatures ouvrières indépendantes. Elles n'ont pas eu le succès que le congrès de Zurich avait fait espérer.

Anarchisme.

L'histoire de l'anarchisme en Suisse se confond avec l'histoire de l'anarchisme en général. Nous avons vu plus haut que le double mouvement de l'anarchisme, le mouvement inauguré par le Russe Bakounine, après son expulsion de l'Internationale, ainsi que le mouvement allemand de Most, a commencé en Suisse. L'anarchisme en Suisse a conservé jusqu'à nos jours ce caractère de plante exotique. Sa direction a toujours été entre des mains étrangères, russes, allemandes, autrichiennes, françaises. Dans ses groupes, on rencontre les Suisses mêlés aux étrangers établis ou réfugiés en Suisse. On vit bien et l'on voit encore de temps en temps quelque fait anarchiste dans l'un ou l'autre canton; mais les opérations de la Propagande par le fait, préparées soit à Genève, soit à Zurich, soit dans une autre ville, visaient principalement d'autres pays. Nous rappelons les explosions de dynamite à Lyon et à Montceau-les-Mines, les sanglantes expéditions de Stellmacher, Kammerer, Reinsdorf et Lieske en Autriche et en Allemagne, les bombes fabriquées à Zurich et destinées à la Russie, dont l'explosion, arrivée le 6 mars 1889, tua l'un des conjurés.

Jusqu'à l'année 1885, nous possédons sur l'anarchisme en Suisse des renseignements officiels dans le rapport que le procureur général de la Confédération, Édouard Muller, fut chargé de faire sur une enquête relative aux menées anarchistes. Ce rapport confirme ce que nous avons dit de l'organisation du parti anarchiste

en général. Les anarchistes suisses formaient de petits groupes; ils se réunissaient tantôt dans un café, tantôt dans une chambre. Les vrais chefs du parti s'abstenaient généralement de prendre part à ces réunions, et souvent ils étaient personnellement inconnus au gros des anarchistes. La *Freiheit* de Most et le *Révolté* de Krapotkine et d'Élisée Reclus renseignaient, la première, le camp anarchiste de la Suisse allemande, et le second, le camp de la Suisse romande.

Le rapport du procureur général Muller constate, du reste, que presque toutes les villes importantes de la Suisse avaient de petits groupes d'anarchistes.

A la suite du rapport, 21 anarchistes, et parmi eux les principaux, furent expulsés du territoire de la Confédération.

D'autres expulsions cantonales ou fédérales eurent lieu depuis 1886. La Suisse fut moins qu'auparavant le rendez-vous de l'anarchisme cosmopolite. L'anarchisme suisse fit en conséquence moins parler de lui, mais il continua à donner signe de vie d'époque en époque. Lugano paraît être un séjour pour lequel il a des préférences!

Au congrès anarchiste international qui siégea à Zurich, à côté du congrès socialiste international, au mois d'août 1893, la part principale appartint aux anarchistes étrangers.

L'anarchisme suisse vient d'acclamer brutalement l'attentat anarchiste contre la Chambre française.

IV. — Amérique.

Socialisme.

Six délégués d'au delà des mers siégèrent au congrès socialiste international de Zurich : un délégué de l'Australie, deux délégués du Brésil et trois délégués de l'Amérique du Nord. Nous ne parlerons que du socialisme et de l'anarchisme dans les États-Unis.

Dans l'histoire du socialisme et du communisme, l'Amérique offre un chapitre aussi étrange qu'intéressant; c'est celui des innombrables essais de vie communiste qui ont été tentés sur le territoire des États-Unis, depuis soixante ans et au delà. M. H. Semler[1] a raconté les aventures de plus de quarante de ces communautés communistes, portant différents noms les uns plus prétentieux que les autres, ayant leur organisation et leurs pratiques diverses, échouant tristement dès le début ou arrivant à une prospérité éphémère. Quelques-unes subsistent encore, mais leur décadence a commencé. La lecture du livre de M. H. Semler laisse dans l'âme une profonde tristesse, tant sont humiliants pour l'humanité les aberrations qu'il expose.

Le socialisme collectiviste avait incontestablement plus d'éléments de succès que tous ces essais communistes, d'autant plus que sa première préoccupation est de renverser la société actuelle.

1. *Histoire du socialisme et du communisme dans l'Amérique du Nord*, Leipzig, Brockhaus, 1880.

La voie lui était préparée depuis longtemps. La liberté de presse et d'association est presque absolue dans les États-Unis; le matérialisme domine plus encore dans le Nouveau Monde que dans l'Ancien; l'état des mœurs est affligeant dans les grandes villes, et la vie de famille y est profondément atteinte.

Les excès de la production capitaliste se sont produits dans des proportions effrayantes dans ces mêmes villes. C'est là que Henry Georges a vu, dans ce qu'il a de plus douloureux, le contraste entre les richesses accumulées et l'extrême misère [1].

Dans les dernières années, le mouvement ouvrier s'est accentué aussi puissamment aux États-Unis qu'en Europe. De grandes grèves et d'imposantes manifestations se sont organisées; des associations ouvrières gigantesques se sont formées sur tous les points de l'Amérique industrielle : nous ne nommons parmi ces dernières que celle des *Chevaliers du travail*, celle des *Trade Unions* et celle des *Partisans de Henry George*.

Karl Marx avait si bien compté sur le développement du socialisme dans les États-Unis que, dès l'année 1872, il fit transférer, par le congrès de La Haye, le siège du Conseil général de l'Internationale de Londres à New-York. Une grande association ouvrière s'était formée sous le titre de *National-Labour-Union*.

C'est sur l'action de cette association que Karl Marx avait fondé ses espérances. Le cinquième congrès de la *National-Labour-Union*, réuni à Cincinnati, adopta la résolution suivante : « La *National-Labour-Union*

1. *Progrès et Pauvreté.*

déclare adhérer aux principes de l'*Association internationale des ouvriers*, elle pense pouvoir s'affilier à l'*Association internationale* dans un avenir prochain. » Cette résolution n'eut pas de suite, parce que la *National-Labour-Union* se disloqua peu après le congrès de Cincinnati.

La loi de M. de Bismarck contre le socialisme, qui dispersa les agitateurs socialistes de l'Allemagne, poussa un certain nombre d'entre eux en Amérique. Ils unirent leurs efforts à ceux des socialistes allemands qui les avaient précédés. Le *Parti ouvrier socialiste d'Amérique* fut formé presque exclusivement d'ouvriers allemands immigrés. Cependant, le socialisme, implanté du dehors, ne fit guère que végéter en Amérique jusqu'en 1886. Survint cette année 1886, l'année des grandes grèves. Le patriarche actuel du socialisme allemand, qui habite Londres où s'il s'était réfugié autrefois, Frédéric Engels, considéra l'agitation de l'année 1886 comme le commencement d'une ère nouvelle pour le socialisme américain. Il était d'avis que le mouvement ouvrier américain ne pouvait définitivement aboutir qu'au programme socialiste allemand.

« Les causes qui ont creusé un abîme entre la classe ouvrière et la classe des capitalistes, dit-il, sont les mêmes en Amérique qu'en Europe; les moyens de combler l'abîme sont nécessairement aussi les mêmes. Plus le mouvement ouvrier se développera, plus on verra que le seul programme possible est celui que le prolétariat militant de l'Europe a généralement adopté après soixante ans de débats. Le prolétariat américain

proclamera comme but à atteindre la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, afin qu'elle puisse mettre entre les mains de la société, entre les mains de tous, les moyens de production, le sol, les chemins de fer, les mines, les machines[1]. »

Dans la persuasion que l'année 1886 était particulièrement favorable à l'action socialiste, Liebknecht, invité par les immigrés allemands, entreprit un voyage de propagande dans les États-Unis, en compagnie de l'Anglais Aveling et de sa femme, une fille de Karl Marx. Liebknecht semblait aller de triomphe en triomphe; parlant devant une réunion socialiste à New-York, le 20 septembre 1886, Liebknecht s'écria : « Les expressions me manquent pour dire mon émotion. Dans ma vie, qui est déjà longue, il ne me fut pas encore donné de voir une réunion aussi imposante. Cette tempête d'enthousiasme et la vue de cette mer humaine me dominent... »

Ou, « la tempête d'enthousiasme » ne transporta que les socialistes allemands sans émouvoir trop vivement les auditeurs américains, ou elle ne fit que passer sur ces derniers. En tout cas, les associations ouvrières américaines étaient loin d'être gagnées à la cause du socialisme collectiviste.

Frédéric Engels crut devoir donner, dans le *Sozialdemokrat*, au *Parti ouvrier socialiste* formé par les Allemands, les conseils qui suivent.

« Ce parti, dit-il, n'existe guère que de nom; car

1. *Der Sozialdemokrat*, juin 1887.

nulle part encore il ne fut en état de s'affirmer comme parti politique. De plus, il est pour ainsi dire un élément étranger dans les États-Unis; jusque dans les derniers temps il était presque exclusivement composé d'immigrés allemands, qui se servaient de leur langue et qui ne parlaient qu'imparfaitement la langue anglaise. Tous ces immigrés sont venus avec toute l'expérience qu'ils ont acquise en Europe dans une longue lutte de classe, et avec une intelligence des conditions de l'émancipation de la classe ouvrière telle qu'on ne la rencontre qu'exceptionnellement dans les rangs des ouvriers américains. A ce titre, ils sont d'un grand secours pour le prolétariat américain... Et leur parti est évidemment appelé à jouer un grand rôle. Cependant, pour qu'ils puissent le remplir, il faut qu'ils déposent jusqu'au dernier reste de leur costume étranger; il faut qu'ils deviennent Américains d'outre en outre. Ils ne peuvent pas exiger que les Américains viennent à eux; ils sont la minorité; il faut qu'ils aillent à la majorité américaine, il faut avant tout qu'ils apprennent la langue anglaise. »

Les socialistes allemands se mêlèrent bien aux grandes associations américaines, mais ils ne parvinrent pas à s emparer de leur direction, quoique l'esprit de classe s'y fût affirmé davantage et que des idées socialistes eussent été maintes fois exprimées dans leurs réunions.

A quoi faut-il attribuer la résistance des *Trade Unions* d'Amérique à la propagande du socialisme collectiviste? L'Amérique a encore de l'espace pour toutes

les convoitises. Puis l'ouvrier américain cède difficilement à l'entraînement : il raisonne et calcule froidement. Ceux qui ont vu de près la puissance de l'argent dans le Nouveau Monde croient aussi à son influence sur les chefs de file. Enfin, une des causes qui entravent l'action des socialistes allemands est évidemment celle qu'a reconnue Frédéric Engels : l'antipathie des Américains pour l'élément allemand. Les ouvriers américains voient dans les doctrines socialistes une importation allemande, ils s'en défient.

La résistance des *Chevaliers du travail* (Knights of Labor) est due, en outre, aux sentiments religieux de ses chefs et de ses membres. Le grand maître de cet ordre, M. Powderly, fit au cardinal Gibbons la déclaration suivante :

« Un arbre est connu par ses fruits, un système par ses résultats. Nous demandons à Votre Éminence de vouloir examiner les antécédents de notre Ordre, les antécédents de nos principaux membres. C'est notre espoir, aussi bien que notre désir, de purger l'Ordre de tous les éléments violents, de ces éléments radicaux qui veulent fonder la société sur l'anarchisme athée. »

Les socialistes comptaient principalement sur les partisans du système de Henry George, qui demande la *nationalisation du sol,* en d'autres termes, la *propriété collective nationale du sol.* Ce système se rapproche évidemment du système collectiviste de Marx. En 1886, les sections socialistes de New-York appuyèrent vivement la candidature de Henry George à la

dignité de major de la principale ville des États-Unis. Mais l'alliance ne fut pas de longue durée. Les partisans de Henry George firent exclure les sections socialistes du *Parti réuni des ouvriers*, à la convention de Syracuse, au mois d'août 1887, par 91 voix contre 86. Henry George avait demandé lui-même l'exclusion « d'un parti qui cherchait à implanter dans l'association d'autres principes que ceux qui se trouvaient exprimés dans son programme ».

Les socialistes allemands, répudiés par les *Trade Unions*, par les *Chevaliers du travail* et par les partisans de Henry George, ne se déconcertèrent point. Grâce aux membres les plus avancés du *Parti réuni des ouvriers*, ils parvinrent à former sans retard une nouvelle association, celle du *Parti progressiste du travail*. Son programme très élastique admit comme base des principes socialistes et revendiqua une large protection ouvrière avec la journée de travail de huit heures.

Tout se passa à merveille en 1888. Les sections socialistes des grandes villes semblaient se consolider. Outre ses feuilles hebdomadaires allemandes et anglaises, le socialisme allemand possédait dans les États-Unis dix journaux quotidiens, publiés à New-York, Philadelphie, Newark, Cincinnati, Saint-Louis, Milvaukee, Chicago, Detroit, Indianopolis. Mais le problème de la création d'un grand journal socialiste anglais n'était pas encore résolu.

Une scission entrava en 1889 les progrès du *Parti progressiste du travail*. La scission se produisit au

grand jour dans deux congrès successifs qui furent tenus à Chicago.

Au congrès international de Paris, en 1889, trois délégués représentèrent le socialisme allemand des États-Unis. Kirchner fit le rapport sur la situation : « Les forces du capital sont concentrées en Amérique, dit-il, et elles sont formidables. L'état de concentration des forces du prolétariat laisse malheureusement beaucoup à désirer. » « Les immigrés », ajouta Kirchner, « ne se lassent pas dans les efforts qu'ils font *pour éclairer et organiser les masses encore aveuglées.* »

Du congrès international de Paris au congrès international de Zurich la situation du socialisme collectiviste en Amérique ne s'est pas sensiblement modifiée. Les *Trade Unions* se sont fait représenter, il est vrai, au congrès de Zurich, mais cette représentation se rapportait avant tout à la journée de travail de huit heures. Le délégué américain Cahan déclara, à la dixième séance plénière du congrès de Zurich, que 23.000 socialistes avaient pris part aux dernières élections pour la présidence des États-Unis; ce chiffre n'est pas très imposant.

Cahan est le délégué américain qui prit la part la plus active aux débats de Zurich. Or, il est un juif immigré, et il représentait au congrès international une section socialiste de juifs immigrés.

Anarchisme.

Le socialisme n'a pas tardé d'amener l'anarchisme en Amérique, comme en Europe. Il y eut là aussi de

bonne heure des éléments plus radicaux, qui se séparèrent peu à peu des éléments plus modérés et qui devaient, à la première occasion, former le noyau d'un parti anarchiste. Le parti de la violence était considérable à Chicago. Dans un congrès, qui se tint en cette ville du 21 au 24 octobre 1881, on exprima aux nihilistes russes une entière sympathie et l'on recommanda l'organisation d'associations ouvrières armées, telles qu'elles existaient déjà à cette époque à Chicago. Il est vrai que ce congrès voulait encore que l'on prît part aux élections. Mais déjà en 1882, à l'occasion des élections qui eurent lieu au mois de novembre, l'inutilité des élections fut proclamée. La voie était parfaitement préparée à l'anarchiste allemand Most, qui, au sortir de sa prison de Londres, devait aller demander à l'Amérique la liberté illimitée que l'Angleterre lui refusait. Il fut accueilli avec enthousiasme à New-York, le 18 décembre 1882, par ceux qui étaient déjà les siens. Il se donna la mission d'organiser, au nom du congrès de Londres de 1881, des groupes anarchistes; il alla de ville en ville et recommanda, avec la *Propagande par le fait,* la diffusion de son journal la *Freiheit,* qui devait désormais paraître à New-York. En moins d'une année, il avait conquis de nombreux partisans partout où il avait passé, principalement parmi les immigrés allemands. Le parti anarchiste était formé; le congrès qui s'assembla au mois d'octobre 1883 à Pittsburg put constituer l'anarchisme américain conformément à l'organisation recommandée par le congrès de Londres. L'anarchisme américain est composé de groupes au-

tonomes; neuf comités d'agitation ou de propagande sont préposés à autant de grandes circonscriptions; un comité d'information est chargé du service de la correspondance entre les groupes du pays et de l'étranger. Les groupes fédérés forment ensemble la *Fédération américaine de l'association internationale des ouvriers*. Voici la péroraison du manifeste que le congrès de Pittsburg résolut de répandre en masse parmi les ouvriers d'Amérique.

« Le jour est venu où il s'agit de dire : Chacun pour tous et tous pour chacun. Faites entendre le cri de guerre : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! Vous n'avez à perdre que des chaînes, et vous avez tout un monde à gagner! Tremblez, tyrans de l'univers! Encore un peu de temps, et vos yeux à courte vue pourront apercevoir la lueur rouge du jour de la justice[1]! »

On reconnaît facilement dans cette citation le rédacteur de la *Freiheit*. Celle-ci se trouvait à l'aise dans le pays où il est permis de tout dire et de tout écrire. Elle ne connut plus de bornes. Qu'on en juge par les lignes suivantes, écrites au sujet des forfaits anarchistes de Stuttgart et de Vienne, qui devaient procurer de l'argent au parti. « Ce qui manque avant tout à la révolution, dit d'abord la *Freiheit*, c'est l'argent... Il ne faut donc pas y aller trop délicatement avec les crânes de quelques-uns de ces vampires. » Elle célébra ensuite les crimes de Stuttgart et de Vienne comme des exploits *dignes de certains caractères héroïques qu'on ne voit que*

1. Zacher, *Die rothe Internationale*, p. 158.

dans des temps extraordinaires et qui par leurs actions savent enthousiasmer les hommes par centaines de mille, et elle ajouta : « A l'œuvre donc! Frappez comme à Stuttgart!... Certes, il ne s'agit plus de ne pas troubler un office religieux; il faut simplement extirper la religion avec tout ce qui tient d'elle. Gare à la prêtraille, le jour où le drapeau rouge flottera au faîte de ses boutiques! On coupera les prêtres en morceaux et on les jettera en pâture aux chiens. »

L'Amérique ne tolérait pas seulement que l'anarchisme fanatisé poussât ces cris de rage; elle fabriqua encore les armes et les engins de destruction qu'il employait. La *Gazette de la Croix* de Berlin emprunta, au mois de juin 1884, les renseignements qui suivent à l'*Iron Age*, une petite feuille américaine.

« On construit à New-York et à Philadelphie, souvent sous les yeux de l'autorité, des machines infernales de tout genre. Chaque jour sortent des ports de ces villes environ douze appareils de la force de ceux qui devaient faire explosion, il y a peu de temps, à Londres dans le palais du gouvernement. Il peut arriver quelquefois qu'une machine soit découverte au moment même du chargement; mais les autres échappent à tout contrôle. »

Suit une description détaillée de sept sortes différentes d'engins de destruction, les uns plus terribles que les autres. L'*Iron Age* continue :

« On demanda récemment à un fabricant quelle influence exercerait sur l'état de ses affaires les lois de prohibition, devenues plus sévères. — « Aucune! » ré-

pondit-il. « Mes machines ne deviennent des ma-« chines infernales que lorsqu'on les charge. On peut, « du reste, convertir tout en machine infernale, une « orange, une robe, un chapeau, une pelle, une livre « de sucre. La loi est impuissante contre moi. » Les commandes de machines infernales deviennent de jour en jour plus nombreuses. Toutes les sociétés révolutionnaires ont leurs représentants à New-York, non seulement celles de l'Europe, mais encore celles du Mexique et de l'Amérique du Sud. On expédie, de Philadelphie à Saint-Domingue et à Haïti, beaucoup de montres qui ne sont remontées que tous les huit jours ou tous les trente jours[1]. »

Cette page de l'*Iron Age* n'est pas moins caractéristique que celles que nous avons empruntées à la *Freiheit*. Le journal qui excite au meurtre, le fabricant qui pour l'amour d'un gain sordide fournit les engins de mort et de destruction qu'il sait devoir servir au crime, et l'anarchiste, armé de la machine infernale, sont dignes tous les trois l'un de l'autre. Nous plaignons le pays et le siècle qui les produisent.

C'est Chicago qui devait voir l'anarchisme à l'œuvre. Les manifestations ouvrières en faveur de la journée de travail de huit heures, le 1er mai 1886, y avaient été très agitées. L'organe des anarchistes, la *Arbeiter-Zeitung*, avait dit : « L'anarchisme est le seul moyen pour les ouvriers de briser les chaînes dans lesquelles le scapitalistes les retiennent; il est la seule voie qui mène à la liberté. C'est le revolver dans une main, le

1. Cité par la *Germania*, 20 juin 1884.

poignard dans l'autre, et les poches pleines de bombes, que l'on marche par la révolution à la liberté. » Il y eut des grèves à Chicago à l'occasion des manifestations, et le 3 mai une première collision sanglante entre les grévistes et la police vint encore ajouter à une surexcitation qui était déjà très grande. Le lendemain, la police tenta de disperser une grande réunion ouvrière, organisée dans un but de protestation. Les agents de la force publique étaient venus en grand nombre; des bombes, dont l'explosion fut terrible, furent jetées dans leurs rangs. Au milieu d'une scène indescriptible les agents firent feu à leur tour. La collision prit l'importance d'un grand combat par le nombre des personnes qui furent atteintes; il y eut dix morts et plus de cent blessés, tant du côté de la police que du côté des manifestants.

Chicago était consterné et épouvanté. La répression fut énergique. Au mois d'août, sept anarchistes furent condamnés à mort : Frédéric-George Engels, Samuel Fielden, Adolphe Fischer, Louis Lingg, Albert Parsons, Michel Schwab et Auguste Spiess. Oscar Neebe fut condamné à quinze années de détention. Parmi les condamnés, cinq appartenaient à l'anarchisme allemand.

La condamnation ne devint définitive qu'après de longs mois. L'exécution n'eut lieu qu'au mois de novembre 1887. Les anarchistes et les socialistes d'Europe et d'Amérique avaient tout fait pour l'empêcher; les menaces, les meetings de protestation, les appels aux sentiments d'humanité étaient venus de partout. On

fut inflexible à Chicago ; la peine de mort fut commuée en la peine de la détention perpétuelle pour Michel Schwab et pour Samuel Fielden, qui avaient adressé, avec Auguste Spiess, un recours en grâce au gouverneur Richard Oglesby. Louis Lingg se suicida dans la prison.

De Breslau, où un grand procès socialiste les retenait, les chefs du socialisme allemand, Bebel, Grillenberger, Liebknecht et Singer, avaient adressé, à la date du 9 novembre, au gouverneur Richard Oglesby, la dépêche suivante :

« Les soussignés, députés actuels ou anciens députés du Reichstag, viennent au dernier moment, quoiqu'ils soient les adversaires déclarés de l'anarchisme, vous supplier au nom de l'humanité d'épargner la vie des condamnés de Chicago. Ils ne peuvent plus recueillir les signatures des membres de leur parti, mais ils ont la ferme conviction qu'ils parlent au nom de l'immense majorité des ouvriers allemands. »

Le *New-York Herald* a donné quelques détails sur l'exécution des quatre condamnés, Engels, Fischer, Parsons et Spiess, qui eut lieu le 11 novembre.

« L'arrêt fut lu à chacun des condamnés, et le cortège funèbre se mit en marche. Fischer entonna la *Marseillaise* (des ouvriers), et ses compagnons firent chorus. Tous les quatre montèrent sur l'échafaud : le nœud fut ajusté au cou de chacun d'eux et, avant que la trappe fût ouverte, Fischer cria en allemand : « Vive l'anarchie ! »

Environ 60.000 personnes suivirent au cimetière, qui

est à plus de deux lieues de la ville, les restes des quatre anarchistes. Une foule énorme se pressait dans les rues, sur le parcours du cortège, dans lequel les insignes rouges prédominaient. Les bières étaient recouvertes d'un drap de même couleur.

Les discours prononcés sur les tombes furent d'une violence extrême :

« Ici, devant ces hommes assassinés, s'est écrié un des orateurs, jurez que vous vengerez ce crime, que vous le ferez expier à ceux qui vous haïssent! » La foule répondit : « Nous le jurons. »

« Nous affirmons, continua l'orateur, que vous aurez le sang pour le sang! »

Ces cris de vengeance féroce se firent entendre dans tous les meetings anarchistes de l'Amérique et de l'Europe, et les organes anarchistes rivalisèrent avec les meetings. A une réunion de New-York, Most dépassa tous les autres : « Chaque goutte de sang des victimes, dit-il, coûtera une vie. »

La presse socialiste fut bien près d'être à la hauteur de la presse anarchiste. Elle protesta et provoqua des protestations. Le *Sozialdemokrat* appela l'exécution des anarchistes *l'assassinat judiciaire de Chicago*[1].

Tel est l'anarchisme. Il voue à la haine et à la vengeance sanglante le juge qui n'a fait qu'appliquer des lois connues de ceux qu'elles ont frappés, et il proclame tous les jours son droit à lui de tuer et de détruire. Il déclare la guerre à mort à la société, mais il refuse à cette société le droit de se défendre.

1. *Der Sozialdemokrat*, 18 novembre 1887.

D'après la presse socialiste allemande, Most ne serait plus aujourd'hui l'homme qui, toutes les semaines, demandait du sang. Quant à l'anarchisme, il a toujours des adeptes et des organes en Amérique.

Au mois de mai 1893, une panique s'empara de Chicago. Le bruit s'était répandu que les anarchistes avaient résolu d'incendier les bâtiments de l'Exposition universelle et de faire sauter par la dynamite la conduite d'eau. Une correspondance très compromettante fut découverte. Six anarchistes furent arrêtés. Chicago en fut quitte cette fois pour la peur.

CONCLUSION

Nous sommes arrivé au bout de notre tâche. Nous n'avons pu nous contenter de jeter un coup d'œil général sur le mouvement antisocial. Nous avons dû interroger les faits de pays en pays; nous l'avons fait consciencieusement. Nos lecteurs seront à même de mesurer eux-mêmes toute l'étendue du mouvement.

Le cri de guerre poussé contre l'ordre social, il y a un demi-siècle, par Karl Marx s'est accompli en partie : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » Le socialisme collectiviste est devenu international.

Presque partout nous avons vu l'anarchisme surgir à côté du collectivisme. Les anarchistes sont presque toujours sortis des rangs des collectivistes. Les chefs du collectivisme renient l'anarchisme, mais le collectivisme et l'anarchisme sont évidemment de la même famille. Le frère cadet est plus turbulent et plus violent que le frère aîné. Il est difficile de s'orienter sur le nombre des anarchistes : ils ne prennent pas part aux élections, et l'organisation de leurs groupes est secrète. Les anarchistes sont beaucoup moins nombreux que

les collectivistes, mais leur système ne demande pas précisément le nombre.

Les faits qui ont passé sous nos yeux réfutent péremptoirement l'erreur de ceux qui ne veulent voir dans le socialisme qu'un système économique.

Ni Marx ni ses disciples n'ont entendu changer uniquement l'organisation économique actuelle. Partout où nous l'avons vu à l'œuvre, le socialisme veut changer de fond en comble l'ordre social.

Tous les chefs socialistes savent très bien que leur négation de la propriété privée des instruments de travail, et l'établissement général et exclusif de la propriété collective des moyens de production, sont à la fois la négation de Dieu et de ses lois, la négation de l'Église et de son autorité, la négation de la famille chrétienne et de son libre développement.

Nous avons pu constater que, en dehors de son dogme de la propriété collective, le socialisme n'est que négation. Nulle part il n'a donné une idée précise et déterminée de sa société de l'avenir. Il sait ce qu'il veut détruire, il ne sait pas ce qu'il veut édifier. Les coryphées du socialisme international varient dans leur manière de concevoir la propriété collective et son mode de réalisation. Ils entassent quelquefois à ce sujet les rêves sociaux les plus fantasques. Certes, le danger social ne se trouve pas plus dans ces rêves étranges que dans les bombes de l'anarchisme.

Il est dans les négations du socialisme et dans sa haine sociale.

Nous avons montré comment le socialisme, grâce à

la négation de la propriété privée et à la théorie que le travail *seul* est la source de la valeur d'un objet partage la société en deux classes : la classe des exploiteurs et celle des exploités. Les salariés sont les exploités. C'est de là que part le socialisme pour apprécier tout, les doctrines, les hommes et les événements. Tous ceux qui affirment et défendent la propriété privée et ses droits font partie de la classe des exploiteurs. Ils sont traités comme tels. Partant d'un principe faux, la polémique socialiste est naturellement injuste, et elle est aussi violente qu'injuste. Elle appelle à son service tout ce qui peut exciter et passionner les masses.

Il n'est pas difficile de se faire une idée de ce que de semblables théories, jetées dans les masses avec toute la puissance de la presse et de l'association, doivent amasser de défiance, de mécontentement, de haine au sein de la société.

M. Jules Simon, dans une de ses causeries sociales publiées par le *Temps*, a cherché à réfuter le système socialiste, qui partage la société en deux classes. « Non, dit-il, il ne faut pas diviser l'humanité en travailleurs et en oisifs, nous sommes tous des travailleurs; ni en classes riches et en classes pauvres. On est riche, à quelque classe qu'on appartienne, quand on a un revenu égal à ses besoins, et l'on est heureux, quelle que soit la fonction dont on est chargé, quand on a un travail conforme à ses aptitudes. Il ne doit plus, il ne peut plus y avoir de querelles de classes. Nous sommes tous des associés. Nous devons être des amis.

Occupons-nous, entre associés, de faire à chacun une part équitable selon ses besoins, sa capacité et son travail. »

Nous connaissons une théorie sociale infiniment plus belle que celle des associés de M. Jules Simon; elle est exprimée par la maxime divine : « Aime Dieu par-dessus toutes choses et ton prochain comme toi-même pour l'amour de Dieu. » Nous voudrions aussi opposer à la théorie du bonheur selon M. Jules Simon la théorie du bonheur selon l'enseignement chrétien, qui se garde de confondre le bonheur avec le bien-être; mais nous n'avons cité l'éminent sociologue que parce qu'il affirme qu'on est riche quand on a un revenu égal à ses besoins. Le socialisme veut précisément que l'on se crée des besoins. Le grand agitateur socialiste Lassalle trouvait fort étrange qu'il fût obligé de convaincre les ouvriers de Berlin que leur sort était triste. « Avoir le plus de besoins possible, disait-il, les satisfaire par des voies honnêtes et convenables, telle est la vertu de notre temps. »

On disait autrefois que l'herbe ne poussait plus partout où le cheval d'un musulman avait passé. Nous pouvons dire aujourd'hui que la paix sociale ne prend plus racine partout où la propagande socialiste a passé.

Et où n'a-t-elle pas passé? Nous avons fait une rapide excursion de pays en pays dans notre vieille Europe, et nous avons rencontré l'agitation socialiste parmi les populations calmes et froides du Nord, comme parmi les populations ardentes du Midi. Nous l'avons aussi rencontrée au delà comme en deçà de l'Océan. Après

avoir tâtonné assez longtemps, le socialisme a trouvé le cri de ralliement qui a soulevé les masses ouvrières : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.*

Si le socialisme collectiviste, que ses théories caractérisent suffisamment, mais que les faits qui se sont produits dans l'Ancien et le Nouveau Monde et que sa propre presse a signalées, nous font connaître davantage; si ce socialisme, disons-nous, parvenait réellement à enrégimenter le prolétariat ouvrier de tous les pays et à conduire ses innombrables bataillons à l'assaut de l'ordre social actuel, l'histoire serait témoin d'une révolution plus vaste, plus complète, plus implacable, plus terrible, plus pleine de ruines de tout genre que toutes celles qu'elle a vues.

On se rassure quelquefois contre cette formidable éventualité en se demandant ce que le socialisme pourrait édifier sur les ruines qu'il aurait faites. Il ne pourrait rien édifier, nous en sommes persuadé autant que qui que ce soit. En 1850, Louis Veuillot écrivait : « Le terroriste ne veut point de l'icarien, l'icarien ne veut point du phalanstérien, le phalanstérien ne veut point du proudhonien, le proudhonien ne veut de personne. Tous se méprisent réciproquement autant qu'ils haïssent la société. » Nous pouvons dire aujourd'hui avec non moins de vérité : Le possibiliste ne veut point du marxiste, le marxiste ou le collectiviste ne veut point de l'anarchiste, l'anarchiste ne veut de personne. Mais tous haïssent la société, et s'ils ne peuvent édifier, ils peuvent toujours détruire.

Nous ne terminerons pas sur un cri de détresse.

Nous ne méconnaissons pas les misères sociales, nous les avons suffisamment signalées.

Nous reconnaissons par là même que les socialistes font valoir quelquefois de justes revendications.

Les misères sociales peuvent et doivent être combattues par tous les moyens qui sont au pouvoir de la société. Les justes revendications peuvent et doivent être satisfaites.

Nous nous gardons de confondre les socialistes avec le socialisme. Nous ne confondons pas davantage l'ordre social établi par Dieu avec une organisation économique introduite par les hommes.

Une organisation économique funeste peut et doit être modifiée. Mais l'ordre social établi par Dieu ne sera pas détruit.

Un système qui ne connaît que l'homme matériel et qui n'offre pas une seule vraie consolation aux douleurs morales de l'humanité, ne régnera pas sur cette humanité.

FIN.

APPENDICE

Le mouvement socialiste et anarchiste, de 1894 à 1901.

L'histoire du socialisme et de l'anarchisme dans les six dernières années est douloureusement instructive. Il ne nous sera pas difficile de retracer rapidement cette histoire.

Il est inutile d'appuyer sur les nombreuses et bruyantes manifestations socialistes et anarchistes qui ont eu lieu; elles sont généralement connues. Nous nous bornerons à rappeler les faits principaux qui marquent le mouvement du socialisme et prouvent que l'anarchisme n'est pas mort.

Avant de passer en revue les diverses contrées de l'Europe et l'Amérique, nous signalerons d'abord les deux congrès *internationaux* de Londres et de Paris.

I

A. — LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE LONDRES.

Le socialisme international tint son quatrième congrès en 1896. Ce congrès siégea à Londres; il s'ouvrit le 27 juillet. On le croyait destiné à agir sur les grandes associations ouvrières de l'Angleterre, qu'il devait rapprocher de plus en

plus du socialisme. Le congrès de Londres n'atteignit point ce but, malgré ses nombreuses résolutions, faites pour frapper l'esprit de l'ouvrier.

Aucun congrès socialiste international n'avait été plus pompeusement annoncé comme devant être l'expression de la *fraternité universelle;* aucun ne montra davantage les scissions profondes de ceux qui se disent les représentants du prolétariat coalisé.

On avait annoncé que vingt nations se réuniraient à Londres. Ces vingt nations n'étaient pas à prendre à la lettre. Il y eut bien à Londres des délégués socialistes de vingt nations différentes, mais plusieurs de ces délégués ne représentaient que de faibles groupes socialistes.

Un étrange tableau de la fraternisation des peuples devait suivre la clôture des séances du congrès de Londres.

On vit apparaître sur l'estrade de la salle des séances publiques les délégués allemands Liebknecht et Singer, le délégué autrichien Adler, les délégués anglais Aveling et Eléonore Marx, les délégués suisses Greulich et Sigg. Ces délégués se tendaient les mains pour signifier l'union des peuples, pendant que l'assemblée chantait la Marseillaise des ouvriers. Certes, cette scène rendait mal ce qui s'était passé au congrès. Le premier jour du congrès avait offert le spectacle scandaleux d'un pugilat improvisé entre les socialistes d'un côté, et les anarchistes expulsés de l'autre. Le deuxième jour, les délégués français s'étaient scindés en deux groupes hostiles; le quatrième jour, on vit la majorité des délégués hollandais, à la suite de leur chef, Domela Nieuwenhuis, quitter avec ostentation la salle du congrès.

Voici les principales résolutions du congrès de Londres :

1° Le droit du suffrage universel pour *tous* les adultes;

2° Le droit de l'initiative et du referendum pour le peuple tant dans les affaires de l'État que dans celles de la commune;

3° Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes;

4° L'émancipation de la femme;

5° L'opposition à la politique coloniale;

6° L'école obligatoire pour les enfants jusqu'à l'âge de seize ans;

7° L'accès libre des études universitaires, rendu possible pour tous les élèves par l'instruction gratuite et les subventions de l'État;

8° La défense du travail de nuit pour les jeunes ouvriers au-dessous de 18 ans;

9° La protection ouvrière internationale;

10° *La transformation de la propriété privée du sol en propriété collective;*

11° La réglementation de l'industrie domestique;

12° Le repas commun pour les élèves des écoles;

13° Le remplacement des armées permanentes par les milices populaires;

14° Les efforts collectifs des ouvriers de toutes les nations tendant à amener la *socialisation* des moyens de production, de transport et d'échange, en même temps que l'organisation de la production sous le contrôle démocratique de la société;

15° La nécessité de l'organisation professionnelle et de la lutte de classe;

16° La réunion du prochain congrès socialiste international soit en Allemagne en 1899, soit en France en 1900.

La proposition faite par les délégués allemands de réunir le prochain congrès socialiste international dans une ville d'Allemagne nous a toujours étonné. Qu'attendaient donc les auteurs de la proposition? Le *Vorwærts* a déclaré plus tard que la proposition était irréalisable.

Tout en proclamant la transformation future de la propriété privée du *sol* en propriété collective, le congrès de Londres a déclaré laisser pleine liberté aux diverses nations dans le choix des moyens qu'elles estiment les plus aptes pour arriver au but; il a vivement recommandé l'organisation du prolétariat agricole. Les socialistes de tous les pays ont pu voir depuis que le prolétariat agricole est moins facile à mener que le prolétariat industriel.

Pour consolider son œuvre, le congrès de Londres institua une commission *parlementaire* internationale, dont les membres devaient se concerter et établir les bases d'une entente commune. Les groupes socialistes qui avaient pris part au congrès, devaient se faire représenter dans cette commission par un délégué choisi autant que possible parmi les députés socialistes de leur pays. Les socialistes anglais furent réduits à nommer un délégué qui n'appartenait pas au parlement. John Burns, de moins en moins socialiste, avait refusé de prendre part aux travaux du congrès. Quelques autres pays ne possédaient pas encore le député rallié au socialisme international, que l'institution de la commission parlementaire demandait.

B. — LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE PARIS.

Paris vient de voir siéger une seconde fois le congrès international socialiste. C'est l'Exposition universelle qui fit choisir la capitale de la France. Les congrès que l'Exposition universelle amena à Paris furent si nombreux qu'ils attirèrent moins l'attention publique. Ce sort fut aussi réservé au cinquième congrès international socialiste, qui avait été si pompeusement annoncé. On aurait tort cependant de passer à côté d'une telle manifestation du socialisme contemporain sans lui donner la plus sérieuse attention.

Le congrès siégea depuis le 23 septembre jusqu'au 28. Les délégués étaient nombreux; on comptait 473 délégués des divers partis socialistes français, 57 délégués allemands parmi lesquels deux femmes, 95 délégués anglais, 10 délégués autrichiens, 10 délégués italiens, 37 délégués belges, 23 *délégués russes* munis de 29 mandats, 17 délégués polonais, 5 délégués américains, 10 délégués suisses, 19 délégués danois, 9 délégués hollandais, 4 délégués espagnols, 1 délégué norwégien, 1 délégué venu de la République Argentine, 1 délégué bulgare, 3 délégués portugais, 2 délégués tchèques, 3 délégués irlandais.

Le congrès avait la prétention de donner au monde le spectacle imposant de l'union du socialisme cosmopolite. Dès le premier jour, il fut condamné à donner aux Parisiens et à tous les visiteurs de l'Exposition universelle le spectacle peu glorieux des dissensions violentes qui divisent les socialistes français. Sans attendre la vérification des pouvoirs ou des mandats, les socialistes français *partisans du ministre Millerand* étaient parvenus à écarter du comité du congrès les socialistes français *marxistes* ou *guesdistes* qui, sous la direction de Jules Guesde, s'étaient prononcés avec bruit contre l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois. La lutte entre les deux partis retarda longtemps les délibérations du congrès, tant elle fut violente et tenace.

Des propos d'une grossièreté inouïe furent échangés. Pour sauver l'honneur du congrès, les délégués étrangers intervinrent et firent renvoyer l'examen du conflit au congrès *national* français. Les mandats furent ensuite vérifiés, et les guesdistes entrèrent au comité du congrès. Ils pensèrent ne rien perdre à attendre pendant quelques jours l'ouverture du congrès socialiste national.

L'incident que les guesdistes soulevèrent ne fut pas le seul dont le congrès socialiste international fut témoin. De semblables incidents n'ont jamais empêché les socialistes d'être unis à l'heure de la lutte contre l'ordre social.

Le *Vorwaerts*, l'organe principal du socialisme allemand, répète, à l'occasion du scandale de la première séance du congrès de Paris, ce qu'il a écrit maintes fois en pareil cas : « Quel autre parti serait assez fort pour supporter de semblables débats? »

Le programme du congrès était chargé. Les discussions ne purent pas trop se prolonger. Les principaux chefs des partis socialistes des divers pays étaient présents; ils prirent la parole, le gros des délégués s'inclina. Entre eux les socialistes sont généralement très dociles. Le chef allemand Bebel, empêché par la maladie, était remplacé par Auer.

Le congrès ne se montra pas intraitable en fait de princi-

pes; un certain opportunisme se fit voir presque partout; on ne voulait fermer la porte à personne. Les principaux points du programme du congrès étaient les suivants :

1° Les moyens d'arriver à une entente et une organisation internationales plus efficaces;

2° La réglementation internationale de la journée de travail et du salaire minimum;

3° L'émancipation du travail, l'organisation du prolétariat comme classe sociale, l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie, la socialisation des moyens de production;

4° La paix universelle et la suppression des armées permanentes;

5° La politique coloniale;

6° L'organisation du travail maritime ou naval;

7° La lutte pour arriver au suffrage universel et à la législation directe par le peuple;

8° Le *socialisme communal;*

9° La conquête du pouvoir public et l'alliance avec les partis bourgeois;

10° L'institution de la fête du premier *mai;*

11° La question des *trusts;*

12° Éventuellement, la grève *générale.*

La plupart de ces questions sont généralement à l'ordre du jour des réunions socialistes. Cependant quelques résolutions votées par le congrès sont bien longues et manquent de précision.

Le congrès s'est prononcé à l'unanimité contre la politique coloniale actuelle des grandes puissances. Il a condamné le *marinisme* comme le militarisme et, malgré les scènes de sa première séance, il s'est appelé le véritable *congrès de la paix.*

Le maintien de la fête du premier mai et la journée du travail de huit heures comme but à atteindre n'ont pas soulevé d'objections.

Le congrès s'est prononcé à une grande majorité contre la

grève générale internationale, qu'il ne considère pas comme possible.

Chose étrange, le congrès, tout en reconnaissant les conséquences funestes des *trusts*, n'a voulu voir en eux que la conséquence de la production capitaliste et n'a pas réclamé, au nom de ses principes, l'intervention de la loi pour les combattre.

Le congrès a appuyé sur la nécessité d'organiser le prolétariat pour la *lutte de classe;* il voit dans cette lutte le moyen principal pour arriver à l'émancipation du travail. Le socialisme ne l'a pas dit, mais il sait que la haine sociale est sa grande force.

Le suffrage universel que demanda le congrès, est le suffrage secret et direct, le même pour tous, pour les hommes et pour les femmes. Partout où le suffrage universel est inl troduit, les socialistes doivent réclamer le système électora- proportionnel.

Le *socialisme communal* tenait à cœur aux socialistes du congrès. Ils y ont vu un premier essai et comme une école de socialisme. Ils firent un devoir aux socialistes de tous les pays de prendre part aux élections municipales. Les conseillers socialistes doivent se renseigner mutuellement sur les résultats obtenus. Le congrès a même recommandé l'établissement de bureaux nationaux pour recueillir et communiquer les renseignements utiles.

« Prolétaires du monde, unissez-vous! » Tel est le cri de guerre du socialisme. Le congrès a *imposé* aux compagnons l'obligation d'étendre leur propagande et leur organisation aux *prolétaires* qui sont au service de la *marine.*

Deux questions attirèrent spécialement l'attention du congrès, la question de l'alliance avec les partis bourgeois dans le but d'arriver au pouvoir et la question d'une organisation internationale plus efficace.

Les chefs du socialisme allemand avaient, à plusieurs reprises, blâmé l'entrée du socialiste français Millerand dans un ministère bourgeois; dans un des plus vifs débats de la

dernière session du Reichstag, Bebel fut amené à le déclarer publiquement. Cependant ce fut un socialiste allemand, le délégué Kautsky, le marxiste par excellence, qui soumit au congrès international une résolution qui interdit bien en général à un socialiste d'entrer dans un ministère bourgeois, mais qui admet néanmoins une exception dans *des circonstances spéciales* et *avec le consentement du parti.*

La résolution a été votée par 29 voix contre 9. Les circonstances dans lesquelles Millerand est devenu ministre étaient-elles de celles que la résolution demande?

Le congrès, à l'invitation du délégué allemand Auer, a laissé aux socialistes français le soin de décider cette question.

Le tour était joué, Millerand n'était pas condamné par le congrès socialiste international; celui-ci a cru devoir rendre ce service au ministère Waldeck-Rousseau, qui a si bien mérité du socialisme. Les guesdistes saluèrent ce vote du congrès par l'exclamation : « Les bons ministériels! »

La grande préoccupation des congrès socialistes internationaux a toujours été d'arriver autant que possible à une action commune des socialistes des divers pays et d'assurer l'exécution des résolutions votées dans les congrès.

Les mesures prises jusqu'ici ont été peu efficaces. Le congrès de Paris a voulu mieux faire que les congrès antérieurs. Il a voté :

1° La formation d'une *Commission centrale internationale;*

2° L'établissement d'un *Secrétariat international*, qui aura son siège à Bruxelles et qui disposera d'un revenu de 10.000 francs;

3° La nomination d'un *Comité parlementaire international*, pour assurer l'action politique commune des députés socialistes dans les divers parlements auxquels ils appartiennent;

4° La création d'une *Bibliothèque socialiste internationale* et d'*Archives socialistes internationales.*

Le secrétariat socialiste international devra faire la collection des résolutions votées dans les congrès internationaux, rece-

voir des rapports sur le mouvement politique et social des divers pays, condenser ces rapports spéciaux dans un rapport général, préparer les congrès internationaux et l'ordre du jour de ces congrès, publier enfin des manifestes sur les questions du jour qui pourront intéresser le prolétariat.

Le *Comité parlementaire international* tracera le programme des députés socialistes.

Le congrès international n'a pas eu raison de Jules Guesde et de sa suite; comment son comité aura-t-il raison de tous les énergumènes révolutionnaires d'Europe et d'Amérique?

Les socialistes qui n'ont pas su couvrir d'un voile momentané à Paris toutes leurs dissensions intestines dans les divers pays, ont été cependant unis dans le sentiment commun de *la haine sociale*. Là est l'importance du congrès international. Il a été une déclaration de guerre non pas seulement aux abus économiques qui peuvent exister, mais à la société elle-même.

Le congrès de 1900 s'est terminé comme le congrès de 1889 par une manifestation bien significative. Sur la proposition du délégué belge Furnemont, le congrès avait décidé que les délégués se rendraient auprès du *Mur des Fédérés* au cimetière du Père-Lachaise, pour y suspendre une couronne offerte aux défenseurs de la Commune.

Le 28 septembre, vers 10 heures du matin, les délégués du congrès socialiste traversèrent les rues de Paris se dirigeant vers le Père-Lachaise. A leur tête, au cimetière, marchaient le socialiste français Vaillant, les socialistes allemands Singer, Auer et Kautsky et les socialistes belges Vandervelde et Furnemont. Puis venaient Camélinat et plusieurs autres membres de la Commune. Ils étaient suivis d'une énorme couronne en perles rouges avec cette inscription : « Le congrès international socialiste de 1900 aux martyrs de la Commune. Vive la Commune! »

Le directeur de la police municipale déclara au blanquiste Vaillant : « J'ai des ordres formels. Il ne sera prononcé qu'un

seul discours par un délégué étranger, et ce discours ne pourra durer que dix minutes. »

Quel fut le délégué étranger qui parla? Vaillant le désigna aussitôt, en disant : « Nous invitons le camarade *Singer* à prendre la parole. »

Le *camarade* Singer est l'israélite Singer, millionnaire, ancien fabricant de manteaux de femme, un des chefs les plus influents du socialisme allemand. Singer salua les *héros* et les *martyrs de la Commune*. Il déclara, en son nom et au nom des délégués, qu'ils suivront l'*exemple* de ces étranges héros et que ceux-ci seraient *vengés*.

Les assistants reprirent en chœur le dernier mot de Singer et crièrent en chœur : « Vive la Commune! Vive la Révolution sociale! »

Singer, en saluant les défenseurs de la Commune et la Commune elle-même, n'a fait que suivre les traditions du socialisme allemand et du prophète de ce socialisme, Karl Marx. Le monde entier, en apprenant les derniers excès de la Commune, poussait encore un cri d'horreur quand déjà Marx glorifiait cette Commune.

Il n'était pas si étrange l'incident qui a fait de Singer le panégyriste de la Commune!

Chose étrange, M. Kautsky, l'auteur de la résolution qui sauva le ministre Millerand et ses partisans au congrès international, fut à peine de retour en Allemagne qu'il écrivit dans la revue socialiste *die Neue Zeit* un long article pour prouver que sa résolution avait été mal comprise, qu'elle n'entendait pas approuver la ligne de conduite du ministre Millerand, que le cas où un socialiste pourrait entrer dans un ministère bourgeois n'est pas celui de Millerand, que l'entrée de celui-ci dans le ministère Waldeck-Rousseau n'était pas nécessaire pour sauver la République, que les socialistes auraient soutenu ce ministère sans Millerand comme avec Millerand; que Millerand, pour devenir ministre, n'a pas demandé l'assentiment des divers partis socialistes et qu'il se cramponne maintenant à son poste au risque

d'amener une scission fatale dans les rangs socialistes.

Pourquoi, vous demandez-vous peut-être, M. Kautsky n'a-t-il pas dit tout cela au congrès international, avant que celui-ci ne fût appelé à voter sur sa résolution? M. Kautsky répond qu'il avait demandé la parole à temps et dans les conditions voulues, mais qu'il ne l'a pas obtenue.

Ajoutons ici, pour ne pas revenir sur le congrès international de Paris, que le *Secrétariat international*, dont le congrès a voté l'érection, a son siège dans la « Maison du peuple », à Bruxelles.

Le titulaire du secrétariat est le secrétaire général de l'union des sociétés coopératives belges, M. Serwy, un ancien instituteur.

Les socialistes belges Anseele et Vandervelde seront ses conseillers.

II

LE MOUVEMENT SOCIALISTE DANS LES DIVERS PAYS DE L'EUROPE ET EN AMÉRIQUE.

Dans notre courte esquisse du mouvement socialiste dans les divers pays de l'Europe durant les six dernières années nous suivrons, comme précédemment, l'ordre alphabétique. Cette méthode n'enlève pas, du reste, au socialisme allemand, la place qui lui revient et qu'il a encore occupée tant au congrès international de Paris qu'auprès du mur des Fédérés. A côté du socialisme allemand figurent au premier rang les socialistes de la France, de la Belgique et de l'Autriche.

Allemagne. — Le socialisme allemand, qui donne la principale impulsion au mouvement du socialisme contemporain, déploie toujours une grande activité. Son propre mouvement a gagné en étendue, mais il a peut-être perdu en intensité.

Aux élections de 1893 pour le Reichstag, les socialistes allemands avaient posé des candidatures dans 386 circons-

criptions électorales sur 397; ces candidatures réunirent 1.786.738 voix sur 10.628.000 électeurs inscrits. 44 candidats furent élus. Les socialistes conquirent plus tard encore 4 sièges.

Aux élections de 1898, qui eurent lieu au mois de juin, le socialisme allemand posa des candidatures dans 396 circonscriptions électorales. Ses élus s'élevèrent au nombre de 56. Les voix que ses candidats recueillirent dépassèrent deux millions.

L'empire d'Allemagne a 28 villes qui ont plus de cent mille habitants. Aux élections de 1898, le 16 juin, les candidats socialistes triomphèrent ou se trouvèrent en ballottage dans toutes ces grandes villes, à l'exception d'Aix-la-Chapelle, d'Essen, de Crefeld et de Strasbourg.

Dans les élections complémentaires les socialistes ne furent pas toujours heureux. Au mois de juillet 1900, ils perdirent le seul siège qu'ils possédaient encore en Alsace, celui de Mulhouse. Leur échec fut complet. Cependant cet échec fut compensé ailleurs; le 14 novembre 1900, à l'ouverture de la session du Reichstag, les députés socialistes étaient au nombre de 57.

En même temps que le parti socialiste allemand vit augmenter successivement dans l'empire allemand le nombre de ses députés au Reichstag, il pénétra toujours davantage dans les parlements spéciaux des divers États de l'empire, quoique le mode électoral de presque tous ces parlements ne soit pas le suffrage universel direct. La Saxe, pour écarter les députés socialistes, modifia même le mode électoral de son Landtag; elle ne réussit qu'à diminuer le nombre de ces députés. Grâce au système de ses trois classes d'électeurs, le Landtag prussien demeura fermé jusqu'ici aux socialistes; leur sera-t-il fermé encore longtemps?

Les légions du socialisme allemand ont augmenté; cela est donc incontestable, mais on peut à peine contester que le mouvement ait perdu en intensité, tant du côté de la doctrine que du côté de la discipline.

Le socialisme allemand prétend obéir à son congrès annuel, qui est sa chambre souveraine.

Les débats des congrès des dernières années n'ont que trop prouvé jusqu'à quel point le respect pour cette chambre souveraine a baissé.

Quant à l'autorité des chefs, elle ne décline pas moins. Le prophète du parti, Karl Marx, est contredit plus qu'autrefois. L'ami et le confident de Marx, Frédéric Engels, a fait un testament très semblable à celui d'un bourgeois; l'ostentation de son impiété, qui lui fit demander que son corps fût incinéré et qu'on en livrât les cendres à la mer, ne corrigea en rien l'effet du prosaïque testament. Vint ensuite la triste mort de la fille de Karl Marx, de cette Éléonore Marx, que les congrès socialistes nous montrèrent si souvent. Elle avait été la fille privilégiée de son père; elle était considérée comme la dépositaire de sa doctrine. Elle s'était unie à l'agitateur socialiste anglais Aveling — d'une union socialiste. L'heure des chagrins domestiques vint pour Éléonore; elle ne trouva pas de consolation dans le froid athéisme de son père. Elle eut recours au procédé bourgeois du suicide. Si l'autorité de Karl Marx n'est pas incontestée aujourd'hui, celle des chefs actuels du socialisme allemand ne l'est pas davantage. Il suffit d'en appeler à certaines polémiques trop retentissantes. Ce qu'il importe le plus de constater, c'est que depuis six ans le socialisme allemand passe par une transformation. « Nous passons par la *mue*, » disait Bebel, l'homme à la parole audacieuse. Jusqu'où va cette *mue?* Plusieurs théories de Marx ont été jetées par-dessus bord. Dans les congrès annuels un certain opportunisme apparaît de plus en plus. Le principal dogme du socialisme *marxiste* est celui de la propriété *collective* des moyens du travail, avant tout du sol. Mais, pour arriver au triomphe, il faut que le socialisme gagne l'ouvrier agricole et le petit propriétaire. Comment le socialisme gagnera-t-il le petit propriétaire s'il proclame franchement la transformation de la propriété *privée* du sol en propriété *collective?* C'est ainsi que

se pose le problème. Le socialisme allemand a fait de grands efforts pour en trouver la solution. Il ne l'a pas trouvée. Il ne va pas jusqu'à dire, avec les socialistes français, qu'on n'en veut, en attendant, qu'à la grande propriété.

Il croit écarter la difficulté en tournant la question. A l'occasion des élections du 16 juin 1898, les manifestes socialistes disaient : « On nous accuse de vouloir enlever son champ au paysan; ceux qui parlent de la sorte ne nous connaissent pas. » Sans doute, le socialisme songe à faire cultiver le champ par le paysan; sans doute encore, le socialisme ne veut pas abolir un certain produit immédiat du travail; mais il veut certainement abolir la propriété *privée* des moyens du travail; il veut en toute première ligne abolir la propriété *privée* du sol pour la transformer en propriété collective. C'est là son dogme principal, qu'il n'a pas franchement avoué aux dernières élections.

Au congrès de Hanovre, Bebel a bien déclaré qu'il faut tenir à l'expropriation universelle de ceux qui possèdent. Quand viendra-t-elle?

Les foules auxquelles s'adresse le parti socialiste demandent autre chose qu'une théorie dont elles ne peuvent pas espérer la réalisation dans un prochain avenir. On leur a dit que la jouissance est le but de l'existence ; elles veulent prendre part à ce banquet de la vie auquel on les a conviées, mais elles demandent que ce soit bientôt, du vivant de la génération présente. Le socialisme, pour ne pas perdre les légions qui le servent, se voit obligé de masquer une théorie stérile et de flatter les passions du moment.

De là les opportunistes qui élèvent de plus en plus leur voix dans les congrès annuels, à la suite de Bernstein, de Schippel, de David et de beaucoup d'autres chefs. En Bavière, de Vollmar a, pour ainsi dire, un socialisme à lui, tant son opportunisme va loin.

Comme homme de doctrine, c'est surtout le socialiste Bernstein, vivant dans l'exil en Angleterre, qui est à la tête des adversaires du marxisme à outrance. Il a déclaré que

pour le socialisme le *but final* (l'état socialiste de l'avenir ou la *société socialisée*) n'est rien, que le *mouvement* est tout. Il a nié le principe socialiste de l'inévitable misère des masses et de la concentration absolue des capitaux et des grandes entreprises, qui devrait conduire en ligne directe au socialisme.

Le socialisme allemand a beau faire, l'impitoyable question se posera toujours : Quand serez-vous les maîtres? Que ferez-vous quand vous serez les maîtres? Comment organiserez-vous votre société socialisée? Voilà ce que l'on demande sans cesse aux chefs de la démocratie socialiste. Une réponse précise de leur part n'est pas possible. « Cela se fera de soi, » disent les uns. « Le développement de l'organisation économique actuelle conduira en ligne directe à la solution, » disent les autres. Dans ces conditions, la *mue* s'impose. C'est une *mue* de tactique et d'organisation aujourd'hui ; c'est déjà en partie une mue de doctrine. Liebknecht, le disciple direct de Marx, est mort à Charlottenbourg le 6 août 1900. Son influence était très grande. Il était l'affirmation vivante du marxisme. Le doctrinaire Kautsky n'arrêtera pas la marche de la transformation. Il vient d'écrire, au sujet du triomphe du socialisme, cette phrase significative : « Quand viendra ce triomphe? Sera-ce dans 3 ans? Sera-ce dans 30 ans? Sera-ce dans 90 ans? Qui osera marquer l'heure? »

Le marxisme doctrinaire traverse évidemment une crise sérieuse. En attendant, le flot de la haine sociale continue à monter.

Angleterre. — En 1893, les organisations ouvrières de l'Angleterre semblaient vouloir se rapprocher du socialisme. Leurs délégués prirent part aux délibérations du congrès socialiste international de Zurich. Cependant les légions ouvrières de l'Angleterre ne se sont pas encore mises en branle, comme l'espèrent et l'annoncent depuis de longues années les chefs du socialisme allemand. Le congrès international de Londres en 1896 a plutôt entravé que favorisé le mouvement socialiste en Angleterre. « Il y a du mécontente-

ment du côté des *Trade-Unions* de l'Angleterre », écrivit le député socialiste allemand Fischer, quelques jours après le congrès de Londres. Il attribua ce mécontentement au parti pris d'exclure les délégués des Trade-Unions des principales commissions du congrès. Ce mécontentement pouvait exister, mais il n'était pas seul à détourner les Trade-Unions d'une alliance avec le socialisme international.

Ni la *Ligue socialiste* ni la *Fédération démocratique* socialiste n'ont fait de sérieux progrès depuis le congrès de Londres. Les chefs n'ont cependant laissé échapper aucune occasion de provoquer l'agitation. Hyndmann a de nouveau fait parler beaucoup de lui, tandis que J. Burns semble s'éloigner de plus en plus de l'idée socialiste. Il renie la lutte de classe. Au congrès international de Paris, les délégués anglais ont été relativement assez nombreux; mais, en réalité, ils ne représentaient pas les légions du prolétariat anglais. Les élections récentes firent entrer trois députés plus ou moins socialistes au parlement : Keir Hardie, Bell et John Burns. Aucun d'eux n'est marxiste. C'est grâce à leur forte organisation et à l'esprit positif des ouvriers anglais que les grandes associations ouvrières d'Angleterre ne se sont pas laissé entraîner par le socialisme du continent. Ils appellent les propositions socialistes des « idées de dimanche » qui ne sont pas à prendre au sérieux. Ce n'est cependant pas la question de principe qui semble empêcher ces associations de donner la main au socialisme; on sait qu'à plusieurs reprises, les congrès des Trade-Unions votèrent en faveur de la *nationalisation du sol.*

Autriche-Hongrie. — Autriche. — Le socialisme autrichien est celui qui a les relations les plus étroites avec le socialisme allemand. Ses chefs sont très actifs, sous la direction de l'israélite Adler, un socialiste millionnaire, qui ne recule devant aucune audace et qui est parvenu à jouer un rôle aux congrès internationaux.

Grâce à une modification dans le mode électoral si compliqué du parlement autrichien, les socialistes pénétrèrent

dans ce parlement : sur les 425 députés de cette assemblée 72 peuvent être élus au suffrage universel. Dès les premières élections qui se firent après cette modification, au mois de mars 1899, 14 socialistes furent élus : 2 en Galicie, 1 en Silésie, 3 en Moravie, 1 en Styrie, 7 *en Bohême.*

A Vienne, les candidats socialistes réunirent 88.350 voix sur 278,000 électeurs; cependant aucun d'eux ne fut élu.

Il va sans dire que les socialistes appuyèrent les libéraux dans leur politique d'obstruction à l'occasion de la question des langues; toutes les violences trouvèrent leur concours. Bien plus, les socialistes surent profiter des divisions malheureuses que la question des langues suscita. Ils modifièrent leur tactique.

Leurs congrès généraux ne devaient plus avoir lieu que tous les deux ans. Dans l'intervalle, les socialistes de la même langue devaient tenir des congrès particuliers. Le congrès des Tchèques se réunit en 1878, dans la semaine de Pâques, à Brünn.

Le congrès des socialistes de langue allemande le suivit de près; il siégea à Linz dans la semaine de la Pentecôte; il compta 104 délégués; on crut devoir y constater que la question des langues qui divise les autres partis n'est pas parvenue à entamer l'union des socialistes.

Le socialisme autrichien se distingua par son impiété et sa haine religieuse. Le congrès de Linz déclara une guerre à mort au parti « social chrétien ».

L'agitation politique permanente, la situation précaire d'une grande partie des ouvriers industriels, les grèves nombreuses, tout permit aux meneurs socialistes d'étendre leur propagande.

Le parti socialiste autrichien a une direction unique, qui s'occupe des questions de principe, du programme, de la tactique à suivre et des moyens d'agitation.

Le parti se subdivise en cinq fractions, celles des Allemands, des Tchèques, des Polonais, des Italiens et des Slaves du Sud. Les fractions se réservent les questions qui leur sont propres

C'est le seul opportunisme que le chef omnipotent Adler tolère. Il repousse les associations professionnelles neutres.

Au congrès des socialistes allemands d'Autriche, qui se tint à Graz au commencement du mois de septembre 1900, l'opportuniste bavarois de Vollmar tenta de donner quelques conseils de modération pour la propagande faite à la campagne et pour la question religieuse. Ces conseils furent mal accueillis.

Aux élections qui viennent d'avoir lieu en Autriche, les socialistes ont reculé. Ils ont conquis deux sièges à Vienne, mais ils ont été écrasés en Bohême.

Hongrie. — Le socialisme hongrois a plus spécialement appelé sur lui l'attention générale par l'agitation agraire qu'il suscita et qui est loin d'être complètement étouffée.

Les grands propriétaires hongrois ont à leur service de nombreux ouvriers agricoles, qui sont trop souvent livrés à la misère et que le gouvernement libéral n'a pas su protéger. Les agitateurs socialistes ont su profiter de cette situation. Deux congrès agraires eurent lieu en 1897, l'un à Pesth et l'autre à Czegled. A l'époque des moissons, de grandes grèves d'ouvriers agricoles se produisirent, des émissaires socialistes parcoururent le pays et cherchèrent à organiser le mouvement, auquel de petits propriétaires prirent part. On alla jusqu'à signifier, au mois de mars 1898, à un grand propriétaire le partage de ses biens en un grand nombre de lots, dont l'un lui fut réservé.

Au lieu de faire tous ses efforts pour amener une réforme sérieuse dans la situation des ouvriers agricoles, le gouvernement se contenta d'une répression violente et souvent ridicule. Nous croyons devoir citer parmi les moyens de répression les deux mesures suivantes : les petits paysans, qui avaient pris part au mouvement, durent loger des compagnies entières de soldats, et les chefs socialistes furent forcés de se faire photographier.

D'après le rapport adressé par le comité directeur du socialisme hongrois au congrès du parti, au mois d'avril 1900,

l'agitation agraire s'organise toujours davantage. Dans 11 communes elle a fait entrer 113 socialistes au conseil municipal.

Le socialisme hongrois a organisé de nombreuses réunions. A Pesth même, il a déployé ses forces dans deux grandes démonstrations dans les rues. Dans l'espace d'une année, ses adeptes ont subi des condamnations qui s'élèvent à 35 années de prison.

Le mouvement socialiste hongrois est cependant beaucoup moins important que le mouvement socialiste autrichien.

Belgique. — L'étude des dernières années du socialisme belge est particulièrement intéressante. Elle nous met en présence du développement rapide du socialisme dans ce pays au sol de houille et de fer; elle nous montre aussi dans quelles conditions la lutte contre le socialisme se fera dans un avenir plus ou moins lointain.

En 1880, le socialisme était à peu près inconnu en Belgique. Déjà, en 1885, 76 groupes socialistes se firent représenter au congrès de Gand; ils s'étaient élevés à 134 au congrès de Louvain en 1890; ils furent représentés au nombre de 360 au congrès d'Anvers en 1895.

Le suffrage universel fut introduit en 1893. Aux élections du mois d'octobre 1894, complétées par celles de Liège au mois de décembre de la même année et par celles de Thuin au mois de janvier 1895, les candidats socialistes obtinrent de 325.000 à 357.000 suffrages. Le socialisme belge put compter 29 députés sur 152.

Aux élections de 1896, le chiffre des députés du socialisme belge se maintint; en 1898, il fut réduit à 28. Les socialistes belges prirent la place des libéraux à la chambre des représentants.

A la suite de la dernière modification du système électoral, le nombre des socialistes à la chambre belge s'éleva à 32.

L'histoire retentissante du socialisme belge dans les dernières années est trop connue. Il est inutile de rappeler toutes ses menaces et toutes ses bruyantes manifestations, tant à

la chambre que dans les congrès du parti et dans les rues de Bruxelles.

Sans tenir compte de la facilité de propagande qu'offrent au socialisme les contrées et les villes industrielles, on a rendu le catholicisme responsable du rapide développement du socialisme en Belgique. On a oublié les efforts faits par le libéralisme pour soustraire à l'influence de l'Église les populations qui ont cédé davantage à la propagande socialiste.

Les catholiques sont aujourd'hui presque seuls à lutter contre le socialisme, ce sont eux qui l'ont arrêté dans sa marche envahissante. La Belgique voit le christianisme en face du socialisme. C'est le spectacle que d'autres peuples verront après la Belgique.

Le socialisme est partout la négation du christianisme. Dans le socialisme belge, la haine religieuse socialiste est doublée de l'ancienne haine religieuse libérale ou radicale. L'athéisme déborde dans les déclamations des socialistes belges. Cet athéisme n'est sorti, ni des ateliers, ni des mines; il y a été introduit par les chefs bourgeois du mouvement socialiste. Du reste, le socialisme belge, proportion gardée, a le plus de millionnaires dans les rangs de ses chefs. Il a beau faire, il ne se dépouillera pas d'un caractère politique évident, quoique son chef Vandervelde soit un des orateurs inévitables des congrès internationaux.

Danemark. — Voici des chiffres qui signalent les progrès du socialisme danois. Les candidats socialistes recueillirent aux élections pour le *Folkething*, 6.805 voix en 1884, 8.408 voix en 1887, 17.232 voix en 1890, 25.019 voix en 1893. Ce dernier chiffre fut dépassé aux élections qui eurent lieu au mois d'avril 1898. Trois députés socialistes entrèrent au *Folkething* en 1890; les élections de l'année 1898 composèrent la chambre danoise de 63 radicaux, 23 modérés, 15 conservateurs et 12 socialistes.

Les compromis avec les radicaux ont contribué aux succès électoraux des socialistes, mais une grève, qui prit des di-

mensions inouïes pour le Danemark et se prolongea au-delà de tout ce que l'on croyait possible, ne devait montrer que trop toute l'influence du socialisme danois. Ne nous étonnons pas que le Danemark ait envoyé 19 délégués au congrès international de Paris, pendant que le socialisme suédois ne put se faire représenter que par 3 délégués ; le socialisme norwégien n'eut même qu'un seul délégué.

Espagne et Portugal. — Nous écrivions en 1893 : « Malgré tout le bruit fait par le socialisme espagnol, les socialistes sont moins nombreux en Espagne qu'on ne pourrait le supposer. » Nous disions que le socialisme trouve en Espagne un puissant obstacle dans la foi du peuple. La situation n'a guère changé malgré tous les malheurs de l'Espagne. Le journal officiel du socialisme allemand, le *Vorwaerts,* que nous pourrions appeler l'organe principal du socialisme cosmopolite, confirme cette appréciation dans son numéro du 12 juin 1898. « Notre parti, dit-il, a obtenu dans les élections pour les Cortès 5,000 voix en 1891, 7,000 en 1893, 14,000 en 1896 et 20,000 le 12 mars 1898. » Le *Vorwaerts* attribue la lenteur relative dans le développement du socialisme espagnol à l'*énorme* influence du clergé. Les trois villes de Madrid, Bilbao, et Saragosse ont fourni la moitié des voix socialistes. Le candidat de Bilbao était l'agitateur Pablo Iglésias ; il ne fut pas élu en 1898, quoique Bilbao comptât plusieurs socialistes parmi les membres de son conseil municipal. Barcelone, no slecteurs ne l'ignorent point, est le centre de l'anarchisme espagnol. Le socialisme publie actuellement en Espagne le *Sozialista,* qui paraît à Madrid, et huit autres petites feuilles ; sa bibliothèque des *sciences sociales* possède des traductions des œuvres de Marx, Engels, Guesde, Lafargue, Deville, Ferri, Furati, Loria.

Depuis 1898, Iglésias est parvenu à entrer aux Cortès ; mais la situation générale du socialisme espagnol est restée à peu près la même. Il envoya quatre délégués au congrès de Paris. L'Espagnol impie et révolutionnaire ne s'arrête pas à mi-chemin ; il devient anarchiste.

Des manifestations socialistes à Oporto ont prouvé que le mouvement socialiste portugais n'a point disparu. Il est toujours favorisé par l'agitation politique. Le socialisme portugais était représenté au congrès international de Londres. Il voulut encore figurer au congrès de Paris. Il réunit trois mandats qu'il confia à un socialiste étranger, au socialiste français Jaurès.

France. — Le côté politique domine toujours dans le socialisme français ou plutôt dans les partis socialistes de France.

Dans les dernières années, les efforts tentés à plusieurs reprises pour unir ces partis ont échoué. On s'attendait à voir les socialistes français affirmer leur union au congrès international de Londres; ils ne surent affirmer que leurs divisions. On distinguait en 1898, comme en 1894, des socialistes *marxistes, allemanistes, blanquistes, broussistes* et *indépendants.*

Afin de faciliter une fusion, le socialiste Millerand avait fait adopter, en 1896, un programme d'union. Un manifeste récent formula les trois points principaux de ce programme. D'après ce manifeste le parti socialiste en France doit tendre en toute première ligne à réaliser la *conquête du pouvoir politique* par le prolétariat organisé.

C'est évidemment la principale préoccupation des chefs des partis socialistes. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'état-major du « parti ouvrier », qui tient le plus du socialisme allemand, pour se rendre compte de cette situation. Il n'y a presque pas d'ouvriers parmi les chefs de ce parti soi-disant *ouvrier.*

On voit là, côte à côte, de nombreux journalistes, des avocats, des professeurs et des bourgeois appartenant à des professions diverses.

Le manifeste parle en seconde ligne de la substitution de la propriété *sociale* à la propriété actuelle, des moyens de production, d'échange et de crédit. Mais les termes du manifeste sont si vagues qu'ils laissent la porte largement ou-

verte aux interprétations les plus divergentes. Millerand lui-même a parlé, il y a quelques années, de la propriété collective comme d'une hypothèse.

Le collectivisme de Karl Marx exclut la propriété privée du sol. Cela n'a pas empèché le congrès tenu à Nantes, en 1894, par le « Parti ouvrier », qui est le parti *marxiste*, de promettre au petit paysan qui cultive lui-même son champ, de lui laisser la *propriété* de ce champ et de le protéger contre le fisc, contre l'usurier et contre le grand propriétaire. Jaurès, dans son inévitable rhétorique, est allé jusqu'à appeler *sainte* cette propriété.

Cependant cette *sainte* propriété, on ne voulait jamais la définir. Dans un débat de la chambre française, il fallut toute l'insistance de Méline pour démasquer le grossier sophisme socialiste : « Nous ne touchons pas à la petite propriété ».

Méline s'adressant aux socialistes leur posa cette question : « Aujourd'hui le petit propriétaire a le droit de vendre à n'importe qui. Allez-vous respecter ce droit? Lui permettez-vous de vendre?

Silence profond sur les bancs socialistes. Méline insiste : « Je vous le demande formellement : Permettrez-vous au petit propriétaire de vendre sa terre? »

Gabriel Deville, un des docteurs du parti socialiste, répond enfin : « Je dirai que la solution dépendra de la volonté du pays exprimée, *par exemple*, par des mandataires, comme aujourd'hui; mais, si vous voulez mon opinion personnelle, *je répondrai qu'il n'aura pas le droit de la vendre* ».

Si les chefs des partis socialistes sont réduits à se servir de pareilles équivoques, que faut-il penser de la masse des adeptes? Les chefs ne sont unis que dans leur haine religieuse, et les adeptes se rencontrent dans la haine sociale. La haine religieuse des socialistes s'est montrée brutalement intolérante presque partout où l'administration municipale est tombée entre leurs mains.

Parce que le socialisme français ne forme pas un parti compact, il était difficile, après les dernières élections, de

donner le nombre exact des députés socialistes qui furent élus. Ce nombre fut porté d'abord à 57; il fut réduit ensuite à 46. Le *Vorwaerts* de Berlin ne voulut reconnaître parmi les élus que 43 vrais socialistes. On s'est arrêté enfin au nombre de 37 : 14 *marxistes*, 6 *blanquistes*, 4 *allemanistes* et 14 *indépendants*. Une fraction socialiste parlementaire s'est constituée à la chambre au mois de décembre 1899; elle comptait 36 membres au moment de sa constitution.

La même incertitude règne au sujet du nombre des voix obtenues par les candidats socialistes. Après l'avoir porté d'abord à 940,000, on le réduisit ensuite à 840,000. D'après les calculs du *Journal des Économistes,* dans sa livraison du 15 juin, les socialistes seraient, dans la chambre nouvelle, au nombre de 58; les candidats socialistes auraient obtenu 858,000 voix contre 598,000 aux élections de 1897. Cette augmentation des voix est assurément considérable, mais elle ne prouve pas précisément un développement proportionnel du socialisme. En 1898 les socialistes ont posé beaucoup plus de candidatures qu'en 1897; les voix obtenues par les nombreux candidats qui ont échoué, ont été portées aussi à l'actif du socialisme.

En nous permettant cette dernière observation, nous n'entendons atténuer en rien le danger du socialisme en France. Ce danger n'est que trop réel, mais ce n'est pas du côté de la théorie d'un collectivisme voilé que nous l'apercevons; nous le voyons du côté de la haine sociale, qui est propagée avec acharnement.

Les socialistes français sont-ils plus unis en 1901 qu'en 1898?

Au congrès de Paris étaient représentés sept groupes : 1° le groupe des socialistes indépendants, 2° le parti ouvrier français (les guesdistes ou marxistes), 3° le parti socialiste révolutionnaire (les blanquistes), 4° le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (les allemanistes), 5° le groupe des ouvriers socialistes de France (les broussistes), 6° l'alliance com-

muniste, 7° le groupe des syndicats qui professent les principales doctrines du socialisme.

La scission profonde qui existe entre les socialistes français n'a jamais éclaté plus violemment qu'avant le congrès international de Paris, pendant ce congrès et après ce congrès.

Avant le congrès de Paris, le congrès des Guesdistes à Caudry déclara que tous les membres du ministère Waldeck-Rousseau, depuis « l'ancien socialiste Millerand, jusqu'à l'avocat des panamistes Waldeck-Rousseau », ont droit aux malédictions du prolétariat. Nous avons dit ce qui se passa au congrès international. Quant au congrès des socialistes français, qui devait suivre le congrès international pour rétablir la paix, le journal officiel du socialisme allemand, en parlant de sa principale séance, la compare au chaos.

Grèce. — Après tout ce que la dernière guerre nous a fait voir dans la Grèce, personne ne sera étonné d'apprendre que la propagande socialiste ne l'a pas épargnée. Déjà en 1896 une feuille socialiste fut publiée à Patras.

Hollande. — Par suite de l'humeur turbulente de son premier agitateur, l'ancien pasteur protestant Domela Nieuwenhuis, le socialisme hollandais se divisa en trois partis : le parti du socialisme marxiste, le parti de l'ancienne *Alliance des socialistes* de Nieuwenhuis et le nouveau parti de Nieuwenhuis. Après avoir été lui-même membre du parlement hollandais, Nieuwenhuis se déclara plus tard contre le parlementarisme et forma une espèce de parti intermédiaire entre le socialisme et l'anarchisme. Ce parti ayant permis de prendre part au vote et ayant envoyé un des siens au parlement aux dernières élections, Nieuwenhuis s'en sépara brusquement; il fut suivi par un assez grand nombre de partisans, qu'il eut bientôt groupés de nouveau autour d'un socialisme à part, grâce aux ressources d'une fortune considérable. Nieuwenhuis a suscité des incidents plus ou moins orageux dans les congrès internationaux de Bruxelles, de Zurich et de Londres. Le parlement hollandais compte aujourd'hui trois socialistes parmi ses membres : Van de Zwaags, l'an-

cien partisan de Nieuwenhuis, dont nous venons de parler, et les deux socialistes marxistes Fraelstra et Van-Kol. Le socialisme marxiste s'est considérablement développé. Il envoya 9 délégués au congrès international de Paris, et Van-Kol compte parmi les présidents du congrès.

Italie. — Les causes qui ont ouvert au socialisme les portes de l'Italie continuent à subsister. L'issue malheureuse de la guerre contre l'Abyssinie et les progrès de la misère dans une grande partie des populations agricoles ne pouvaient qu'offrir un nouvel aliment à l'agitation socialiste. En Italie, comme dans tous les autres pays, l'agitation socialiste est plus intense partout où un prolétariat industriel nombreux s'est massé. Cependant l'Italie nous montre aussi un socialisme agraire menaçant. Le régime agraire d'une grande partie du pays produit de plus en plus des résultats déplorables, auxquels viennent s'ajouter les exigences impitoyables du fisc. Les agents de ce fisc sont devenus ainsi, malgré eux, les meilleurs agents du socialisme parmi les populations agricoles. Le gouvernement, dont la principale préoccupation a été de réduire l'influence religieuse, n'a rien fait pour remédier à cette situation. La révolution couronnée, l'Italie le prouve trop, est incapable de combattre avec succès la révolution de la rue.

L'état des esprits en Italie s'est révélé dans toute sa gravité dans la vaste et sanglante agitation du mois de mai 1898. Par suite du renchérissement du pain, des émeutes éclatèrent comme d'elles-mêmes dans le midi de l'Italie; elle se propagèrent comme une traînée de poudre jusqu'à Turin, en passant par Rimini, Ancône, Ravenne, Ferrare, Plaisance, Florence, Livourne, Prato, Faenza, Brescia, Pavie, Monza et plusieurs autres localités moins considérables. A Milan, l'émeute prit les allures d'une véritable insurrection, dont les victimes, d'après la version officielle, s'élèvent à une centaine de morts et à plusieurs centaines de blessés.

Les émeutes se firent d'elles-mêmes; l'insurrection de Milan aussi fut improvisée. Le conseil de guerre de Milan, qui a

voulu trouver des coupables à tout prix, n'a pas pu découvrir les moindres traces d'un complot.

Telle est la situation de l'Italie; une explosion de mécontentement l'ébranle d'une extrémité à l'autre. Milan, qui est le centre industriel de l'Italie, est aussi le centre du socialisme italien. Le socialisme n'a pas voulu l'insurrection au moment où elle éclata, mais il a propagé les idées et les sentiments d'où sortent l'insurrection et les émeutes.

Les émeutes italiennes n'étaient pas organisées, mais son socialisme, grâce à l'influence du socialisme allemand, ne manque pas d'organisation. Il a ses sections, ses associations provinciales, ses congrès, sa fète du premier mai, sa presse, ses députés à la chambre italienne.

Au congrès qui siégea à Bologne du 18 au 20 septembre 1897, 280 délégués étaient présents. Il fut constaté que le parti socialiste italien comptait à cette date 623 sections et 27,281 membres; le nombre des feuilles socialistes, grandes et petites, s'élevait à 46. L'Italie a des associations socialistes d'étudiants.

Le socialisme italien n'est pas aussi dénué de ressources qu'on pourrait le croire. Il put recueillir de grandes sommes pour fonder son journal officiel l'*Avanti* dont les abonnés, d'après une estimation douteuse, se seraient élevés au nombre de 46,000.

On le voit, le socialisme italien a emprunté son organisation au socialisme allemand; il lui a emprunté aussi son programme. Il compte un nombre relativement considérable d'adeptes à la campagne, dans la population agricole. Un congrès réuni à Bologne s'occupa spécialement de la question agraire. Il ne fit pas de promesses exceptionnelles aux petits propriétaires comme le socialisme français; il se contenta de demander des réformes en faveur des ouvriers agricoles.

Aux élections du mois de mars 1897 pour la Chambre italienne, 15 socialistes furent élus au premier tour de scrutin. Le nombre des voix socialistes, qui n'avait pas dépassé 75.000 en 1895, s'éleva à 135,000. La plupart des députés so-

cialistes furent élus dans des circonscriptions agricoles.

Aux élections du mois de juin 1900, les candidats socialistes réunirent 215,841 voix. 32 députés socialistes siègent dans la chambre italienne. Ne nous étonnons pas que les socialistes italiens aient voulu jouer leur rôle au congrès de Paris.

Les gouvernements révolutionnaires qui se sont succédé en Italie n'ont foi que dans la violence. Déjà le gouvernement de Crispi n'avait guère eu recours qu'à des mesures violentes, parmi lesquelles nous nommons le domicile forcé assigné aux agitateurs. Après les émeutes du mois de mai et l'insurrection de Milan, le gouvernement italien employa l'état de siège avec toutes ses conséquences. Presque toutes les publications socialistes furent supprimées, et les associations dissoutes. On sévit en même temps contre les cercles, les sociétés et les publications catholiques, qui formaient la principale barrière opposée à la propagation du socialisme.

De nombreux journalistes furent frappés de peines évidemment excessives. Les députés socialistes de Andreis et Furati furent condamnés à douze années de réclusion et à l'exclusion à vie de tous les emplois publics. Des peines aussi peu justifiées que sévères ont atteint des journalistes qui ont critiqué le régime actuel de l'Italie, mais qui n'ont jamais fomenté la révolte.

Le socialisme n'a jamais eu peur d'une pareille méthode de répression. De la propagande publique il passera, en Italie plus facilement que partout ailleurs, à la propagande secrète.

Pologne. — Nous avons déjà fait observer, en parlant du socialisme polonais, que celui-ci ne distingue pas entre la Pologne russe et la Pologne autrichienne ou la Pologne prussienne.

Le socialisme est toujours forcé de vivre, dans la Pologne russe, plus ou moins comme société secrète. L'organisation publique n'est pas possible, le régime russe ne la tolère pas. Au mois d'avril 1895, une dépêche, qu'il était impossible de contrôler, annonça que plus de cent ouvriers de la ville industrielle de Lodz et des environs, accusés de menées socialistes,

furent transportés à la citadelle de Varsovie. Des arrestations eurent lieu plus tard à Varsovie; on les attribua tantôt à des menées nihilistes, tantôt à des menées socialistes. Récemment la presse clandestine du socialisme russe annonçait des succès surtout à Lodz; des brochures socialistes, traduites en langue polonaise, ont été répandues en grand nombre parmi les populations rurales.

Le socialisme polonais est plus fortement organisé dans la Galicie. Les socialistes polonais de la Galicie ont admis que pour eux le programme socialiste passe avant la nationalité.

Il n'en a pas été de même des socialistes polonais allemands. Dans un congrès réuni à Berlin, qui comptait 33 délégués polonais, une proposition qui demandait aux Polonais de renoncer à la question *nationale*, dut être retirée devant les nombreuses protestations.

La propagande socialiste parmi la population de langue polonaise dans le royaume de Prusse, dépend de celle de toute l'Allemagne. Toutes les circonscriptions du grand-duché de Posen virent des candidatures socialistes aux dernières élections. Au congrès socialiste de Hambourg, qui siégea du 3 au 9 octobre 1897, un délégué polonais crut devoir formuler une plainte à cause du petit nombre d'agitateurs parlant la langue polonaise. Le même délégué affirma aussi que les mesures prises par le gouvernement pour la germanisation de la Pologne ont été utiles à la propagande socialiste. L'organe polonais, la *Gazeta Robotnicza* est peu important.

La propagande socialiste a eu moins de succès dans la Pologne autrichienne aux dernières élections. L'abdication de la nationalité ne lui a pas porté bonheur.

Dix-sept délégués du Congrès international de Paris se disaient délégués du socialisme polonais.

Roumanie, Bulgarie et Serbie. — Nous avons dit comment le socialisme pénétra dans la péninsule des Balkans. Il s'y maintient, et il s'y affirme dans les élections. Ce socialisme a revêtu quelque chose du caractère turbulent de la population.

Lors du congrès international de Londres, un délégué *serbe* figura parmi les principaux orateurs du meeting socialiste à Hyde-Park. Aux dernières élections en Serbie, les candidats socialistes réunirent, au dire de la presse, près de 50,000 voix.

Les socialistes bulgares se firent représenter au Congrès de Paris par trois délégués.

Russie. — Le compagnon Pleckanow, le Russe selon le cœur du socialisme allemand, présenta au congrès de Londres les six délégués du socialisme russe. Quand il signala les deux délégués des ouvriers grévistes de Saint-Pétersbourg, qui se sont insurgés contre le capitalisme et contre le « csarisme », un tonnerre d'applaudissements couvrit sa voix. Pleckanow fit exclure un septième délégué, qu'il appela le délégué des idéologues et des étudiants bourgeois réunis à Genève. Le Russe F. Volkovsky parla au meeting de Hyde-Park.

Depuis le congrès de Londres, les grèves fomentées par le socialisme russe se sont multipliées. Elles sont devenues si nombreuses dans les derniers temps que le gouvernement, inquiet, songea aux moyens de combattre l'influence occulte du socialisme. Il est à peine besoin de dire que les grèves russes ressemblent peu aux grèves anglaises.

Dans un rapport secret adressé par le chef de la police de Moscou, le 20 avril 1898, au gouverneur général (rapport publié par le *Vorwaerts* de Berlin), ce chef, Trepow Soubatow, reconnaît lui-même que les révolutionnaires russes ont suivi avec succès l'exemple des socialistes allemands et qu'ils se sont adressés aux ouvriers, comme défenseurs de leurs intérêts. Trepow croit que les révolutionnaires russes ont abandonné le drapeau d'autrefois.

L'avenir nous renseignera à ce sujet. D'après la presse socialiste clandestine en Russie, le mouvement socialiste aurait envahi Saint-Pétersbourg, Moscou, Dombrowna, Ezenstachowa, Lodz, Bialystock et de nombreuses localités moins considérables.

Le nombre des délégués socialistes russes au congrès de Paris, s'est élevé à vingt-trois.

Suède et Norwège. — Le socialisme norwégien a fourni, à l'occasion du congrès de Londres, un des orateurs de ce fameux meeting qui, dans l'intention des meneurs socialistes, devait faire concurrence à la Pentecôte et dont une pluie torrentielle a achevé de faire une farce. Le suffrage universel, qui vient d'être donné à la Norwège, la dotera bientôt, nous n'en doutons point, d'un certain nombre de députés socialistes.

L'agitation politique des derniers temps a rendu la Norwège plus accessible à la propagande socialiste. D'après le rapport présenté au congrès de Christiania, au mois d'août 1899, le socialisme norwégien compterait environ 10,000 membres partagés en 105 associations.

Le socialisme suédois a appelé l'attention sur lui à un autre titre; les électeurs de Stockholm envoyèrent l'un de ses chefs, Hjalmar Branting, dans la deuxième chambre suédoise. Cette élection est d'autant plus significative que, pour être électeur, il faut posséder un revenu de 800 couronnes. Branting fut, comme étudiant de l'université d'Upsal, un des collaborateurs du tailleur Palm, du premier agitateur socialiste en Suède. Le socialisme suédois a su créer deux journaux quotidiens, l'un à Stockholm et l'autre à Malmoe, plusieurs feuilles hebdomadaires et quelques organes spéciaux des associations professionnelles. Le premier mai, qui, de temps immémorial, était un jour de fête en Suède, a offert aux socialistes suédois une occasion unique de multiplier leurs démonstrations. Depuis 1890, leur organisation a fait des progrès rapides, mais seulement dans certaines régions; ils ont même leur *maison du peuple* à Malmoe, avec un grand parc. Ils font de grands efforts pour arriver au suffrage universel. Les socialistes suédois s'élèvent au nombre de 40,000 à 50,000; les associations ouvrières, imbues d'idées socialistes, ont 60,000 membres. Trois délégués représentaient le socialisme suédois au congrès de Paris.

Suisse. — Au dehors, le socialisme suisse tend toujours la main au socialisme allemand, qui lui a donné ses premiers maîtres. Au congrès de Londres, dans la scène de la fraternisation universelle, parmi les chefs du socialisme cosmopolite qui se tendaient les mains, figuraient les deux socialistes suisses Greulich et Sigg. Greulich fut aussi un des orateurs du meeting de Hyde-Park. Dans la Suisse même, la situation n'est pas si nette. Les socialistes suisses ne sont pas encore parvenus à s'organiser comme les socialistes allemands. Le socialiste Greulich, qui avait été au congrès de Gand, en 1877, un socialiste farouche et intransigeant, est aujourd'hui un socialiste opportuniste. Le socialisme suisse offre un caractère particulier. Il y a, dans les différents cantons de la Suisse, des groupes socialistes plus ou moins nombreux allant plus ou moins loin dans leur programme. Les socialistes d'un même canton sont même quelquefois divisés entre eux comme dans les cantons de Berne, Zurich et Genève. Les socialistes Mettier et Wullschleger ont fait des propositions d'organisation qui n'aboutirent point. Ce n'est pas un parti compact qu'ils voulaient constituer, mais une espèce de fédération des groupes cantonaux. Un congrès de délégués socialistes, réuni à Olten le 18 novembre 1900, s'occupa d'un nouveau projet d'organisation, qu devrait s'appuyer sur le *Grütliverein,* la plus puissante association ouvrière de la Suisse.

Le socialisme suisse cherche à pénétrer partout, et, pour arriver, se montre parfois accommodant. C'est le socialisme suisse qui s'est montré le premier favorable aux associations professionnelles *neutres.* Il n'y a là qu'une tactique plus ou moins habile, car le socialisme suisse n'est pas moins hostile à la religion que celui des autres pays.

Le Conseil national suisse a quelques membres socialistes; plusieurs Grands Conseils cantonaux comptent des socialistes dans leur sein. On est allé plus loin, le gouvernement du canton de Zurich et celui du canton de Genève nous montrent chacun un socialiste parmi leurs membres. Le

secrétaire du travail au Conseil fédéral n'est autre que le socialiste Greulich.

Au congrès de Paris le socialisme suisse comptait dix délégués.

Amérique. — Partout où des socialistes allemands ont mis le pied, ils ont fait de la propagande socialiste. On a parlé récemment de l'agitation socialiste dans l'Amérique du Sud, principalement dans la République Argentine. Ce mouvement socialiste s'est développé, et le socialisme de la République Argentine avait son délégué au Congrès international de Paris.

Quant aux États-Unis, le ferment socialiste continue à se manifester de temps en temps dans ses grandes associations ouvrières. Cependant le socialisme allemand, pour des motifs que nos lecteurs connaissent, n'a pas gagné considérablement en importance dans les six dernières années. Le socialisme marxiste, ou le *Parti ouvrier socialiste*, a trouvé une nouvelle concurrence dans la « *Démocratie sociale d'Amérique* ». Le chef de ce nouveau parti socialiste n'est autre que l'agitateur Eugène Debs, l'un de ceux qui ont conduit à Washington les légions d'ouvriers sans travail. Sa *Démocratie sociale* veut aussi transférer au peuple le sol et les moyens de production; elle veut créer un *État coopératif*. Debs tend à passer immédiatement de la théorie à la pratique, en fondant de grandes colonies ouvrières ayant une organisation socialiste. Quoique les marxistes d'Amérique combattent vivement la *Démocratie sociale*, celle-ci a vu rapidement augmenter ses adeptes; elle a même trouvé parmi les immigrés allemands des partisans assez nombreux pour lui permettre de faire paraître à Cleveland un organe central en langue allemande.

L'Amérique du Nord était représentée au congrès international de Londres. Deux Américains, Stetson et Maguire, furent nommés parmi les orateurs du *meeting de la paix universelle*. Cinq délégués furent envoyés au congrès de Paris par les socialistes de l'Amérique du Nord.

III

COUP D'ŒIL SUR LE MOUVEMENT ANARCHISTE DEPUIS L'ANNÉE 1894.

On peut distinguer deux périodes dans l'histoire de l'anarchisme depuis 1894: la période de l'assassinat en masse et la période de l'assassinat de personnalités éminentes ou de têtes couronnées.

La première période s'ouvre au mois de novembre 1893. Depuis le mois de novembre 1893 jusqu'au mois de juillet 1894, l'anarchisme s'efforça plus que jamais de semer la terreur. C'est l'époque de ses plus grands crimes; elle commence par l'attentat du théâtre Liceo à Barcelone et se termine par le meurtre du président Carnot.

Durant cette époque, l'anarchisme se montre sous sa véritable face. Il fait la guerre à la société elle-même: il porte ses coups là où les hommes ont coutume de se rencontrer en plus grand nombre. Quelles que soient ses victimes, pourvu qu'elles soient nombreuses, c'est tout ce qu'il semble demander. Un de ses plus farouches adeptes, Émile Henry, a dit cyniquement : « J'ai frappé dans le tas, sans choisir mes victimes ».

Quelle lugubre série de tueries!

Le 7 novembre 1893, Salvador jette une bombe dans le théâtre Liceo à Barcelone, au moment où quatre mille personnes s'y trouvent réunies : neuf femmes et six hommes sont tués sur le coup; on compte plus de quarante blessés, dont plusieurs sont atteints mortellement.

Le 9 décembre 1893, l'explosion de la bombe de l'anarchiste Vaillant à la Chambre française, produit dans toute la France une inexprimable impression d'horreur : 45 personnes sont blessées plus ou moins grièvement, 40 autres n'ont que des blessures légères.

Le 12 février 1894, Émile Henry, fils d'un communard,

gratifié pour ce motif d'une bourse dans un établissement public par le conseil municipal de Paris, se venge, à Paris même, d'une société dont il n'a reçu que des faveurs, en lançant sa bombe meurtrière dans l'hôtel *Terminus*, qu'il sait être très fréquenté. Il blesse vingt-cinq personnes.

Le crime appelle le crime. Des deux anarchistes Vaillant et Henry, le premier a voulu frapper la société dans les représentants du peuple et le second dans les hôtes de l'hôtel Terminus; un troisième, le Belge Pauvels, a résolu de porter la mort et la terreur parmi les chrétiens réunis à l'église. Il entre, armé de sa bombe, à l'église de la Madeleine, deux heures avant le sermon qui est annoncé, le 15 mars 1894; la main de Dieu l'arrête à l'entrée de l'église; la bombe du meurtrier éclate et le déchire lui-même en pièces.

Le sort de Pauvels n'empêche pas le quatrième attentat anarchiste de Paris, l'attentat du 4 avril 1894, au restaurant Foyot, fréquenté par les sénateurs et par les journalistes.

Au mois de mai, les anarchistes semblent vouloir laisser à la France un moment de trêve. Le 3 mai, un crime anarchiste est perpétré à Liège en Belgique par l'Allemand Richard Müller; il avait été préparé par une bande de jeunes anarchistes sous la direction de l'étudiant russe Unger Sternberg; des étudiants français et belges faisaient partie de la bande.

L'Angleterre elle-même, généralement trop condescendante envers les anarchistes, est émue. Les deux anarchistes Fornaro et Polti, qui préparaient tranquillement à Londres les bombes que d'autres devaient lancer, sont condamnés sévèrement.

La France, après quelques semaines d'un calme relatif, semble se croire à l'abri d'un attentat nouveau. Lyon ouvre son exposition au milieu d'une énorme affluence d'étrangers et de grandes fêtes, auxquelles le président de la République lui-même vient prendre part. Nul ne songe que, parmi les trop nombreux étrangers, se trouve un jeune Italien de 22 ans, presque en habits de mendiant, qui prétend avoir le droit de punir de mort le président de la République, parce que celui-ci n'a pas empêché l'exécution des assassins anarchistes

de Paris. Le 24 juin 1894, l'anarchiste Caserio, au milieu d'une foule innombrable, n'hésite pas à plonger son poignard, masqué par un bouquet, dans le corps du président Carnot.

Au mois de février, la police de Londres avait fait une visite domiciliaire au local du club anarchiste *l'Autonomie*. Elle y avait trouvé des manifestes incendiaires imprimés sur papier rouge, destinés à la France; un de ces manifestes demandait la mort de Carnot. On n'a pas cru au manifeste, parce qu'on comprenait peu l'anarchisme.

Après le meurtre de Carnot, l'anarchisme satisfait n'a pas renouvelé en France l'assassinat à la façon de Vaillant, d'Émile Henry et de Caserio. Il a cependant proféré à plusieurs reprises dans ses organes et ses réunions des menaces toujours également violentes. Le 19 janvier 1898, l'anarchiste François Etiévant s'est précipité, à 3 heures du matin, sur l'agent de police Renard, qu'il a percé de coups de poignard. Pour motiver son crime, il s'est contenté de répéter la phrase anarchiste de la guerre contre la société.

Le mouvement de l'anarchisme est difficile à suivre dans les autres pays.

Le parti anarchiste s'affirme en *Allemagne* dans ses organes et ses réunions. Il est plutôt doctrinaire; il n'en appelle pas à la propagande par le fait.

Plusieurs procès anarchistes ont prouvé que l'*Autriche-Hongrie* n'a pas entièrement extirpé l'anarchisme, qui l'avait tant épouvantée.

Après l'attentat sanglant commis à Liège par l'anarchiste allemand Müller, avec son complice russe et plusieurs complices *belges* et français, les anarchistes *belges* se firent faux monnayeurs et brigands, en attendant d'autres exploits. On avait appelé l'anarchiste Élisée Reclus à l'université libre de Bruxelles; au plus fort de la terreur anarchiste, le 22 janvier 1894, une démonstration fut faite pour demander bruyamment la réouverture de son cours, qu'il avait dû interrompre.

La *Grèce* aussi compte maintenant un attentat anarchiste.

L'anarchiste Matjalis tua le banquier Francopulos à Patras. En vrai anarchiste le cordonnier Matjalis avoua hautement son crime et s'en glorifia.

La *Hollande* nous a montré de dangereux anarchistes réfugiés à Rotterdam. Les doctrines du nouveau parti de l'ancien pasteur Nieuwenhuis se rapprochent toujours davantage des doctrines de l'anarchisme, sans toutefois arriver jusqu'à la propagande par le fait.

L'anarchisme a toujours des chefs en *Italie*. Il a suscité ou appuyé plusieurs émeutes. Plus d'une fois la presse italienne a signalé la découverte d'armes et de complots anarchistes. Le pays qui a formé Caserio a vu un attentat anarchiste contre la vie du roi au mois d'avril 1897. Il ne vit pas d'explosion dans la salle des séances de la Chambre, mais il fut témoin d'une sanglante explosion devant le palais de son parlement. L'anarchisme italien sera désormais une école d'assassins.

En Portugal on attribua à l'anarchisme une explosion qui causa de grands dégâts dans la maison d'un médecin de Lisbonne, le 4 février 1896. L'auteur de l'attentat fut arrêté le 12 février, et il fut constaté qu'un comité anarchiste composé de neuf membres avait préparé l'attentat.

Le *nihilisme russe*, que nous ne confondons pas avec l'anarchisme, n'est pas mort. Les socialistes disent qu'il se transforme et qu'il devient socialiste. Il est difficile de pénétrer dans les secrets de la police ou de la justice russe. Mais depuis six ans il a été si souvent question de la découverte de complots et de l'arrestation de conjurés ou de membres d'associations secrètes, surtout d'étudiants, qu'il est facile d'en conclure que la plaie menaçante du nihilisme est loin d'être fermée. Les voyages du czar exigent toujours des précautions plus qu'ordinaires; des mesures ont été prises en Autriche, en Allemagne et en France.

La Suisse a une loi contre l'anarchisme; mais, dans les dernières années, le procureur général de la Confédération a dû s'occuper beaucoup plus des anarchistes étrangers

réfugiés en Suisse que de l'anarchisme suisse lui-même. Les anarchistes suisses avaient envoyé au congrès anarchiste international de Londres un délégué pour Zurich et un autre délégué pour Genève.

C'est surtout sur la malheureuse *Espagne* que l'anarchisme s'est jeté comme sur une proie facile. Barcelone est restée pour lui un centre d'opérations. La procession de la Fête-Dieu a souvent désarmé des criminels, l'anarchisme n'y a vu qu'une occasion de pouvoir tuer facilement beaucoup de monde.

Le jour de la Fête-Dieu en 1896, à Barcelone, l'anarchiste Ascheri jeta au milieu de la procession de la paroisse de *santa Maria* une bombe qui n'avait pas moins de vingt-trois capsules. L'explosion fut terrible ; on releva huit cadavres et quarante blessés ; parmi les cadavres se trouvaient ceux de trois enfants.

L'anarchisme, qui savait combien l'Espagne était occupée à Cuba et dans les Philippines, ne laissa plus à l'infortuné pays ni trêve ni repos. Il songea à frapper un grand coup, qui fut annoncé avant son exécution dans les réunions des anarchistes de Paris. Le 8 août 1897, le ministre Canovas, l'homme politique le plus important de l'Espagne, tomba percé de trois balles à Santa Agueda, où l'assassin Angiolillo, un jeune anarchiste italien, âgé de 26 ans, l'avait suivi.

Le 4 septembre 1897, Barcelone fut témoin d'un nouveau crime, d'une tentative d'assassinat sur la personne du chef de police Portos, par l'anarchiste Sampan Barril.

Ne nous étonnons pas que l'anarchisme espagnol, sans cœur et sans patrie, ait voulu profiter de l'émotion produite par la nouvelle du désastre de la flotte espagnole devant Cuba, pour soulever une insurrection.

Nous devons encore quelques lignes à l'Angleterre.

Beaucoup de crimes anarchistes se sont préparés en Angleterre et ont été exécutés dans les autres pays. Les explosions ont été rares sur le sol anglais ; les anarchistes ont su ménager le pays qui leur donnait asile. L'Angleterre a considéré les auteurs des crimes anarchistes comme des réfugiés

politiques. Elle a puni sévèrement Fornaro et Polti, qui fabriquaient des bombes; quant à ceux qui tramaient des complots, elle croyait avoir assez fait quand sa police avait averti la police du pays menacé.

Les chefs principaux de l'anarchisme ont longtemps habité Londres, ou du moins ils y venaient de temps en temps, pour se grouper autour du prince Krapotkine. Le quartier des anarchistes était connu, et il l'est encore. Les anarchistes avaient leurs réunions; ils organisaient des meetings. Après avoir tenté de rendre impossibles les séances du congrès socialiste international de Londres en 1896, les anarchistes organisèrent un meeting de protestation; le prince Krapotkine, Élisée Reclus, les Italiens Malatesta et Gori, le Français Bernard Lazare y prirent la parole.

Le 22 août 1894, quinze jours après l'assassinat du ministre espagnol Canovas, alors que l'Europe était encore remplie de l'horreur inspirée par ce crime, les anarchistes de Londres organisèrent encore un meeting à Trafalgar, non pas pour décliner la responsabilité de l'assassinat, mais au contraire pour assurer hautement cette responsabilité et pour protester contre les mesures prises par l'Espagne pour combattre l'anarchisme.

— A la deuxième période de l'histoire de l'anarchisme depuis 1894 appartiennent les derniers crimes de l'anarchisme. Depuis 1898, l'anarchisme semble avoir abandonné la méthode de *frapper dans le tas*, selon l'expression de l'anarchiste Henry. Il veut atteindre les têtes couronnées, pour mieux ébranler par la terreur l'édifice social. Les chefs anarchistes prononcent l'arrêt de mort de ceux qui doivent être frappés; l'Italie fournit les exécuteurs de l'arrêt sinistre. On fait entrevoir aux yeux de ces derniers la gloire, la révolution qui les sauvera et les récompensera. Leurs déclarations devant la justice sont toujours les mêmes; on voit qu'ils ont été formés à la même école. Angiolillo a parlé comme Caserio, Luccheni a parlé comme Angiolillo, Bresci a parlé comme Luccheni.

L'Europe fut consternée quand elle apprit que l'Italien

Luccheni, un jeune ouvrier de vingt-cinq ans, avait percé le cœur de l'impératrice d'Autriche avec un instrument longuement préparé pour porter un coup mortel. C'est à Genève, où l'impératrice venait de passer un jour et où la peine de mort est abolie, que le meurtrier frappa sa victime. Il n'avait contre elle aucun motif personnel de haine. Il tua l'impératrice parce que l'anarchisme avait rempli son âme de haine sociale. Il voulait être un *héros* anarchiste, il *voulait frapper une tête couronnée*. Après le crime, il se glorifia stupidement d'avoir réussi. Certes, le monde ne s'est jamais trouvé en présence de doctrines plus monstrueuses que celles qui produisent de semblables résultats.

Sous l'impression d'horreur qu'inspira le crime de Genève les gouvernements s'unirent pour examiner dans une conférence quelles seraient les mesures communes à prendre contre l'anarchisme. La conférence se réunit à Rome. Elle siégea longtemps; ses délibérations et ses résolutions demeurèrent secrètes. Les mesures communes qui furent prises ne paraissent être que des mesures de police. Les communications internationales des renseignements de la police sont devenues plus actives.

Quoi qu'il en soit, les mesures prises par la conférence de Rome n'ont pas pu soustraire aux coups de l'anarchisme une autre tête couronnée.

Le roi d'Italie, Humbert Ier, fut assassiné, le 29 juillet, à Monsa, où il avait assisté à une fête de sociétés de gymnastique, par l'anarchiste italien Gaetano Bresci. L'assassin tira à bout portant sur le roi, qui venait de monter dans sa voiture, plusieurs coups de revolver. Le roi succomba dans la voiture. Ce n'est qu'après une lutte acharnée avec ceux qui étaient venus pour le sauver, que la gendarmerie parvint à s'emparer de l'assassin.

La nouvelle de l'assassinat du roi d'Italie par l'anarchisme produisit une immense commotion. Le terrain social semblait un instant mouvant comme le sol au moment d'un tremblement de terre. Les canons et la puissante armée de l'Italie

n'ont rien pu pour sauver le roi d'Italie contre les coups d'une bande conjurée d'assassins! Devant les juges, Bresci fit les mêmes déclarations que ses devanciers.

Pas de complices! Ils le déclarent tous. Qui est-ce donc qui a lutté avec les gendarmes pour empêcher l'arrestation de Bresci? Bresci était venu de bien loin pour perpétrer son forfait. Il était venu de Patterson en Amérique, où l'arrêt de mort avait été prononcé contre Humbert I[er]. Qui est-ce qui lui a payé les frais d'un voyage qui n'était pas le voyage d'un ouvrier? Grâce aux renseignements de la police de l'Amérique, de la France et de l'Italie, on a pu suivre pour ainsi dire pas à pas Bresci et ceux qui avaient été désignés comme ses compagnons, depuis Patterson jusqu'à New-York, depuis New-York jusqu'au Havre, depuis le Havre à travers la France jusqu'aux villes de l'Italie où Bresci a séjourné. Ils ont trouvé dans tous ces pays des initiés, qui les ont accueillis comme des hommes chargés d'une mission extraordinaire du parti. Non, de semblables forfaits ne se conçoivent pas, ne se préparent pas, ne s'exécutent pas sans complices.

L'assassinat du roi d'Italie n'est pas l'œuvre du seul Bresci, il est l'œuvre de l'anarchisme.

Cet assassinat n'a pas été préparé à Londres. C'est à Patterson, dans une ville naissante de l'Amérique, qui n'avait pas beaucoup fait parler d'elle jusque-là que les anarchistes s'étaient groupés depuis quelque temps autour des deux chefs italiens Malatesta et Ciancabilla.

Nos lecteurs connaissent Enrico *Malatesta* et ses premiers exploits en Italie. Malatesta fut arrêté à Ancône en 1897 et il fut condamné, pour participation à des sociétés secrètes criminelles, à quatre années de déportation à l'île Lampedouse; il parvint à s'échapper le 27 avril 1899. Il se rendit d'abord à Londres et de là à Patterson, où il publia *La Question sociale* Au mois de juin 1900, après le départ de Bresci, Malatesta revint à Londres « *pour être plus près des événements dans la vieille Europe pourrie* ».

Ciancabilla est un jeune journaliste révolutionnaire de

vingt-neuf ans. Il avait dû s'éloigner de l'Italie par suite de querelles avec ses anciens amis. Il séjourna à Paris et à Bruxelles, où il fut le correspondant du journal socialiste italien l'*Avanti*. En 1899, nous le voyons à Patterson, comme collaborateur de Malatesta. Deux hommes aussi violents ne purent vivre longtemps l'un à côté de l'autre.

Ciancabilla dut se retirer à Hoboken, où il publia l'*Aurore*, qui est d'un anarchisme plus furieux encore que la publication de Malatesta.

Une colonie d'Italiens se forma autour des deux chefs anarchistes. On se représente aisément à quel point d'effervescence la haine sociale dut y arriver. C'est dans ce milieu que l'assassinat du roi Humbert Ier fut, sinon conçu, du moins préparé.

Nous n'avons pas cru devoir prendre au sérieux l'attentat contre le shah de Perse qui suivit de près l'assassinat du roi d'Italie et qui eut lieu à Paris, où le shah était venu visiter l'Exposition. Salson, l'auteur de l'attentat, ayant déclaré devant les jurés qu'il est anarchiste et qu'il avait réellement l'intention de tuer le shah, et les médecins ayant écarté l'objection de l'irresponsabilité de Salson, nous mentionnons l'attentat de Salson, d'un jeune homme de vingt-quatre ans, égaré par les lectures anarchistes les plus exaltées.

IV

CONCLUSION

On nous a reproché de ne pas avoir marqué suffisamment ce qui sépare l'anarchisme et le socialisme. Nous avons, au contraire, indiqué avec le plus grand soin la ligne de démarcation entre les deux systèmes qui veulent le renversement de la société et des bases que Dieu lui a données.

Nous avons dit que l'anarchisme diffère du socialisme par sa doctrine et par ses moyens d'action. Il y a une dis-

tance très grande entre un anarchiste et un socialiste.

Mais nous avons fait observer aussi comment le socialisme conduit les hommes violents à l'anarchisme. Le socialisme proclame la lutte de classe ; dans sa lutte il fait arme de tout, il ne voit que les faiblesses de ceux qu'il poursuit, il les exagère. Il alimente la lutte de classe par la haine de classe, par la haine de la société actuelle.

La haine de classe poussera toujours des hommes violents à des actes de violence; elle les livrera au système de la violence qui ne veut pas attendre l'heure promise par le socialisme; elle en fera des *anarchistes*.

L'anarchisme marchera ainsi toujours côte à côte avec le socialisme.

On dit que le socialisme passe par une *mue* et que l'anarchisme s'apprivoise. La *mue* socialiste est un changement de tactique. On ne met plus aussi facilement *à la porte* les dissidents.

Dans les rangs des socialistes allemands, on voit les uns à côté des autres ceux qui se sont le plus vivement combattus dans des questions qu'on appelait des questions de principe. « Il y a place aujourd'hui dans les rangs de la démocratie socialiste, disait récemment l'écrivain anarchiste Gumblovicz, pour Legien comme pour Auer, pour Vollmar comme pour Kautsky, pour Heine comme pour Ledebour, pour Bernstein comme pour Bebel. »

On a cru remarquer un mouvement semblable dans l'anarchisme. Autrefois celui-ci condamnait absolument le parlementarisme; il ne permettait à aucun titre à ses adeptes de prendre part aux élections; aujourd'hui certains chefs anarchistes allemands conseillent aux anarchistes d'aller aux urnes avec les socialistes.

L'anarchiste italien Merlino, l'avocat de Bresci, s'est prononcé dans le même sens. Nous constatons cette déviation de la voie que l'anarchisme avait suivie jusqu'ici, nous constatons de même la *mue* socialiste; mais nous nous gardons de tirer de ce double fait des conclusions exagérées.

Quand un crime anarchiste est venu effrayer les hommes, comme une bombe qui éclate dans le calme de la nuit, tout le monde est épouvanté, tout le monde demande des mesures contre l'anarchisme. Puis, le calme se fait; pendant quelque temps l'anarchisme fait le mort, et notre société qui n'aime pas être troublée dans ses fêtes, dit qu'il n'y a plus d'anarchisme.

Nous ne croyons pas aux mesures que la foule demande après un forfait anarchiste; nous croyons que l'anarchisme subsistera tant que subsisteront les causes qui l'ont produit.

Certes, les derniers attentats de l'anarchisme ne sont pas moins monstrueux que les premiers. Quant aux socialistes, ils sont devenus considérablement plus nombreux. S'ils sont moins rigides dans leur doctrine, leur haine sociale n'a guère diminué. Or, nous voyons le danger du socialisme beaucoup moins dans son dogme impossible du collectivisme que dans la haine sociale.

Il est à peine besoin d'ajouter que les causes morales et matérielles qui ont doté notre temps du socialisme et de l'anarchisme n'ont point disparu; d'un autre côté, les chefs socialistes n'affirment pas moins froidement leur athéisme, et l'athéisme des anarchistes n'est pas devenu moins brutal.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE II.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU DÉVELOPPEMENT DU SOCIALISME ET DE L'ANARCHISME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

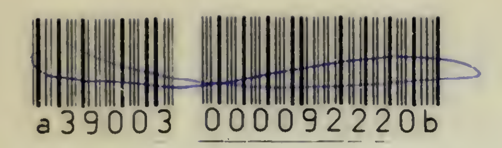
HISTOIRE DES CONGRÈS INTERNATIONAUX ET DE LA FÊTE SOCIALISTE INTERNATIONALE.

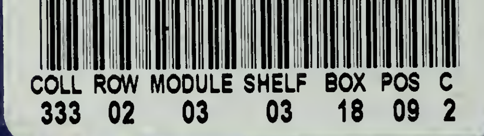
CHAPITRE IV.

LIVRE III.

HISTOIRE SPÉCIALE DU SOCIALISME ET DE L'ANARCHISME EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE.


BIBLIOTHECA
Ottaviensis


a39003 000092220b


COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 02 03 03 18 09 2